



Conseil du commerce des marchandises

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL DU COMMERCE
DES MARCHANDISES TENUE LES 3 ET 4 AVRIL 2023**

PRÉSIDENT: M. ÉTIENNE OUDOT DE DAINVILLE

La réunion du Conseil du commerce des marchandises (ci-après le CCM ou le Conseil) a été convoquée par les aérogrammes [WTO/AIR/CTG/24](#) et [WTO/AIR/CTG/24/Rev.1](#); l'ordre du jour proposé pour la réunion a été distribué dans le document [G/C/W/827](#).

1 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX.....	4
2 SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC (G/L/223/REV.30).....	4
3 ABSENCE DE RÉPONSE DES MEMBRES AUX QUESTIONS POSÉES PAR D'AUTRES MEMBRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS (VOIR L'ANNEXE 1)	6
4 NON-NOTIFICATION PAR LES MEMBRES D'ÉLÉMENTS CONFORMÉMENT À CERTAINS ACCORDS DE L'OMC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS (VOIR L'ANNEXE 2)..	8
5 DÉSIGNATION DU BUREAU DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES.....	10
6 CANADA – DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉROGATION POUR L'INITIATIVE CONCERNANT LES PAYS DES CARAÏBES: CARIBCAN (G/C/W/826)	12
7 QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE DÉCOULANT DE LA CM12: FONCTIONNEMENT DU CCM ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES ET RÉPONSE DE L'OMC FACE À LA PANDÉMIE (G/L/1464, G/L/1467, G/C/W/824/REV.1, JOB/CTG/19/REV.2, JOB/CTG/20, JOB/CTG/21/REV.1, JOB/CTG/23) – RAPPORT DE SITUATION DU PRÉSIDENT.....	13
8 UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LA COLOMBIE, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LE GUATEMALA, LE PANAMA, LE PARAGUAY, LE PÉROU, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET L'URUGUAY (G/C/W/767/REV.1)	22
9 UNION EUROPÉENNE – MODIFICATION PROPOSÉE DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY	33
10 ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY	35
11 UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'URUGUAY.....	35
12 INDE – POLITIQUES RELATIVES À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA, L'INDONÉSIE, LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU, LA THAÏLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE	37

13 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET LA THAÏLANDE	39
14 NÉPAL – INTERDICTION D'IMPORTER DES BOISSONS ÉNERGISANTES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA THAÏLANDE.....	41
15 ÉTATS-UNIS – MESURES DE SUBVENTION DISCRIMINATOIRES ET AYANT DES EFFETS DE DISTORSION DES ÉCHANGES AU TITRE DE LA LOI DE 2022 SUR LA RÉDUCTION DE L'INFLATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	42
16 ÉTATS-UNIS – SÉRIE DE MESURES DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT DES EFFETS DE DISTORSION SUR L'INDUSTRIE DES SEMI-CONDUCTEURS ET SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	44
17 UNION EUROPÉENNE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE DE LA SUÈDE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	45
18 AUSTRALIE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE.....	46
19 UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE, L'INDONÉSIE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	46
20 UNION EUROPÉENNE – PRODUITS ZÉRO DÉFORESTATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	54
21 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	57
22 ROYAUME-UNI – LOI DU ROYAUME-UNI SUR L'ENVIRONNEMENT: PRODUITS PRÉSENTANT UN RISQUE POUR LES FORÊTS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE	59
23 ÉTATS-UNIS, JAPON, PAYS-BAS – ACCORD ENTRE LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET LES PAYS-BAS SUR LES RESTRICTIONS À L'EXPORTATION DE PUCES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	61
24 ÉTATS-UNIS – DROITS AU TITRE DE L'ARTICLE 301 VISANT CERTAINES MARCHANDISES EN PROVENANCE DE CHINE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE ...	62
25 CHINE – RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE.....	63
26 INDONÉSIE – MÉCANISME DE BALANCE-MATIÈRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE.....	67
27 INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE	69
28 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE	74
29 ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	75
30 PAKISTAN – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE BIENS DE CONSOMMATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	76
31 AUSTRALIE, CANADA, ÉTATS-UNIS, JAPON, NOUVELLE-ZÉLANDE, ROYAUME-UNI, SUISSE ET UNION EUROPÉENNE – MESURES DE RESTRICTION DU COMMERCE PRISES UNILATÉRALEMENT – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	76
32 UNION EUROPÉENNE – PROJET DE RÈGLEMENT (UE) DE LA COMMISSION MODIFIANT LES ANNEXES II ET V DU RÈGLEMENT (CE) N° 396/2005 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL EN CE QUI CONCERNE LES LMR POUR LA CLOTHIANIDINE ET LE THIAMÉTHOXAME PRÉSENTS DANS OU SUR CERTAINS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	83

33 CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE ET LES ÉTATS-UNIS	90
34 CHINE – TRANSPARENCE DES SUBVENTIONS ET OBLIGATIONS DE LA CHINE EN MATIÈRE DE PUBLICATION ET D'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'INFORMATION EN VERTU DE SON PROTOCOLE D'ACCESSION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE.....	94
35 ÉGYPTÉ – MESURE RELATIVE À LA CERTIFICATION HALAL, FONDÉE SUR LA NORME ÉGYPTIENNE ES 4249/2014 (PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX ALIMENTS HALAL CONFORMÉMENT À LA CHARIA) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS	97
36 INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	100
37 MEXIQUE: PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018. "FROMAGES – DÉNOMINATION, SPÉCIFICATIONS, INFORMATION COMMERCIALE ET MÉTHODES D'ESSAI, PUBLIÉE LE 31 JANVIER 2019 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS	102
38 PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS	103
39 ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET LA SUISSE....	104
40 CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE.....	105
41 CHINE – LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	107
42 CHINE – PROJET DE NORME NATIONALE CHINOISE RECOMMANDÉE POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	109
43 CHINE – PROJET DE RÉVISION DE LA LOI CHINOISE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON	111
44 ÉTATS-UNIS – RESTRICTION QUANTITATIVE DISCRIMINATOIRE À L'IMPORTATION D'ACIER ET/OU D'ALUMINIUM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE	112
45 ÉTATS-UNIS – MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES AU NOM DE LA SÉCURITÉ NATIONALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE.....	113
46 INDE – MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ AU MOYEN D'ORDONNANCES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DANS DIVERS SECTEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET L'UNION EUROPÉENNE.....	115
47 ÉGYPTÉ – UTILISATION OBLIGATOIRE D'UNE LETTRE DE CRÉDIT COMME CONDITION DE PAIEMENT POUR LES IMPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE	116
48 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (UE) N° 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) N° 2018/825 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE	117
49 AUTRES QUESTIONS.....	117
49.1 Compte rendu de l'événement "Who Notices Notifications? A Conversation With the Private Sector at the WTO"	117
49.2 Projet de calendrier annuel – Organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises (JOB/CTG/22) et Calendrier évolutif provisoire des réunions formelles des organes de l'OMC en 2023 (WT/INF/231/Rev.1)	118

49.3 E-Agenda	119
49.4 Date de la prochaine réunion	119
50 ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES	119

Le Président a indiqué que, compte tenu de la longueur de l'ordre du jour, il serait préférable que les interventions des Membres restent brèves, si possible. Il a invité les Membres qui prévoyaient de présenter des déclarations écrites plus longues afin qu'elles soient incorporées au compte rendu de la réunion à indiquer expressément que telle était leur intention lorsqu'ils prendraient la parole. Afin que le compte rendu soit élaboré avec transparence, le Secrétariat ne rendrait compte que de ce qui avait été dit lors de la réunion, sauf dans les cas où un Membre aurait clairement fait savoir qu'il avait l'intention de soumettre une déclaration plus longue par écrit.

La déléguée des États-Unis a dit qu'elle souhaiterait présenter un bref rapport au titre du point "Autres questions" sur l'activité de la semaine précédente relative aux notifications et au secteur privé.

Le Président a informé les délégations qu'au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Autres questions", il présenterait ses observations sur le Projet de calendrier annuel – Organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises ([JOB/CTG/22](#)) et sur le Calendrier évolutif provisoire des réunions formelles des organes de l'OMC en 2023 ([WT/INF/231/Rev.1](#)). Il souhaitait également faire des observations sur l'utilisation de l'eAgenda au sein du Conseil. Et comme de coutume, il conclurait par la date de la prochaine réunion du Conseil.

L'ordre du jour a ainsi été adopté.

1 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

1.1. Le Président a rappelé que, conformément aux procédures de travail convenues par le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) et à la suite de l'adoption par le Conseil général du Mécanisme pour la transparence¹, le CCM devait être tenu informé des notifications de nouveaux accords commerciaux régionaux (ACR) présentées par les Membres. Il a informé le Conseil que les six ACR suivants avaient été notifiés au CACR:

- Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), Marchandises – Entrée en vigueur pour le Chili ([WT/REG395/N/4](#));
- Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), Marchandises – Entrée en vigueur pour la Malaisie ([WT/REG395/N/3](#));
- Accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, Marchandises – Entrée en vigueur pour l'Islande ([WT/REG459/N/2](#));
- Accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, Marchandises ([WT/REG430/N/2](#)) – Notification de dénonciation;
- Accord de libre-échange entre la Türkiye et le Royaume du Danemark, Marchandises ([WT/REG466/N/1](#)); et
- Accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, Marchandises ([WT/REG459/N/1/Add.1](#)).

1.2. Le Conseil a pris note des renseignements fournis.

2 SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC ([G/L/223/REV.30](#))

2.1. Le Président a appelé l'attention des Membres sur le document [G/L/223/Rev.30](#) qui fait état de la situation des notifications présentées au titre des dispositions des Accords figurant à l'Annexe 1A

¹ Documents [WT/REG/16](#), [WT/L/671](#) et [G/C/M/88](#).

de l'Accord sur l'OMC. La première page de ce rapport décrit les discussions des Membres qui ont conduit à son format actuel, dont la plus récente a eu lieu en 2018, en vue de refléter l'Accord sur la facilitation des échanges. La nouvelle révision du rapport par le Secrétariat décrit l'état des notifications au 31 décembre 2022.

2.2. Dans un domaine connexe, le Président a également attiré l'attention des Membres sur le Portail des notifications, disponible sur notifications.wto.org, dont le Secrétariat a publié une version beta au début de l'année dernière. Ce portail vise à regrouper, dans un système unique, tous les renseignements généraux concernant les notifications et les renseignements relatifs aux accords sur le commerce des marchandises, résumés et présentés selon le modèle de la série de documents [G/L/223/-](#).

2.3. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

2.4. L'Union européenne se félicite que tous les Membres accordent une grande importance à la transparence en tant que pilier fondamental de l'OMC, comme le confirment les précédentes discussions sur les notifications. L'élaboration du document [G/L/223](#) fait suite à un rapport (document [G/L/112](#)) de 1996 du Groupe de travail dit "des obligations et procédures de notification", créé en vertu de la décision de Marrakech sur les procédures de notification. Dans son rapport, le Groupe a notamment appelé l'attention du CCM sur plusieurs observations générales.

2.5. Parmi ces observations générales, le Groupe a notamment souligné l'importance de deux sujets: i) l'amélioration du degré d'exécution des obligations de notification; et ii) le besoin d'aide de certains pays en développement Membres dans ce domaine (paragraphe 16). Le rapport précisait que "pour améliorer le degré d'exécution des obligations, du moins en ce qui concernait certains pays en développement Membres, il était essentiel de fournir une assistance technique d'envergure et bien ciblée, sous plusieurs formes". Fait intéressant, le rapport se poursuit en soulignant ce qui était considéré comme les meilleurs moyens de fournir cette assistance: i) formation intensive afin d'informer les Membres de leurs obligations; ii) orientation pour la mise en place de systèmes, dans les administrations nationales, permettant de centraliser les obligations et les réponses; et iii) manuel pratique destiné à fournir des renseignements détaillés sur l'élaboration des notifications (paragraphe 17).

2.6. Ces considérations se sont traduites par des mesures concrètes. Le document [G/L/223](#) est désormais l'une des ressources disponibles et fournit aux Membres des renseignements sur leur bilan et leur situation en matière de notifications. D'autres outils ont été mis au point, comme le Manuel actualisé concernant les notifications et le Portail des notifications, récemment conçu. Ces outils pratiques, ainsi que les nombreuses activités d'assistance technique et de renforcement des capacités, sont très précieux pour éclairer et promouvoir les efforts nationaux en faveur de la transparence.

2.7. Toutefois, nous avons entendu dire lors de précédentes discussions sur les notifications que des obstacles persistent, en particulier pour plusieurs pays en développement et PMA. Nous sommes conscients qu'il demeure un certain nombre de difficultés et qu'elles ont plusieurs aspects. Dans le cadre des efforts visant à les surmonter, l'UE aidera les Membres à envisager comment mieux faciliter la présentation des notifications, par exemple en tirant un meilleur parti des outils en ligne, par des activités d'assistance technique ou encore en actualisant et en rationalisant les obligations le cas échéant.

2.8. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

2.9. Les États-Unis jugent toujours très informatives les données figurant dans le document [G/L/223](#). Le rapport est une ressource utile pour comprendre les obligations de notification et la situation de notifications dans les différents organes du CCM. Il peut cependant être ardu de naviguer dans le rapport, dont le format est resté pour l'essentiel inchangé depuis sa première édition en 1996. Les Amis de la transparence ont proposé de réexaminer le document [G/L/223](#) et d'apporter des améliorations au rapport concernant la présentation factuelle des renseignements sur le respect de leurs obligations par les Membres.

2.10. Dans la mesure où le nouveau Portail des notifications de l'OMC contiendra bon nombre des renseignements figurant dans le document [G/L/223](#), mais aussi des actualisations en temps réel, le

Comité doit-il envisager des moyens distincts pour faciliter l'utilisation de ce rapport, qui offre un aperçu annuel de l'activité de notification? Existe-t-il par exemple un moyen d'inclure un exposé factuel sur la situation des notifications d'un Membre pour chaque organe particulier du CCM? Ou bien le rapport pourrait-il bénéficier de l'inclusion de tableaux ou graphiques pour aider à identifier les tendances concernant la situation des notifications? Les rapports du Comité de l'agriculture contiennent une colonne indiquant le degré, en pourcentage, de respect par les Membres de chacune de leurs observations. Cela peut-il être fait pour d'autres obligations pour lesquelles la présentation de rapports annuels ou périodiques est requise? Un exposé peut-il faire apparaître les changements survenus au fil du temps, par exemple la hausse ou la baisse des notifications par rapport à l'année précédente? Ce ne sont que quelques idées qu'il pourrait être utile d'étudier.

2.11. Les notifications manquantes, tardives ou incomplètes restent une source de préoccupation dans l'ensemble des organes du CCM. Nous devons envisager d'apporter des modifications, même mineures et d'ordre technique, aux travaux de l'OMC pour favoriser des notifications plus ponctuelles et complètes.

2.12. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

2.13. L'Australie note elle aussi que le format du document [G/L/223](#) est resté largement inchangé depuis 1996, et nous jugerions utile une discussion informelle au sein du Conseil afin que les Membres envisagent comment le document peut être modernisé et éventuellement rendu plus utile pour les Membres. Nous prenons également note, bien entendu, du Portail des notifications, et de certains des avantages intrinsèques de la communication de renseignements par ce portail en temps réel par rapport au document [G/L/223](#). Mais nous soutiendrons naturellement les discussions en cours dans cet espace.

2.14. Le Conseil a pris note des déclarations.

3 ABSENCE DE RÉPONSE DES MEMBRES AUX QUESTIONS POSÉES PAR D'AUTRES MEMBRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS (VOIR L'ANNEXE 1)

3.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

3.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

3.3. Les États-Unis soulèvent cette question devant le Conseil pour identifier l'absence de réponse de certains Membres aux questions posées par d'autres Membres. Ce sont des questions en suspens qui sont inscrites à l'ordre du jour des organes concernés depuis longtemps. D'ailleurs, l'ordre du jour de ces organes contient une partie spécialement consacrée aux questions restées sans réponse. Et nous soulevons désormais ce point devant le Conseil en tant que question administrative ordinaire. Comme l'indique l'Annexe 1, il existe tout une série de questions qui sont en suspens et restent sans réponse depuis quelque temps dans les organes subsidiaires mentionnés. En toute clarté, il ne s'agit pas seulement de la qualité d'une réponse ou de toute autre point touchant sur le fond aux questions elles-mêmes, mais simplement du fait qu'aucune réponse n'est apportée aux questions posées.

3.4. La seule exception à cette situation concerne le point de l'Inde relatif au Groupe de travail des entreprises commerciales d'État, l'Inde ayant indiqué dans la réponse identifiée à l'Annexe qu'elle fournirait une réponse à une date future, mais elle ne l'a toujours pas fait deux ans plus tard. Les États-Unis et l'Inde ont eu des échanges coopératifs sur cette question dans le passé et nous sommes prêts à poursuivre les consultations avec l'Inde si nécessaire.

3.5. Les États-Unis sont disposés à tenir des consultations et/ou à travailler avec tous les autres Membres mentionnés dans l'Annexe, de sorte qu'ils puissent fournir les réponses nécessaires. Comme ils en ont fait la preuve à de nombreuses reprises dans les différents organes subsidiaires, les États-Unis sont toujours prêts à travailler avec les Membres sur des points aussi ordinaires du fonctionnement des comités et pour envisager les moyens d'améliorer le processus de questions-réponses à l'avenir.

3.6. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

3.7. La Fédération de Russie se félicite que le problème des questions sans réponse ait été soulevé devant le CCM. Nous partageons le point de vue selon lequel la transparence est de la plus haute importance pour l'Organisation. Il est préjudiciable pour l'OMC que les questions, y compris celles qui sont adressées par écrit, restent sans réponse. Les cas suivants sont des exemples d'absence de réponse. Les États-Unis n'ont pas répondu aux questions écrites que la Russie a communiquées au Comité de l'agriculture en octobre 2022 et en mars 2023 concernant les droits d'importation dépassant les taux consolidés et les restrictions visant les services agricoles et les services liés à l'agriculture. De même, aucune réponse n'a été apportée aux questions que la Russie a soulevées en octobre 2022 devant le Comité des subventions et des mesures compensatoires sur le rapport semestriel des États-Unis, ainsi que sur les récentes subventions, politiques de subventionnement et mesures discriminatoires prises par les États-Unis, sans parler des 330 questions communiquées en temps voulu auxquelles les États-Unis n'ont pas répondu pendant l'examen de leur politique commerciale qui s'est tenu en décembre 2022. La liste des pays développés Membres qui ne répondent pas aux questions des Membres de l'OMC ne se limite pas aux États-Unis. Durant la réunion du Comité SPS de novembre 2022, le Japon n'a pas répondu à la Russie sur la question des procédures approuvées pour les produits avicoles. Pendant l'examen de sa politique commerciale qui s'est tenu en mars 2023, le Japon a omis de répondre à 44 questions écrites communiquées à l'avance. Les questions écrites adressées à l'UE en date du 8 octobre 2021 et distribuées dans les documents [G/MA/W/172](#) et [G/C/W/800](#), sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE, sont également restées dans réponse. En outre, les questions posées à l'UE lors des réunions du Comité de l'accès aux marchés de mars et octobre 2022 sur ce même sujet, ainsi qu'au Comité des obstacles techniques au commerce sur les éléments relatifs au Pacte vert, n'ont pas non plus obtenu de réponse. L'Australie, le Canada, les États-Unis, l'Islande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et l'Union européenne ignorent systématiquement les questions posées au Comité de l'agriculture sur leurs mesures unilatérales qui affectent le commerce des produits agricoles. Tels sont certains des cas récents d'absence de réponse des Membres aux questions posées par d'autres Membres. Nous sommes d'avis qu'en matière de transparence les États-Unis, tout comme les autres Membres cités dans cette intervention, doivent montrer l'exemple en répondant aux questions que leur posent d'autres délégations, y compris la Russie.

3.8. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

3.9. L'Inde fera une déclaration commune pour les points 3 et 4 de l'ordre du jour.

3.10. L'Inde est convaincue que les Membres de l'OMC s'efforcent dans toute la mesure de leurs capacités de respecter les diverses obligations de notification en vigueur dans cette Organisation. La situation d'un pays peut l'amener à prendre telle ou telle position, ce qui est tout à fait naturel dans un domaine aussi dynamique que le commerce international. S'agissant plus précisément des préoccupations soulevées par les États-Unis au sujet des réponses de l'Inde aux questions posées pour le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État, nous avons déjà indiqué que nous examinons ces questions et que nous attendons la publication de notre politique commerciale nationale actualisée.

3.11. Plus généralement, la transparence que permet le respect des obligations de notification doit infuser dans toutes les parties de l'Organisation. À la réunion du Conseil du commerce de services de mars 2023, par exemple, ma délégation a mis en lumière l'approche sélective de l'idée d'obligation de notification. Elle disait notamment ceci dans la déclaration faite à la réunion en question: "Les chiffres relatifs au respect des obligations de notification qui figurent dans le recueil du Secrétariat intitulé "Tour d'horizon des notifications présentées au titre des dispositions pertinentes de l'AGCS" demeurent préoccupants et nous avons, dans le passé, appelé l'attention sur le faible nombre de notifications présentées par les Membres développés d'une manière générale et, en particulier, sur le bilan déplorable en matière de notifications de plusieurs éminents Membres développés, qui occupent également les premières places en matière de commerce mondial des services commerciaux. Au titre des discussions sur les réformes de l'OMC, l'Inde reconnaît la nécessité d'un fonctionnement ouvert, inclusif et transparent de l'Organisation. La communication présentée par l'Inde et d'autres sur le renforcement de l'OMC pour promouvoir le développement et l'inclusion, dans le document [WT/GC/W/778/Rev.5](#) dont l'Inde est coauteur, souligne la nécessité de respecter les obligations de transparence telles qu'elles sont inscrites dans l'AGCS. Ces notifications sont essentielles pour permettre aux Membres de connaître l'ensemble des répercussions des

engagements pris par les Membres, y compris les mesures relatives à l'admission qui affectent les engagements existants des Membres pour le mode 4."

3.12. L'Inde espère que les Membres adopteront une vue globale de ces questions, ce qui les aidera à mieux apprécier les préoccupations sincères d'autres Membres lorsqu'il s'agit de traiter des engagements similaires dans le cadre de l'OMC.

3.13. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

3.14. La Suisse remercie les États-Unis d'avoir présenté ce point de l'ordre du jour et souhaite rappeler le mandat, issu de la CM12, qui consiste à améliorer le fonctionnement de l'OMC, y compris sa fonction délibérative. Bien qu'il existe des moyens techniques et organisationnels pour améliorer le fonctionnement des comités, c'est avant tout aux Membres qu'incombe la responsabilité de favoriser des délibérations constructives. Ils doivent participer de bonne foi aux discussions pendant et entre les réunions de comités. Pour ce faire, il leur faut répondre aux questions qui leur sont posées. Le processus des questions-réponses contribue à créer une compréhension commune des mesures de politique commerciale de chacun des Membres et est propice à rebâtir la confiance entre Membres. Nous encourageons donc tous les Membres à améliorer le taux de réponse aux questions posées par d'autres Membres, afin d'améliorer la fonction délibérative de cette Organisation.

3.15. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

3.16. Les États-Unis souhaitent répondre à certains des sujets abordés. S'agissant de la Russie, nous ne répondrons à aucun des points qu'elle a soulevés pour des raisons qui sont évidentes pour nous tous. En ce qui concerne l'Inde, nous prenons note de vos observations et, comme nous l'avons dit dans les nôtres, nous avons toujours adopté une approche coopérative de ces questions, et nous espérons poursuivre en ce sens. Et nous remercions la Suisse pour son intervention.

3.17. Le Président a proposé que le Comité prenne note des déclarations.

3.18. Le Conseil en est ainsi convenu.

4 NON-NOTIFICATION PAR LES MEMBRES D'ÉLÉMENTS CONFORMÉMENT À CERTAINS ACCORDS DE L'OMC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS (VOIR L'ANNEXE 2)

4.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

4.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

4.3. Comme le précédent point, les États-Unis soulèvent ce point à l'ordre du jour du Conseil pour identifier les cas de non-notification par certains Membres d'éléments conformément à certains accords de l'OMC. Cette question de la non-notification est soulevée dans les organes subsidiaires mentionnés depuis plusieurs années déjà. En réalité, elle est sans doute examinée dans les organes subsidiaires depuis plus longtemps que les préoccupations commerciales spécifiques (PCS) ne sont inscrites à l'ordre du jour d'aujourd'hui, donc nous la soulevons devant le Conseil en tant que question administrative ordinaire.

4.4. Comme les États-Unis l'ont indiqué lors des réunions précédentes, nous remercions les Présidents et le Secrétariat de leurs tentatives, dans les organes subsidiaires concernés, de faire en sorte que les Membres communiquent leurs notifications respectives, et nous avons constaté qu'un nombre croissant de Membres l'ont fait. Toutefois, comme l'indique l'Annexe 2, il reste plusieurs pays qui n'ont pas encore présenté leurs notifications respectives. En examinant la liste, les États-Unis notent que presque tous les Membres concernés ont informé l'OMC, dans le cadre du processus d'EPC, s'ils se sont dotés ou non de l'élément d'obligation requis. En d'autres termes, la plupart des Membres de l'OMC ont déjà informé l'Organisation de leur situation, même si c'est dans une autre enceinte. Comme d'autres Membres en ont apporté la preuve dans le passé, la notification n'est pas excessivement astreignante et, pour la plupart des Membres, elle se traduira sans doute par une notification nulle.

4.5. Les États-Unis continuent donc d'encourager tous les Membres qui n'ont pas encore présenté toutes leurs notifications à réexaminer leur situation individuelle et à présenter les notifications applicables. Bon nombre de ces notifications étant en suspens depuis plus de 25 ans, si les Membres ont des questions concernant leurs obligations en matière de notification, ils devraient prendre contact avec le Secrétariat pour obtenir des directives sur la manière de respecter les prescriptions applicables en vertu des accords de l'OMC. Autrement, si un Membre n'est pas en mesure de prendre contact avec le Secrétariat pour telle ou telle raison, les Membres peuvent se contacter entre eux pour demander des directives et/ou de l'assistance. Nous nous sommes tous trouvés un jour ou l'autre dans la situation de devoir présenter une notification à l'OMC pour la première fois, donc nous devrions tous avoir de l'empathie pour ceux qui se heurtent à des difficultés liées à certaines obligations. En ce qui concerne les États-Unis et eux seuls, comme peuvent en attester de nombreux Membres dans les organes subsidiaires mentionnés, y compris des PMA et des Membres ayant de petites délégations, nous sommes prêts à aider de notre mieux et, de fait, nous avons déjà aidé de nombreux Membres à remplir leurs notifications applicables. La balle est désormais dans votre camp pour avancer.

4.6. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

4.7. Le Royaume-Uni remercie les États-Unis d'avoir soulevé cette question. Les Membres savent bien que le Royaume-Uni – comme tant d'autres – partage la passion des États-Unis pour les principes fondamentaux de transparence et de résolution des préoccupations commerciales. L'adoption de mesures au titre des obligations applicables en matière de transparence et les efforts visant à régler les PCS produisent vraiment des résultats concrets pour les parties prenantes sur le terrain, et nous devons tous nous investir à fond. S'agissant de ce point précis de l'ordre du jour, le Royaume-Uni constate que bon nombre des Membres cités aux Annexes 1 et 2 sont des PMA. Il constate que plusieurs Membres figurant dans ces listes connaissent des problèmes intérieurs et humanitaires qui limitent les ressources disponibles, comme la guerre civile et les catastrophes naturelles, entre autres.

4.8. Au-delà de la teneur de cette proposition et d'un point de vue plus général, le Royaume-Uni souhaite saisir cette occasion pour remercier les PMA partenaires de leurs discussions et échanges récents avec notre délégation sur les notifications en matière de transparence. Nous réaffirmons que le Royaume-Uni approuve le libellé proposé par les PMA au paragraphe 8 du document [JOB/GC/223/Rev.1](#), qui souligne à juste titre que les notifications sont la colonne vertébrale de l'OMC. Il indique que nous devons tous travailler au respect des obligations, et selon le Royaume-Uni, ce message est à n'en pas douter partagé par tous les Membres.

4.9. Dans ce contexte, le Royaume-Uni poursuivra le dialogue en cours sur la manière dont l'aide au développement doit être utilement érigée en priorité pour aider ces partenaires à remplir toutes leurs obligations concurrentes. Il continuera de fournir une assistance technique et de renforcer les capacités pour aider ses partenaires à remplir leurs obligations, et nous attendons avec intérêt de poursuivre ces échanges sur la transparence.

4.10. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

4.11. Le Japon estime que les notifications par les comités subsidiaires du CCM sont importantes pour assurer la transparence et le suivi de la mise en œuvre de l'Accord, et pour améliorer le fonctionnement du CCM et de ses comités subsidiaires. Nous tenons à signaler que les Membres doivent redoubler d'efforts dans ce domaine, tout en tenant compte des capacités des Membres en développement ainsi que des PMA Membres.

4.12. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

4.13. La Suisse s'en tiendra à faire écho à l'importance de la transparence et du respect des obligations en matière de notification. C'est une condition préalable et nécessaire à un suivi efficace des politiques commerciales.

4.14. Le délégué de l'Angola a indiqué ce qui suit:

4.15. L'Angola prend soigneusement note des observations formulées par les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni, et continuera sans aucun doute à travailler pour faire évoluer la situation.

4.16. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

4.17. Le Népal souhaite remercier les États-Unis d'avoir fait part de leurs préoccupations concernant la notification au titre du paragraphe 25.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et du paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 (entreprises commerciales d'État). Ces messages ont été transmis aux autorités de la capitale pour que les mesures nécessaires soient prises. Le Népal tiendra le Conseil informé dès qu'il aura reçu les renseignements pertinents de sa capitale.

4.18. Le délégué du Bangladesh a indiqué ce qui suit:

4.19. Le Bangladesh remercie les États-Unis de leur intérêt à soulever cette question. Il a déjà présenté sa notification au titre de l'article 25.11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et a travaillé aux autres notifications recensées par les États-Unis. Ce message a déjà été transmis aux collègues compétents et nous reviendrons vers le Conseil en temps opportun.

4.20. Le délégué du Niger a indiqué ce qui suit:

4.21. S'agissant de ce point de l'ordre du jour, le Niger tient à remercier les États-Unis d'avoir soulevé la question. Nous prenons note des notifications manquantes de notre délégation. Nous les avons transmises aux autorités de la capitale et réagissons en temps utile.

4.22. Le délégué de la Sierra Leone a indiqué ce qui suit:

4.23. La Sierra Leone remercie les États-Unis d'avoir soulevé cette question. La délégation mène actuellement des consultations avec sa capitale et reviendra vers le Conseil dans les meilleurs délais.

4.24. La déléguée du Mozambique a indiqué ce qui suit:

4.25. Le Mozambique a pris note des points soulevés par les États-Unis concernant les obligations des Membres en matière de notifications conformément à l'Accord antidumping, à l'Accord sur les sauvegardes et à l'Accord SMC en vertu du principe de transparence. Nous travaillons avec la capitale et tiendrons le Secrétariat informé de cette question dès que possible. Nous remercions également le Royaume-Uni et le Japon pour leurs observations et leurs propositions.

4.26. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

4.27. Les États-Unis remercient le Royaume-Uni, le Japon et la Suisse pour leurs observations et en prennent note. Ils se félicitent également des interventions de l'Angola, du Népal, du Bangladesh, du Niger, de la Sierra Leone et du Mozambique, et réaffirment, si ces Membres ont besoin d'une assistance quelconque, qu'ils veulent bien voir le Secrétariat ou s'adresser à un autre Membre pour discuter de la question.

4.28. Le Conseil a pris note des déclarations.

5 DÉSIGNATION DU BUREAU DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

5.1. Le Président a indiqué ce qui suit:

5.2. Le Conseil se rappellera qu'à sa réunion informelle tenue le vendredi précédent, le 31 mars, je vous ai rendu compte des progrès accomplis en vue de la désignation du bureau des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises pour 2023. Mon intention aujourd'hui était de soumettre une liste de noms de présidents des organes subsidiaires du Conseil à votre approbation, conformément à la liste communiquée aux Membres dans mon courrier électronique du 28 mars. Toutefois, comme je l'ai indiqué vendredi, je regrette de vous informer que nous ne sommes pas parvenus à un consensus autour de cette liste de noms. Je continuerai donc mes consultations avec mes collègues du Conseil du commerce des services (CCS). Cela étant, je souhaite faire ce matin ce que j'ai fait vendredi dernier, mais de manière plus formelle, et revenir sur les différentes étapes du processus afin que vous compreniez ce que nous avons fait jusqu'ici.

5.3. Nous avons commencé nos travaux en désignant les présidents des organes subsidiaires par une communication conjointe, avec le Président du CCS, le 21 décembre 2022, et nous avons présenté dans cette communication les étapes formelles du processus de désignation, conformément aux Lignes directrices de cette Organisation qui figurent dans le document [WT/L/510](#), ainsi qu'au document établissant les mesures spécifiques pour les désignations, le document [JOB/GC/22](#). Dans cette communication du 21 décembre, nous avons également renvoyé à plusieurs points importants des lignes directrices; par exemple, le fait qu'un président doive avant tout être une personne disposant de la capacité et de la disponibilité à exercer leurs attributions spéciales, ou le fait que les désignations doivent être acceptables pour l'ensemble des Membres et pas uniquement pour les régions ou les groupements qui les ont proposées.

5.4. Dans cette même communication, nous avons informé les Membres que compte tenu de l'importance que le processus de désignation des présidents des organes de niveau 2 placés sous la responsabilité du Conseil se déroule de manière efficace et sans heurts, nous avons invité les coordonnateurs des groupes régionaux à une réunion le 6 décembre 2022, où nous avons discuté des travaux préparatoires qui pourraient être utiles avant le lancement des consultations formelles, tout en restant pleinement conformes aux lignes directrices et aux mesures spécifiques.

5.5. En 2023, lors de la réunion du Conseil général du 21 février, le Président du Conseil général, l'Ambassadeur Didier Chambovey, a encouragé le Président du CCS et moi-même, en tant que Président du CCM, à lancer le processus de désignation des présidents d'organes de niveau 2. Il a également encouragé les Membres à faire preuve de la même souplesse et du même pragmatisme dans le cadre du processus concernant le niveau 2 qu'ils l'avaient fait lors du processus de désignation des présidents d'organes de niveau 1.

5.6. Répondant à cette invitation, le Président du CCS et moi-même avons annoncé le 28 février 2023 que nous avons l'intention de lancer la procédure officielle de désignation des présidents des organes subsidiaires du CCS et du CCM, et que conformément à ce que prévoyait le document [JOB/GC/22](#), nous commencerions l'exercice en rencontrant les coordonnateurs de groupes. En outre, pour garantir le maximum de transparence et d'inclusivité dans le processus, nous avons invité les Membres n'appartenant à aucun groupe régional à nous contacter en cas de besoin. En conséquence, j'ai rencontré l'une de ces délégations le 17 mars.

5.7. Le Président du CCS et moi-même avons rencontré les coordonnateurs de quatre groupes régionaux les 9, 15 et 24 mars, et il en est résulté une liste provisoire de noms. Nous nous sommes ensuite rencontrés à nouveau le 31 mars, vendredi dernier. Pour garantir le maximum de transparence et d'inclusivité dans le processus, j'ai transmis le 24 mars la liste provisoire de noms aux Membres n'appartenant à aucun groupe régional pour qu'ils présentent leurs observations, le cas échéant.

5.8. Le 28 mars, j'ai communiqué la liste de noms aux Membres pour examen à la présente réunion. Malheureusement, je regrette de devoir vous informer que cette liste provisoire de noms ne fait pas consensus. Vendredi dernier, le 31 mars, j'ai de nouveau rencontré les coordonnateurs de groupe pour discuter de ce sujet, et je reste en contact avec les délégations concernées pour explorer toutes les solutions possibles. Je tiendrai des consultations intensives à cet égard et j'informerai le Conseil de tout fait nouveau dès que possible. Je pense que nous pourrions rapidement parvenir à une solution. Je donne désormais la parole aux Membres qui souhaitent faire une déclaration. Y a-t-il des Membres qui souhaitent prendre la parole? Il semble que ce ne soit pas le cas.

5.9. Dès lors, en tant que Président sortant, et personne chargée de ce processus, je poursuivrai mes consultations afin d'obtenir l'approbation de la liste de noms que j'ai précédemment distribuée. En conséquence, j'invite tous les Membres à faire tout ce qu'ils peuvent pour atteindre un consensus sur une liste de noms dans les meilleurs délais, surtout compte tenu du fait qu'en l'absence de présidents pour présider les organes subsidiaires de ce conseil, tous nos travaux seront bloqués. C'est un point particulièrement important en 2023, alors que nous préparons la CM13.

5.10. Je propose donc que nous suspendions ce point de l'ordre du jour et que nous demandions au Président entrant de ce conseil, une fois que le processus de désignation aura pris fin, de convoquer à nouveau notre réunion pour n'examiner que ce point de l'ordre du jour. À cet égard, je rappelle que la même procédure a été suivie il y a deux ans, lorsque le Conseil s'est heurté à une situation similaire.

5.11. Je propose que le Conseil prenne note de ma déclaration et poursuive ainsi qu'il est proposé.

5.12. Le Conseil en est ainsi convenu.

6 CANADA – DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉROGATION POUR L'INITIATIVE CONCERNANT LES PAYS DES CARAÏBES: CARIBCAN ([G/C/W/826](#))

6.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada.

6.2. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

6.3. Le Canada cherche à obtenir une dérogation à ses obligations de traitement de la nation la plus favorisée (NPF) au titre du programme de préférences tarifaires dans le cadre du Tarif applicable aux pays des Caraïbes membres du Commonwealth (CARIBCAN). Le programme de préférences CARIBCAN a permis de fournir une aide au développement économique et commercial de 18 pays et territoires caribéens du Commonwealth depuis 1986. Ce programme relève du tarif douanier du Canada, lequel a cherché à obtenir le renouvellement périodique de cette dérogation depuis son lancement en 1986. La condition d'obtention de cette dérogation, aujourd'hui comme dans le passé, est que le Canada fournisse un rapport annuel de données commerciales au Conseil général de l'OMC et qu'il reste ouvert à des consultations avec tout Membre intéressé sur les difficultés et sujets qui pourraient éventuellement survenir du fait des préférences tarifaires prévues dans le programme CARIBCAN. Comme il le propose dans ce document, le Canada continuera de remplir cette condition.

6.4. La déléguée de la Barbade a indiqué ce qui suit:

6.5. La Barbade remercie le Canada d'avoir présenté sa demande de dérogation dans le document [G/C/W/826](#) et de son aide constante au développement économique et commercial de la Barbade et d'autres pays caribéens du Commonwealth. Au fil des années, le Programme a apporté une contribution positive à nos recettes commerciales et d'exportation, a amélioré nos perspectives de développement commercial et économique et a ouvert de nouvelles possibilités d'investissement pour la Barbade et la région de la CARICOM. Nous espérons poursuivre notre dialogue avec le Canada et avec d'autres Membres, et soumettre le projet de décision au Conseil général.

6.6. La déléguée de la Trinité-et-Tobago a indiqué ce qui suit:

6.7. Le gouvernement de la République de la Trinité-et-Tobago soutient la demande canadienne de renouvellement de la dérogation CARIBCAN jusqu'au 31 décembre 2033. L'arrangement CARIBCAN promeut les objectifs de la Trinité-et-Tobago en matière de croissance et de diversification des exportations, et produit des effets secondaires positifs sur d'autres objectifs de développement, y compris la transformation économique et la réduction de la pauvreté et du chômage.

6.8. Nos exportations vers le Canada sont passées de 405 millions de TTD en 2016 à 786 millions en 2021. En outre, en 2021, la Trinité-et-Tobago était le premier exportateur vers le Canada parmi les bénéficiaires du CARIBCAN, 98% de ses exportations vers ce pays bénéficiant d'un accès en franchise de droits. En conséquence, le CARIBCAN a été un mécanisme très utile pour favoriser l'objectif de croissance et de diversification des exportations de la Trinité-et-Tobago.

6.9. Le gouvernement a déterminé des secteurs clés de croissance et de diversification de l'économie nationale. Parmi ces secteurs figure le secteur manufacturier, qui se concentre principalement sur les produits alimentaires et les boissons. Un grand nombre des produits provenant de ce secteur sont exportés vers le Canada au titre de l'arrangement CARIBCAN. Parvenir à une plus grande utilisation de l'accès au marché existant qu'offre le CARIBCAN est donc un objectif des politiques de la Trinité-et-Tobago.

6.10. Il convient de noter que les préférences octroyées au titre du CARIBCAN sont un outil de développement essentiel non seulement pour la Trinité-et-Tobago, mais aussi pour tous les États membres de la CARICOM. Ces économies ont cherché à diversifier leur base productive afin d'assurer le relèvement et la stabilisation de leurs économies après la pandémie de COVID-19.

6.11. Pour conclure, le gouvernement de la Trinité-et-Tobago réaffirme son soutien au maintien de l'arrangement CARIBCAN et, dès lors, encourage vivement les Membres de l'OMC à soutenir eux

aussi la demande canadienne de prorogation de la dérogation CARIBCAN jusqu'au 31 décembre 2023.

6.12. Le Président propose que le Conseil prenne note des déclarations, qu'il approuve la demande de dérogation du Canada telle qu'elle figure dans le document [G/C/W/826](#) et qu'il la transmette au Conseil général pour adoption.

6.13. Le Conseil en est ainsi convenu.

7 QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE DÉCOULANT DE LA CM12: FONCTIONNEMENT DU CCM ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES ET RÉPONSE DE L'OMC FACE À LA PANDÉMIE ([G/L/1464](#), [G/L/1467](#), [G/C/W/824/REV.1](#), [JOB/CTG/19/REV.2](#), [JOB/CTG/20](#), [JOB/CTG/21/REV.1](#), [JOB/CTG/23](#)) – RAPPORT DE SITUATION DU PRÉSIDENT

7.1. Le Président a indiqué ce qui suit:

7.2. Je voudrais maintenant faire rapport au Conseil sur l'état d'avancement des travaux que nous avons effectués au sujet des questions de mise en œuvre découlant de la CM12 depuis notre précédente réunion formelle, les 24 et 25 novembre 2022. Il ne s'agit pas de mener une discussion approfondie sur ces questions, ni de reprendre les discussions que nous avons eues la semaine dernière, mais simplement de fournir un rapport pour le compte rendu.

7.3. Comme cela a été annoncé lors de cette réunion, le CCM a organisé une réunion informelle sur les outils numériques de l'OMC les 9 et 12 décembre 2022, en format hybride. Le programme de cette séance figure dans le document [ICN/CTG/6](#). La première journée a été consacrée aux présentations, qui ont été enregistrées et communiquées à toutes les délégations. Une réunion de suivi a été organisée pour permettre aux participants se trouvant dans différents fuseaux horaires de poser des questions et d'interagir avec les orateurs. Le Secrétariat a présenté les outils numériques de l'OMC à caractère horizontal, les outils numériques destinés spécifiquement au Comité et les activités de planification en cours pour les projets futurs. Près de 120 participants ont assisté à la séance d'information, en présentiel ou par l'intermédiaire de Zoom. Les discussions tenues lors de cette réunion ont nourri les échanges sur l'amélioration du fonctionnement des Comités de l'OMC dans le contexte des questions de mise en œuvre découlant de la CM12 en rapport avec les travaux du CCM.

7.4. Cette année, le CCM a tenu trois réunions informelles pour examiner les questions de mise en œuvre découlant de la CM12 liées au CCM.

7.5. La **première réunion informelle** a eu lieu le 31 janvier (convoquée dans le document [ICN/CTG/7](#)) et a donné aux présidents des organes subsidiaires du CCM l'occasion de présenter leurs rapports concernant le fonctionnement actuel des Comités et la réponse à la pandémie. Une liste actualisée de ces rapports, avec leurs cotes respectives, figure dans le document [JOB/CTG/19/Rev.2](#). À la suite d'une demande émanant de Membres, j'ai demandé au Secrétariat de rédiger un résumé ou un document similaire qui les aiderait à comparer les informations contenues dans les divers rapports sur le fonctionnement actuel. Lors de la réunion, le Secrétariat a présenté la matrice de comparaison qu'il avait préparée, distribuée sous la cote [G/C/W/824](#). À la suite d'autres demandes d'informations supplémentaires, en particulier sur le nombre de fonctionnaires du Secrétariat travaillant pour les différents organes subsidiaires du CCM, une version révisée de la matrice a été distribuée le 14 février sous la cote [G/C/W/824/Rev.1](#). En réponse aux nombreuses demandes pour une plus grande transparence dans notre processus et des efforts pour assurer la participation des PMA et des petites délégations, j'ai fait distribuer mes déclarations finales sous les cotes [JOB/CTG/20](#) et [ICN/CTG/7/Add.1](#).

7.6. La **deuxième réunion informelle** de cette année a eu lieu le 27 février (convoquée dans le document [ICN/CTG/8](#)), et a été scindée en deux parties, qui ont porté respectivement sur: i) le fonctionnement actuel du CCM lui-même; et ii) la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID 19. Après la réunion, le 2 mars, j'ai fait distribuer les documents [ICN/CTG/8/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/23](#) dans lesquels les prochaines étapes sont proposées et les Membres ont jusqu'au 7 mars pour les commenter.

7.7. Lors de la **troisième réunion informelle**, le 31 mars, les Membres ont été invités à réagir à la "Liste préliminaire de questions à examiner" annexée à l'avis de convocation dans le document [ICN/CTG/9](#). Lors de cette réunion, le Conseil a examiné les questions de la liste préliminaire, certaines d'entre elles ayant été regroupées pour permettre un meilleur déroulement de la discussion.

7.8. Je pense que vous serez tous d'accord avec moi pour dire que la réunion a été extrêmement fructueuse et que les Membres se sont livrés à des échanges détaillés sur diverses questions. Nous avons manqué de temps pour discuter de la réponse à la pandémie, mais je pense que nous sommes parvenus à faire avancer considérablement les discussions sur un meilleur fonctionnement du CCM. La réunion a été très constructive.

7.9. Avec le concours du Secrétariat, j'ai établi un document indiquant les "prochaines étapes", que j'avais évoquées lors de la réunion informelle du Conseil. Ce document vous a déjà été envoyé par courrier électronique. Le tableau présentant les prochaines étapes a été distribué ce matin sous la cote [JOB/CTG/27](#).

7.10. Je tiens à appeler votre attention en particulier sur trois questions sur lesquelles il avait été indiqué que nous pourrions éventuellement prendre des décisions formelles à la présente réunion, à savoir:

- numéro 2.1: pour les points de l'ordre du jour, fixer une date limite correspondant à 15 jours avant la réunion;
- numéro 3.a: demander au Secrétariat de diviser l'ordre du jour en ce qui concerne les préoccupations commerciales de telle sorte que les nouvelles préoccupations puissent être examinées en premier; et
- numéro 4.d: donner pour instruction au Secrétariat d'intégrer les données du CCM sur les préoccupations commerciales dans la Base de données sur les préoccupations commerciales.

7.11. Le document énumère les prochaines étapes concrètes, il est en cours de traduction.

7.12. Après avoir donné la parole aux Membres, et afin de vous ménager plus de temps pour examiner le document, je propose de suspendre ce point de l'ordre du jour afin de reprendre nos discussions et d'adopter, éventuellement, les trois décisions qui viennent d'être indiquées dans l'après-midi de demain, mardi. Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Cette façon de procéder vous convient-elle? Il n'y a assurément aucune surprise dans ce document. Et il comprend les trois points que je viens de mentionner.

7.13. Dans ce cas, je propose que le Conseil suspende ce point de l'ordre du jour jusqu'au mardi 4 avril.

7.14. Le Conseil en est ainsi convenu.

7.15. Lorsque l'examen de ce point de l'ordre du jour a été repris, le deuxième jour, entre les points 48 et 49, le Président a indiqué ce qui suit:

7.16. Nous allons maintenant reprendre la discussion sur les questions de mise en œuvre découlant de la CM12 reportée hier, sous le point 7 de l'ordre du jour, et en particulier sur le fonctionnement du Conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires.

7.17. Vous vous souviendrez qu'hier, nous avons distribué le document [JOB/CTG/27](#), inclus également sous la cote [ICN/CTG/9/Suppl.1](#), établi sous ma responsabilité et dans lequel je propose les prochaines étapes après notre réunion informelle de vendredi dernier, le 31 mars 2023. Ce document, qui comporte trois colonnes, reprend en grande partie la liste des points que nous avons examinée vendredi en distinguant les points pour lesquels il est apparu nécessaire de poursuivre la discussion, ceux pour lesquels une demande de travaux préparatoires a été faite par le Secrétariat et ceux pour lesquels un consensus s'est dégagé parmi un nombre notable de Membres, et c'est sur ces derniers points que je voudrais à présent revenir.

7.18. Vous vous souvenez que nous avons identifié essentiellement trois points sur lesquels un début de consensus s'était dégagé parmi les Membres vendredi dernier, à savoir: i) le délai pour l'enregistrement des points de l'ordre du jour du CCM, qui est actuellement de 10 jours civils avant la date de la réunion, alors qu'il avait été proposé au cours de la discussion de la reculer à 15 jours, comme c'est le cas au Comité OTC; ii) la distinction à faire entre les préoccupations commerciales nouvelles et celles soulevées précédemment, en examinant d'abord les préoccupations commerciales nouvelles, puis les préoccupations commerciales déjà soulevées; à cet égard, il est proposé pour le tableau, de maintenir l'ordre dans lequel les points de l'ordre du jour ont été soulevés dans le cadre des deux catégories de préoccupations, nouvelles et soulevées précédemment, en commençant par les préoccupations nouvelles; et iii) demande visant à ce que le Secrétariat intègre les préoccupations commerciales soulevées devant le CCM dans la Base de données sur les préoccupations commerciales.

7.19. J'ai donc proposé dans le document [JOB/CTG/27](#) une formulation écrite de ces trois recommandations. Je vous propose à présent de prendre la parole et vous invite à réagir au document dans son intégralité et au tableau qui l'accompagne en confirmant ou en commentant les trois propositions concrètes qui pourraient être adoptées à la présente réunion du Conseil et mises en œuvre à partir de sa réunion suivante.

7.20. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

7.21. L'Union européenne vous remercie, ainsi que le Secrétariat, pour le tableau très détaillé et de grande qualité élaboré au cours du week-end. Pour ce qui est de vos propositions concernant les trois prochaines étapes concrètes, nous y restons favorables, conformément à notre discussion de vendredi dernier. En ce qui concerne le tableau lui-même, nous n'avons qu'une remarque, ou suggestion, qui a trait au point 4 relatif aux outils informatiques, plus précisément au point 4.B qui porte sur le maintien de la participation à distance aux réunions. La discussion doit être poursuivie, mais nous avons eu le sentiment vendredi qu'un large consensus s'était néanmoins dégagé en faveur du maintien de cette possibilité. Ces points sont peut-être davantage liés à la deuxième colonne, à savoir aux actions requises de la part du Secrétariat, car je pense qu'il y a encore des observations en lien avec une participation différenciée selon les comités, mais c'est peut-être à cet égard que nous avons besoin de certains éléments de réponse du Secrétariat. Par conséquent, c'est peut-être quelque chose qui devrait relever de la deuxième colonne plutôt que de la première.

7.22. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

7.23. Nous voudrions vous remercier, ainsi que le Secrétariat, d'avoir préparé le tableau et de faciliter son examen aujourd'hui. Outre ce qui est proposé par le Président en ce qui concerne l'ordre des préoccupations commerciales spécifiques, nous voudrions ajouter que les points de chacune des sections y relatives, précédemment soulevées et nouvelles, devraient aussi être classés par ordre alphabétique. Nous considérons que le classement de ces points par ordre alphabétique facilite leur examen par les experts en poste dans les capitales et pourrait même encourager leur participation en ligne puisqu'ils auraient une idée plus précise du moment où, dans l'ordre du jour, ces points sont présentés au lieu d'attendre toute la journée des points dispersés tout au long de la réunion. Nous avons le sentiment qu'à la réunion de vendredi, l'assistance a été réceptive à cette idée et nous voudrions qu'elle soit ajoutée pour examen par les Membres.

7.24. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

7.25. Nous voudrions remercier le Président ainsi que le Secrétariat du travail accompli tout au long du week-end pour préparer le tableau. Nous apprécions la manière dont il est présenté, avec trois catégories, y compris les points sur lesquels la discussion doit être poursuivie et les actions pouvant être entreprises dès à présent ou après la journée de vendredi, puis les idées pour la réunion d'aujourd'hui. À supposer que cela ait une quelconque valeur, nous pensons que les idées présentées jusque-là sont bonnes, de notre point de vue. Nous avons simplement une question de fond, mais elle a davantage trait à la deuxième colonne, sur les actions pouvant être entreprises par le Président et le Secrétariat, et concerne le document relatif aux délais. Nous avons eu quelques échanges vendredi sur la manière dont ceux-ci peuvent contribuer à présenter de manière informelle les étapes, y compris en ce qui concerne la date d'ouverture d'Agenda. Pour aller de l'avant, et sous réserve de ce qui sera convenu aujourd'hui, il serait bien d'envoyer une liste consolidée aux Membres, en mettant en copie les présidents des organes subsidiaires, simplement que parce que

la discussion de vendredi a été très utile et parce qu'avancer et s'accorder de manière pragmatique sur certains de ces points est positif et bénéfique. Une telle communication serait une compilation précieuse de ce que nous avons fait et enverrait un signal encourageant aux autres organes qui se livrent au même exercice sur leurs propres méthodes de travail.

7.26. Le délégué de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

7.27. Nous tenons à remercier le Secrétariat d'avoir compilé et résumé, de manière tout à fait appropriée, les discussions de la réunion informelle. Nous pensons que cet échange est sur la bonne voie, il nous semble très positif, et nous voudrions indiquer que l'Équateur soutient les trois propositions examinées aujourd'hui afin qu'elles puissent être adoptées par le Conseil. Nous souhaitons également que ce dialogue se poursuive, car nous pensons que nous pouvons faire encore davantage. Nous aimerions donc demander le soutien de tous les Membres pour la poursuite de ces travaux en vue d'obtenir des résultats qui, selon nous, bénéficieront à tous dans le cadre de ce Conseil.

7.28. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

7.29. Nous souhaitons nous joindre aux autres Membres pour vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que le Secrétariat, de l'appui que vous nous avez apporté tout au long de ces discussions et du travail accompli pour compiler ces discussions dans le document en question. L'Argentine est favorable à une décision immédiate du Conseil sur les trois points que nous avons mis en relief. Au nom des coauteurs du document [JOB/CTG/21](#), nous souhaitons faire part de notre satisfaction quant aux discussions tenues, et aux conclusions tirées.

7.30. Dans le prolongement de la déclaration faite par le Royaume-Uni, nous voudrions proposer, si cela convient à tous, d'aller plus loin. C'est-à-dire, non seulement informer les organes subsidiaires des résultats de nos discussions, mais aussi, sur la base du consensus qui s'est dégagé lors des discussions de vendredi dernier, proposer une liste de points dont nous avons relevé l'importance dans nos déclarations, pour examen par les organes subsidiaires. Il s'agit d'une proposition visant à simplifier le débat, reflétée dans le document de séance [RD/CTG/19](#) distribué ce matin, dans lequel nous nous sommes concentrés sur les points que nous avons identifiés comme présentant un intérêt pour les organes subsidiaires. Ce sont les points 1.a.1, 1.b, 2.a, 2.c, 3.a, 3.b, et 3.c. Si possible, en plus du rapport, nous voudrions demander l'ajout d'une suggestion, à savoir que les organes subsidiaires devraient tenir particulièrement compte de ces points.

7.31. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

7.32. Je voudrais faire écho aux observations des autres Membres et remercier le Président et le Secrétariat pour leur dur labeur en vue de constituer cette liste. Je suis convaincu que ces trois points permettront d'obtenir des résultats rapides; ce sont des résultats à portée de main que nous pouvons récolter tout de suite. Ils pourraient se traduire par des ajustements pour les améliorations que nous recherchons pour ce Conseil. Cependant, je voudrais rappeler au Conseil un autre point, qui semble avoir bénéficié d'un grand soutien et d'un consensus, le point 3.b, relatif à l'introduction éventuelle d'un ordre du jour annoté. Nous avons eu une longue discussion et cette question, soulevée par Hong Kong, Chine lors d'une réunion précédente, a semblé recevoir un appui considérable. Il pourrait s'agir d'un autre résultat à portée de main pouvant être obtenu tout de suite. Il est certain, comme il a été noté ici, qu'il faudrait le faire à titre d'essai. Mais je me demande, en fait, s'il ne pourrait pas être mis en œuvre immédiatement, en même temps que les trois autres points.

7.33. Le Président a indiqué ce qui suit:

7.34. Juste pour réagir à la question soulevée par la Thaïlande, nous avons placé ce point dans la colonne du milieu car, si je me souviens bien de notre discussion de vendredi, un consensus s'était dégagé parmi les Membres sur le principe d'un ordre du jour annoté. Toutefois, les Membres souhaitaient tout d'abord, étant donné que divers types d'ordre du jour annotés étaient utilisés dans les comités, qu'un modèle soit établi par le Secrétariat avant qu'il n'y ait approbation; c'est la raison pour laquelle ce point figure dans la deuxième colonne.

7.35. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

7.36. Je voudrais m'associer à mes collègues pour vous remercier, ainsi que le Secrétariat, pour le travail accompli sur ce document. Je voudrais également nous féliciter tous pour la discussion de vendredi. Cette discussion a été très constructive et utile. C'était une longue, mais bonne discussion. Nous progressons, et c'est très encourageant. Je voudrais ajouter que nous sommes également favorables à l'obtention de résultats rapides concernant les trois points de la dernière colonne, tels qu'ils sont rédigés. Je prends note de la proposition des États-Unis concernant le classement par ordre alphabétique des points de l'ordre du jour, et comme certains figurent au début de l'alphabet et d'autres à la fin, et que nous sommes tous dans des fuseaux horaires différents, ce qui maintient certains collègues éveillés, je suis favorable à l'idée générale d'améliorer la participation des collègues en poste dans les capitales, mais je pense que nous devons discuter plus longuement de la question de savoir si ce serait efficace à cet égard. Quoi qu'il en soit, l'Australie reste ouverte à un tel échange dans le futur.

7.37. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

7.38. Je voudrais me joindre à tous les orateurs précédents pour vous remercier, ainsi que le Secrétariat, d'avoir élaboré ce tableau très utile et pour réaffirmer l'appui de la Norvège aux trois mesures proposées pour adoption à la présente réunion. Il était également utile d'entendre les observations de l'Australie, car j'avais également compris que la proposition supplémentaire des États-Unis signifiait que les préoccupations commerciales spécifiques seraient regroupées par Membre ou groupe de Membres. Je ne crois pas qu'il y ait d'avis tranché à ce sujet.

7.39. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

7.40. Tout d'abord, je voudrais remercier l'Argentine d'avoir établi le document [RD/CTG/19](#). Nous sommes favorables à ce que ces idées soient communiquées aux organes subsidiaires, mais nous demandons qu'elles le soient strictement à des fins d'examen par ceux-ci. Nous remercions également l'Australie pour ses observations sur notre proposition de classement des points de l'ordre du jour par ordre alphabétique. Nous serions heureux d'en discuter davantage.

7.41. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

7.42. En effet, je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que Roy et l'équipe du Secrétariat, d'avoir rassemblé ces éléments au cours du week-end. Je voudrais ajouter que le Canada souscrit aux trois points de la troisième colonne. Ils sont tous logiques. J'ai le sentiment qu'ils bénéficient d'un large appui, ce qui est encourageant. Je voudrais également rejoindre l'UE sur l'aspect relatif à la participation à distance. Je crois qu'il y avait déjà un sentiment favorable à cet égard. Peut-être la question relève-t-elle de la colonne du milieu plutôt que de la dernière – c'est sans doute un point à examiner.

7.43. Par ailleurs, nous remercions l'Argentine d'avoir rassemblé ces éléments. Ils me semblent pertinents. Je conviens par ailleurs que nous devrions communiquer ces renseignements aux organes subsidiaires, y compris les changements que nous apportons ici aujourd'hui, ou au moins ceux que nous examinons, et éventuellement approuvons, en ce qui concerne les actions entreprises ici au CCM. Il nous appartiendra ensuite, à nous ou à nos collègues dans ces organes subsidiaires, de poursuivre la discussion et de décider, au sein de ces organes, ce qui est approprié pour eux.

7.44. En ce qui concerne la proposition de classement par ordre alphabétique, je souhaiterais également qu'elle soit examinée plus avant. Je crois me souvenir – peut-être pendant la pandémie – d'une réunion pendant laquelle toutes les préoccupations commerciales spécifiques avaient été classées par ordre alphabétique, une approche qui avait toutefois présenté quelques problèmes, d'après mon souvenir, même si aucune préoccupation n'avait alors été soulevée à l'encontre du Canada. Peut-être devrions-nous faire un nouvel essai pour mieux comprendre comment cette méthode pourrait faciliter la discussion ou changer quoi que ce soit. Je crois qu'il serait bon de poursuivre le débat. Et j'attends cela avec impatience compte tenu du grand nombre de points dans la colonne du milieu que le Secrétariat établira pour nous, ce que nous apprécions grandement.

7.45. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

7.46. Le Paraguay voudrait remercier l'Argentine d'avoir présenté le document [RD/CTG/19](#). Nous constatons un large soutien en faveur de sa communication aux organes subsidiaires pour examen, conformément à l'objectif du document. Le Paraguay a toujours indiqué que le but était d'avoir un débat au Conseil et dans ses organes subsidiaires qui suive une structure. Gardons à l'esprit que chaque organe subsidiaire a ses caractéristiques propres, de sorte que chacun décide des questions qu'il souhaite ou ne souhaite pas aborder, et fait ensuite rapport au Conseil sur les domaines dans lesquels il a pu progresser ou non, en expliquant pourquoi.

7.47. Le Paraguay souscrit également à l'avis du Canada selon lequel le Conseil, lorsqu'il valide certains points, devrait tenir les organes subsidiaires informés pour éclairer leurs discussions, et servir de guide dans leurs débats pour envisager ce qui peut ou non être adopté.

7.48. Le Paraguay partage également le point de vue de l'Union européenne en ce qui concerne le maintien de la participation à distance aux réunions, que nous souhaitons ajouter aux trois points qui, selon nous, peuvent être adoptés aujourd'hui à la suite d'un consensus sur les questions concernées.

7.49. En ce qui concerne la proposition des États-Unis d'énumérer les préoccupations commerciales par ordre alphabétique, ce qui a été fait par l'Australie et par le Canada, nous nous souvenons également d'une réunion où l'essai a été fait et l'expérience n'a pas été positive. Il y a eu des réactions négatives de Membres alors présents dans la salle. En outre, les Membres concernés par de nombreuses préoccupations commerciales inscrites à l'ordre du jour ont dû déployer beaucoup d'efforts pour répondre à chacune d'elles. D'après notre expérience, dans toutes les commissions que nous couvrons, à l'exception du Comité de l'agriculture où les questions sont regroupées par thèmes, puis classées par ordre alphabétique, l'ordre du jour suit toujours la règle du premier arrivé, premier servi. Nous pensons que c'est également un bon moyen de favoriser l'inscription par les délégations de leurs points de l'ordre du jour le plus tôt possible, ce qui garantit que leurs points seront également inscrits plus tôt à l'ordre du jour. Pour notre capitale, il est plus facile de suivre les questions de cette manière, étant donné l'intérêt que nous accordons aux questions examinées au Conseil. Nous pourrions faire un autre essai, mais pour une adoption aujourd'hui, il faudrait poursuivre la discussion.

7.50. La déléguée de la République dominicaine a indiqué ce qui suit:

7.51. La République dominicaine tient à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que le Secrétariat, pour ce document de synthèse. Nous approuvons les trois éléments présentés pour adoption. Nous soulevons la même question que l'Union européenne et le Canada sur l'état d'avancement des discussions sur la participation à distance aux réunions. Nous voudrions savoir si le format va changer et, dans la négative, suggérer qu'il soit retenu tel qu'il sera approuvé par consensus. Ce sera utile aux délégués en poste dans les capitales, mais aussi aux délégués en poste à Genève, puisque nous devons parfois suivre les réunions depuis nos bureaux respectifs. Il nous offre également une grande souplesse lorsque nous devons nous déplacer d'une organisation ou d'une réunion à l'autre. Il est donc important pour nous qu'il soit maintenu. Nous espérons également que les éléments que vous avez proposés seront aussi approuvés aujourd'hui.

7.52. Le délégué de Hong Kong, Chine a indiqué ce qui suit:

7.53. Je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que le Secrétariat pour cet excellent document que nous accueillons positivement. J'ai juste une suggestion concernant le point 4.h relatif à une séance pour donner un aperçu des outils numériques de l'OMC. Je propose de le déplacer dans la colonne du milieu, car je pense qu'il y a un consensus sur la tenue d'une telle séance au moins une fois par an. Ce qu'il importe d'examiner, c'est la question de savoir s'il faut organiser davantage de séances de ce type, comme l'a suggéré l'Australie, si ma mémoire est bonne. Je propose donc de déplacer ce point dans la colonne du milieu.

7.54. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

7.55. L'Uruguay souhaite également vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que le Secrétariat, pour le document, de même que les Membres pour les efforts déployés dans le cadre de ces

discussions. Nous appuyons également les points recensés dans le document [JOB/CTG/27](#). Pour ce qui est de la proposition des États-Unis concernant l'énumération des préoccupations commerciales, nous prenons note de leur suggestion quant aux critères relatifs à l'ordre dans lequel les points sont inscrits à l'ordre du jour, mais en même temps il est intéressant de rappeler que cette méthode a déjà été essayée, comme l'ont fait remarquer le Canada et le Paraguay, et dans la mesure où ces dernières délégations ont fait part de leurs doutes quant à son efficacité, il serait utile de poursuivre la discussion sur cette question. L'Uruguay remercie également l'Argentine pour son document de séance et souscrit aux déclarations faites à cet égard, à savoir que le Conseil pourrait tenir les organes subsidiaires informés des progrès qu'il a accomplis pour examen.

7.56. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

7.57. Je voudrais à mon tour me joindre aux orateurs précédents pour vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que le Secrétariat, pour votre travail intense. Nous souscrivons également à la mise en œuvre dès que possible des trois points figurant dans la troisième colonne. En ce qui concerne les idées proposées aujourd'hui par certains Membres, nous voudrions appuyer les propositions de l'Argentine et de l'Union européenne. Pour ce qui est de la proposition des États-Unis concernant le classement par ordre alphabétique, nous pensons également qu'il faut poursuivre la discussion à ce sujet pour déterminer comment cela pourrait fonctionner pour le CCM.

7.58. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

7.59. Tout d'abord, je tiens à vous remercier, ainsi que le Secrétariat, pour les efforts considérables que vous avez déployés ce week-end afin d'élaborer ce document. Le Brésil souhaite également appuyer les trois points que vous avez mentionnés. Nous pensons qu'ils bénéficient d'un large consensus. Le Brésil soutient également ce qui a été proposé par l'Argentine au nom des autres coauteurs. Nous pensons que ce serait très utile non seulement au sein du CCM, mais aussi de ses organes subsidiaires. En ce qui concerne certaines des propositions faites ici, en particulier celle relative au classement par ordre alphabétique des points de l'ordre du jour, nous pensons que la discussion doit être poursuivie.

7.60. Le délégué de la Colombie a indiqué ce qui suit:

7.61. La Colombie tient à remercier le Président, le Secrétariat et les Membres pour le travail accompli et les discussions tenues. La Colombie souhaite également remercier l'Argentine pour sa présentation détaillée de ce que nous avons appelé les "résultats à portée de main". Nous espérons également pouvoir présenter cet ensemble de résultats mûrs aux organes subsidiaires de manière à concrétiser les travaux et les discussions menés ici.

7.62. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

7.63. Il s'agit davantage d'une demande concernant l'organisation et la transparence, en ce sens que, dans le cadre du CCM, différentes mesures ont été prises par différents organes subsidiaires, ainsi il y a ceux qui ont rédigé une demande de contribution écrite, en l'occurrence clôturée, ceux qui restent ouverts à de telles contributions, ceux qui ont tenu des discussions similaires lors de réunions formelles et ceux qui prévoient des réunions informelles dans la foulée, etc. C'est très bien, et nous avons été réellement intéressés par toutes ces discussions. Mais il n'a pas été facile de nous tenir au courant de ce qui se passait parce que les comités sont si nombreux. Par conséquent, Monsieur le Président, si vous envoyez aujourd'hui une liste des résultats de la présente réunion du CCM, il serait vraiment utile d'avoir un moyen simple d'être informé, pour chaque organe subsidiaire, des discussions à venir ou en cours, et des possibilités de contributions, pour pouvoir s'organiser face à l'ensemble.

7.64. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

7.65. Je voulais juste revenir sur l'idée de la participation à distance. Nous ne contestons en aucune manière son utilité. Cependant, nous rappelons que des considérations budgétaires ont été évoquées vendredi à propos de cette idée et demandons donc, pour cette raison, qu'elle soit maintenue dans la première colonne pour le moment.

7.66. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

7.67. Si nous la laissons dans cette colonne, pouvons-nous alors en préciser la raison, à savoir pour l'essentiel que "la discussion sur ce point a révélé un large soutien en faveur de la poursuite de celui-ci, mais des questions subsistent en rapport avec le budget", ou des mots ayant le même sens qui auraient une dimension transversale, pour revenir sur l'une des propositions précédentes des États-Unis, simplement pour s'assurer que cela soit clairement indiqué.

7.68. Le Président a indiqué ce qui suit:

7.69. Je vous remercie toutes pour vos observations. En ce qui concerne la proposition de l'UE relative à la participation en ligne, après avoir entendu les dernières interventions, je propose de procéder comme l'a suggéré le Canada, c'est-à-dire de la laisser dans la première colonne en indiquant pourquoi, à savoir que c'est une question horizontale qui ne dépend pas uniquement du Conseil. Je recommanderai à mon successeur de ne pas revenir sur ce point car, *a priori*, il y a un consensus au sein du Conseil pour continuer à utiliser cet outil. Cela dépend maintenant de la décision politique globale de l'Organisation.

7.70. En ce qui concerne la proposition de décision concernant l'examen des préoccupations commerciales, en commençant par les nouvelles préoccupations, je propose de supprimer la dernière phrase de la formulation figurant dans le tableau, où nous rappelons la règle actuelle, à savoir l'examen des préoccupations commerciales sur la base du premier arrivé, premier servi, et de reporter à une discussion future la question de savoir s'il est important ou non d'adopter une présentation des préoccupations commerciales par ordre alphabétique ou un autre type de présentation. En d'autres termes, pour adoption aujourd'hui, nous conserverons uniquement la nouvelle règle indiquant qu'à l'avenir, nous examinerons d'abord les nouvelles préoccupations commerciales, puis les préoccupations déjà soulevées.

7.71. En ce qui concerne les propositions de l'Argentine, j'ai cru comprendre, d'après les observations des Membres, qu'ils souhaitent ne pas être trop prescriptifs eu égard aux organes subsidiaires du CCM, étant donné qu'il appartient à chaque comité de prendre les décisions nécessaires en ce qui concerne l'approche de ses travaux en fonction de ses particularités et contraintes propres. À ce titre, je rappelle que j'ai récemment rencontré les présidents sortants des organes subsidiaires du CCM pour les informer de l'état d'avancement de nos discussions au CCM, notamment en ce qui concerne notre réunion de fin février, et que je leur ai recommandé de poursuivre, dans leurs comités respectifs, les travaux visant à améliorer leur fonctionnement, en passant le relais, en l'état, aux futurs présidents.

7.72. Je propose donc de faire distribuer après la présente réunion une nouvelle communication, à titre d'information, aux présidents sortants des organes subsidiaires du CCM, dans laquelle nous pourrions certainement inclure un tableau actualisé reflétant nos discussions d'aujourd'hui, tableau qui correspondra plus ou moins à celui que vous avez à présent devant vous, mais complété à la lumière de ces discussions, avec un texte introductif qui pourrait être plus précis s'agissant des différents points qui ont fait l'objet du plus large consensus vendredi dernier, c'est-à-dire ceux qui figurent en grande partie dans le document proposé aujourd'hui par l'Argentine. Toutefois, je m'efforcerai de ne pas établir de liste, car un trop grand nombre de listes et de documents pourrait être source de confusion.

7.73. En ce qui concerne la proposition de Hong Kong, Chine de déplacer la séance annuelle sur les outils numériques dans la colonne du milieu, j'y suis pleinement disposé; il y a juste la question de l'incidence budgétaire, mais je pense que cela ne sera pas problématique puisqu'il s'agit de présenter les outils numériques existants et d'organiser une séance.

7.74. Enfin, en ce qui concerne la proposition du Royaume-Uni relative à un document précisant les délais à respecter pour les différents documents à soumettre en vue des futures réunions, c'est un point que je n'ai pas bien compris car j'étais en train de changer la langue d'interprétation.

7.75. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

7.76. C'est le reflet de différents échanges et de courriels adressés en même temps par de nombreux organes sur cette même question du fonctionnement, et donc il serait donc utile de voir

à un même endroit, pour chaque organe subsidiaire, quelles mesures ils ont prises, et quand, ainsi que les mesures à venir. Ainsi, par exemple, pour ce qui est des comités dont je m'occupe, l'un d'eux a tenu deux discussions informelles et demandé des contributions écrites à soumettre au plus tard vendredi. Un autre comité dans lequel je suis impliquée a tenu une première discussion il y a quelques semaines et prévoit une réunion informelle. Certains comités n'ont pas encore discuté de cette question ni demandé de contribution écrite. Par conséquent, nous avons simplement besoin de quelque chose qui regroupe les mesures prises par chaque comité et qui indique les délais impartis pour les communications écrites ou les réunions planifiées et programmées à venir, pour pouvoir nous préparer et être certains de ne manquer aucune occasion d'apporter notre contribution.

7.77. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

7.78. S'agissant d'une précision quant à la proposition de Hong Kong, Chine – et encore une fois je n'ai pas d'objection à première vue en ce qui concerne les séances d'information de l'OMC sur le commerce numérique –, ma question est simplement de savoir, si nous nous demandons toujours combien de fois il serait approprié de tenir ce type de séance annuellement et quelles seraient les incidences budgétaires, pourquoi déplacer ce point de la colonne dans laquelle il se trouve actuellement?

7.79. Le Président a indiqué ce qui suit:

7.80. Lors de notre discussion de vendredi, nous avons précisé qu'il s'agirait d'une réunion transversale annuelle, mais nous pouvons bien entendu laisser cela dans la première colonne.

7.81. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

7.82. Sur ces deux points, en ce qui concerne la suggestion du Royaume-Uni, ce semble être une sorte de document de suivi que le Président du CCM devrait avoir sous la main de façon à savoir ce que font les organes subsidiaires et quand, s'agissant de l'amélioration du fonctionnement. Ce semble être un document assez simple du Secrétariat, permettant juste de suivre ce qui est fait ou non par chaque organe subsidiaire.

7.83. En ce qui concerne la remarque des États-Unis, je ne suis pas certain que la colonne ait une quelconque importance et, si je me souviens bien, je ne suis pas certain que cela ait des incidences budgétaires, ni même peut-être en ce qui concerne l'enregistrement de la séance. Je considère, en substance, que c'est un élément dont nous voulons discuter à l'occasion d'une prochaine réunion informelle pour savoir quand une nouvelle séance pourrait être organisée et pour réfléchir à ce qui peut être fait en vue d'apporter des améliorations, si quelqu'un souhaite peut-être réfléchir à la façon dont la séance précédente s'est déroulée, sachant qu'au final, une action sera requise de la part du Secrétariat et du Président pour organiser ces réunions. Je ne crois que cela pose problème et rejoins Hong Kong, Chine pour dire que c'est quelque chose que nous avons demandé. Je suppose qu'il s'agit plutôt d'une question de description ou de représentation dans le tableau.

7.84. Le délégué de Hong Kong, Chine a indiqué ce qui suit:

7.85. Je rejoins le Canada en ce qui concerne le point 4.h. Je n'ai pas d'objection à ce qu'il soit placé dans l'une ou l'autre colonne, mais tout comme pour la participation à distance, je pense que nous pourrions préciser la raison pour laquelle ce point est maintenu ici, à savoir une considération budgétaire.

7.86. Le Président a indiqué ce qui suit:

7.87. Dans ce cas, je propose de maintenir le point 4.b sur la participation à distance mais en indiquant pour quelle raison, à savoir une contrainte transversale ou budgétaire à terme.

7.88. Je pense que nous sommes d'accord pour commencer par les nouvelles préoccupations commerciales dans l'examen des préoccupations commerciales, et pour ne pas spécifier l'ordre d'examen dans chaque catégorie, point que nous conservons pour une discussion future.

7.89. Je propose également de déplacer dans la colonne du milieu la proposition tendant à organiser une réunion d'information annuelle sur les outils numériques, prévue par le Secrétariat.

7.90. Enfin, si vous n'avez pas d'objection, j'enverrai une note de communication/information aux présidents des organes subsidiaires sur l'état d'avancement de nos travaux. Je suis un peu moins à l'aise pour demander un document exhaustif et leur indiquer ce qu'ils doivent faire. Il est vrai que le Conseil a déjà prévu de disposer de rapports des présidents des organes subsidiaires, qui devraient être soumis au CCM pour examen à la réunion de novembre. Et effectivement, un certain nombre de présidents d'organes subsidiaires ont déjà commencé à élaborer certains rapports. Mais je vais consulter l'Ambassadeur Abdulhamid pour voir comment il souhaite procéder à cet égard. En revanche, j'enverrai une communication, en tant que Président sortant, qui reflétera l'état actuel des discussions à partir d'aujourd'hui, et qui fournira une vue d'ensemble et l'ordre des documents pertinents concernant le CCM.

7.91. Enfin, je note qu'il y a accord sur le texte proposé pour les trois questions figurant dans le document [JOB/CTG/27](#) et modifiées aujourd'hui: porter à 15 jours civils avant la réunion la date limite pour demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour², différencier les préoccupations commerciales nouvelles de celles soulevées précédemment³, et inclure les données du CCM sur les préoccupations commerciales dans la Base de données sur les préoccupations commerciales.⁴

7.92. Je propose que le Conseil prenne note des déclarations faites et procède comme proposé.

7.93. Le Conseil en est ainsi convenu.⁵

8 UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LA COLOMBIE, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LE GUATEMALA, LE PANAMA, LE PARAGUAY, LE PÉROU, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET L'URUGUAY (G/C/W/767/REV.1)

8.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, des États-Unis, du Guatemala, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine et de l'Uruguay.

8.2. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

8.3. J'aimerais, d'emblée, souligner que les obstacles non tarifaires auxquelles sont confrontés les produits agricoles entrant dans l'Union européenne sont nombreux et divers, comme en témoigne l'ordre du jour d'aujourd'hui, qui comprend non seulement cette préoccupation commerciale, mais aussi plusieurs autres qui y sont liées. Toutefois, mon intervention sera axée sur les problèmes actuels concernant les limites maximales de résidus (LMR). Ma délégation souhaite réitérer sa préoccupation commerciale et systémique concernant les LMR pour les produits phytopharmaceutiques dans l'Union européenne, qui sont fixées au seuil de détection en s'appuyant sur l'incertitude scientifique. Nous sommes également d'avis que l'UE manque à ses obligations au titre de l'article 5.1 et 5.7 de l'Accord SPS dans les décisions qui font l'objet de cette préoccupation commerciale majeure, qui est de la plus haute importance pour plusieurs Membres de cette Organisation, et qui a été soulevée au sein du Comité SPS et du Comité de l'accès aux marchés.

² Le Conseil est convenu de ce qui suit: "Les Membres qui souhaitent proposer l'inscription d'un point à l'ordre du jour d'une réunion formelle du Conseil du commerce des marchandises devraient, au moins 15 jours civils avant la date de la réunion, l'inclure dans eAgenda ou informer par écrit le Secrétariat de leur intention. Si la date limite est un jour non ouvrable, elle sera avancée au jour ouvrable précédent."

³ Le Conseil est convenu de ce qui suit: "Il est donné pour instruction au Secrétariat d'inclure une nouvelle sous-section dans l'ordre du jour afin de les différencier et de les placer avant les préoccupations commerciales déjà soulevées."

⁴ Le Conseil est convenu de ce qui suit: "Le Secrétariat a pour instruction d'intégrer les données du CCM sur les préoccupations commerciales dans la Base de données sur les préoccupations commerciales, sous réserve des contraintes budgétaires. Au fur et à mesure de l'avancement des projets, le Secrétariat consultera les Membres sur d'éventuels ajustements, par exemple la façon de lier les préoccupations commerciales soulevées au CCM aux PCS soulevées dans d'autres organes."

⁵ Le Président sortant a préparé un document révisé décrivant l'état actuel des travaux suite à la réunion formelle des 3 et 4 avril 2023, qui a été distribué sous la cote [JOB/CTG/28](#), et a envoyé une communication aux présidents des organes subsidiaires du CCM (voir [JOB/CTG/29](#)). À la demande des Membres, le Secrétariat a informé les Membres par courriel des dates auxquelles les organes subsidiaires du CCM ont discuté de l'amélioration de leur fonctionnement.

8.4. En outre, le recours systématique aux autorisations d'urgence par les producteurs européens pour un grand nombre de ces substances est non seulement discriminatoire mais compromet également le niveau élevé de protection dont l'UE prétend que ses consommateurs bénéficient et qui est la raison invoquée pour ne pas être en mesure d'accorder les périodes de transition nécessaires à l'adaptation et à l'ajustement des systèmes de production dans les pays tiers, dont le commerce est affecté par ces mesures. Je suis sûre que, dans sa réponse, notre collègue de l'Union européenne affirmera que le commerce n'a pas été affecté et que les valeurs d'exportation vers le marché de l'UE des Membres qui soulèvent cette préoccupation ont en fait augmenté. Cependant, nous estimons que ce sont les volumes que nous devons mesurer et non les valeurs, lesquelles ont été touchées par l'inflation et ne sont pas représentatives de l'impact sur le commerce. Nous devrions également examiner les effets concrets des mesures sur un produit concret de mon pays, qui est touché par ces mesures.

8.5. Dans le cas du Paraguay, par exemple, nos exportations de riz vers l'UE sont affectées principalement en raison des résidus de tricyclazole, une substance dont les LMR ont été réduites à 0,01 en vertu du Règlement (UE) n° 2017/983. Il est important de rappeler que la limite précédente était de 1 en vertu du Règlement (CE) n° 149/2008 et que la décision de ne pas renouveler la substance a été prise en s'appuyant sur l'incertitude scientifique car, selon le rapport de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), des lacunes ont été identifiées dans les données, lesquelles ont empêché la réalisation d'une évaluation des risques. Une demande de tolérance à l'importation a été présentée en 2018 et vient de faire l'objet d'une recommandation pour approbation par l'EFSA en décembre 2022, soit quatre ans et huit mois après sa présentation. Son avenir est incertain depuis que plusieurs États membres de l'UE ont déclaré leur opposition de principe à l'approbation des tolérances d'importation, c'est-à-dire indépendamment de la question de savoir si la science soutient l'importation et l'utilisation en toute sécurité de la substance. Même si la tolérance à l'importation est approuvée – et nous espérons qu'elle le sera –, l'absence d'une période de transition appropriée de cinq ans, que nous demandons depuis cinq ans, a affecté nos exportations de riz vers l'UE, à neuf reprises au moins, depuis l'application des nouvelles LMR, une situation qui aurait pu être évitée au moyen de périodes de transition appropriées. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres qui montre que ces restrictions sont réelles et non théoriques.

8.6. La proposition de tolérance à l'importation a été possible grâce aux bonnes pratiques agricoles (BPA) présentées par un autre Membre et à la collaboration avec l'un des producteurs de la substance. Toutefois, nous constatons que le système actuel de l'UE ne permet pas un dialogue direct avec les pays tiers sans que les producteurs de la substance ne servent d'intermédiaires et que les observations formulées par les partenaires commerciaux de l'UE ne sont pas prises en compte lors de la prise de décision. L'exercice de notification aux comités devient ainsi une simple formalité, sans possibilité d'incidence réel sur la prise de décision qui affecterait les producteurs de nos pays. C'est le cas, par exemple, lorsque l'occasion est donnée de formuler des observations un jour et le vote sur la mesure a lieu le jour suivant. Il est difficile de croire que des périodes de moins de 24 heures ménagées pour la formulation d'observations puissent permettre de prendre en compte de manière appropriée les observations d'autres Membres dans ce processus.

8.7. Par conséquent, en cas d'incertitude scientifique, nous demandons à l'UE: i) d'accorder des périodes de transition appropriées qui permettent aux échanges commerciaux de se poursuivre tout en maintenant un niveau adéquat de protection de la santé des consommateurs; ii) de donner aux partenaires commerciaux la possibilité que le producteur de la substance soit impliqué plus tôt, et de manière indépendante, dans les processus d'évaluation de l'EFSA; et iii) de prendre des décisions fondées sur le risque plutôt que sur le danger.

8.8. De même, nous demandons à l'Union européenne de préciser la portée de l'arrêt de la Cour européenne de justice relatif aux autorisations d'urgence pour les applications autres que le traitement des semences et pour les produits autres que les néonicotinoïdes qui y sont directement mentionnés. Alors que les agriculteurs européens continuent de bénéficier de ces dérogations pour assurer leur compétitivité, et qu'aucune flexibilité n'est accordée aux pays tiers souhaitant exporter vers l'UE, les mesures mises en œuvre par la Commission continueront d'être interprétées non pas comme protégeant les consommateurs, mais comme protégeant la compétitivité de l'agriculture européenne.

8.9. Nous rappelons en outre que ma délégation, ainsi que les délégations de la Colombie, de l'Équateur et du Guatemala, ont présenté des questions spécifiques à la Commission et aux États

membres de l'UE lors de la dernière réunion du Comité SPS en novembre, et que nous attendons toujours des réponses.

8.10. Le délégué du Pérou a indiqué ce qui suit:

8.11. Le Pérou souhaite réitérer son soutien à cette préoccupation commerciale concernant la mise en œuvre par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires, qui dans la pratique sont des obstacles injustifiés restreignant le commerce des produits agricoles. Comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises au sein du Comité SPS, le Pérou considère que l'approche utilisée par l'Union européenne pour évaluer toute limite maximale de résidus (LMR) de pesticide rend ces limites plus restrictives qu'il n'est nécessaire et ne tient pas compte des dispositions de l'Accord SPS. En outre, nous sommes préoccupés par les initiatives de l'Union européenne visant à considérer les aspects environnementaux comme un facteur à prendre en compte dans les futures évaluations des risques liés aux pesticides, bien qu'il n'y ait pas de fondement technique pour cette politique.

8.12. En outre, les obstacles non tarifaires ne désignent pas seulement les LMR pour les pesticides étant donné que l'Union européenne est également en train d'établir des teneurs maximales en contaminants qui s'écartent de celles qui sont établies par le Codex Alimentarius, comme dans le cas des dérivés du cacao. En ce qui concerne les autres produits alimentaires, le Pérou a également pris contact au niveau bilatéral avec l'Union européenne pour demander des renseignements sur le processus pour l'adoption de nouvelles LMR pour les contaminants et a souligné la nécessité de ménager des délais appropriés pour leur mise en œuvre, étant donné que les mesures d'atténuation varient et sont efficaces après qu'une période prolongée d'application s'ensuive.

8.13. Nous demandons une fois de plus que l'UE prenne en considération les préoccupations exprimées devant ce conseil et le Comité SPS en vue de s'assurer que ses politiques sont alignées sur les dispositions de l'Accord SPS et d'éviter toute nouvelle perturbation non nécessaire du commerce.

8.14. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

8.15. Le Brésil regrette que, depuis que la question a été soulevée pour la première fois, il y a près de deux ans, l'Union européenne n'ait non seulement pas répondu comme il convient aux maintes préoccupations exprimées par un grand nombre de Membres de l'OMC, mais ait également continué d'adopter des obstacles non tarifaires qui sont dépourvus de fondement scientifique et déséquilibrent davantage le commerce des produits agricoles. Le Brésil renvoie donc à ses déclarations antérieures sur le sujet, dans la mesure où toutes ses préoccupations demeurent valables.⁶

8.16. En outre, le Brésil note que l'Union européenne a fait valoir que nonobstant les mesures contestées, elle est un grand importateur de produits agricoles. Il n'est dit nulle part dans le GATT que le fait d'être un grand importateur de produits agricoles permet à un Membre d'adopter des politiques discriminatoires ou d'aller à l'encontre d'un principe de base de l'Accord SPS. En second lieu, ces importations témoignent simplement du fait que d'autres régions du monde sont capables de produire plus efficacement et plus durablement que l'UE sans accorder plusieurs milliers d'euros de subventions par agriculteur. Mais en dépit du fait que permettre une répartition plus efficace de la production et promouvoir l'élévation du niveau de vie par le commerce constituent des objectifs fondamentaux de l'Organisation, les Membres de l'OMC n'ont jamais bénéficié de conditions équitables dans le commerce des produits agricoles, et la réforme prescrite par l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture en est le signe manifeste. En outre, le principe scientifique, inscrit dans l'Accord SPS et traduit par l'analyse des risques, existe pour une raison précise, qui est d'établir un équilibre entre le principe de la protection de la vie et de la santé humaine et animale et la garantie que les conditions d'accès aux marchés négociées multilatéralement ne sont pas compromises par des mesures non tarifaires injustifiées.

8.17. Toutefois, près de 30 ans plus tard, l'Union européenne n'a pas véritablement entrepris de remédier au déséquilibre à son avantage dans l'Accord sur l'agriculture et impose sans cesse des interdictions reposant sur l'approche fondée sur les dangers et/ou le recours à l'article 5.7 de l'Accord SPS, malgré les avis techniques contraires d'institutions renommées. Cela fait non seulement pencher l'équilibre vers le protectionnisme, mais compromet aussi la capacité des pays

⁶ Document [G/C/M/144](#), paragraphes 6.61 à 6.66.

en développement d'élever le niveau de vie dans les zones rurales. Il est donc inquiétant que, 25 ans après son adoption, l'interprétation donnée à l'Accord SPS s'éloigne des objectifs qui ont guidé les négociations pendant le Cycle d'Uruguay. Il est également préoccupant que le Brésil doive soumettre des débats de cette nature au CCM dans un contexte où le Brésil suit lui-même avec inquiétude certains projets de législation qui tentent de créer des obstacles commerciaux non tarifaires sous le couvert de mesures de protection de l'environnement.

8.18. En outre, le Brésil souhaiterait faire observer qu'il attend toujours des réponses suffisantes concernant la compatibilité avec les règles de l'OMC de la publication par l'Union européenne de plus de 2 600 autorisations d'urgence accordées par ses États membres depuis 2017 pour des substances en cours de réexamen, dont une grande partie repose sur les mêmes arguments que ceux avancés par les délégations d'autres Membres de l'OMC dans le cadre des comités SPS et OTC, tandis que d'autres ne comportent simplement aucune justification et ont pourtant été approuvées.

8.19. En guise de conclusion, le Brésil souligne que le monde est confronté à une grave crise de la sécurité alimentaire, qui s'exacerbera encore davantage au cours des prochaines décennies à mesure que la population mondiale augmente. Il est donc impératif de mettre en place des incitations et des politiques à même de soutenir l'agriculture dans les zones qui, grâce à un climat propice à celle-ci, peuvent accroître la production de manière durable. Malheureusement, les politiques de l'UE dans ce domaine ne vont pas dans le sens souhaité par les Membres de l'OMC pour permettre d'aider les plus démunis dans les pays en développement et accroître la sécurité alimentaire dans le monde.

8.20. La déléguée de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

8.21. Comme ma délégation l'a déjà dit dans des déclarations au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires et au Comité des obstacles techniques au commerce, l'Équateur estime une nouvelle fois nécessaire d'appuyer la préoccupation commerciale à l'examen. Nous trouvons regrettable que la discussion sur cette question en soit au point mort, ce qui accroît encore l'incertitude économique causée par l'impact des obstacles non tarifaires de l'Union européenne, principalement sur les petits et moyens agriculteurs dont la production est destinée à fournir les marchés des États membres de l'Union européenne.

8.22. Lors des discussions sur l'amélioration du fonctionnement de ce conseil, le traitement des préoccupations commerciales a été identifié comme l'une des questions nécessitant une analyse plus approfondie. Nous convenons que l'objectif de cette analyse devrait être de susciter un véritable échange entre les Membres afin de traiter de manière pragmatique, au moyen de décisions concrètes, les questions de fond soulevées dans cette instance.

8.23. L'Équateur souhaite rappeler brièvement les cinq objections et arguments sur lesquels est fondée la préoccupation commerciale qu'il partage avec les Membres qui ont soulevé la question au titre de ce point de l'ordre du jour: i) l'adoption de mesures sans preuve scientifique; ii) le non-respect des normes internationales; iii) le non-respect des obligations prévues dans l'Accord SPS; iv) la suspension de LMR qui excèdent les niveaux recommandés par le Codex Alimentarius; et v) l'absence de périodes de transition raisonnables lorsque de telles mesures s'avèrent nécessaires.

8.24. Les nouvelles teneurs maximales ont déjà entraîné le rejet de fruits exportés de l'Équateur vers les marchés européens. On s'attend à ce que cette tendance au rejet de produits prenne de l'ampleur à mesure que de nouveaux produits phytopharmaceutiques deviendront "non autorisés" et que leurs limites de résidus seront ramenées à 0,01 ppm. Les cinq éléments que nous avons cités à l'appui de notre requête n'ont pas été traités de manière suffisante ou n'ont reçu que des réponses et des explications partielles. Le cinquième point, bien qu'il ne soit pas le seul, est essentiel: les partenaires commerciaux ont besoin d'au moins cinq ans pour adapter leurs pratiques agricoles et mettre en place des processus qui permettent l'utilisation de produits de substitution.

8.25. Étant d'avis que ces préoccupations pourraient servir de base à un dialogue constructif avec tous les partenaires commerciaux intéressés par la question, dans le cadre de la présente préoccupation commerciale, nous renvoyons également aux questions soulevées par ma délégation et d'autres pays à la réunion de novembre de l'année dernière concernant les évaluations des effets sur les Membres tropicaux en développement et sur les petits et moyens agriculteurs de ces Membres.

8.26. Le manque de substances autorisées a des effets directs sur l'accès aux marchés des fruits andins et tropicaux typiques pour lesquels, en tant que cultures mineures, il n'existe qu'un petit nombre de limites de résidus définies pour les substances approuvées. Nombre de ces produits sont exportés dans les volumes nécessaires grâce au travail coopératif de petites exploitations familiales, pour lesquelles un changement de LMR peut entraîner des pertes importantes. Le fait de convenir d'une période de transition avant la mise en œuvre d'une mesure, et de la mettre en œuvre par le biais de programmes qui facilitent le remplacement des produits par de nouveaux produits, revêt une dimension socioéconomique et de développement durable particulière.

8.27. Les agriculteurs de l'Union européenne optent pour des autorisations d'urgence, dont certaines durent des années grâce à la possibilité de renouvellements consécutifs, alors qu'aucun mécanisme similaire n'existe pour leurs partenaires commerciaux. Un traitement équivalent permettrait non seulement de prendre en compte la dimension socioéconomique et de développement durable que j'ai mentionnée, mais aussi d'assurer un traitement cohérent et non discriminatoire.

8.28. En conclusion, l'Équateur réaffirme sa volonté d'engager un dialogue constructif afin de trouver une solution définitive à cette question, de manière à répondre aux préoccupations de l'Union européenne et de ses partenaires commerciaux, dans l'esprit qui régit le fonctionnement de l'OMC, qui est de jeter les bases d'ententes qui facilitent un commerce mondial exempt d'obstacles unilatéraux et conforme aux règles et réglementations applicables. Seul un dialogue franc et engagé nous permettra d'atteindre cet objectif et de consolider la liberté des échanges pour tous les Membres.

8.29. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

8.30. L'Uruguay continue d'avoir des préoccupations commerciales et systémiques en ce qui concerne l'approche générale adoptée par l'Union européenne dans ses décisions réglementaires liées aux questions sanitaires et phytosanitaires, et la manière dont cette approche interagit avec d'autres instruments de la politique agricole européenne, tels que les subventions et les droits de douane, pour restreindre l'accès au marché européen, empêchant ainsi les producteurs des pays tiers de concurrencer leurs homologues européens sur un pied d'égalité, selon le point de vue exprimé par d'autres délégations.

8.31. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'adoption d'une approche par laquelle il a été décidé de réduire les LMR pour une liste croissante de substances actives, utilisées à différents stades du processus de production d'une large gamme de produits agricoles, à des niveaux inférieurs à ceux convenus dans le Codex, et même au seuil de détection, sans qu'une évaluation complète des risques ne soit nécessairement effectuée pour justifier un tel écart sur la base de preuves scientifiques concluantes.

8.32. Selon nous, toute détermination à cet égard, en particulier lorsqu'elle s'écarte des normes internationalement acceptées et des efforts d'harmonisation déployés dans les forums multilatéraux tels que le Codex, doit être nécessairement fondée sur une évaluation scientifique complète des risques et sur des preuves scientifiques concluantes, conformément à l'Accord SPS. Cela est essentiel pour maintenir l'équilibre effectif qui doit exister entre le droit des Membres de poursuivre leurs objectifs légitimes et la nécessité d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

8.33. L'Uruguay estime comme d'autres Membres que la question des régimes de dérogation, y compris l'existence et l'application concrète des autorisations d'urgence, semble montrer des tensions entre les politiques nationales des États membres de l'UE et l'objectif de protection de la santé au niveau communautaire, ainsi que des situations liées au commerce qui pourraient potentiellement être discriminatoires vis-à-vis de tierces parties. À cet égard, nous souhaiterions savoir comment l'UE entend traiter les autorisations d'urgence pour les substances soumises à restriction au niveau communautaire à la lumière du récent arrêt du 19 janvier 2023 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qui considère que de telles autorisations sont illégales dans certains cas. L'Uruguay est également préoccupé par le fait que des périodes de transition appropriées ne sont pas accordées pour procéder aux ajustements nécessaires de la production et pour garantir que les produits concernés sont conformes aux LMR modifiées.

8.34. Enfin, l'Uruguay exhorte une fois de plus l'Union européenne à revoir l'orientation de son approche réglementaire afin d'éviter la multiplication injustifiée des obstacles au commerce international des produits agricoles, en ayant à l'esprit ses obligations dans le cadre de l'OMC et les conséquences socioéconomiques que ces politiques peuvent avoir pour ses partenaires commerciaux, en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés.

8.35. Le délégué du Costa Rica a indiqué ce qui suit:

8.36. Le Costa Rica tient à remercier l'Union européenne pour sa volonté de poursuivre un dialogue constructif avec lui et d'autres Membres intéressés sur leurs préoccupations concernant l'accent mis par l'UE en matière de réglementation sur l'établissement de LMR. Cela dit, il continue d'avoir les mêmes préoccupations et les mêmes demandes qu'il a formulées en d'autres occasions au sein de ce conseil et qui ont été développées par les délégations qui ont pris la parole avant lui. C'est pourquoi, afin de ne pas se répéter, il renvoie au compte rendu de la réunion précédente.⁷

8.37. La déléguée du Panama a indiqué ce qui suit:

8.38. Je fais écho aux observations des délégations qui m'ont précédée au sujet de l'approche de l'Union européenne à l'égard des diverses préoccupations commerciales que nous, les Membres coauteurs de ces PCS, avons soulevées dans ce forum et dans d'autres. Le Panama réitère sa préoccupation commerciale systémique concernant la mise en œuvre accrue d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles. La réduction des LMR sans preuves scientifiques suffisantes restreint l'accès aux substances essentielles pour la production agricole, en particulier dans des pays au climat tropical comme le Panama. Le Panama estime que l'ensemble des politiques et pratiques de l'UE risque d'annuler et de compromettre les droits légitimes des Membres de l'OMC qui ont signé l'Accord sur l'agriculture et l'Accord SPS.

8.39. Le Panama partage l'objectif de l'Union européenne de soutenir la transition mondiale vers des systèmes agroalimentaires mondiaux plus durables, mais ces systèmes doivent reposer sur le développement de solutions conçues et mises en œuvre par l'intermédiaire de mécanismes de dialogue et de cadres de coopération multilatérale. Nous notons avec regret qu'aucun progrès n'a été observé à ce jour. Nous exhortons l'UE à écouter les préoccupations légitimes de dizaines de Membres de l'OMC. Compte tenu de ce qui précède, le Panama demande à l'UE d'aligner ses LMR sur les limites établies par le Codex Alimentarius ou d'envisager des solutions moins restrictives pour le commerce et de ne pas accorder à nos agriculteurs un traitement moins favorable que celui accordé aux agriculteurs européens par l'utilisation fréquente d'autorisations d'urgence. Nous pensons qu'un dialogue constructif, sérieux et permanent, associé à une assistance technique convenue d'un commun accord, permettra de parvenir à des solutions bénéfiques pour toutes les parties.

8.40. La déléguée de la République dominicaine a indiqué ce qui suit:

8.41. La République dominicaine souhaite réitérer comme suit la déclaration qu'elle a faite à la dernière réunion formelle du Conseil du commerce des marchandises, qui s'est tenue les 24 et 25 novembre 2022:

8.42. La République dominicaine accueille avec satisfaction l'inscription de cette question à l'ordre du jour du Comité et, par souci de concision, renvoie à la déclaration qu'elle a prononcée à la dernière réunion du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires.

8.43. Elle partage les préoccupations de l'Union européenne au sujet de la protection de la santé humaine et animale, ainsi que des mesures visant à protéger l'environnement. Elle est cependant préoccupée par les effets systémiques et commerciaux que les mesures visant à réduire les LMR risquent d'avoir sur ses exportations, étant donné que ce type de réglementation a des répercussions socioéconomiques directes en République dominicaine, et touche particulièrement les producteurs agricoles, qui sont souvent les populations les plus vulnérables des PMA et des pays en développement, et subissent directement les conséquences socioéconomiques de ces restrictions du commerce international.

⁷ Document [G/C/M/144](#), paragraphes 6.23 à 6.28.

8.44. La République dominicaine considère que toute mesure appliquée par l'Union européenne doit être élaborée conformément aux règles convenues à l'OMC. Le projet de règlement sur les LMR présenté par l'Union européenne doit prendre en considération les preuves scientifiques apportées par les études sur animaux de laboratoire, ainsi que les études épidémiologiques sur les populations exposées, pour établir clairement les effets perturbateurs, de façon à éliminer la présomption d'effets défavorables.

8.45. La République dominicaine invite donc l'UE à se conformer au Codex Alimentarius en revenant sur la décision d'appliquer ces mesures. En outre, elle souhaite réitérer la déclaration faite par sa délégation à la dernière réunion du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, au cours de laquelle elle a exprimé une préoccupation particulière quant à la modification éventuelle des LMR pour l'imazalil, qui est un produit clé pour les fruits tels que les bananes et les mangues.

8.46. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

8.47. Comme il l'a indiqué dans ses précédentes interventions sur ce sujet, le Canada souligne la nécessité d'assurer la transparence et la prévisibilité du commerce international. Un aspect important à cet effet est d'établir des cadres réglementaires qui soient fondés sur des données scientifiques et des analyses de risques, et qui aient pris en compte les observations des partenaires commerciaux, de façon qu'ils permettent d'obtenir les résultats souhaités tout en facilitant les échanges, lorsque c'est possible et selon qu'il convient.

8.48. Conformément aux Accords de l'OMC, le Canada reconnaît le droit des Membres d'édicter des règles dans l'intérêt général et d'appliquer les mesures de sécurité alimentaire jugées nécessaires pour protéger la santé humaine. Toutefois, ces mesures doivent être mises en œuvre d'une manière transparente qui ne restreint pas le commerce international de façon injustifiée.

8.49. L'Union européenne est le premier importateur mondial de produits agricoles et forestiers et joue donc un rôle important s'agissant de garantir un environnement commercial prévisible et ouvert. Aujourd'hui, le Canada tient à formuler des observations sur deux initiatives particulières de politique générale dans lesquelles l'UE a adopté une approche plus restrictive qu'il n'est nécessaire pour le commerce et qui risquent de se traduire par une incertitude accrue et l'imposition de coûts de mise en conformité plus élevés aux importateurs et aux exportateurs, ce qui créera des complications supplémentaires dans les chaînes d'approvisionnement internationales.

8.50. La première question a trait à la proposition de l'Union européenne concernant les chaînes d'approvisionnement "zéro déforestation". Si le Canada partage l'objectif de l'UE de prévenir la déforestation au niveau mondial, les mécanismes de conformité qui ont été proposés dans le projet de texte de l'UE, y compris l'utilisation de la traçabilité fondée sur les parcelles, feront augmenter les coûts et la charge administrative pour les pays qui exportent vers le marché de l'UE. Le processus de délibération de ce règlement étant déjà bien avancé et progressant rapidement, il est impératif que l'UE prenne sérieusement en considération les préoccupations de ses partenaires commerciaux, et veille à ce que tout nouveau règlement visant à enrayer la déforestation dans le monde n'ait pas d'incidences non nécessaires sur le commerce.

8.51. La deuxième question concerne la série de mesures adoptée par l'Union européenne à l'appui de sa méthode de réglementation des pesticides. Le Canada est particulièrement préoccupé par la stratégie qui est apparemment suivie afin de restreindre l'utilisation de produits phytopharmaceutiques importants par la réduction des LMR et, très récemment, sur la base de préoccupations environnementales plutôt que de risques alimentaires, ce qui pourrait avoir pour effet d'entraver sensiblement le commerce. Le Canada exhorte l'UE à tenir compte du risque alimentaire lors de la fixation des LMR, car tous les pays devraient avoir la possibilité d'utiliser des produits phytopharmaceutiques adaptés à leur situation et à leurs besoins particuliers sans obstacle non nécessaire dans l'accès au commerce. Le Canada demande instamment à l'UE de prendre en compte le pollen, le nectar et les résidus floraux pour l'exposition des pollinisateurs dans son évaluation des risques. L'approche actuelle de l'UE est aussi problématique du fait que les agriculteurs européens conservent la possibilité d'utiliser certains de ces produits phytopharmaceutiques sur une base annuelle par la voie des autorisations d'urgence. Le Canada note que les États membres de l'UE ont autorisé de nombreuses dérogations d'urgence pour permettre la commercialisation sur le marché européen de produits phytopharmaceutiques dont l'utilisation est interdite dans l'UE et qui ne peuvent donc pas être utilisés par les exportateurs

souhaitant commercer avec l'UE. Les exemples de dérogations d'urgence accordées à certains États membres pendant plusieurs années sont nombreux, ce qui indique peut-être qu'il existe une justification légitime à l'utilisation de ces produits. Le recours fréquent aux autorisations d'urgence que permet l'approche actuelle de l'UE en matière de renouvellement des autorisations de produits phytopharmaceutiques crée des conditions de concurrence inévitables entre les produits d'origine nationale et les produits importés.

8.52. Le Canada rappelle aussi que l'Union européenne a indiqué qu'elle modifierait la façon dont les demandes de tolérances à l'importation sont établies, y compris en tenant compte des effets sur l'environnement dans le pays d'origine. Les producteurs et les exportateurs canadiens ne sont pas encore convaincus en ce qui concerne la faisabilité en pratique, la viabilité commerciale et le respect des obligations internationales de l'approche proposée par l'UE. Par conséquent, le Canada demande à nouveau que l'Union européenne envisage de maintenir des LMR pour les substances qui ne présentent pas de risques alimentaires inacceptables pour les consommateurs européens, ce qui serait le seul moyen que les consommateurs se trouvent exposés à ces produits.

8.53. Par exemple, le Canada est préoccupé par la décision de l'Union européenne d'adopter une législation visant à abaisser les LMR de clothianidine et de thiaméthoxame au seuil de quantification en raison de préoccupations environnementales perçues plutôt que de la protection de la santé des consommateurs. En outre, cette législation ne tient pas compte des mesures d'atténuation des risques qui ont été prises avec succès par les pays exportateurs, ni des résidus dans les matrices importantes concernant les pollinisateurs, telles que le pollen et/ou le nectar. Ce type de politique et de raisonnement est restrictif pour le commerce et a les apparences d'une tentative de la part de l'UE d'homogénéiser les règles en fonction de réglementations qu'elle a imposées à ses propres producteurs agricoles. Si un pesticide ne suscite pas de préoccupation d'ordre alimentaire et ne présente aucun risque pour les consommateurs européens, l'UE devrait maintenir les LMR ou procéder à l'harmonisation avec le Codex.

8.54. Enfin, le Canada prie l'Union européenne de tenir compte des délais dont les agriculteurs et les producteurs ont besoin pour prendre des décisions concrètes, ainsi que du temps et de l'effort nécessaires pour mettre des produits sur le marché, particulièrement dans le cas des produits de base qui ont une longue durée de conservation. Les périodes de transition devraient donc être adaptées aux circonstances et au type de produit, et permettre aux produits de franchir les circuits commerciaux lorsqu'aucun risque alimentaire préoccupant pour les consommateurs n'a été détecté.

8.55. En conclusion, le Canada espère que le fait de rappeler ses préoccupations au Conseil servira à indiquer clairement l'importance que le pays, ainsi que de nombreux Membres de l'OMC, attribuent à la recherche d'une transparence et d'une prévisibilité accrues pour le commerce, particulièrement dans un contexte où un commerce ainsi organisé peut contribuer à la sécurité et à l'offre alimentaires dans le monde.

8.56. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

8.57. Les États-Unis s'associent aux préoccupations soulevées de nouveau par l'Australie, le Brésil, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Panama, le Paraguay, la République dominicaine et l'Uruguay concernant la mise en œuvre par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles.

8.58. Comme les États-Unis l'ont relevé par le passé, l'UE continue d'abaisser de nombreuses limites maximales de résidus (LMR) à des niveaux restrictifs pour le commerce sans justification scientifique claire ni avantage mesurable pour la santé humaine. Cette approche fondée sur les dangers en matière de réglementation des pesticides peut conduire à des obstacles commerciaux qui menacent la sécurité des systèmes alimentaires mondiaux.

8.59. En outre, l'UE applique les LMR nouvellement réduites au point de production pour les produits nationaux, mais au point d'importation pour les produits importés. Cette différence de traitement entre les produits nationaux et importés provoque des inefficacités et des perturbations commerciales pour les produits destinés au marché de l'UE et confère un avantage injuste aux producteurs de l'UE, en particulier pour les produits longue durée de conservation.

8.60. Les États-Unis demeurent préoccupés par le fait qu'il apparaît que l'Union européenne suit une approche analogue à travers sa nouvelle législation sur les médicaments vétérinaires par l'interdiction de l'utilisation des antimicrobiens qui ne sont pas considérés comme importants sur le plan de la santé humaine. À l'instar d'autres Membres, les États-Unis ont soulevé des préoccupations au Comité SPS quant au fait que ces restrictions prescriptives, qui ne semblent pas reposer sur des évaluations complètes des risques, s'appliqueront aux producteurs étrangers qui exportent des animaux et des produits d'origine animale vers l'UE.

8.61. Étant donné la position de l'Union européenne, qui est l'un des principaux importateurs au monde, ses politiques influencent les politiques de production des pays tiers, les pays tiers se trouvant obligés à un choix entre adopter les pratiques de production européennes ou renoncer au commerce avec l'UE. Les États-Unis demandent de nouveau que toute mesure de l'UE soit assez souple pour permettre aux partenaires commerciaux de respecter le niveau de protection de l'UE d'une manière adaptée aux besoins des agriculteurs et des producteurs dans le propre contexte national des pays exportateurs. Dans la mesure où elle a été invitée récemment à coordonner son action afin de garantir des flux commerciaux prévisibles et de promouvoir la sécurité alimentaire au niveau mondial, la communauté internationale devrait œuvrer de concert pour soutenir des mesures fondées sur les données scientifiques qui favorisent un approvisionnement alimentaire sûr et durable, et les États-Unis invitent l'Union européenne à s'associer à ses partenaires commerciaux pour définir des approches mutuellement bénéfiques de cette nature.

8.62. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

8.63. L'Australie a soulevé ou appuyé un certain nombre de préoccupations commerciales spécifiques liées à la mise en œuvre par l'UE d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles, notamment lors des dernières réunions du Comité SPS et du Comité OTC. L'Australie demeure préoccupée par le fait que l'application par l'UE de ses normes sanitaires et environnementales aux produits agricoles et agroalimentaires importés, à bien des égards, ne facilite pas les échanges et ne favorise pas l'obtention de résultats productifs et durables dans le secteur agricole.

8.64. S'agissant des produits agricoles importés, l'approche réglementaire adoptée par l'UE en matière d'intrants agricoles, de prescriptions relatives à la production et de mesures spécifiques visant à protéger l'environnement a eu des répercussions sur la capacité des producteurs des pays tiers à accéder au marché de l'UE. Ces préoccupations ont notamment trait aux récentes tentatives de l'UE de fixer des LMR pour certains pesticides en vue d'atteindre des objectifs environnementaux dans des pays tiers.

8.65. L'Australie ne considère pas que les LMR soient un outil approprié ni efficace pour atteindre des objectifs environnementaux. Les autorités nationales des pays tiers sont en effet les mieux placées pour veiller à ce que l'application des pesticides se fasse de manière sûre, responsable et durable dans chaque pays, et conformément à l'environnement qui lui est propre.

8.66. L'Australie continue également de s'inquiéter de l'avantage concurrentiel inéquitable dont bénéficient les producteurs de l'UE en appliquant les prescriptions européennes relatives à la production intérieure aux importations, sans qu'il soit possible à des systèmes de pays tiers qui obtiennent des résultats équivalents d'être reconnus. Des subventions sont accordées aux producteurs de l'UE pour leur permettre de mettre en œuvre les prescriptions européennes en matière de production. Toutefois, s'ils ne sont pas en mesure de maintenir leur productivité et leur rentabilité, les producteurs de l'UE sont les seuls à pouvoir bénéficier de dérogations à l'application de certaines prescriptions réglementaires européennes, notamment grâce à la délivrance d'autorisations d'urgence pour l'utilisation de produits phytopharmaceutiques. Cela crée un système à deux niveaux, dans lequel les produits importés sont soumis à des conditions réglementaires plus strictes que les produits d'origine nationale.

8.67. L'Australie reconnaît le droit des Membres de l'OMC de réglementer les importations agricoles de manière à protéger la santé des personnes et des animaux, à préserver les végétaux et à protéger l'environnement. Néanmoins, elle estime que les Membres sont également liés par les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC, en particulier pour ce qui est de réaliser des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques et de veiller à ce que les mesures prises ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Afin de garantir la libre circulation des produits agricoles sans imposer de charge réglementaire non nécessaire, l'Australie demande une

nouvelle fois à l'Union européenne d'appliquer les normes et les meilleures pratiques internationales en matière de réglementation des produits agricoles importés.

8.68. L'Australie remercie l'Union européenne pour le dialogue qu'elle continue d'avoir avec elle sur ces questions déjà anciennes.

8.69. La déléguée du Guatemala a indiqué ce qui suit:

8.70. Nous regrettons de devoir à nouveau inscrire cette préoccupation à l'ordre du jour. La préoccupation est axée sur les changements de LMR effectués par l'Union européenne. Elle est soulevée parce que, bien que nous ayons exprimé notre inquiétude il y a plusieurs années, aucune de nos demandes n'a été entendue.

8.71. En ce qui concerne les effets sur le commerce, nous avons commencé à observer des rejets aux frontières. Permettez-moi de rappeler que l'exportation de produits non traditionnels dépend de petits producteurs. Lorsque l'UE rejette ce qu'elle considère comme une petite quantité de marchandises, cela représente pour le Guatemala le travail de nombreux petits producteurs. Nous entendons parler de la promotion par l'UE du développement rural et du commerce bilatéral et régional avec ses partenaires commerciaux, mais ce type de mesure va à l'encontre d'un tel objectif.

8.72. D'après les prévisions, à partir de 2024/25, la plupart des secteurs seront à court de solutions de rechange et d'options en matière de rotation. Nous rappelons que nos producteurs ne bénéficient pas du soutien interne que l'UE accorde à ses producteurs agricoles, de sorte que l'impact sur notre commerce est réel et est ressenti directement par les petits producteurs, entraînant des pertes de récoltes.

8.73. Une période de transition de cinq ans a été demandée. Cette durée a été choisie parce que les producteurs doivent effectuer des essais sur le terrain avant et après l'utilisation d'une substance. Le passage d'une substance à une autre nécessite un délai raisonnable pour mesurer l'efficacité de la nouvelle substance au cours de différents cycles environnementaux durant l'année. En outre, les producteurs doivent alterner les substances pour éviter la résistance, ce qui est rendu plus difficile par le manque de solutions de rechange sur le marché. Les producteurs sont en quête de certitude concernant le moment où les LMR seront modifiées, car chaque culture implique des étapes de production différentes et donc une application différente des substances.

8.74. Nous comprenons qu'une approche basée sur la santé est la priorité. Toutefois, cette approche ne s'applique qu'aux pays tiers et non aux producteurs européens. S'il s'agit d'un problème de santé qui a conduit à la réduction des LMR de l'UE, nous ne comprenons pas comment les producteurs européens peuvent bénéficier de la flexibilité qui leur permet de continuer à utiliser la substance grâce à des autorisations d'urgence qui s'appliquent pendant 120 jours et peuvent être renouvelées un nombre illimité de fois par chaque État membre. Entre-temps, les producteurs des pays tiers ne bénéficient pas de la même flexibilité en ce qui concerne cette règle. Les producteurs agricoles européens et ceux des pays tropicaux sont tous confrontés à des problèmes liés au changement climatique, aux parasites et à l'humidité, mais ils sont traités différemment.

8.75. Nous demandons à l'Union européenne de mener des discussions franches qui permettent de trouver des solutions pour le commerce afin que les échanges ne soient pas entravés plus qu'il n'est nécessaire et afin qu'un traitement sur un pied d'égalité soit accordé. Nous sommes ouverts au dialogue, mais un dialogue qui débouche sur des résultats concrets.

8.76. Le délégué de la Colombie a indiqué ce qui suit:

8.77. La Colombie reste préoccupée par le régime général fondé sur les dangers suivi par l'Union européenne, dont la manifestation principale est sa politique relative aux pesticides qui établit des règlements plus restrictifs qu'il n'est nécessaire. Elle a également fait savoir que cette mesure pourrait être discriminatoire au niveau de la sélection des substances devant être examinées, de l'autorisation de la participation des parties prenantes, de l'établissement de critères comme le mode de consommation d'un produit alimentaire, de l'absence de prise en compte de la diversité des conditions géographiques et climatiques des pays, en particulier ceux des régions tropicales et, enfin et surtout, par rapport au fait que des régimes de dérogation différents sont prévus pour les

producteurs européens et les producteurs étrangers. La Colombie souhaite aujourd'hui réaffirmer l'ensemble de ces arguments et de ses déclarations antérieures.

8.78. La Colombie tient à indiquer qu'elle souscrit à l'objectif légitime poursuivi par le régime européen en matière de pesticides. Toutefois, elle aimerait poser les questions suivantes à l'Union européenne: Pourquoi ne pas établir des périodes de transition plus longues pour les substances qui sont en cours d'approbation? Pourquoi ne pas s'abstenir d'appliquer des mesures réglementaires au cours de la production si le résidu de pesticide ne dépasse pas le niveau autorisé au moment de la demande? Pourquoi ne pas maintenir les LMR existantes pendant que les demandes de tolérance à l'importation sont examinées et jusqu'à ce qu'une évaluation complète des risques ait été réalisée ou pourquoi ne pas prendre en compte les données relatives aux pays tiers plus tôt dans le processus de renouvellement et d'approbation de l'UE? N'est-il pas possible de travailler ensemble pour donner un débouché à nos producteurs de biens importés dans l'Union européenne? Mes producteurs sont à court de solutions et les pistes proposées n'impliquent aucun changement de politique tout en offrant une issue.

8.79. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

8.80. L'Inde partage les préoccupations soulevées par les Membres concernant l'application par l'Union européenne d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles. Le document [G/C/W/767](#) date de juillet 2019. Le fait que ces questions soient encore débattues plus de trois années plus tard témoigne des inquiétudes sérieuses que l'approche retenue par l'UE inspire à ses partenaires commerciaux.

8.81. Les mesures unilatérales de l'UE sapent de plus en plus les principes de la réglementation et ne sont pas fondées sur les principes d'analyse des risques convenus au niveau international; elles ne tiennent pas compte non plus d'autres approches pour atteindre des objectifs réglementaires. Pour mettre en œuvre ses mesures SPS et la nouvelle approche visant à utiliser des mesures OTC pour des raisons environnementales, l'UE semble imposer à ses partenaires commerciaux sa propre approche en matière de réglementation intérieure. L'Inde observe avec inquiétude que cette tendance est en train de se généraliser, comme le montre également la réglementation européenne liée au Pacte vert pour l'Europe.

8.82. L'Inde a également exprimé des préoccupations similaires dans le cadre d'autres organes tels que le Comité de l'agriculture, le Comité de l'accès aux marchés, le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires et le Comité des obstacles techniques au commerce.

8.83. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

8.84. Le Japon est conscient que l'Union européenne s'efforce de prendre des mesures spécifiques qui sont déjà en voie d'être établies, y compris l'abaissement des LMR pour protéger les insectes pollinisateurs et l'introduction de règles relatives aux produits "zéro déforestation" afin de garantir l'application des normes sanitaires et environnementales de l'UE aux produits importés de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche dans le cadre d'une clause miroir.

8.85. Cependant, afin de mettre en place un système alimentaire durable, il doit être tenu compte non seulement des produits agricoles importés dans l'Union européenne mais aussi des produits agricoles produits dans le monde entier. Dans cette optique, il importe que chaque Membre œuvre à la mise en place d'un système alimentaire durable qui tienne compte de son propre climat et d'autres facteurs. Le Japon est d'avis que les normes de santé et d'environnement de l'UE ne devraient pas être appliquées uniformément aux produits importés, tandis que les efforts de chaque Membre devraient être respectés.

8.86. Dans son rapport sur l'"application des normes sanitaires et environnementales de l'UE aux produits agricoles et agro-alimentaires importés", la Commission européenne indique que l'Union européenne poursuivra ses efforts au niveau multilatéral en vue d'obtenir un consensus mondial sur des normes convenues au niveau international. Si l'UE adopte une telle approche nouvelle, le Japon demande qu'elle veille en même temps à ce que ses mesures soient compatibles avec les Accords de l'OMC, et organise des discussions internationales sur ce sujet.

8.87. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

8.88. L'Union européenne prend acte des préoccupations exprimées par les Membres de l'OMC. Elle a fourni des réponses détaillées à ces préoccupations lors des précédentes réunions du CCM. Les déclarations précédentes restent valables dans leur intégralité.

8.89. L'Union européenne s'est livrée à un vaste dialogue, y compris en s'appuyant sur les questions soulevées au sein de ce conseil, ainsi que du Comité SPS et du Comité OTC. L'UE a également dialogué au niveau bilatéral. Récemment, le 17 mars, une réunion plurilatérale s'est tenue à Genève et a permis une discussion technique franche. L'UE a également organisé des sessions d'information et fourni des renseignements détaillés au moyen de diverses communications. Elle renvoie en particulier au document [G/SPS/GEN/1494/Rev.2](#), distribué en juillet 2021, qui donne un aperçu de l'examen en cours des LMR pour les pesticides dans l'Union. Il est important de noter qu'il décrit le processus d'examen, ainsi que la manière dont les pays tiers peuvent y contribuer activement. L'UE reste ouverte à de nouvelles discussions sur la manière dont les Membres peuvent travailler ensemble pour faciliter le commerce des produits agricoles traités avec des produits pharmaceutiques.

8.90. L'Union européenne continue de fournir une assistance technique aux pays en développement et aux PMA, pour améliorer leurs capacités en matière d'application des mesures SPS et d'accès aux marchés, directement ou par l'intermédiaire d'autres organisations internationales telles que le Fonds pour l'élaboration des normes et le développement du commerce hébergé par l'OMC. L'UE souligne notre intérêt commun à veiller à ce que les résidus de pesticides ne soient pas présents à des niveaux présentant un risque inacceptable pour la santé humaine.

8.91. En ce qui concerne les autorisations d'urgence, selon un arrêt récent de la Cour européenne de justice (affaire C-162/21), les États membres de l'UE ne peuvent plus accorder d'autorisations d'urgence pour toute utilisation en extérieur du thiaméthoxame ou de la clothianidine, qu'il s'agisse de l'enrobage de semences destinées au semis en extérieur ou de toute autre utilisation en extérieur telle que la pulvérisation foliaire; ils ne peuvent pas non plus accorder d'autorisations d'urgence pour le semis de semences qui ont déjà été enrobées avec l'une ou l'autre de ces substances. En outre, la Commission étudie les implications de cet arrêt pour l'octroi d'autres autorisations d'urgence, y compris pour d'autres substances ou pour des substances qui n'ont pas été approuvées, ou n'ont pas été renouvelées, dans l'UE en raison des risques qu'elles présentent pour la santé humaine/animale ou l'environnement.

8.92. Enfin, compte tenu des résultats du Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu en 2021 et du bilan de juillet prochain, l'Union européenne estime que les Membres de l'OMC ont un intérêt commun à rendre leurs systèmes alimentaires durables et à protéger la santé des citoyens en s'attaquant à la question des substances actives toxiques grâce à des mesures appropriées.

8.93. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

9 UNION EUROPÉENNE – MODIFICATION PROPOSÉE DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY

9.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Uruguay.

9.2. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

9.3. L'Uruguay souhaite réitérer sa position et ses préoccupations commerciales et systémiques concernant la modification unilatérale, à la suite du Brexit, des concessions de l'Union européenne en matière de contingents tarifaires au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994, eu égard notamment au fait qu'elle n'est pas nécessaire et qu'il n'y a pas de fondement juridique selon les Accords de l'OMC qui puisse la justifier.

9.4. L'Uruguay tient à souligner à nouveau son mécontentement, étant donné que l'Union européenne n'a encore manifesté aucune volonté d'examiner ses demandes, même les plus modestes et les plus raisonnables, malgré les études sur l'existence de dommages qui ont été

communiquées en temps utile, et étant donné l'importance et le caractère sensible particuliers que revêtent pour lui les conditions d'accès aux marchés et les concessions en cours de discussion.

9.5. L'Uruguay réaffirme une fois de plus sa volonté de trouver une solution mutuellement convenue, qui impliquera que l'Union européenne reconnaisse les conditions et les besoins spécifiques du pays et fasse preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un accord.

9.6. Enfin, sans préjudice des engagements convenus entre l'Union européenne et le Royaume-Uni au niveau bilatéral, l'Uruguay demande une fois de plus à l'Union européenne de retirer, sans équivoque, le Royaume-Uni de sa liste de concessions établie dans le cadre de l'OMC pour qu'il ne figure plus parmi leurs utilisateurs potentiels. Dans le même temps, l'Uruguay continue d'attendre que l'Union européenne procède à l'ajustement à la baisse de ses niveaux de soutien autorisés au titre de la mesure globale de soutien (MGS) consolidée finale dans sa liste de concessions, conformément aux annonces faites.

9.7. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

9.8. Le Paraguay souhaite exprimer de nouveau sa préoccupation systémique concernant l'absence de changement quant aux engagements de l'Union européenne en matière de contingents tarifaires et à la réduction de la MGS consolidée totale qui a été proposée consécutivement à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Lors d'une récente réunion du Comité de l'agriculture, l'UE a une fois encore présenté une notification, publiée dans la série MA/1, au lieu d'ajuster sa liste de concessions comme elle aurait dû le faire. Ce point a entraîné un certain nombre de questions lors de ladite réunion du Comité.

9.9. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

9.10. Depuis plusieurs années, le Brésil fait partie des délégations qui ont demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour, estimant que la division proposée des engagements en matière de contingents tarifaires de l'UE-28 réduirait le niveau actuel d'accès aux marchés de l'Union européenne et du Royaume-Uni dont bénéficiaient les entreprises et les producteurs brésiliens, et que par conséquent une compensation lui était due. Le Brésil a conclu un accord avec le Royaume-Uni et l'UE concernant l'établissement de la liste du Royaume-Uni. Il souligne toutefois que la méthode utilisée pour ces négociations ne constitue pas un précédent pour les négociations futures ni ne devrait être interprétée comme tel.

9.11. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

9.12. L'Union européenne est en cours de négociation avec ses partenaires de l'OMC dans le strict respect des dispositions de l'article XXVIII du GATT de 1994 en ce qui concerne la modification de sa liste. En outre, elle est disposée à discuter avec eux de son projet de répartition des contingents tarifaires. Chaque fois que les partenaires de l'OMC ont présenté des données et des arguments valables justifiant une modification des volumes contingentaires proposés, l'UE s'est montrée prête à répondre à leurs demandes. Les partenaires de l'OMC ont également demandé à l'UE de retirer le Royaume-Uni de la liste des pays ayant accès à ses contingents tarifaires *erga omnes* dans le cadre de l'OMC (et vice versa). L'UE a pleinement satisfait à cette demande, conformément à l'article 33 de l'Accord de commerce et de coopération UE-Royaume-Uni.

9.13. Les efforts déployés par l'Union européenne pour trouver des solutions mutuellement convenues avec ses partenaires de l'OMC ont donné de très bons résultats. L'UE a le plaisir d'annoncer que d'excellents progrès ont été réalisés jusqu'à présent: des accords ont été officiellement signés avec neuf partenaires, paraphés avec deux autres et des négociations sont près d'aboutir à un accord avec la majorité des autres partenaires.

9.14. L'Union européenne se félicite de l'engagement croissant de nombreux Membres de l'OMC et reste pleinement déterminée à poursuivre ces négociations et consultations et à les mener à bien avant la fin de la période de négociation (prévue maintenant pour le 1^{er} juillet 2023).

9.15. Le Conseil a pris note des déclarations.

10 ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY

10.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Uruguay.

10.2. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

10.3. L'Uruguay souhaite réitérer une fois de plus sa position et sa préoccupation en ce qui concerne la demande par le Royaume-Uni d'une MGS consolidée totale importante de 4 949,3 millions de GBP; la conversion monétaire proposée dans le projet de liste de concessions de ce Membre, et ses conséquences pour les niveaux d'engagement en matière de soutien interne et d'accès aux marchés proposés; et l'intention du Royaume-Uni de reproduire le droit d'invoquer la sauvegarde spéciale pour l'agriculture sur tous les produits énoncés dans la liste de l'Union européenne et selon les mêmes critères et conditions.

10.4. En ce qui concerne le processus en cours au titre de l'article XXVIII, l'Uruguay réaffirme sa volonté de continuer à travailler avec le Royaume-Uni en vue de parvenir à un accord mutuellement avantageux, qui permettra à celui-ci de disposer d'une liste indépendante de concessions formellement établie dans le cadre de l'OMC, tout en sauvegardant les droits et intérêts légitimes de l'Uruguay.

10.5. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

10.6. Le Royaume-Uni tient à remercier l'Uruguay pour l'intérêt qu'il porte à ce point de l'ordre du jour ainsi que tous les Membres qui ont dialogué sur cette question. Il renvoie les Membres au document [G/L/1386/Add.3](#), qui a été distribué par le Secrétariat le 2 décembre 2022. Ce document indique que le Royaume-Uni a maintenant prolongé de six mois les délais prévus à l'article XXVIII:3 du GATT de 1994, soit jusqu'au 1^{er} juillet 2023. Pour l'instant, le Royaume-Uni entend examiner le petit nombre de préoccupations techniques restantes qui ont été soulevées. À cette fin, il a engagé des discussions bilatérales avec l'Uruguay et est disposé à les poursuivre.

10.7. En ce qui concerne les points techniques mentionnés, le Royaume-Uni aimerait renvoyer les Membres aux déclarations qu'il a faites précédemment au Conseil et au Comité de l'accès aux marchés pour présenter sa position sur le sujet. Le Royaume-Uni souhaiterait également faire observer que, à la suite des discussions d'ordre technique, de nombreux Membres qui avaient au départ des préoccupations similaires ont, depuis, reçu des garanties suffisantes qui leur ont permis de lever leurs objections.

10.8. Le Royaume-Uni tient à réitérer ses remerciements à tous les Membres, y compris l'Uruguay, qui ont dialogué de manière constructive sur les questions relatives à sa Liste des marchandises dans le cadre de ce processus. Il les tiendra informés de l'évolution de la situation à mesure de l'avancement du processus, conformément à la pratique antérieure de l'OMC.

10.9. Le Conseil a pris note des déclarations.

11 UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'URUGUAY

11.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Nouvelle-Zélande et de l'Uruguay.

11.2. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

11.3. La Nouvelle-Zélande continue de soulever cette question au Conseil du commerce des marchandises et renvoie l'Union européenne à ses déclarations antérieures. La Nouvelle-Zélande a examiné la réponse apportée par l'UE à ce sujet. Cependant, nous estimons toujours que l'approche de la Commission européenne consistant à protéger les dénominations fromagères "Danbo" et

"Havarti", pour lesquelles il existe des normes du Codex, va à l'encontre de l'intégrité du système de normalisation qui favorise la fiabilité et la cohérence des règles du commerce international, système dont nous pensions qu'il bénéficierait du soutien de l'UE.

11.4. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

11.5. L'Uruguay regrette qu'il faille inscrire une nouvelle fois ce point à l'ordre du jour et souhaite rappeler ses déclarations antérieures tout en réaffirmant ses préoccupations commerciales et systémiques concernant la décision qu'a prise l'Union européenne d'enregistrer la dénomination "Danbo" en tant qu'indication géographique protégée en dépit des objections de plusieurs Membres. D'un point de vue systémique, il est inquiétant que les normes internationales reconnues soient ignorées, ce qui suscite des doutes quant à leur intégrité et à la valeur des efforts d'harmonisation internationale entrepris dans le cadre du Codex. On ne saisit pas très bien quel sont l'intérêt et l'importance de convenir multilatéralement d'une norme du Codex, pour qu'ensuite l'utilisation de cette dénomination devienne le privilège exclusif de certains producteurs.

11.6. Comme l'Uruguay le fait observer depuis longtemps, le terme "Danbo" désigne une technique de fabrication de fromage couverte par la norme 264 du Codex, qui définit les caractéristiques, la forme de production et l'étiquetage de ce type de fromage. Cette norme établit que "Danbo" est la dénomination pouvant être appliquée aux produits alimentaires qui sont conformes à la norme et que le pays d'origine du produit, précisé comme étant le pays de fabrication, doit être déclaré sur l'étiquette. Selon l'interprétation générale de cette norme du Codex, les Membres reconnaissent le Danbo comme un terme générique et un produit qui peut être fabriqué en différents endroits, pour autant que les prescriptions établies par la norme soient respectées.

11.7. Sur le plan commercial, la création d'obstacles non nécessaires à la commercialisation de ce type de fromage dans l'Union européenne et les incidences provoquées en cas d'élargissement à d'autres marchés par le biais d'accords commerciaux, sont préoccupantes. Cette situation crée en outre un sentiment d'incertitude chez les petits producteurs, qui ont acquis un grand patrimoine culturel dans des domaines comme la production de fromages grâce à des programmes de coopération danois et dont les attentes en matière d'accès aux marchés internationaux des fromages sont légitimes.

11.8. L'Uruguay est d'avis que l'enregistrement de la dénomination "Danbo" en tant qu'indication géographique protégée est non seulement incompatible avec cette politique historique de coopération, mais constitue également un précédent pour l'établissement d'un monopole de fait sur une norme du Codex. Malgré le temps qui s'est écoulé et les faits qui ne tiennent pas compte de ces préoccupations commerciales et systémiques légitimes, l'Uruguay conservera ce point à l'ordre du jour.

11.9. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

11.10. L'Union européenne prend note des préoccupations exprimées par la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay. Elle a fourni des réponses détaillées à ces préoccupations lors des précédentes réunions du CCM et n'a rien de nouveau à signaler. Sans répéter ses déclarations antérieures, elle souhaite souligner que celles-ci restent inchangées. En particulier:

11.11. L'UE a toujours dit que le fait qu'un nom d'indication géographique soit visé par une norme spécifique du Codex Alimentarius ou inscrit à l'Annexe B de la Convention de Stresa ne signifiait pas que ce nom était devenu commun ou générique. Le caractère générique dans l'UE ne peut être évalué qu'en se fondant sur la perception des consommateurs du territoire de l'UE. Dans l'Union européenne, le public concerné se compose en majorité de membres raisonnablement bien informés et/ou de clients qui sont susceptibles d'acheter ce produit ou un produit similaire.

11.12. Le Règlement (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ainsi que les règlements délégués et d'exécution qui l'accompagnent ont été notifiés à l'OMC au titre de l'Accord OTC, car ils contiennent des dispositions qui le concernent (comme les dispositions relatives aux normes techniques, aux définitions et aux questions d'étiquetage). Néanmoins, même si les mesures notifiées traitent de questions relatives aux droits de propriété intellectuelle (en particulier des éléments relatifs à la protection fondamentale des indications géographiques), elles ne sont pas pertinentes dans le cadre de l'Accord OTC.

11.13. Le Conseil a pris note des déclarations.

12 INDE – POLITIQUES RELATIVES À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA, L'INDONÉSIE, LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU, LA THAÏLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE

12.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada, de l'Indonésie, du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, de la Thaïlande et de l'Union européenne.

12.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

12.3. L'Indonésie a de nouveau exprimé sa désapprobation à l'Inde car elle n'a pas encore reçu de réponse ou d'explication satisfaisante concernant la question de la restriction à l'importation de pneumatiques imposée par le pays. Jusqu'à présent, les exportations indonésiennes de pneumatiques vers l'Inde ont été privées de la possibilité d'atteindre le marché indien. La politique de restriction des importations de pneumatiques et la politique d'imposition d'une redevance de marquage pour l'utilisation du label de conformité indien (label ISI) sur les pneumatiques exportés vers des pays tiers sont des sujets sur lesquels l'Indonésie a l'intention de demander des éclaircissements à l'Inde.

12.4. L'Inde a demandé aux importateurs de présenter des déclarations distinctes par courrier électronique (e-mail) prenant en compte les limites à l'importation de certains types et de certaines tailles de pneumatiques qui peuvent être produits localement en Inde dans le cadre de la politique de restriction à l'importation de pneumatiques susmentionnée. La Loi FTDR de 1992 impose des sanctions pénales en cas de violation des prescriptions en matière d'enregistrement des entrepôts où sont conservés les pneumatiques importés, de sorte que les importateurs doivent également se conformer à ces prescriptions.

12.5. L'Indonésie estime que l'interdiction imposée par l'Inde sur les importations de pneumatiques est discriminatoire parce qu'elle ne s'applique qu'à un petit nombre de Membres de l'OMC qui sont susceptibles de représenter une menace pour les producteurs nationaux de pneumatiques indiens. Il résulte de cette interdiction sélective que la politique envisagée pourrait aller à l'encontre du principe de non-discrimination de l'OMC. En outre, l'Indonésie estime que la politique de restriction de l'Inde en matière d'importation de pneumatiques a considérablement réduit la quantité de pneumatiques indonésiens disponible sur le marché indien, notamment en raison de la vaste gamme de tailles de pneumatiques pouvant être produits en Inde, qui est l'un des principaux producteurs de pneumatiques au monde.

12.6. L'imposition d'une redevance de marquage sur les pneumatiques portant le label de conformité indien (ISI) est une question au sujet de laquelle l'Indonésie prévoit également de demander des éclaircissements à l'Inde. Selon l'Indonésie, l'application d'une redevance pour l'apposition du label ISI sur les pneumatiques qui seront exportés vers des pays tiers peut peser sur la branche de production de pneumatiques du pays et dresser des obstacles inutiles au commerce.

12.7. L'Inde a également déclaré précédemment que le régime des restrictions à l'importation de pneumatiques et l'application d'une redevance pour l'apposition du label ISI étaient des exemples de procédures de licences non automatiques. En fait, conformément à l'article 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, les procédures de licences d'importation non automatiques utilisées par les Membres de l'OMC doivent correspondre, quant à leur champ d'application et à leur durée, aux procédures de licences d'importation habituelles. Par ailleurs, le processus de délivrance des licences d'importation non automatiques ne devrait pas entraver les échanges ni accroître la charge administrative des demandeurs de licences d'importation. En outre, sur la base de l'article 3:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, les Membres de l'OMC qui appliquent des procédures de licences d'importation non automatiques destinées à d'autres fins que la mise en œuvre de restrictions quantitatives sont tenus de fournir des renseignements indiquant sur quelle base reposent ces procédures.

12.8. L'Indonésie implore le gouvernement indien de donner des renseignements sur le champ d'application et le calendrier de la mise en œuvre de la politique de restriction des importations de pneumatiques, ainsi que des justifications supplémentaires concernant l'exécution de cette politique.

12.9. L'Indonésie demande aussi à l'Inde de revoir immédiatement ses restrictions à l'importation de pneumatiques pour faire en sorte qu'elle respecte ses engagements en matière d'élimination générale des restrictions quantitatives au titre de l'Accord OTC, de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et de l'article XI du GATT de 1994, ainsi que pour ce qui est des principes de transparence et de non-discrimination de l'OMC.

12.10. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

12.11. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'a cessé d'exprimer ses préoccupations concernant le régime de licences d'importation de pneumatiques introduit par l'Inde au titre de la Notification n° 12/2015-2020. Cette notification a modifié le règlement sur les importations de certains pneumatiques, qui est passé de "libre" à "restreint". Nous déplorons que l'Inde n'ait pas ajusté ou abrogé ses mesures existantes, clarifié les critères d'octroi des licences ni expliqué les motifs de ses refus.

12.12. Selon les statistiques du Ministère indien du commerce et de l'industrie, la quantité de nos exportations de pneumatiques à destination de l'Inde de 2020 à 2022 a fortement diminué, soit de 50% par rapport aux exportations en 2019. Cela indique clairement que la mesure a sensiblement entravé l'accès de nos pneumatiques au marché indien, ce qui a eu des effets extrêmement défavorables sur le commerce.

12.13. Nous prions instamment l'Inde de se conformer aux dispositions pertinentes de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation. En effet, ces dispositions exigent expressément que les mesures concernant les licences d'importation ne restreignent ni ne faussent les échanges commerciaux. Nous prions également l'Inde de publier des renseignements complets sur ses procédures de demande de licence d'importation en garantissant la transparence, de sorte que les fabricants étrangers soient en mesure de comprendre les critères sur lesquels les licences peuvent être accordées et les motifs détaillés pour lesquels les demandes peuvent être rejetées.

12.14. Il apparaît clairement que les mesures indiennes ont donné lieu à une restriction quantitative des importations de pneumatiques. Nous demandons à l'Inde de fournir la justification compatible avec les règles de l'OMC de sa mesure restrictive. Par ailleurs, nous la prions instamment de faire en sorte que toutes les demandes de licences d'importation qui sont pleinement conformes aux normes de qualité pour les pneumatiques soient délivrées sans la moindre limite contingentaire.

12.15. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

12.16. Le Canada tient à réitérer ses préoccupations concernant le régime de licences d'importation non automatiques de l'Inde, qui impose dans les faits des contingents pour les importations de pneumatiques. Ces préoccupations ont déjà été exprimées par un certain nombre de Membres dans divers organes de l'OMC, y compris le Conseil. Le Canada demande une fois de plus à l'Inde d'éliminer cette restriction quantitative à l'importation conformément à ses obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

12.17. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

12.18. L'Union européenne fait de nouveau part de ses inquiétudes au sujet de la question de longue date de la politique de l'Inde en matière d'importation de pneumatiques. Nous avons donné des détails à de multiples reprises dans divers organes de l'OMC, y compris ce conseil, le Comité de l'accès aux marchés, le Comité OTC, le Comité des licences d'importation et le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce.

12.19. Les parties prenantes dans l'Union européenne continuent de subir les effets négatifs découlant de cette mesure. L'UE continue d'exhorter l'Inde à revoir et à éliminer toute restriction quantitative ou autre, implicite ou explicite, à l'importation de pneumatiques de remplacement. Elle reste d'avis que ces restrictions sont contraires aux règles de l'OMC.

12.20. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

12.21. Comme les intervenants précédents, la Thaïlande tient à exprimer une fois de plus les préoccupations qu'elle a déjà soulevées à de nombreuses reprises à des réunions précédentes du

Comité des licences d'importation, du Comité de l'accès aux marchés et du Conseil du commerce des marchandises au sujet des politiques de l'Inde relatives à l'importation de pneumatiques, qui ont tout de même eu une incidence considérable sur les exportations thaïlandaises de produits pneumatiques vers ce pays. Ces préoccupations se sont aggravées au fil du temps.

12.22. Permettez-moi de fournir quelques données statistiques. En 2021, les exportations de pneumatiques de la Thaïlande vers l'Inde ont baissé de 40% par rapport à 2019, avant la mise en œuvre de cette mesure restrictive. Toutefois, en 2022, le recul s'est creusé de façon encore plus marquée, les exportations ayant chuté de 57% par rapport à la même période de 2019. De plus, la Thaïlande regrette de dire qu'elle n'a pas encore reçu la moindre réponse de l'Inde concernant sa demande d'informations datant d'octobre 2022. Par conséquent, elle souhaite de nouveau rappeler sa demande visant à ce que l'Inde fournisse les renseignements suivants aussitôt que possible: i) des renseignements sur l'administration des restrictions, y compris le délai ou la période d'examen des demandes; ii) des renseignements sur les licences d'importation accordées récemment à la Thaïlande; et iii) des renseignements sur la répartition de ces licences entre les pays fournisseurs.

12.23. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

12.24. L'Inde souhaite remercier les différents Membres d'avoir manifesté un intérêt constant pour cette question. Elle aimerait également renvoyer à la réponse qu'elle a donnée lors des précédentes réunions du Conseil du commerce des marchandises, du Comité de l'accès aux marchés et du Comité des licences d'importation. Elle tient à souligner à nouveau que ses prescriptions en matière de licences non automatiques pour les pneumatiques sont administrées d'une manière conforme aux règles de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, y compris en ce qui concerne les délais d'octroi des licences d'importation. Les autorités de la capitale continuent d'examiner les points soulevés par les Membres intéressés.

12.25. Le Conseil a pris note des déclarations.

13 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET LA THAÏLANDE

13.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon et de la Thaïlande.

13.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

13.3. Le Japon continue de faire part de ses préoccupations au sujet de l'interdiction d'importer des climatiseurs contenant des réfrigérants, introduite par l'Inde en octobre de 2020, qui selon lui est une mesure imposant de manière déraisonnable une restructuration des chaînes d'approvisionnement des entreprises. Le Japon est vivement préoccupé par le fait que cette mesure pourrait constituer une interdiction d'importer incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 ainsi qu'avec l'article 2.1 de l'Accord sur les MIC.

13.4. Lors de la précédente réunion du CCM, l'Inde a répondu que la mesure était compatible avec ses obligations au titre du Protocole de Montréal. Toutefois, le Japon considère que cette interdiction d'importation est superflue et irrationnelle dans la mesure où elle couvre une large gamme de climatiseurs qui utilisent des réfrigérants. En outre, ces climatiseurs ne sont pas soumis aux obligations de réduction et d'élimination de l'Inde au titre du Protocole de Montréal ni à la réglementation relative au fréon (substance appauvrissant la couche d'ozone) de la législation nationale de l'Inde.

13.5. Lors de la précédente réunion du CCM, l'Inde a déclaré: "Nous avons fait part au Japon de l'objectif et de l'état d'avancement de cette mesure et voudrions appeler votre attention sur notre notification au Comité des licences d'importation ([G/LIC/N/2/IND/21](#)).". Toutefois, l'Inde n'ayant pas répondu aux questions écrites, il est difficile de dire si elle a pleinement expliqué la situation. Le Japon attend une réponse sincère et rapide de sa part, y compris une réponse aux questions écrites qu'il a présentées en septembre 2020. Il tient en outre à préciser pourquoi il renvoie à la notification que l'Inde a adressée au Comité des licences d'importation ([G/LIC/N/2/IND/21](#)) dans le contexte des restrictions à l'importation en cause.

13.6. De plus, comme il l'a déjà mentionné dans le passé, en ce qui concerne la marque IS du système de certification de l'Inde prévue par le Décret relatif au contrôle de la qualité des climatiseurs et de leurs composants, dont la durée d'application a été prorogée jusqu'en octobre 2023, et afin d'éviter des retards dans la procédure de certification applicable aux produits importés, le Japon voudrait demander que le Bureau indien de normalisation (BIS) effectue régulièrement des inspections d'usines à l'étranger, ou que l'Inde envisage d'autres procédures de certification. Si cela présente des difficultés, il aimerait alors demander à l'Inde de prolonger la date de mise en œuvre de ces mesures.

13.7. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

13.8. La Thaïlande souhaiterait faire écho aux inquiétudes du Japon au sujet de la prohibition à l'importation de climatiseurs contenant des réfrigérants imposée par l'Inde. Malgré notre intervention à de nombreuses reprises dans divers organes de l'OMC et la déclaration du délégué indien selon laquelle nos préoccupations avaient été transmises à New Delhi pour analyse, quatre mois se sont écoulés sans que nous ayons reçu la moindre nouvelle de l'Inde. En attendant, les exportations de climatiseurs de la Thaïlande vers l'Inde sont toujours soumises à cette mesure à l'importation très restrictive, manifestement incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994.

13.9. Selon l'Inde, l'interdiction en cause vise à protéger la couche d'ozone de la stratosphère au sens du Protocole de Montréal et elle est par conséquent justifiée en vertu des exceptions prévues à l'article XX du GATT de 1994. À l'instar de l'Inde, la Thaïlande est résolue à protéger la couche d'ozone de la stratosphère, comme le prescrit le Protocole de Montréal. Elle ne voit toutefois aucun lien rationnel entre l'interdiction imposée par l'Inde et l'objectif de protection de la couche d'ozone.

13.10. La Notification n° 41/2015-2020 de l'Inde ne mentionne que deux codes du SH pour les climatiseurs contenant des réfrigérants soumis à la prohibition à l'importation imposée par le pays. Elle ne précise pas quels sont les types de réfrigérants interdits ni, par exemple, s'il s'agit des substances appauvrissant la couche d'ozone dont il est fait mention dans le Protocole de Montréal, et ne fait pas non plus référence aux lois et règlements indiens relatifs à la protection de la couche d'ozone de la stratosphère. Il n'existe donc pas de lien clair entre cette mesure et les obligations de l'Inde au titre du Protocole de Montréal, comme l'exige l'article XX b) ou XX g) du GATT de 1994.

13.11. En outre, le Règlement de l'Inde sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (réglementation et contrôle), lu conjointement avec sa modification de 2014, prévoit de nombreuses exceptions pour les produits indiens qui contiennent des substances appauvrissant la couche d'ozone, y compris les climatiseurs. Cela donne à penser que l'Inde n'applique pas son interdiction d'importer "conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales" au sens de l'article XX g) du GATT de 1994 et applique plutôt son interdiction "de façon [...] à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent" au sens du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994. La Thaïlande a donné de nombreux exemples de ces exceptions pour les produits nationaux de l'Inde lors des précédentes réunions du Comité de l'accès aux marchés (19 octobre 2022) et du Conseil du commerce des marchandises (24 novembre 2022).

13.12. Enfin et surtout, la Thaïlande a également trouvé que la notification de l'Inde, adressée au Comité des licences d'importation sous la cote [G/LIC/N/2/IND/21](#), allait à l'encontre de cette restriction à l'importation de climatiseurs contenant des réfrigérants. Selon la notification, l'importation d'hydrofluorocarbones est autorisée pour autant qu'une licence d'importation non automatique soit accordée. Paradoxalement, si la même substance est contenue dans un climatiseur, l'importation de ce climatiseur sera interdite en Inde. La Thaïlande demande à l'Inde de fournir le plus rapidement possible une explication pour cette procédure contradictoire et discriminatoire.

13.13. Compte tenu de l'incompatibilité entre la prohibition de l'Inde sur les climatiseurs et l'article XI:1, et du fait que la mesure ne puisse pas être justifiée au titre de l'article XX b) ou XX g) du GATT de 1994, et compte tenu de la contradiction interne entre la prohibition et le régime de licences d'importation de l'Inde concernant les hydrofluorocarbones, la Thaïlande affirme que celle-ci devrait immédiatement modifier ou abroger cette prohibition à l'importation des climatiseurs contenant des réfrigérants.

13.14. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

13.15. La République de Corée partage les préoccupations exprimées par les intervenants précédents au sujet des restrictions à l'importation de climatiseurs imposées par l'Inde. La Corée estime que la mesure est incompatible avec les règles de l'OMC, en particulier avec l'article XI:1 du GATT de 1994, car elle crée un obstacle non nécessaire au commerce. Elle demande à l'Inde de régler la question dans les meilleurs délais et est disposée à poursuivre le dialogue avec elle.

13.16. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

13.17. L'Inde tient à remercier les délégations du Japon, de la Thaïlande et de la République de Corée de l'intérêt qu'elles continuent de porter à cette question. La délégation de mon pays a déjà fourni des précisions sur ces mesures, y compris en ce qui concerne leur but et l'évolution de la situation. L'Inde souhaite également appeler l'attention sur la notification, publiée sous la cote [G/LIC/N/2/IND/21](#), qu'elle a adressée au Comité des licences d'importation au titre de l'article 5.1 à 5.4. Cette notification énonce clairement les détails de la politique de restriction des importations d'hydrofluorocarbures, qui sont pertinents au regard de cet ordre du jour.

13.18. Lors du récent examen de la politique commerciale du Japon, nous avons souligné que les entreprises japonaises détenaient une forte part de marché dans ce segment en Inde, y compris ces trois dernières années, et qu'il était regrettable que cette question continue de se poser au sein du CCM et d'autres organes. La question des procédures d'inspection soulevée par le Japon a été examinée lors de la précédente réunion du Comité des obstacles techniques au commerce.

13.19. Le Conseil a pris note des déclarations.

14 NÉPAL – INTERDICTION D'IMPORTER DES BOISSONS ÉNERGISANTES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA THAÏLANDE

14.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Thaïlande.

14.2. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

14.3. La Thaïlande souhaiterait à nouveau faire part de sa préoccupation concernant la mesure du gouvernement népalais interdisant depuis 2019 les importations de boissons énergisantes mélangées contenant de la caféine et de boissons aromatisées avec des arômes de synthèse en provenance de la Thaïlande. Cela étant, elle voudrait exprimer sa sympathie au peuple népalais, qui est confronté à l'une des pires difficultés économiques du pays, ce qui a naturellement contraint le gouvernement à adopter des mesures de restriction des échanges.

14.4. La Thaïlande tient à rappeler au Népal que les Membres de l'OMC se heurtant à des problèmes de balance des paiements peuvent appliquer des restrictions à l'importation, sous réserve des dispositions de l'article XII du GATT de 1994, à condition que ces restrictions ne dépassent pas les restrictions nécessaires, qu'elles soient progressivement assouplies et qu'elles ne soient maintenues que dans la mesure où la conjoncture justifie encore leur application. Cela dit, la Thaïlande prend note de cette mesure notifiée par le Népal dans le document [G/MA/QR/N/NPL/1](#) le 11 octobre 2022. Toutefois, le Népal n'a pas encore fourni de justification ni d'autres détails connexes à ce sujet. La Thaïlande prie instamment celui-ci d'y remédier aussi rapidement que possible.

14.5. La Thaïlande souhaite en outre rappeler au Népal les dispositions de l'article 6 du mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements, selon lesquelles "[un] Membre qui applique de nouvelles restrictions [à l'importation prises à des fins de balance des paiements] ... engagera des consultations avec le Comité [des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements] dans les quatre mois à compter de la date à laquelle elles auront été adoptées" et les dispositions de l'article 9 du Mémorandum, selon lesquelles "[un] Membre notifiera au Conseil général l'introduction de mesures de restriction des importations prises à des fins de balance de paiements ou toute modification apportée à leur application". Elle demande instamment au Népal de respecter ces dispositions sans délai.

14.6. Enfin, la Thaïlande aimerait encourager le Népal à fournir des renseignements actualisés sur la situation de sa balance des paiements et à expliquer en quoi de telles mesures de restriction des échanges pourraient contribuer à résoudre le problème.

14.7. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

14.8. Le Népal tient à remercier la Thaïlande pour sa déclaration et pour l'intérêt soutenu qu'elle porte à ses mesures de politique commerciale et indique que cette préoccupation a également été soulevée au Comité de l'accès aux marchés. Par conséquent, en réponse à la préoccupation soulevée précédemment, le Népal souhaite renvoyer aux déclarations qu'il a faites lors de la réunion du Comité de l'accès aux marchés qui a eu lieu en octobre 2022 et de la réunion du Conseil tenue en juillet 2022, tout en faisant observer qu'il continue de se heurter à des difficultés de balance des paiements.

14.9. Le ratio exportations/importations du Népal pour le commerce des marchandises était de 1:2,5 en 2004/05, au moment de l'adhésion du Népal à l'OMC; il a augmenté pour atteindre 1:15,3 en 2017/18; et en 2022, il a dépassé 1:10, exerçant ainsi une forte pression sur la balance des paiements du pays. Le gouvernement du Népal évalue périodiquement la mesure en raison de cette pression. Le pays a fait des progrès à cet égard, qui ont été notifiés sous la cote [G/MA/QR/N/NPL/1](#), le 11 octobre 2022. Une fois de plus, le Népal aimerait dire aux Membres que la mesure n'était pas censée toucher un domaine particulier. Je tiens également à les assurer que je les informerai sitôt que j'aurai reçu un nouveau rapport d'activité de la part des autorités de notre capitale. Enfin, le Népal souhaite que cette question puisse être résolue au niveau bilatéral.

14.10. Le Conseil a pris note des déclarations.

15 ÉTATS-UNIS – MESURES DE SUBVENTION DISCRIMINATOIRES ET AYANT DES EFFETS DE DISTORSION DES ÉCHANGES AU TITRE DE LA LOI DE 2022 SUR LA RÉDUCTION DE L'INFLATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

15.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

15.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

15.3. La Chine souhaite renvoyer à la déclaration qu'elle a faite lors de précédentes réunions du Conseil. Elle suit cette question de très près. Nous prenons acte de la publication faite par le Département du Trésor des États-Unis et l'Administration fiscale des États-Unis, vendredi dernier, de propositions d'orientation concernant les dispositions sur les nouveaux véhicules non polluants, qui figurent dans la Loi sur la réduction de l'inflation (IRA). Selon le communiqué de presse du Département du Trésor des États-Unis, à partir de 2024, un véhicule non polluant répondant aux conditions requises pour bénéficier des mesures ne pourra contenir aucun composant de batterie d'accumulateurs fabriqué par une entité étrangère concernée et, à partir de 2025, un tel véhicule ne pourra contenir aucun minéral stratégique extrait, transformé ou recyclé par une entité étrangère concernée. Le Département du Trésor et l'Administration fiscale des États-Unis publieront des orientations ultérieures sur cette disposition.

15.4. La Chine reste très préoccupée par le caractère discriminatoire de ces mesures. Nous pensons que les subventions destinées à lutter contre le changement climatique devraient être non discriminatoires et conformes aux règles de l'OMC. Nous demandons instamment aux États-Unis de supprimer dans la Loi sur la réduction de l'inflation (IRA) les subventions discriminatoires et ayant des effets de distorsion des échanges, qui ne sont pas conformes aux règles de l'OMC.

15.5. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

15.6. La Fédération de Russie souhaite remercier la Chine d'avoir soulevé cette question. En août 2022, les États-Unis ont promulgué ce que l'on appelle la Loi sur la réduction de l'inflation (IRA). Selon les estimations du Congrès des États-Unis, l'IRA implique un soutien à l'économie nationale des États-Unis d'un montant de plus de 369 milliards d'USD au cours des 10 prochaines années.

15.7. L'IRA comprend plusieurs programmes d'incitation fiscale pour les fabricants et les fournisseurs d'énergie du pays. Concrètement, en vertu de cette loi, le crédit d'impôt de 7 500 USD pour un véhicule électrique est assujéti aux conditions ci-après: i) le véhicule électrique doit être assemblé en Amérique du Nord; ii) les composants de la batterie d'accumulateurs du véhicule doivent provenir des États-Unis, du Canada ou du Mexique; et iii) les matières premières dites "stratégiques" utilisées pour la fabrication de la batterie d'accumulateurs du véhicule doivent provenir d'Amérique du Nord ou du territoire de partenaires des États-Unis dans le cadre d'accords de libre-échange (ALE). Outre ces conditions, l'IRA prévoit un soutien supplémentaire pour les installations utilisant des sources d'énergie renouvelable ainsi que du fer et de l'acier produits aux États-Unis.

15.8. De toute évidence, ces mesures établissent une discrimination à l'égard d'un large éventail de produits provenant de Membres de l'OMC non admissibles et entravent le commerce mondial des marchandises tout au long de la chaîne d'approvisionnement. La loi vise à exclure les produits de certains Membres de l'OMC d'une participation à ces chaînes d'approvisionnement, causant une fragmentation du commerce international ainsi qu'une déstabilisation des flux commerciaux et d'investissements. Ce qui rend la loi encore plus néfaste, c'est que, pour choisir sur le plan administratif ses partenaires commerciaux, l'administration des États-Unis cherche à conclure des arrangements bilatéraux, sous la forme d'accords spéciaux sur les matières premières, avec un nombre de Membres de l'OMC, ce qui conférerait à ceux-ci le statut de partenaire d'accord de libre-échange, assurant ainsi que leurs produits répondent aux conditions requises pour bénéficier de crédits d'impôt accordés par les États-Unis.

15.9. L'IRA figure également au nombre de ces initiatives prises par les États-Unis qui portent manifestement atteinte à des règles de l'OMC, en particulier celles concernant les principes de la nation la plus favorisée (NPF) et du traitement national, les dispositions de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC) et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). Les Membres qui prennent de telles mesures font peu de cas des principes fondamentaux de l'OMC, malgré leurs déclarations en faveur de la préservation du système multilatéral.

15.10. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

15.11. La Suisse salue les efforts déployés par les États-Unis pour lutter contre l'inflation au moyen de mesures environnementales, car elle reconnaît que promouvoir les technologies énergétiques et de transport propres peut contribuer aux objectifs environnementaux. La politique commerciale peut apporter une contribution très importante à la recherche d'une solution au changement climatique et à d'autres problèmes environnementaux mondiaux, et elle doit faire partie de la solution. Cela dit, la Suisse continue d'être préoccupée par l'aspect discriminatoire possible des mesures visant les produits similaires importés. À notre avis, des mesures environnementales instituées au moyen d'instruments de politique commerciale doivent être non discriminatoires et respecter les règles de l'OMC, ce qui garantit par ailleurs qu'elles exercent, dans toute la mesure possible, leurs effets positifs sur l'environnement.

15.12. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

15.13. Nous partageons tous un même besoin urgent d'accroître les investissements dans des technologies énergétiques propres pour lutter efficacement contre la crise climatique, ainsi que pour traiter les questions relatives aux chaînes d'approvisionnement. La Loi sur la réduction de l'inflation signée par le Président Biden est un outil important pour permettre aux États-Unis d'atteindre ces objectifs essentiels.

15.14. Le secteur des transports est la première source d'émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis, et nous ne respecterons pas nos engagements au titre de l'Accord de Paris et d'autres objectifs climatiques sans une action audacieuse visant à promouvoir de nouveaux investissements majeurs dans les technologies énergétiques propres, en particulier des incitations à la production et à l'adoption de véhicules électriques. La Loi prévoit des incitations fiscales pour les véhicules non polluants afin d'encourager une transition rapide vers des transports non polluants. Elle fait en sorte que nous puissions créer des chaînes d'approvisionnement plus diversifiées et plus solides et promouvoir l'adoption de véhicules électriques au niveau national. Outre le crédit d'impôt pour les véhicules non polluants accordé pour l'achat de véhicules non polluants neufs, l'IRA prévoit

également un crédit pour les véhicules utilitaires non polluants et un crédit pour les véhicules non polluants ayant appartenu à un précédent propriétaire. Ces dispositions créent des crédits d'impôt pour certains véhicules utilitaires non polluants légers, moyens et lourds éligibles achetés par des entreprises et pour les véhicules non polluants d'occasion. Les prescriptions relatives à l'assemblage final, à la batterie d'accumulateurs et aux minéraux stratégiques ne s'appliquent pas à ces crédits. Nous pensons que ces véhicules représenteront une part importante du total des achats de véhicules non polluants, dans le futur, et notre Bureau du budget du Congrès estime que ces véhicules recevront environ 40% du financement total du crédit d'impôt pour les véhicules non polluants.

15.15. Nous en sommes aux premiers stades de l'élaboration de la réglementation relative à ce programme. Nous examinons les observations de toutes les parties prenantes à mesure que le Département du Trésor va de l'avant avec son processus public dans le cadre de la mise en œuvre de ces crédits, comme le prescrit la législation. Nous notons que plusieurs de nos partenaires commerciaux ont déjà saisi la possibilité de participer à notre processus transparent et que de nouvelles possibilités d'y participer se présenteront.

15.16. Nous faisons observer que bon nombre de nos partenaires commerciaux, y compris la Chine, ont également donné la priorité aux investissements dans les technologies des véhicules électriques et ont pris toute une série de mesures nationales en faveur des véhicules à émissions nulles.

15.17. Dans les discussions sur les mesures relatives aux véhicules électriques, le point de départ devrait être l'importance de travailler en parallèle pour atteindre nos objectifs globaux en matière de climat et de chaînes d'approvisionnement et des objectifs connexes, et de le faire d'une manière qui nous permet de conserver le soutien de nos parties prenantes. Cela comprend, par exemple, notre objectif commun de faire en sorte que nous respections les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris.

15.18. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

16 ÉTATS-UNIS – SÉRIE DE MESURES DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT DES EFFETS DE DISTORSION SUR L'INDUSTRIE DES SEMI-CONDUCTEURS ET SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

16.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

16.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

16.3. La Chine exprime une nouvelle fois ses vives préoccupations quant aux mesures ayant des effets de perturbation et de discrimination que les États-Unis ont prises concernant la branche de production des semi-conducteurs. Nous prenons note du fait que le Département du commerce des États-Unis a récemment publié un avis de possibilités de financement intitulé "CHIPS Incentive Program – Commercial Fabrication Facilities" (Programme d'incitation CHIPS – Installations de fabrication commerciale). Nous estimons que certaines mesures figurant dans cet avis pourraient contrevenir aux règles de l'OMC et fausser gravement le marché.

16.4. L'avis définit les facteurs de hiérarchisation et de sélection des demandes de financement. Au nombre des facteurs figure l'accent porté sur l'intention d'utiliser du fer, de l'acier et des matériaux de construction produits dans le pays. Il peut en résulter des subventions au contenu local qui ne sont pas compatibles avec l'Accord SMC.

16.5. L'avis indique également qu'un demandeur doit démontrer comment les incitations CHIPS sollicitées l'encourageront à réaliser aux États-Unis des investissements qui ne se concrétiseraient pas en l'absence de ces incitations. Cela nous donne l'impression que les décisions d'investissement du demandeur ne relèvent peut-être pas d'une orientation axée sur le marché, d'intérêts commerciaux et d'une logique commerciale, parce que ces investissements ne se seraient pas matérialisés sans les incitations CHIPS.

16.6. En outre, la Loi CHIPS et science restreint pendant 10 ans la liberté des bénéficiaires des fonds de construire de nouvelles installations ou d'agrandir les installations de pointe et de technologie avancée existantes dans des pays étrangers concernés. Les seuils proposés pour la restriction susmentionnée sont de 100 000 USD ou un accroissement de 5% de la capacité de

production d'une installation. De l'avis de la Chine, cela signifie que si les bénéficiaires reçoivent les fonds d'incitation CHIPS, ils ne sont pas autorisés à accroître leurs investissements dans des installations avancées de production de semi-conducteurs en Chine de plus de 100 000 USD ou à augmenter leur capacité de production de plus de 5%.

16.7. Nous estimons que cela procède d'une "mentalité de guerre froide", d'un "jeu à somme nulle" et d'une "intimidation commerciale". Les mesures prises par les États-Unis ont gravement sapé la chaîne mondiale de l'industrie des semi-conducteurs, porté atteinte aux principes du marché que les États-Unis ont toujours défendus, perturbé l'ordre normal du commerce et des investissements internationaux et affecté négativement le système commercial multilatéral fondé sur des règles. La Chine demande à l'OMC de renforcer la surveillance des mesures concernées qui sont susceptibles de porter atteinte aux règles de l'OMC.

16.8. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

16.9. La Loi CHIPS comporte trois initiatives distinctes: i) des investissements de grande envergure dans des grappes de fabrication de puces logiques et de puces mémoire de pointe; ii) le renforcement des capacités manufacturières pour des puces matures et des puces de génération actuelle, ainsi que pour des technologies nouvelles et spécialisées; et iii) des initiatives visant à renforcer et promouvoir le leadership des États-Unis en matière de R&D. Un programme CHIPS réussi répondra aux signaux du marché, comblera les lacunes du marché et réduira les risques liés à l'investissement pour attirer des capitaux privés importants. S'agissant de la question des distorsions du marché, le soutien envisagé est compatible avec la législation et les engagements internationaux des États-Unis. L'Accord SMC ne contient pas d'obligations concernant des restrictions relatives à l'admissibilité d'entités bénéficiant d'aides publiques. Le Département du commerce des États-Unis mettra en œuvre certaines restrictions pour veiller à ce que les entités recevant des fonds dans le cadre de la Loi CHIPS ne puissent pas mettre la sécurité nationale en péril. Ces restrictions relatives à la sécurité nationale sont décrites plus en détail dans la Loi. Les entités peuvent choisir de demander ou non des incitations dans le cadre du programme CHIPS, et donc d'être soumises aux restrictions liées à la sécurité nationale. Nous tenons également à noter que la Chine elle-même a un programme relatif aux semi-conducteurs, le Fonds national d'investissement pour l'industrie des circuits intégrés. Il a été lancé en 2014, mais n'a jamais été notifié. En outre, la Chine a refusé de rendre publiques certaines mesures d'application du Fonds national d'investissement pour l'industrie des circuits intégrés. Outre le programme national, la Chine a de nombreux programmes aux niveaux central et sous-central du gouvernement sous la forme de fonds publics d'orientation, dont aucun n'a été notifié.

16.10. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

17 UNION EUROPÉENNE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE DE LA SUÈDE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

17.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

17.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

17.3. La Chine regrette de devoir soulever une nouvelle fois cette question. À ce jour, la Suède n'a pas encore fourni d'explications et d'éléments de preuve crédibles prouvant que les produits 5G de Huawei et ZTE constituent une menace pour ce qui est appelé "sécurité nationale" de la Suède. Ces deux entreprises ont toujours opéré légalement sur son territoire depuis plus de 20 ans et ont acquis une bonne réputation commerciale dans ce pays. La Chine demande instamment à la Suède de se conformer aux règles de l'OMC et d'instaurer un environnement équitable, transparent et non discriminatoire qui permette aux entreprises chinoises d'opérer en Suède.

17.4. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

17.5. L'Union européenne note que la question soulevée par la Chine en relation avec la récente mise aux enchères du spectre 5G en Suède fait encore l'objet d'une procédure judiciaire au titre de l'accord bilatéral sur l'investissement entre la Suède et la Chine. Compte tenu de cette procédure, l'UE n'entrera pas dans les détails de cette question dans le cadre du Conseil en ce jour.

17.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

18 AUSTRALIE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

18.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

18.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

18.3. La Chine soulève de nouveau cette préoccupation concernant les restrictions australiennes visant les produits 5G chinois en question. À ce jour, l'Australie n'a pas fourni de justification raisonnable sur ces mesures. Nous estimons que ces mesures discriminatoires sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Nous exhortons l'Australie à mettre ses mesures en conformité avec les règles de l'OMC et à offrir un environnement équitable, transparent et non discriminatoire permettant aux entreprises chinoises d'exercer leurs activités dans le pays.

18.4. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

18.5. L'Australie prend note de la déclaration de la Chine. Depuis que la Chine a soulevé cette question pour la première fois à l'OMC, à la fin de 2018, l'Australie a engagé un dialogue constructif avec elle pour expliquer la raison d'être de sa position sur les réseaux 5G. Comme l'Australie l'a indiqué précédemment, sa position sur les réseaux 5G est sans rapport avec les pays, transparente, fondée sur les risques, non discriminatoire et pleinement compatible avec les règles de l'OMC. Elle fait également observer que d'autres Membres de l'OMC ont pris des décisions analogues dans leur intérêt national concernant l'équipement des réseaux 5G nationaux.

18.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

19 UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE, L'INDONÉSIE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

19.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine, de l'Indonésie et de la Fédération de Russie.

19.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

19.3. La Chine estime que pour répondre efficacement au changement climatique, réaliser les objectifs de développement durable au niveau mondial et construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, les Membres doivent résolument mettre en œuvre les objectifs, principes et exigences énoncés dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et dans l'Accord de Paris, réduire les obstacles et promouvoir la libéralisation du commerce et de l'investissement.

19.4. S'agissant du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'Union européenne, sa mise en œuvre ne semble reposer sur aucun fondement scientifique. De nombreuses études ont souligné que le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE-UE) n'entraînait pas de fuites de carbone et que le MACF contribuait peu à la réduction des émissions mondiales. Nous estimons que l'objectif du MACF n'est pas d'éliminer ce que l'on appelle "fuites de carbone", mais de protéger les entreprises européennes de la concurrence.

19.5. Pour les Membres en développement, le MACF de l'UE imposera une charge énorme à leurs exportateurs, car ils n'ont ni la capacité ni les ressources financières nécessaires pour collecter les données sur les émissions de carbone de leurs produits. Dans le passé, les Membres développés exportaient leurs émissions en externalisant la production à forte intensité de carbone vers les Membres en développement. Aujourd'hui, avec l'avantage de posséder et de contrôler des technologies vertes, ils encouragent la "rapatriement" de la production. Cela aura des répercussions négatives sur les Membres en développement.

19.6. Le MACF unilatéral de l'UE s'écarte des principes fondamentaux des "responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives" énoncés dans la CCNUCC et l'Accord de Paris. En outre, il pourrait ne pas être conforme au principe fondamental de non-discrimination de

l'OMC. La Chine est disposée à intensifier son dialogue avec l'UE au sujet de son Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et espère que l'UE participera activement aux sessions thématiques ayant trait au sujet.

19.7. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

19.8. L'Indonésie exprime à nouveau ses objections à l'Union européenne concernant l'approbation de la proposition relative au MACF. Nous sommes d'avis que la politique projetée relative au MACF est discriminatoire puisqu'elle porte atteinte aux normes de la nation la plus favorisée (NPF) et du traitement national.

19.9. L'Indonésie sait que le MACF de l'UE fera référence au système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'UE, où chaque secteur dispose d'un plafond de quotas alloués à titre gratuit, lors de l'examen du concept de traitement national. Par conséquent, les produits locaux de l'UE seront assujettis à des droits moins élevés que les produits provenant d'ailleurs. L'Indonésie n'a pas encore reçu d'éclaircissements sur la date et les modalités de mise en œuvre de la réduction des quotas, malgré la promesse de l'UE d'éliminer progressivement les quotas gratuits dans tous les secteurs.

19.10. S'agissant du concept de NPF, l'Indonésie est consciente que tous les Membres de l'OMC n'ont pas développé de marchés du carbone et de systèmes de comptabilité, en particulier ceux qui n'utilisent pas le programme SEQE. Par conséquent, la méthode utilisée pour établir les prix du carbone variera en fonction du Membre de l'OMC. L'Indonésie est d'avis que la classification des Membres de l'OMC, en termes d'objectifs faibles ou élevés de réduction des émissions, aux fins de calcul des prix du carbone n'est pas non plus fondée sur des normes spécifiques.

19.11. L'Indonésie estime que le MACF de l'Union européenne peut entraîner une augmentation des coûts pour les fabricants en dehors de l'UE, en plus des droits d'importation établis conformément à la liste de concessions de l'UE au titre de l'article II du GATT de 1994. L'Indonésie demande à l'UE des éclaircissements supplémentaires concernant l'expansion projetée du champ des produits visés par son MACF.

19.12. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Accord de Paris traitent du principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, à propos desquels l'Indonésie rappelle à l'Union européenne qu'elles devraient s'appliquer à toutes les politiques environnementales, y compris son MACF. Selon ce principe, les nations en développement ont des responsabilités, des capacités et des obligations fondamentalement différentes de celles des nations développées. Il est essentiel que l'UE suive ce principe afin de se conformer aux principes du commerce équitable et de l'équité en ce qui concerne les ODD. En outre, l'Indonésie est d'avis qu'aucune règle environnementale ne devrait être imposée, car il en résulterait un autre obstacle non tarifaire au commerce qui encouragerait le protectionnisme.

19.13. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

19.14. Le Brésil aimerait s'associer à d'autres Membres en ce qui concerne cette demande. Il renvoie en outre à ses déclarations précédentes sur le sujet⁸ et demeure préoccupé par différents aspects du MACF de l'Union européenne qui comportent des mesures commerciales unilatérales ayant des effets négatifs non nécessaires et discriminatoires sur le commerce international. Nous tenons à réitérer notre demande d'explications complémentaires sur la compatibilité du MACF avec les principes de non-discrimination et de traitement national en ce qui concerne plusieurs points que nous avons soulevés lors de réunions antérieures. En particulier, nous avons été informés que les producteurs européens reçoivent des quotas alloués à titre gratuit dans le cadre de leur SEQE pendant que le MACF est progressivement mis en place. L'UE pourrait-elle préciser comment le fait de taxer les importations en provenance de pays tiers, tout en exemptant ses propres producteurs de la même taxe, peut être compatible avec les règles fondamentales de l'OMC?

⁸ Document [G/C/M/144](#), paragraphes 40.18 et 40.19, et document [G/C/M/143](#), paragraphes 41.2 à 41.22.

19.15. Nous rappelons également que les mesures environnementales liées au commerce doivent être conçues et appliquées de manière à être en harmonie et à se renforcer mutuellement avec les accords multilatéraux sur l'environnement, y compris la CCNUCC et l'Accord de Paris, dans lesquels l'UE a accepté de prendre en compte le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives. Les responsabilités historiques signifient que les pays qui se sont industrialisés en premier, en bénéficiant de sources d'énergie bon marché et plus polluantes, devraient assumer l'essentiel du coût des réductions d'émissions. Nous demandons à l'UE de respecter cet engagement et d'éviter de prendre des mesures qui visent à imposer des normes et des stratégies de décarbonisation spécifiques à d'autres économies.

19.16. L'UE n'est pas seulement un partenaire commercial majeur pour le Brésil, mais aussi un Membre avec lequel il partage des vues sur l'importance de préserver le système commercial multilatéral et de parvenir à un avenir durable dans une économie décarbonisée. Nous restons déterminés à collaborer avec l'UE et d'autres Membres dans le cadre de l'OMC et de la CCNUCC pour atteindre nos objectifs communs de développement durable et d'identification de solutions efficaces au changement climatique. La délégation du Brésil regrette que l'UE poursuive l'examen de la question sans dûment dialoguer avec toutes les parties susceptibles d'être touchées, alors que des préoccupations concrètes persistent quant au fait qu'une telle mesure, que ce soit dans sa conception ou dans son application, pourrait porter atteinte aux obligations souscrites par l'UE au titre des Accords de l'OMC et des instruments concernés en matière d'environnement, en particulier la CCNUCC et l'Accord de Paris.

19.17. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

19.18. La République de Corée reconnaît que le changement climatique est l'une des questions les plus urgentes sur laquelle tous les Membres de l'OMC devraient continuer à porter conjointement leur attention, en trouvant des moyens efficaces de la traiter. Cependant, la Corée craint que, contrairement à son objectif initial, le MACF de l'Union européenne n'impose une charge administrative excessive aux exportateurs, tout en les traitant moins favorablement que les entreprises basées dans l'UE qui sont visées par son système d'échange de quotas d'émission. Afin de répondre à ces préoccupations, la Corée estime qu'il est essentiel de promouvoir une compréhension commune de la conception des normes internationales concernées au moyen de discussions suffisantes dans les enceintes internationales. Pour mettre en œuvre les règles visant à relever ce défi mondial commun, il serait plus efficace d'adopter une démarche participative plutôt que d'exiger des partenaires commerciaux qu'ils se conforment à des normes spécifiques, telles que la méthode de calcul des émissions liées aux produits. La Corée continuera à collaborer étroitement avec l'UE pour trouver une solution à ses préoccupations.

19.19. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

19.20. Le Paraguay continue de soutenir cette préoccupation commerciale systémique. À cet égard, nous tenons à renvoyer à la déclaration que nous avons faite à la précédente réunion du Conseil⁹ et dont nous demandons qu'elle soit consignée dans son intégralité dans le compte rendu, tel qu'il suit:

19.21. Comme le Paraguay a fait part de ses préoccupations concernant d'autres éléments relevant du Pacte vert qui affectent le commerce des produits agricoles, il se concentrera à la réunion en cours sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. S'agissant du MACF, le Paraguay réitère son intérêt systémique pour cette préoccupation et demande que ses déclarations antérieures soient consignées dans le compte rendu de la réunion de ce jour.¹⁰

⁹ Document [G/C/M/144](#), paragraphes 24.51 à 24.55, au titre du point 24 de l'ordre du jour intitulé "Union européenne – Pacte vert pour l'Europe (Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et produits zéro déforestation) – Demande présentée par le Brésil et l'Indonésie").

¹⁰ Compte rendu de la réunion du Conseil du commerce des marchandises, 7 et 8 juillet 2022, document [G/C/M/143](#), paragraphes 16.42 et 16.43 : "Le délégué du Paraguay a indiqué ce qui suit: Le Paraguay souhaite réaffirmer son intérêt pour cette préoccupation commerciale et demande qu'il soit pris acte de ses déclarations précédentes. En outre, il demande à nouveau à l'Union européenne de fournir des informations sur la question de savoir si elle envisage une réduction tarifaire pour les produits importés ayant une empreinte carbone plus faible, et comment elle prévoit de relever les droits de douane pour ceux dont l'empreinte est plus importante. Le Paraguay estime que les incitations sont tout aussi importantes que les sanctions dans le cas de pareilles mesures et qu'il faudrait également tenir compte des responsabilités communes mais différenciées." Note de bas de page: "Document [G/C/M/142](#), paragraphes 36.24 et 36.25.

19.22. Le Paraguay demande une fois de plus à l'Union européenne de communiquer des renseignements sur le point de savoir si elle prévoit d'abaisser les droits de douane sur les produits importés dont l'empreinte carbone est plus faible, et si elle envisage d'augmenter les droits de douane sur les produits ayant une empreinte carbone plus élevée que celle des produits de l'UE, étant donné qu'il devrait y avoir un mécanisme permettant de reconnaître les contributions positives et les empreintes carbone plus faibles, et pas seulement une sanction pour les producteurs qui polluent davantage que les sociétés européennes.

19.23. Le Paraguay réaffirme également que les responsabilités sont communes mais différenciées et doivent être prises en compte, et que ces mécanismes devraient être négociés et non imposés unilatéralement, afin qu'ils réalisent véritablement leurs objectifs – qui peuvent être communs. Toutefois, les instruments de politique sont critiqués en raison de la manière dont ils sont construits, conçus et mis en œuvre, se prêtant au protectionnisme et aux distorsions des échanges.

19.24. En résumé, s'agissant des produits de base zéro déforestation, le Paraguay souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a faite au titre du point 6 de l'ordre du jour¹¹, mais ajouter qu'il existe une discrimination intrinsèque dans la conception de la mesure, même si, selon l'Union européenne, celle-ci s'applique de la même manière à ses producteurs. Cette discrimination existe à partir du moment où la production de certains de ces produits de base n'a pas lieu sur le territoire européen, et que l'UE ne possède que 3% de ses forêts naturelles, ce qui fait que les mêmes conditions ne s'appliquent pas à ceux qui ont un pourcentage plus élevé de forêts naturelles. Par conséquent, nous sommes pénalisés pour nos efforts de conservation et de préservation, ainsi que pour la fourniture de services écosystémiques depuis des années, ce que nous continuons de faire, alors que l'Europe a éliminé 97% de ses forêts naturelles.

19.25. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

19.26. La Fédération de Russie réitère les déclarations qu'elle a faites sur le sujet à l'examen lors des précédentes réunions du CCM, du Comité de l'accès aux marchés et du Comité du commerce et de l'environnement (CTE). En décembre 2022, le Parlement et le Conseil de l'Union européenne sont parvenus à un accord final sur le texte de la réglementation relative au MACF. L'acte juridique s'appliquera à un large éventail de produits tels que le ciment, les produits chimiques et les engrais minéraux, le fer, l'acier et ses produits dérivés, l'aluminium et même l'hydrogène. Il semble que cette initiative législative poursuive des objectifs strictement économiques, contrairement aux déclarations concernant la lutte contre le changement climatique. Outre les violations évidentes des règles de l'OMC, le MACF de l'UE aura des effets négatifs sur le commerce mondial et ne relève aucunement de la réalisation d'objectifs environnementaux. Dans ce contexte, nous souhaitons formuler les remarques ci-après.

19.27. Premièrement, l'Union européenne a déclaré à plusieurs reprises que le MACF vise la réduction de ce que l'on appelle "fuites de carbone". Aucune organisation internationale, qu'il s'agisse de l'OMC ou des institutions opérant sous l'égide des Nations Unies, n'a confirmé le lien entre les fuites et les objectifs climatiques fixés au niveau mondial. En fait, tout le concept de prévention de ce que l'on appelle les fuites de carbone relève d'une intention de localiser des capacités sur le territoire de l'UE, en particulier celles qui sont européennes mais ont été déplacées en dehors de l'Union. Ainsi, l'acte législatif de l'UE poursuit simplement des objectifs économiques plutôt que l'objectif déclaré de lutter contre le changement climatique.

19.28. Deuxièmement, le champ des produits visés est contestable. Par exemple, il ne fait aucun doute que l'inclusion de l'hydrogène dans la réglementation vise à garantir des investissements étrangers dans les entreprises de l'UE dans le domaine de l'hydrogène renouvelable, en diminuant la compétitivité d'autres types de sources d'énergie, en particulier celles dérivées du gaz naturel, du méthane, etc. En outre, nous pouvons constater que les minerais de fer ont également été ajoutés, lesquels sont des matières premières primaires pour la fabrication de produits en acier. Il est évident que cette mesure a été prise pour protéger la production nationale de produits en acier recyclés. Ainsi, les dispositions du MACF visent à discriminer non seulement les marchandises mais aussi les méthodes de production.

19.29. Troisièmement, le MACF est censé être le reflet du SEQE de l'Union européenne pour les importateurs des produits visés. Toutefois, le SEQE de l'UE implique des mesures de contribution

¹¹ Paragraphes 8.2 à 8.9.

financière. Les Lignes directrices de l'UE concernant les aides d'État accordent une compensation pour la réduction des émissions indirectes de gaz à effet de serre. En d'autres termes, les autorités nationales apportent un soutien financier aux sociétés si elles consomment des ressources énergétiques de substitution produites dans l'UE. Compte tenu de cela, une question légitime se pose: l'UE envisage-t-elle de rembourser les coûts liés à la réduction de l'empreinte carbone des produits importés, comme cela est le cas pour les fabricants nationaux?

19.30. Enfin, la manière de garantir la mise en œuvre ininterrompue de ce mécanisme après son entrée en vigueur n'est pas bien comprise. Nul n'ignore qu'il n'existe actuellement aucune norme harmonisée au niveau mondial pour la surveillance, la déclaration et la vérification (MRV), ainsi que pour le calcul des émissions de GES, de l'empreinte carbone, etc. Ce sujet est devenu l'une des questions les plus largement débattues ici au sein de l'OMC. Le Secrétariat a élaboré une enquête remarquable en décembre dernier et a tenu un forum consacré à cette situation en mars, au cours duquel tous les participants ont admis qu'il n'existait pas de normes communes dans ce domaine, alors que le règlement de l'UE, bien que sous une forme limitée, entrera en vigueur en octobre 2023. Compte tenu de ces éléments, le MACF de l'UE ne manquera pas de créer des obstacles non nécessaires au commerce international, en augmentant les coûts administratifs et de transaction.

19.31. En résumé, la Fédération de Russie tient à faire remarquer qu'il n'existe de compatibilité entre aucun accord mondial concernant la lutte contre le changement climatique, les règles de l'OMC et cette réglementation particulière. Malheureusement, l'Union européenne choisit d'ignorer ce fait, ce qui entraînera des problèmes plus importants que ceux auxquels la communauté mondiale est déjà confrontée.

19.32. La déléguée de Türkiye a indiqué ce qui suit:

19.33. La Türkiye salue les efforts accrus déployés à l'échelon mondial pour atténuer les effets du changement climatique et estime qu'il est important de discuter de la manière dont la coopération au sein de l'OMC pourrait contribuer à faciliter le passage à une croissance économique durable sur le plan environnemental à l'échelon mondial, d'une manière inclusive et juste. Comme l'ont exprimé de nombreux Membres, dans ce processus, il est de la plus haute importance de continuer d'appuyer les efforts d'atténuation du changement climatique sur une coopération constructive afin de pouvoir induire une réponse mondiale forte aux défis qui se posent. À ce titre, nous suivons de près les processus législatifs en cours dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe et du MACF, et poursuivons un dialogue bilatéral coopératif avec l'UE sur ces questions. La Türkiye souhaite également tirer parti de l'occasion qu'offre cette plate-forme multilatérale pour partager certaines de ses considérations concernant le MACF, pendant que la Commission européenne consolide les aspects de la mise en œuvre relatifs à la période de transition.

19.34. La question la plus essentielle concernant le MACF de l'UE est de s'assurer qu'il est conçu et appliqué de manière non discriminatoire, c'est-à-dire qu'il n'est pas plus contraignant qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs, ce qui signifie qu'il ne désavantage pas les importateurs et les marchandises importées par rapport aux acteurs et aux produits homologues de l'UE. Pour atteindre cet objectif, la conception du MACF pourrait se heurter à quelques obstacles, dont nous aimerions en indiquer quelques-uns ici.

19.35. La première est la différence entre le champ d'application du SEQE de l'UE et celui du MACF. Comme vous le savez peut-être, alors que le MACF s'applique à des produits identifiés par des codes de nomenclature combinée (codes NC), le SEQE s'applique à des installations identifiées en termes de leur activité/processus de production, sous réserve d'une capacité minimale ou de seuils de puissance thermique nominale totale. Il est donc possible que certains fabricants de marchandises produites dans le cadre du MACF soient visés par la réglementation relative au MACF alors qu'ils seraient exemptés du SEQE de l'UE s'ils étaient des producteurs de l'UE.

19.36. Une deuxième question est liée au traitement des précurseurs. Nous n'avons pas connaissance d'une exigence imposée aux producteurs de l'UE, dans le cadre du SEQE, d'obtenir et de déclarer les émissions associées aux précurseurs qu'ils utilisent. Selon nous, pour tout précurseur identifié pour les marchandises produites dans le cadre du MACF, les producteurs de l'UE et ceux des pays tiers utilisant ces précurseurs dans leurs processus de production devraient être assujettis aux mêmes exigences concernant la surveillance, la déclaration et la vérification (MRV).

19.37. D'autre part, dans le cadre du SEQE de l'UE, en raison de pratiques telles que la surallocation de quotas à titre gratuit et la possibilité qu'ont les entreprises européennes d'échanger des quotas, les aides publiques accordées par les États membres concernant les coûts du CO₂ liés à la consommation d'électricité, ainsi que les possibilités de financement par l'intermédiaire des fonds de modernisation et d'innovation, il nous semble que les producteurs européens bénéficieraient d'un avantage concurrentiel par rapport aux producteurs des pays tiers. Il convient donc de trouver des solutions pour remédier à ces déséquilibres.

19.38. Cela m'amène à mon dernier point: la Türkiye estime que l'affectation de recettes du MACF au financement de projets de transformation verte des pays en développement et des PMA serait également plus conforme aux objectifs d'atténuation du changement climatique qui sous-tendent le projet de réglementation. Dans le cadre de ce processus, garantir l'accès des pays en développement et des PMA à des technologies essentielles sera également décisif pour une participation sans exclusion et la réussite d'ensemble.

19.39. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

19.40. L'Inde souhaite faire une déclaration consolidée sur ce sujet, étant donné qu'il y a plusieurs points à l'ordre du jour qui couvrent d'une manière générale les mesures de l'Union européenne relatives au Pacte vert pour l'Europe. Elle a fait part de ses préoccupations concernant les mesures proposées par l'Union européenne au titre du MACF, des produits zéro déforestation et d'autres propositions relatives au Pacte vert pour l'Europe dans divers enceintes. Plus récemment, elle a présenté au Comité du commerce et de l'environnement (CTE), un document reproduit sous la cote [JOB/TE/78](#), qui souligne que nous assistons à une fragmentation potentielle du commerce si les Membres continuent à prendre des mesures commerciales unilatérales qui s'appliquent de manière extraterritoriale. En outre, elle souligne la nécessité d'agir conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, ainsi que de s'acquitter des contributions déterminées au niveau national (CDN).

19.41. Nous restons préoccupés par l'idée de "fuite". Le principe des avantages comparatifs, fondement du développement du commerce international, s'en trouve bouleversé. Aujourd'hui, l'UE parle de fuite de carbone, mais dans le même ordre d'idées, l'UE ou tout autre Membre peut chercher à ajuster tout paramètre d'entrée du commerce au nom de la fuite, tout en cherchant en réalité à recourir au protectionnisme pour annuler les avantages commerciaux comparatifs de ses partenaires commerciaux.

19.42. Nous saluons la proposition de l'UE d'organiser des sessions techniques sur les propositions concernant tant le MACF que la déforestation durant la prochaine Semaine du commerce et de l'environnement en juin. Cependant, nous restons opposés aux principes mêmes sur lesquels l'UE fonde sa série de nouvelles législations vertes.

19.43. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

19.44. Le changement climatique est un des enjeux les plus importants. Les pays doivent revoir à la hausse leurs ambitions et redoubler d'efforts pour que la neutralité carbone soit atteinte au niveau planétaire d'ici à 2050, tout en garantissant des conditions de concurrence équitables et en empêchant les fuites de carbone. La coordination des politiques est donc importante pour la fabrication et la commercialisation de produits à faible intensité de carbone.

19.45. S'agissant de l'examen de la coordination des politiques, chaque pays a par le passé déployé des efforts de réduction selon sa situation particulière, en fonction par exemple de ses contraintes liées aux sources d'énergie et de son environnement industriel, et il faudrait en principe mettre l'accent sur l'"intensité de carbone" en tant que "résultat" de ces efforts de réduction.

19.46. En d'autres termes, la basse "intensité de carbone" d'un pays ou d'un secteur résulterait de l'adoption, dans le pays ou secteur, de mesures suffisantes grâce auxquelles aucun problème ne se présenterait au regard de l'égalité des conditions de concurrence ou des fuites de carbone. À cet égard, le MACF de l'Union européenne a, à ce stade, pour objet d'appliquer une imposition à la frontière sur la base du niveau d'une mesure spécifique, telle qu'un prix explicite du carbone. En l'occurrence, à supposer que le produit ait la même intensité de carbone effective et ne cause pas

de fuite de carbone, il serait frappé d'une imposition du fait qu'il existerait une différence notable au niveau du prix du carbone.

19.47. À ce propos, l'objectif environnemental ne peut en lui-même se justifier du point de vue de la prévention des fuites de carbone; il faut en revanche consacrer une attention suffisante à l'objectif d'assurer des conditions équitables de concurrence. Outre les problèmes de conception institutionnelle susmentionnés, il est indispensable que cette mesure soit conçue d'une manière qui soit compatible avec les règles de l'OMC, comme cela a été indiqué à plusieurs reprises.

19.48. Puisque nous avons noté que le MACF a fait l'objet d'un accord provisoire entre les États membres de l'UE à la fin de l'année dernière, nous voudrions demander à l'UE de consulter suffisamment ses États membres en tenant une réunion d'experts sur les méthodes de mesure des émissions de CO₂ des produits. Nous espérons que l'UE n'introduira pas le MACF sans s'être assurée au préalable qu'il sera suffisamment compris à l'international, faute de quoi, cela pourrait donner lieu à des différends commerciaux internationaux.

19.49. Le délégué de la Thaïlande a indiqué ce qui suit:

19.50. La Thaïlande souhaite s'associer aux coauteurs et aux intervenants précédents pour exprimer sa préoccupation quant à la mesure d'ajustement carbone aux frontières adoptée par l'Union européenne. La Thaïlande reconnaît et partage pleinement le ferme engagement pris par la communauté internationale de s'attaquer au problème mondial urgent du changement climatique. Tandis que nous relevons ce défi mondial, nous pensons également qu'il importe de veiller à ce que les règles et principes internationaux, y compris ceux de l'OMC et de la CCNUCC, soient respectés.

19.51. Selon la réglementation existante relative au MACF, d'aucuns pourraient affirmer que le MACF de l'Union européenne traite les produits qui sont fabriqués dans l'UE différemment des produits similaires qui y sont importés en provenance d'autres Membres de l'OMC utilisant des procédés et méthodes de production ou des systèmes de réduction des émissions différents de ceux de l'UE. Comment l'UE pourrait-elle concilier la réglementation actuelle relative au MACF avec le principe fondamental de non-discrimination de l'OMC, qui est inscrit dans les obligations relatives au traitement de la nation la plus favorisée et au traitement national énoncées dans le GATT de 1994?

19.52. En outre, la Thaïlande est fermement convaincue que la coopération multilatérale est le meilleur moyen de s'attaquer à un problème mondial tel que le changement climatique et qu'une mesure telle que le MACF devrait faire l'objet de discussions approfondies dans un cadre multilatéral avant d'être mise en œuvre afin que soit assurée sa compatibilité avec les règles de l'OMC et le principe des "responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives" inscrit dans l'Accord de Paris et dans la CCNUCC. Cependant, comme viennent de le déclarer plusieurs Membres avant moi, le MACF de l'Union européenne est une action unilatérale de l'UE qui est appliquée de manière extraterritoriale et sans doute de manière punitive. Comment l'UE pourrait-elle concilier sa réglementation relative au MACF avec les principes d'esprit de collaboration, de coopération multilatérale et de respect mutuel des différences socioéconomiques et des émissions historiques entre les membres, fermement établis au sein de la communauté internationale dans la lutte contre le changement climatique auquel nous sommes confrontés aujourd'hui?

19.53. Bien entendu, les observations qui précèdent ne sont pas exhaustives. Nous reconnaissons également que la proposition de réglementation n'est pas encore achevée, compte tenu du processus interne en cours au sein de l'UE. Bien que nous attendions avec intérêt de recevoir une mise à jour de la réglementation relative au MACF de l'UE, nous demandons instamment à l'UE d'examiner attentivement la compatibilité de son MACF avec les règles de l'OMC et les pratiques bien établies de la communauté internationale en matière de lutte contre le changement climatique, et de modifier la réglementation en conséquence.

19.54. Le délégué de l'Égypte a indiqué ce qui suit:

19.55. Le MACF proposé par l'Union européenne a suscité des préoccupations quant à sa compatibilité avec les principes de l'OMC et à son caractère potentiellement discriminatoire et protectionniste. Plusieurs autres Membres l'ont exprimé aujourd'hui. Le MACF est conçu pour imposer une taxe aux frontières sur les importations provenant de certaines entreprises de pays dont les politiques en matière de climat sont plus faibles, comme moyen de faire face aux fuites de

carbone et de garantir des conditions de concurrence équitables aux producteurs nationaux. Toutefois, cette démarche pourrait avoir des effets défavorables sur les économies des pays en développement, en particulier en ce qui concerne leurs exportations. Elle pourrait également conduire à l'érosion des régimes préférentiels actuels entre l'UE et le pays exportateur.

19.56. Le MACF est une action unilatérale de l'UE plutôt qu'une démarche coopérative, ce qui va à l'encontre de l'esprit de la CCNUCC. La CCNUCC reconnaît la nécessité d'une action collective et d'une coopération internationale pour faire face au changement climatique et parvenir à un développement durable, et le MACF de l'UE devrait être conçu d'une manière qui soit compatible avec cet objectif, et devrait prendre en compte le principe de responsabilités communes mais différenciées.

19.57. Le MACF augmentera le coût des exportations vers le marché de l'UE pour les pays en développement, ce qui se traduira par des prix moins compétitifs et une position désavantageuse par rapport aux producteurs nationaux au sein de l'UE. Par exemple, le tarif de 20 EUR par tonne de carbone émis proposé dans le cadre du MACF pourrait entraîner, pour le pays exportateur, un coût supplémentaire de 200 EUR par unité d'un produit dont l'empreinte carbone est de 10 tonnes par unité. Cette augmentation de coût pour les produits manufacturés en dehors du marché de l'UE pourrait entraîner une diminution des recettes d'exportation pour le pays exportateur, ce qui pourrait compromettre son développement économique.

19.58. Par conséquent, la politique relative au MACF pourrait être considérée comme discriminatoire et protectionniste, allant ainsi à l'encontre des principes de l'OMC. Cette politique cible les importations en provenance des pays en fonction de leur politique climatique et pourrait donc être interprétée comme discriminatoire, ce qui peut entraver le libre-échange. Un avantage potentiel est accordé aux producteurs nationaux dans le marché de l'UE. En outre, le MACF proposé par l'UE pourrait accroître de plusieurs manières la charge administrative pesant sur les pays en développement Membres.

19.59. Premièrement, les pays en développement pourraient être amenés à investir des ressources et un temps considérables pour se conformer aux exigences du MACF. La politique vise à assurer le suivi de la teneur en carbone des produits importés et à imposer une taxe aux frontières sur les produits provenant de pays dont les politiques en matière de climat sont plus faibles, ce qui peut obliger les pays en développement à collecter et à fournir des données détaillées sur la teneur en carbone de leurs exportations vers le marché de l'UE. Cela pourrait créer une charge administrative importante pour les pays en développement, en particulier ceux dont les ressources techniques et financières sont limitées.

19.60. Deuxièmement, la mise en œuvre du MACF peut exiger des pays en développement qu'ils mettent en place de nouvelles structures et capacités administratives pour assurer le suivi de la teneur en carbone de leurs exportations et en rendre compte. Cela pourrait nécessiter des investissements importants en matière d'infrastructures et de formation, ce qui peut ne pas être réalisable pour de nombreux pays en développement, en particulier ceux dont les ressources financières sont limitées.

19.61. Troisièmement, la charge administrative relative au MACF peut affecter de manière disproportionnée les petites et moyennes entreprises (PME) des pays en développement, qui n'ont peut-être pas les ressources et les capacités nécessaires pour se conformer aux exigences de la politique. Cela pourrait entraîner une perte d'accès aux marchés et de compétitivité pour ces PME, ce qui pourrait compromettre leur développement économique et réduire les avantages potentiels du commerce international.

19.62. Compte tenu de ces préoccupations, il est essentiel d'évaluer les effets économiques potentiels du MACF sur les pays en développement et d'étudier d'autres solutions qui pourraient concilier l'atténuation du changement climatique et le développement économique tout en restant compatibles avec les règles de l'OMC. Nous demandons à l'UE de partager avec nous les détails de sa méthode de mesure des émissions de CO₂.

19.63. Le délégué du Kazakhstan a indiqué ce qui suit:

19.64. Le Kazakhstan réaffirme une fois de plus la position qu'il a exprimée à la précédente réunion du CCM et continue de suivre l'évolution relative au MACF de l'Union européenne. Il exhorte l'UE à examiner de manière approfondie la compatibilité du MACF avec les règles et réglementations de l'OMC et à veiller à ce que cette réglementation ne crée pas d'obstacles au commerce.

19.65. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

19.66. L'Union européenne se félicite de l'intérêt manifesté par ses partenaires concernant cette importante question et tient à les remercier pour leurs observations. Les colégislateurs sont parvenus à un accord provisoire sur le MACF en décembre 2022. L'accord doit encore être formellement approuvé par le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen pour avoir force de loi. Nous espérons que le processus sera achevé d'ici au début de mai 2023.

19.67. Il est urgent de lutter contre les changements climatiques et nous ne pourrions y parvenir qu'en augmentant l'ambition mondiale. Ce n'est qu'en prenant des mesures ambitieuses qu'il sera possible de mettre fin au réchauffement climatique et de maintenir à portée de main l'objectif de 1,5° C fixé dans l'Accord de Paris, tout en réduisant les incidences économiques, sociales et environnementales du changement climatique. Maintenir la hausse de la température en deçà de 1,5° C est encore à portée de main si les pays augmentent le niveau de leur ambition mondiale.

19.68. L'UE a renforcé son ambition climatique, en traduisant pleinement la mise en œuvre de l'Accord de Paris en législation. Elle invite ses partenaires à partager un niveau d'ambition comparable. L'établissement d'un MACF pour parer au risque de fuites de carbone fait partie intégrante de cette mise en œuvre et de cette ambition. Le MACF est un outil de politique environnementale uniquement axé sur le climat. Il sera appliqué de manière impartiale et non discriminatoire, dans le plein respect des règles de l'OMC et des autres obligations internationales.

19.69. Le MACF ne vise pas les pays tiers. Il concerne les entreprises car il s'applique aux marchandises de certains secteurs à forte intensité de carbone et prend en considération l'application de systèmes de fixation des prix du carbone par les pays tiers (ouvrant des possibilités de réduction ou de non-paiement du prélèvement du MACF) ainsi que l'empreinte carbone des différents producteurs (il y aura prélèvement du MACF en fonction des émissions réelles des marchandises importées).

19.70. Le règlement relatif au MACF entrera en vigueur en octobre 2023, avec une période de transition de deux ans durant laquelle les importateurs devront déclarer leurs émissions mais n'auront aucune obligation financière. Il sera ensuite progressivement mis en place sur une période de neuf ans, de 2026 à 2034, échéance à laquelle le MACF sera pleinement opérationnel. La mise en place progressive de l'ajustement aux frontières sera reflétée par une suppression progressive des quotas gratuits alloués dans le cadre du SEQE de l'UE pour les secteurs visés par le MACF. Il convient de noter que le taux de réduction des quotas gratuits sera faible au cours des premières années, ce qui correspondra à un ajustement aux frontières limité et proportionné.

19.71. L'Union européenne dialogue et continuera à dialoguer avec ses partenaires commerciaux et les organisations internationales pour éclairer la mesure et, si possible, contribuer à sa mise en œuvre.

19.72. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

20 UNION EUROPÉENNE – PRODUITS ZÉRO DÉFORESTATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

20.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Indonésie et de la Fédération de Russie.

20.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

20.3. L'Indonésie conteste l'acceptation par l'Union européenne de la proposition relative aux produits zéro déforestation visant à imposer une diligence raisonnée obligatoire pour six produits, à

savoir les fèves de soja, le bétail, l'huile de palme, le bois, le cacao et le café, qui sont considérés comme ayant une incidence possible sur la déforestation. Nous considérons que la proposition attendue relative aux produits zéro déforestation est susceptible de donner aux produits originaires de l'Union européenne un traitement distinct de celui donné aux marchandises importées. L'Indonésie considère que le système de diligence raisonnée obligatoire est susceptible de devenir subrepticement un obstacle au commerce.

20.4. L'Indonésie est également préoccupée par le fait que cette proposition relative aux produits zéro déforestation est susceptible de porter atteinte à la souveraineté juridique d'autres Membres de l'OMC et au droit des pays pauvres de poursuivre leur développement, étant donné que l'Union européenne a élaboré des règles qu'elle ne peut pas contraindre d'autres Membres de l'OMC d'adopter.

20.5. L'Indonésie demande à l'Union européenne de fournir des renseignements supplémentaires sur les critères utilisés pour choisir les produits visés par la proposition relative aux produits zéro déforestation, l'élargissement de la liste des produits visés par la proposition, ainsi que sur les détails du système de diligence raisonnée obligatoire.

20.6. L'Indonésie réaffirme que le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, qui établit une différence entre les pays développés et en développement, aurait dû être pris en compte par l'Union européenne lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de ses propositions attendues relatives aux produits zéro déforestation.

20.7. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

20.8. La Fédération de Russie réaffirme sa position concernant cette question dont elle a fait part aux précédentes réunions du Comité du commerce et de l'environnement (CCE), du Comité de l'accès aux marchés et du Conseil du commerce des marchandises (CCM). Les principales institutions de l'Union européenne sont parvenues à un accord sur la réglementation des produits zéro déforestation en décembre dernier. À cet égard, nous souhaiterions formuler plusieurs observations.

20.9. Premièrement, comme cela a été indiqué précédemment, le règlement est une mesure de restriction quantitative *de facto*, qui établit une discrimination à l'égard des produits selon leur origine, et qui est incompatible avec l'article XI et l'article premier du GATT de 1994. Malgré le fait que cet acte législatif précis établisse le concept du mécanisme devant être imposé, il ne fait aucun doute qu'il aura de graves répercussions sur le commerce d'un large éventail de produits agricoles et de produits dérivés dans le contexte de la crise actuelle de sécurité alimentaire.

20.10. Deuxièmement, nous notons un manque de clarté concernant la mise en œuvre de la mesure. Comment l'Union européenne classera-t-elle les pays d'origine en fonction de leur situation en matière de déforestation? Comment et sur quelles bases déterminera-t-elle s'il y a une violation des droits de l'homme ou non? Quelles sont les prescriptions spécifiques qui sont censées s'appliquer en matière de diligence raisonnée? Etc. Il existe de nombreuses questions sur ce règlement et sur la manière dont il est censé fonctionner.

20.11. Troisièmement, le nombre de mesures unilatérales prises par l'Union européenne sous le prétexte de la protection de l'environnement ne cesse d'augmenter. Ces mesures font fi des règles de l'OMC et des discussions menées à l'ONU, ce qui rend tous les arrangements internationaux potentiels visant à relever les défis communs, ainsi que les travaux menés à l'échelle internationale, inutiles. Pour conclure, la Fédération de Russie prie instamment l'Union européenne de respecter pleinement les règles de l'OMC et les arrangements internationaux sur le climat lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de ses outils de politique commerciale.

20.12. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

20.13. Le Brésil souhaiterait s'associer à la demande présentée par l'Indonésie et la Fédération de Russie. Le Brésil renvoie aux précédentes déclarations qu'il a faites sur cette question.¹² Il demeure préoccupé par plusieurs aspects de cette loi qui sont de nature discriminatoire et qui ont une

¹² Document [G/C/M/144](#), paragraphes 24.2 à 24.19.

incidence négative non nécessaire sur le commerce international. Ce type de loi ne contribue pas à la réalisation de l'objectif consistant à réduire la déforestation et la dégradation des forêts.

20.14. La déforestation est une question multidimensionnelle à laquelle il faudrait remédier au moyen de politiques publiques globales; les diverses activités illégales liées à la déforestation doivent cesser et d'autres moyens de subsistance doivent être mis à la disposition des millions de personnes qui vivent à proximité des forêts. Les pratiques de production durables doivent être encouragées et renforcées. En tant qu'obstacle au développement économique, les restrictions commerciales renforcent en fait certaines des dynamiques qui ont entraîné la déforestation. Elles réduisent également la capacité des pouvoirs publics à faire face à ce problème.

20.15. Les règlements européens proposés sont fortement biaisés en faveur de la répression et du désengagement car ils excluent du marché de l'UE tout producteur soupçonné d'avoir des liens avec la déforestation, sans aucune flexibilité ou marge de manœuvre pour des mesures correctives ou compensatoires telles que le reboisement. Une fois exclus, les producteurs ne seront plus incités à améliorer leurs pratiques et n'auront probablement pas non plus les moyens de le faire. Nous sommes particulièrement préoccupés par le système d'évaluation comparative des pays qui est proposé avec son classement par niveaux.

20.16. Premièrement, ce système accordera aux pays producteurs un traitement différent sur la base de décisions unilatérales et de critères subjectifs. Deuxièmement, en imposant des contrôles renforcés aux produits originaires de pays à risque élevé, il pénalise les producteurs qui produisent de manière durable dans ces pays. Troisièmement, il crée une incitation importante au détournement des échanges car les opérateurs souhaitant échapper aux lourdes charges administratives et financières liées au système de diligence raisonnée auront tendance à se tourner uniquement vers d'autres sources.

20.17. Selon nous, le système d'évaluation comparative comporte des aspects discriminatoires et est susceptible de limiter et de fausser gravement les échanges. Le Brésil a toujours joué un rôle constructif dans l'établissement des régimes du commerce et de l'environnement. Nous sommes déterminés à lutter contre la déforestation de manière appropriée. Dans ses contributions déterminées au niveau national à l'Accord de Paris, le Brésil a confirmé qu'il s'efforçait de mettre fin à la déforestation illégale en Amazonie d'ici à 2028. Par conséquent, nous réaffirmons que l'UE trouvera dans le Brésil un partenaire solide et résolu à promouvoir le développement durable. Nous exhortons l'UE à tenir dûment compte des nombreuses préoccupations que nous avons exprimées en adoptant une approche constructive, dans l'intérêt des deux régimes et, surtout, dans l'intérêt des petits producteurs des pays en développement.

20.18. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

20.19. Nous renvoyons aux précédentes déclarations faites au sein de ce conseil¹³ et souhaiterions formuler les observations suivantes. Premièrement, le projet de l'UE en matière de déforestation ne tient compte ni du principe de responsabilités communes mais différenciées ni de la responsabilité historique de l'Union européenne en matière de déforestation. Deuxièmement, il ne prévoit ni n'envisage aucun mécanisme équivalent afin de reconnaître les efforts nationaux déployés par chaque pays pour lutter contre la déforestation. Ce problème a également fait l'objet de questions à la récente réunion du Comité de l'agriculture auxquelles nous n'avons pas reçu de réponse satisfaisante de la part de l'Union européenne.

20.20. La déléguée de la Türkiye a indiqué ce qui suit:

20.21. Le projet de règlement visant à prévenir la déforestation et la dégradation des forêts, comme annoncé par l'Union européenne, vise à réduire la part de l'UE dans la déforestation mondiale en réorientant la consommation vers des produits qui ne favorisent pas la déforestation. En ce sens, dans le cadre de ce projet de loi, les entreprises qui utilisent les produits visés par le règlement comme intrants dans la production, ou qui commercialisent ces produits, sont obligées de le notifier (diligence raisonnée) au moment de l'entrée des produits concernés sur le marché de l'UE afin de montrer que les produits sont fabriqués de manière à ne pas causer la déforestation. La loi prévoit

¹³ Document [G/C/M/144](#), paragraphes 24.51-24.55.

un regroupement des pays en fonction du risque de déforestation et vise à garantir que les chaînes d'approvisionnement sont conçues de manière à ne pas encourager la déforestation.

20.22. Dans ce contexte, nous considérons qu'il est important que les prescriptions techniques prévues par le projet de règlement, comme la certification et la vérification, auxquelles les opérateurs des pays tiers devront se conformer lorsqu'ils placeront ces produits sur le marché de l'UE, soient identiques à celles imposées aux opérateurs de l'UE. À cet égard, il est essentiel de ne pas faire peser de charge administrative supplémentaire sur les pays tiers.

20.23. Par ailleurs, afin que l'objectif du règlement soit atteint, sans que le commerce d'aucun produit ne soit empêché, la Türkiye estime que l'éventuel élargissement du champ d'application de la loi devrait être défini sur la base de données solides montrant que les produits visés sont effectivement ceux qui contribuent le plus à la déforestation mondiale.

20.24. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

20.25. Le principal moteur de la déforestation et de la dégradation des forêts est l'expansion des terres agricoles qui est due en particulier à la production d'un ensemble de produits dont l'Union européenne est une grande consommatrice. Sept produits, à savoir le bœuf, le bois, l'huile de palme, le soja, le café, le cacao et le caoutchouc, ainsi que certains de leurs dérivés tels que le cuir, les meubles, les produits imprimés et le chocolat, sont visés par le projet de règlement. Ces produits ont été choisis de manière objective, sur la base des meilleures données scientifiques disponibles. Il s'agit des produits par le biais desquels l'UE contribue fortement à la déforestation et à la dégradation des forêts dans le monde.

20.26. Le règlement introduira les règles d'une diligence raisonnée obligatoire pour les opérateurs qui placent ces produits et leurs dérivés sur le marché de l'UE, ou qui exportent depuis l'UE. Seuls les produits sans lien avec la déforestation et conformes à la législation du pays d'origine seront autorisés sur le marché de l'UE. Le règlement s'appliquera de la même manière aux produits fabriqués à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Il s'appuie sur les concepts élaborés au niveau international, et en particulier sur les travaux réalisés par la FAO, pour définir les termes "forêt" ou "déforestation" figurant dans le règlement. Aucune interdiction ne sera imposée à un quelconque pays ni à un quelconque produit. Tous les pays, y compris ceux considérés comme présentant un risque élevé de déforestation, pourront continuer à vendre leurs produits sur le marché de l'UE, à condition que les opérateurs plaçant ces produits soient en mesure de prouver qu'ils n'ont pas de lien avec la déforestation et qu'ils sont conformes à la législation.

20.27. Le règlement est une mesure environnementale qui complète les mesures mondiales et multilatérales. Il est élaboré conformément aux engagements internationaux de l'Union européenne, y compris ses accords commerciaux et les prescriptions de l'OMC. Le règlement permet d'améliorer le commerce de produits zéro déforestation et d'offrir davantage de possibilités aux acteurs œuvrant en faveur du développement durable à travers le monde.

20.28. Comme cela est souligné dans le règlement, une coopération étroite entre les pays partenaires sera d'une importance capitale pour la réalisation des objectifs du règlement. Nous utiliserons des partenariats et des mécanismes de coopération afin d'aider les pays à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts lorsqu'un besoin spécifique a été constaté et qu'une demande de coopération est formulée.

20.29. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

21 UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

21.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

21.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

21.3. La Fédération de Russie tient à exprimer ses vives préoccupations concernant le Pacte vert et sa législation de mise en œuvre, et nous réaffirmons les déclarations sur ce sujet faites aux

précédentes réunions des organes de travail de l'OMC. Cette fois-ci, nous souhaiterions appeler l'attention sur les nouvelles initiatives récemment élaborées dans le cadre de cette stratégie.

21.4. En 2022, la Commission européenne a publié une proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Ce projet de règlement concerne deux groupes d'entreprises de l'UE. Le premier groupe se compose d'environ 9 400 entreprises comptant plus de 500 employés et dont le chiffre d'affaires net mondial est supérieur à 150 millions d'EUR. Compte tenu de la description de ce groupe, toutes les entreprises y sont incluses. Le second groupe se compose d'opérateurs économiques comptant plus de 250 employés et dont l'investissement dans la fabrication de matière premières, de produits agricoles, de produits de la pêche, etc. représente plus de 40 millions d'EUR de leur chiffre d'affaires net.

21.5. Les entreprises seront obligées d'exercer un devoir de diligence afin de vérifier que leurs fournisseurs respectent les accords internationaux sur le changement climatique et les droits de l'homme. En d'autres termes, les entreprises européennes doivent déterminer si les pratiques commerciales de leurs partenaires commerciaux sont conformes au droit international. La mesure ne prévoit pas de prescriptions spécifiques concernant les produits devant être mis sur le marché de l'UE, comme cela est le cas pour d'autres éléments du Pacte vert, mais il ne fait aucun doute qu'une telle législation contraindra les entreprises à examiner leurs chaînes d'approvisionnement. Cette situation est préjudiciable pour le commerce international et portera atteinte aux intérêts de nombreux Membres.

21.6. L'autre mesure sur laquelle je souhaiterais mettre l'accent est la nouvelle proposition sur les emballages et les déchets d'emballage, qui n'est rien d'autre qu'une nouvelle tentative de la Commission européenne d'adaptation des normes privées actuellement appliquées par les entreprises qui sont de grandes consommatrices d'emballages en plastique. Au cours des réunions du Comité OTC et du CCE, la délégation russe a établi une liste des possibles écarts du règlement par rapport aux règles internationales. En résumé, la mesure est incompatible avec l'Accord OTC étant donné que les dispositions du projet de document juridique européen prévoient des prescriptions qui ne sont pas conformes aux normes internationales et qui créeront certainement des obstacles non nécessaires au commerce international.

21.7. La délégation russe souhaiterait une nouvelle fois prier instamment l'Union européenne de respecter les règles de l'OMC et les accords internationaux dans le domaine de la protection de l'environnement.

21.8. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

21.9. L'Uruguay souscrit à plusieurs des points soulevés dans les déclarations de plusieurs délégations, y compris celles du Brésil, de l'Argentine et du Paraguay, au titre de différents points de l'ordre du jour sur les politiques relevant du Pacte vert pour l'Europe. Il souscrit aux objectifs en matière de lutte contre les changements climatiques et de protection de l'environnement, comme en témoignent les engagements qu'il a pris au titre des accords multilatéraux en l'espèce, y compris l'Accord de Paris, et les politiques adoptées en application de ces accords.

21.10. Toutefois, l'Uruguay demeure préoccupé par les tentatives de l'Union européenne d'imposer l'idée qu'il existe un modèle unique de production et de développement durable qui devrait être imité dans le monde entier, sans tenir compte des caractéristiques locales et des conditions spécifiques des différents pays et régions, notamment la situation de leurs systèmes de production et leurs contributions relatives aux problèmes à traiter. Les effets excessivement restrictifs que l'application pratique de plusieurs des stratégies et politiques annoncées dans le Pacte vert pour l'Europe, telles que celles mentionnées au titre de précédents points de l'ordre du jour, pourrait avoir sur le commerce international et la production au-delà des frontières de l'Union européenne, ainsi que les possibles incompatibilités entre ces stratégies et politiques et les règles de l'OMC, constituent également une source de préoccupation.

21.11. Compte tenu de ce qui précède, l'Uruguay prie instamment l'Union européenne de faire en sorte que ses mesures commerciales et environnementales soient compatibles avec les engagements et les obligations qu'elle a contractés au titre des Accords de l'OMC et des accords environnementaux multilatéraux.

21.12. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

21.13. Nous remercions l'Uruguay de sa déclaration et renvoyons aux déclarations que nous venons de faire sur le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et la déforestation. Pour répondre à la Fédération de Russie, nous renvoyons à la déclaration que nous ferons sur les mesures commerciales prises à l'égard de la Fédération de Russie au titre du point 31 de l'ordre du jour, dans laquelle nous soulignerons notamment notre souhait que l'ordre international fondé sur des règles soit respecté.

21.14. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

22 ROYAUME-UNI – LOI DU ROYAUME-UNI SUR L'ENVIRONNEMENT: PRODUITS PRÉSENTANT UN RISQUE POUR LES FORÊTS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE

22.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande l'Indonésie.

22.2. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

22.3. L'Indonésie a connaissance du fait que le Royaume-Uni a mis en œuvre des règlements interdisant l'importation de marchandises susceptibles de contribuer à la déforestation. Les acteurs commerciaux du Royaume-Uni doivent exercer un devoir de diligence, à savoir en recueillant des renseignements et en assurant l'évaluation et l'atténuation des risques, afin de prouver que les marchandises importées ne sont pas le résultat de la déforestation.

22.4. La prohibition à l'importation de produits est contraire à l'article XI du GATT de 1994 qui traite de l'élimination générale des restrictions quantitatives, et à l'article XX du GATT de 1994 concernant l'exception générale, qui dispose que les Membres de l'OMC sont autorisés à appliquer des politiques restrictives, à condition que les politiques envisagées visent à protéger la sécurité ou la santé des personnes, les animaux ou à préserver les végétaux, mais doivent prouver l'existence d'un objectif légitime, et le plus important est que les politiques mises en œuvre ne doivent pas être plus restrictives qu'il n'est nécessaire.

22.5. L'Indonésie considère également que la politique susmentionnée, qui a été mise en œuvre de manière unilatérale par le gouvernement britannique, est susceptible d'être arbitraire et de donner lieu à plusieurs interprétations de l'article XX du GATT de 1994 concernant l'exception générale, y compris en ce qui concerne la définition des produits forestiers visés par la politique. D'après l'Indonésie, la Loi du Royaume-Uni sur l'environnement est susceptible de détourner les échanges vers d'autres Membres de l'OMC qui n'ont pas de grandes obligations en matière d'exploitation forestière.

22.6. L'Indonésie demande au Royaume-Uni de fournir des éclaircissements supplémentaires sur les données scientifiques qui ont servi de fondement à l'élaboration de sa politique, l'éventail des produits forestiers et les modifications les plus récentes apportées à sa Loi sur l'environnement et à sa politique relative au devoir de diligence concernant les produits présentant un risque pour les forêts.

22.7. L'Indonésie a conscience de l'importance de l'engagement des Membres de l'OMC à n'épargner aucun effort pour protéger l'environnement. Toutefois, chaque politique mise en œuvre par les Membres de l'OMC doit aussi être conforme aux dispositions et principes de l'OMC, de manière à ne pas avoir d'incidence négative sur l'accès aux marchés pour les produits d'autres Membres de l'OMC et à ne pas porter atteinte au commerce international. De plus, les politiques liées à l'environnement envisagées devraient également être conformes aux principes des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives qui régissent les différences en matière d'obligations et de responsabilités entre les pays développés et en développement.

22.8. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

22.9. Le Brésil partage l'objectif du Royaume-Uni de protection des écosystèmes et d'éradication de la déforestation. Toutefois, le Brésil estime que les initiatives de collaboration entre les pays producteurs et les pays consommateurs fondées sur la diffusion des meilleures pratiques de production et un partenariat multilatéral seraient bien plus efficaces que les mesures restrictives

unilatérales. Le Brésil souligne que la définition du champ d'application de la législation secondaire proposée par le Royaume-Uni est discriminatoire, car elle exigerait des mesures presque exclusivement de la part des pays en développement au climat tropical.

22.10. Le Brésil soulève également des préoccupations concernant la définition du terme "forêt" utilisée dans la Loi sur l'environnement qui semble omettre un aspect essentiel de la définition adoptée au niveau multilatéral, créant ainsi une situation d'incertitude conceptuelle qui pourrait conduire à l'arbitraire dans la mise en œuvre du processus relatif au devoir de diligence. L'exercice du devoir de diligence sera très coûteux et pourrait avoir le même effet qu'un droit prohibitif sur les produits importés de pays faisant l'objet de discrimination au titre de la législation. Le coût sera disproportionnellement plus élevé pour les petits producteurs à faible revenu, ce qui pourrait augmenter les niveaux de pauvreté et les problèmes sociaux connexes dans les pays en développement.

22.11. Le Brésil estime que l'amélioration de la durabilité du commerce international des produits agricoles devrait être le résultat d'un partenariat multilatéral dans le cadre duquel les pays développés aideraient les pays en développement à atteindre cet objectif. Le Brésil souligne également que l'augmentation des coûts liés au devoir de diligence et les difficultés techniques de sa mise en œuvre varieront fortement en fonction de la réglementation adoptée. Les coûts susmentionnés seront disproportionnellement plus élevés pour les petits producteurs à faible revenu si la charge relative au devoir de diligence leur était répercutée par les importateurs au Royaume-Uni, ce qui pourrait avoir une incidence sociale et environnementale négative sur les pays en développement. Par conséquent, le Brésil demande que les contributions du gouvernement brésilien et des associations brésiliennes reçoivent l'attention qui convient dans la mise en œuvre de la législation secondaire proposée par le Royaume-Uni.

22.12. Le Brésil estime que les efforts de conciliation et de compilation qu'il a entrepris avec le Royaume-Uni, y compris le Dialogue sur les forêts, l'agriculture et le commerce des produits de base, constituent la voie à suivre, au lieu de mettre en œuvre des mesures restrictives pour le commerce qui ne contribueront guère à résoudre le problème.

22.13. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

22.14. Nous restons préoccupés par la manière dont les mesures environnementales sont mises en œuvre par le Royaume-Uni. Nous continuons d'étudier les différentes propositions et prions instamment le Royaume-Uni de ne pas prendre de mesures restrictives pour le commerce en mettant en avant des objectifs environnementaux.

22.15. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

22.16. Le Royaume-Uni remercie l'Indonésie, le Brésil et l'Inde pour l'intérêt qu'ils continuent de porter aux dispositions relatives au devoir de diligence prévues par sa Loi de 2021 sur l'environnement. Le Royaume-Uni souhaite réduire l'incidence négative de son empreinte écologique à l'échelle mondiale, y compris en contribuant activement à la mise en œuvre des engagements pris à la COP27, en travaillant en partenariat avec d'autres pays afin de contribuer à relever les défis mondiaux en matière d'environnement, de changement climatique et de perte de biodiversité.

22.17. Les mesures relatives au devoir de diligence proposées rendront illégale pour les grandes entreprises exerçant au Royaume-Uni l'utilisation des principaux produits présentant un risque pour les forêts et provenant de terres illégalement occupées ou utilisées. Les entreprises concernées devront également exercer leur devoir de diligence sur leurs chaînes d'approvisionnement et faire rapport sur cet exercice chaque année. Les mesures sont conçues pour soutenir les efforts actuellement déployés à l'échelle mondiale, nationale et locale afin de protéger les forêts et les autres écosystèmes. L'élément central de notre approche est le partenariat. Notre objectif est de travailler avec les pays producteurs et de soutenir leurs efforts pour faire respecter leurs lois et renforcer la protection de l'environnement.

22.18. Le Royaume-Uni a introduit la Loi sur l'environnement à la suite d'une consultation publique réalisée en 2020 et a conduit une autre consultation sur la mise en œuvre de ces règlements en 2021/22. Nous remercions les Membres qui ont participé à ces consultations.

22.19. Tandis que le Royaume-Uni continue de s'employer à mettre en œuvre les dispositions de la Loi sur l'environnement, nous veillerons à ce que les Membres soient tenus informés des faits nouveaux pertinents et à ce que les mesures soient conformes à nos obligations internationales. Le Royaume-Uni se réjouit de poursuivre le dialogue avec les Membres intéressés tandis qu'il finalise la mesure.

22.20. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

23 ÉTATS-UNIS, JAPON, PAYS-BAS – ACCORD ENTRE LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET LES PAYS-BAS SUR LES RESTRICTIONS À L'EXPORTATION DE PUCES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

23.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

23.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

23.3. D'après des articles de presse et une déclaration faite par une entreprise concernée, les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas ont conclu un accord visant à restreindre les exportations d'équipements de pointe pour la fabrication de puces à destination de la Chine. Toutefois, nous n'avons pas encore eu d'informations concernant l'accord mentionné dans la presse étant donné qu'il n'a pas encore été publié par les gouvernements en question. Nous sommes très préoccupés par cette pratique non transparente. Nous souhaiterions demander aux États-Unis, au Japon et aux Pays-Bas si un tel accord existe. Si tel est le cas, un accord si important concernant les restrictions à l'exportation ne devrait-il pas être notifié à l'OMC et examiné par les Membres concernés? Est-ce parce que les Membres concernés savent bien que l'accord est susceptible de violer les règles de l'OMC qu'ils n'en dévoilent pas le contenu?

23.4. De plus, il y a des raisons de croire que l'accord a été conclu en raison de menaces de coercition économique reçues de la part des États-Unis, étant donné qu'il porte non seulement atteinte aux intérêts des entreprises chinoises mais aussi à ceux d'autres parties à l'accord, y compris les entreprises du Japon et des Pays-Bas. L'accord est incompatible avec les principes d'ouverture et de transparence de l'OMC et affaiblit l'autorité et l'efficacité des règles de l'OMC. Nous demandons aux Membres concernés de notifier l'accord et les mesures de suivi à l'OMC, et d'appeler l'OMC à renforcer le suivi de ces mesures.

23.5. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

23.6. Les États-Unis contestent la description du point de l'ordre du jour faite par la Chine. Comme indiqué précédemment, les États-Unis ne sont pas d'avis que le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC est l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale, et notamment du contrôle des exportations.

23.7. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

23.8. S'agissant des restrictions à l'exportation de puces, le Japon réalise depuis longtemps un contrôle strict à l'exportation sur la base de la Loi sur les changes et le commerce extérieur, de manière compatible avec l'Accord sur l'OMC du point de vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous continuerons à prendre des mesures conformément à la politique susmentionnée.

23.9. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

23.10. L'Union européenne conteste la description du point de l'ordre du jour faite par la Chine, sur le plan factuel. De plus, les mesures régies par le GATT sont celles adoptées par chaque Membre. Par conséquent, la déclaration de l'UE ne concerne que ces dernières.

23.11. La question soulevée par la Chine nécessite d'être reformulée: il semblerait qu'il s'agisse du projet de mesures nationales relatives au contrôle des exportations d'équipements de pointe pour la fabrication de semi-conducteurs annoncé par le gouvernement des Pays-Bas le 8 mars. Le processus de réglementation nationale est toujours en cours, et la mesure devrait être publiée par l'intermédiaire d'un arrêté ministériel avant l'été.

23.12. La mesure annoncée entre dans le cadre du double usage et du contrôle à l'exportation de l'Union européenne. Ce cadre permet aux États Membres de l'UE d'imposer des contrôles nationaux à l'exportation supplémentaires sur la base d'intérêts essentiels de sécurité. Toute restriction à l'exportation de ce type sera adoptée en pleine conformité avec les règles de l'OMC, comme cela est le cas pour toutes les restrictions existantes de ce type. Plus particulièrement, le GATT de 1994 permet aux Membres de prendre les mesures qu'ils considèrent nécessaires à la protection de leurs intérêts essentiels de sécurité en ce qui concerne le commerce de marchandises destiné à assurer, directement ou indirectement, l'approvisionnement des forces armées.

23.13. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

24 ÉTATS-UNIS – DROITS AU TITRE DE L'ARTICLE 301 VISANT CERTAINES MARCHANDISES EN PROVENANCE DE CHINE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

24.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

24.2. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

24.3. La Chine est profondément préoccupée par le fait que les États-Unis imposent des droits au titre de l'article 301 sur les exportations de la Chine vers les États-Unis, d'une valeur de 360 milliards d'USD, depuis plus de quatre ans, et les aient une nouvelle fois reconduits, malgré le fait que le groupe spécial chargé du règlement des différends à l'OMC ait statué que ces mesures étaient incompatibles avec les règles de l'OMC. Les droits au titre de l'article 301 imposés par les États-Unis sur certaines marchandises en provenance de Chine non seulement violent gravement les règles de l'OMC, mais ils ne servent pas non plus les intérêts des entreprises et de la population chinoises et américaines. D'après le rapport de la Commission du commerce international des États-Unis, le coût correspondant aux droits imposés au titre de l'article 301 est presque intégralement supporté par les importateurs des États-Unis, ce qui rend l'achat de marchandises par les entreprises américaines plus coûteux. Les droits imposés au titre de l'article 301 portent également atteinte à la stabilité et à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement mondiale et contribuent à une inflation élevée aux États-Unis. La Chine prie instamment les États-Unis de corriger leurs mauvaises pratiques et de supprimer dans les meilleurs délais l'ensemble des droits imposés au titre de l'article 301 visant les produits chinois.

24.4. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

24.5. La décision de la Chine de continuer à soulever cette question au sein de ce conseil et d'autres Comités de l'OMC a été un gaspillage inutile des ressources de l'OMC, étant donné que la Chine a déjà imposé unilatéralement la seule mesure corrective que l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC pouvait éventuellement autoriser: la suspension des concessions dans le cadre de l'OMC.

24.6. La Chine a déjà appliqué des mesures tarifaires aux importations en provenance des États-Unis qui dépassent ses engagements dans le cadre de l'OMC dans le but explicite de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre des mesures pour lesquelles elle demande maintenant des constatations juridiques. Nous croyons comprendre que, de juillet 2018 à septembre 2019, la Chine a imposé quatre séries de droits, oscillant entre 2,5% et 30%, à titre de rétorsion contre les droits appliqués par les États-Unis au titre de l'article 301, qui s'appliquaient à environ 71% (109 milliards d'USD) des importations chinoises de 2017 en provenance des États-Unis.

24.7. La Chine, bien entendu, l'a fait sans obtenir l'autorisation de l'ORD conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Elle ne conteste pas le fait qu'elle a déjà imposé des mesures tarifaires à titre de rétorsion en réponse aux mesures en cause des États-Unis. Elle ne conteste pas non plus que ces mesures de rétorsion restent en vigueur. Nous prions instamment la Chine de prendre en considération le temps et les ressources du Comité et des Membres lorsqu'elle soulèvera des questions lors des futures réunions des comités. S'agissant du différend "*États-Unis – Mesures tarifaires visant certains produits en provenance de Chine*" (DS543), les États-Unis ont déjà fait part de leur point de vue lors d'une réunion de l'ORD.

24.8. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

25 CHINE – RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE

25.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne.

25.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

25.3. Il est regrettable que, bien que les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC aient exprimé de vives préoccupations concernant le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) et ses mesures d'application lors des 11 dernières réunions du Comité OTC et des 5 dernières réunions du Conseil du commerce des marchandises, la Chine n'ait pas cherché à collaborer avec les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC pour parvenir à une solution.

25.4. Les États-Unis maintiennent qu'ils sont très préoccupés par l'incompatibilité probable du CSAR et de ses mesures d'application avec les obligations au titre de l'Accord OTC, notamment en ce qui concerne le traitement inégal des importations, les demandes de renseignements trop lourdes et disproportionnées, l'absence de procédures visant à garantir la protection des renseignements confidentiels et des renseignements exclusifs, la duplication des essais dans le pays et les problèmes continus en matière de transparence lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures relevant du CSAR.

25.5. Comme nous le soulignons depuis longtemps, la branche de production des États-Unis fait face à des défis pressants en essayant de respecter les délais de mise en œuvre souvent irréalistes de la Chine pour le CSAR et ses divers règlements techniques, compliqués encore davantage par les fermetures liées à la COVID-19 au cours des trois dernières années et par les retards accumulés dans les laboratoires en Chine.

25.6. En novembre, nous avons demandé à la Chine d'envisager de prolonger de deux à trois ans les délais de mise en œuvre du CSAR pour les mesures notifiées sous les cotes CHN/1459, 1515, 1525 et 1526, y compris de proroger les délais déjà entrés en vigueur. Nous demandons instamment à la Chine de répondre à ce point. Nous demandons également à la Chine de réfléchir à la manière dont elle pourrait s'appuyer davantage sur les systèmes de reconnaissance internationaux pour l'évaluation de la conformité afin de réduire les coûts et les délais de mise en conformité des entreprises.

25.7. Les dispositions concernant la surveillance des méthodes d'échantillonnage et d'essai pour les produits cosmétiques suscitent également de graves préoccupations. Nous croyons savoir que la Chine a publié la mesure définitive le 12 janvier. Cette mesure publiée ne semble pas répondre aux préoccupations que les États-Unis et leur branche de production ont exprimées dans les observations écrites qu'ils ont présentées. Nous sommes toujours particulièrement préoccupés par le fait que le délai de sept jours accordé aux entreprises pour faire appel des résultats d'essais concluant à la non-conformité éventuelle de leurs produits aux exigences du CSAR n'est pas suffisant.

25.8. Des entreprises des États-Unis restent désireuses de trouver un moyen d'échanger avec l'Administration nationale des produits médicaux de Chine (NMPA) sur les questions liées à la mise en œuvre du CSAR, y compris en ce qui concerne les nouvelles prescriptions et l'utilisation des nouvelles plates-formes en ligne de la NMPA pour l'agrément des produits et ingrédients. La Chine a-t-elle prévu quelque chose à ce sujet?

25.9. Enfin, nous renvoyons aux déclarations antérieures des États-Unis au sujet d'autres préoccupations non résolues et d'autres questions restées sans réponse. Nous demandons à la Chine de continuer de réfléchir à la manière dont ces préoccupations commerciales exprimées par les États-Unis et de nombreux autres Membres de l'OMC pourraient être résolues dans l'application du CSAR.

25.10. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

25.11. L'Australie respecte le droit des Membres de mettre en œuvre des mesures techniques pour atteindre des objectifs politiques légitimes et conformément à leurs obligations dans le cadre de

l'OMC. Néanmoins, elle reste préoccupée par le fait que les mesures relevant du CSAR de la Chine, ainsi que divers règlements d'application, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} mai 2021, sont plus contraignants que nécessaire concernant les cosmétiques à faible risque. Dans ce contexte, nous demandons à la Chine de bien vouloir chercher à atteindre son objectif d'assurer la sécurité sanitaire et la qualité des produits cosmétiques importés en utilisant des mesures moins restrictives pour le commerce.

25.12. L'Australie demande à la Chine de ménager une période de transition raisonnable pour permettre aux fabricants de cosmétiques d'examiner les prescriptions énoncées dans le règlement et d'adapter leurs processus. Nous prions également la Chine d'expliquer pourquoi elle a maintenu sa prescription imposant des essais obligatoires sur les animaux pour les produits cosmétiques destinés à être utilisés sur des enfants. Les exportateurs australiens sont préoccupés par les mesures contraignantes et rigides prévues dans le cadre du CSAR, notamment les prescriptions relatives aux essais et à l'enregistrement, et les prescriptions exigeant la fourniture de renseignements détaillés sur les processus de production et d'autres aspects liés à la propriété intellectuelle.

25.13. Nous rappelons que l'Australie est un fournisseur fiable de produits cosmétiques sûrs et de qualité élevée sur le plan national et sur les marchés internationaux. Comme nous l'avons déclaré à plusieurs occasions, le gouvernement australien se tient prêt à travailler avec la Chine et à discuter du CSAR et des systèmes respectifs des deux pays en matière de réglementation des produits cosmétiques.

25.14. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

25.15. L'Union européenne tient à réitérer les préoccupations qu'elle a déjà soulevées aux précédentes réunions du Conseil du commerce des marchandises (en juillet et novembre 2021, et en avril, juillet et novembre 2022) au sujet du CSAR en vigueur depuis le 1^{er} mai 2021. Pour rappel, ces préoccupations concernent notamment: i) la divulgation obligatoire, pendant le processus d'enregistrement, de renseignements commerciaux sensibles qui touchent aux droits de propriété intellectuelle des entreprises concernées. L'UE demande à la Chine d'envisager la possibilité d'exiger un accès permanent aux dossiers des entreprises afin d'examiner les données sensibles, mais sans imposer l'obligation d'intégrer celles-ci à une base de données externe; ii) le volume de renseignements exigés pour la notification de nouveaux ingrédients, ainsi que des problèmes potentiels concernant la divulgation de tels renseignements après un certain temps. Plus particulièrement, la législation chinoise exige que les spécifications communiquées par le fabricant de matières premières et la composition des ingrédients déclarée par les entreprises de cosmétiques dans leur demande d'agrément pour les produits correspondent exactement, toute discordance entre les informations fournies par le producteur de matières premières et les entreprises de cosmétiques rendant la demande présentée par ces dernières non valable. Sachant que la composition exacte des matières premières n'est jamais totalement stable et peut, dans une certaine mesure, varier ou évoluer avec le temps, il est presque impossible de garantir une parfaite cohérence entre les chiffres. En outre, l'accès à la base de données permettrait de faire la lumière sur la formulation des produits cosmétiques. L'UE encourage la Chine à accepter la transmission d'une fourchette de valeurs plutôt que des chiffres correspondants exacts; et iii) la nécessité de publier un résumé détaillé de l'évaluation de l'efficacité, qui pourrait porter préjudice aux secrets commerciaux, dans la mesure où ces informations sont rendues publiques avant même que les produits soient mis à la disposition des consommateurs, ce qui offre des avantages commerciaux aux concurrents.

25.16. L'UE estime que ces prescriptions sont plus rigoureuses que nécessaire pour garantir la sécurité sanitaire des consommateurs et la traçabilité des ingrédients utilisés dans les cosmétiques, et qu'elles s'écartent de la pratique internationale. Un tel niveau de renseignement n'est exigé nulle part ailleurs dans le monde à des fins de notification et d'enregistrement, et la sécurité sanitaire des consommateurs est toujours assurée. Par ailleurs, l'UE souhaite réitérer son observation selon laquelle une approche différenciée est nécessaire entre les nouveaux produits et ceux qui sont déjà sur le marché. Cela permettrait d'éviter la situation dans laquelle l'offre de produits pourrait être interrompue pour une longue période en raison du temps insuffisant accordé à la branche de production et aux autorités de supervision pour se préparer.

25.17. En outre, d'après les parties prenantes de l'UE, depuis que les nouvelles prescriptions imposant l'enregistrement des nouveaux ingrédients cosmétiques à haut risque en vigueur depuis mai 2021 et au moins jusqu'à janvier 2023, aucun nouvel ingrédient cosmétique à haut risque n'a été enregistré avec succès en Chine. On estime que cela est dû aux renseignements techniques

excessivement détaillés qui sont demandés et qui vont au-delà de ce qui est nécessaire pour évaluer la sécurité des ingrédients, comme l'obligation de fournir des rapports de R&D, des renseignements sur la manière dont a été inventé l'ingrédient ou une description du processus de fabrication.

25.18. Enfin, l'Union européenne tient à rappeler qu'aucun laboratoire n'a reçu d'agrément dans les États membres de l'UE. Cela signifie que, même si les règles du CSAR n'imposent pas d'essais locaux à l'arrivée sur le territoire chinois, *de facto*, les importateurs de produits cosmétiques sont contraints de tester leurs produits en Chine. Cela implique d'envoyer des échantillons uniquement à cette fin, de se soumettre ensuite à la procédure d'approbation et de n'importer que plus tard les produits cosmétiques destinés à la vente. L'UE encourage la Chine à faciliter l'agrément des laboratoires dans d'autres pays, notamment dans les États membres de l'UE.

25.19. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

25.20. La Nouvelle-Zélande reste préoccupée par le système réglementaire chinois pour les produits cosmétiques, ce qu'elle a longuement expliqué lors des précédentes réunions du Comité OTC et du Conseil du commerce des marchandises. Comme nous l'avons souligné lors des réunions de novembre, la Nouvelle-Zélande demande instamment, une fois de plus, que la Chine envisage des mesures supplémentaires pour permettre: i) l'exemption des prescriptions en matière d'essais sur les animaux au moyen d'une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation non gouvernemental ou d'autres mécanismes de facilitation des échanges permettant de fournir des garanties concernant les produits; ii) une certaine flexibilité en ce qui concerne les prescriptions relatives aux essais de produits. En particulier, nous encourageons la Chine à accepter les rapports d'essai émanant de laboratoires agréés installés hors du territoire chinois et iii) à limiter davantage les prescriptions en matière de divulgation, en particulier celles qui concernent les renseignements sensibles, à ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité des produits sur le marché intérieur chinois, de manière à ne pas compromettre la propriété intellectuelle. La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec la Chine au sujet du CSAR pour régler ces questions.

25.21. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

25.22. La République de Corée partage les préoccupations soulevées par d'autres Membres au sujet du CSAR et de ses règles d'application, et renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la dernière réunion du Comité OTC. Comme indiqué précédemment, les entreprises coréennes sont toujours confrontées à de nombreux problèmes à l'heure de satisfaire aux prescriptions du CSAR, en particulier en ce qui concerne les laboratoires d'essai, les prescriptions en matière d'étiquetage et l'étendue de la divulgation des renseignements, ce qui a des conséquences négatives pour les branches de production des deux pays Membres. Compte tenu de l'intérêt des deux pays pour l'industrie des cosmétiques, la Corée demande instamment à la Chine d'harmoniser sa réglementation avec les pratiques internationales largement reconnues afin de ne pas créer d'obstacles inutiles au commerce. La République de Corée est prête à dialoguer davantage avec la Chine pour résoudre ces questions de manière constructive.

25.23. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

25.24. Le Japon a continué de faire part de ses préoccupations quant au CSAR de la Chine ainsi qu'aux règlements d'application connexes. Afin de faire en sorte que les mesures de restriction du commerce ne soient pas plus restrictives que nécessaire, conformément aux articles 2.2 et 5.1.2 de l'Accord OTC, nous demandons: i) que soient acceptés les résultats des essais des organismes d'inspection étrangers qui ont les mêmes qualifications et capacités que les organismes d'inspection et d'enregistrement des produits cosmétiques nationaux en Chine; et ii) que soient approuvées les méthodes d'essai internationalement reconnues par l'OCDE, l'ISO et d'autres, afin d'éviter de trop réglementer.

25.25. Nous demandons que les critères d'évaluation des allégations d'efficacité soient fixés par les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement de produits cosmétiques et les auteurs de notifications à ce sujet sur la base du libellé spécifique des allégations et de leur validité scientifique, que le champ d'application des "Principes directeurs de l'évaluation équivalente" soit élargi et que la Chine adopte la méthode des "références croisées". Nous demandons également au pays de ne plus exiger de fournir des renseignements plus détaillés que nécessaire pour les ingrédients cosmétiques, même pour les produits contenant des ingrédients à haut risque ou les nouveaux produits.

25.26. En ce qui concerne les règles d'étiquetage, nous demandons que l'étiquetage n'incombe pas à l'entreprise de fabrication, mais à la personne qui a enregistré ou notifié les produits, et que les ingrédients d'une teneur de 1% ou moins puissent être énumérés dans n'importe quel ordre, conformément à la pratique internationale. Nous prions également le pays, à l'avenir, au moment de mettre en œuvre les lois et réglementations pertinentes, d'accorder un délai approprié entre la publication et l'application de chacune d'entre elles, conformément aux articles 2.12 et 5.9 de l'Accord OTC, afin que les personnes ayant présenté une demande d'enregistrement de produits cosmétiques et les auteurs de notifications à ce sujet puissent mettre leurs produits en conformité avec les nouvelles lois et réglementations.

25.27. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

25.28. La Chine prend acte des déclarations faites par les Membres. Nous renvoyons aux déclarations que nous avons faites lors de précédentes réunions du Conseil et de la dernière réunion du Comité OTC, qui s'est tenue en mars. S'agissant de l'inspection requise pour l'enregistrement et la notification des produits cosmétiques, le fait d'exiger que l'inspection aux fins de l'enregistrement des produits cosmétiques et de la notification soit effectuée par des organismes professionnels permet de protéger les droits des consommateurs et de garantir l'exactitude des résultats de l'inspection. Les organismes d'inspection doivent obtenir l'accréditation en matière d'inspection et d'essai (CMA) dans le domaine des cosmétiques. Toutefois, la Chine n'interdit pas aux organismes d'inspection étrangers d'obtenir l'accréditation, et les Mesures administratives de la Chine pour l'accréditation des organismes d'inspection et d'essai n'empêchent pas non plus les organismes d'inspection étrangers d'obtenir cette accréditation.

25.29. Conformément au principe de non-discrimination de l'OMC, les Dispositions régissant l'administration des données pour l'enregistrement et la notification des produits cosmétiques imposent exactement les mêmes prescriptions pour les cosmétiques ordinaires importés et nationaux s'agissant des programmes pouvant remplacer les essais sur les animaux aux fins de l'évaluation de la sécurité. Pour les cosmétiques ordinaires nationaux et importés, l'essai toxicologique peut être remplacé par une évaluation des risques en matière de sécurité une fois qu'une certification des systèmes de gestion de la qualité a été délivrée par les autorités gouvernementales.

25.30. Concernant l'évaluation des allégations d'efficacité des produits cosmétiques, la formulation des spécifications relatives à l'évaluation des allégations d'efficacité des produits cosmétiques vise à mieux garantir la spécificité, l'exactitude et la fiabilité de l'évaluation des allégations d'efficacité des cosmétiques, à protéger les droits des consommateurs et à promouvoir la cogouvernance sociale et le développement sain du secteur des produits cosmétiques. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et les spécifications relatives à l'évaluation des allégations d'efficacité des produits cosmétiques, ainsi que d'autres règlements connexes, exigent clairement que les allégations d'efficacité des cosmétiques soient fondées sur des preuves scientifiques suffisantes. Sur la base du principe de l'équivalence, la méthode d'essai pour l'évaluation des allégations d'efficacité ne comporte pas beaucoup de limitations quant à la sélection des méthodes d'évaluation. Les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement de produits cosmétiques peuvent, par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'organismes d'évaluation compétents, procéder à l'évaluation des allégations d'efficacité des produits cosmétiques conformément aux prescriptions pertinentes définies dans le projet d'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des produits cosmétiques et dans les Lignes directrices techniques pour l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des produits cosmétiques. Les prescriptions spécifiques concernant l'évaluation équivalente de l'efficacité des produits antitaches et blanchissants ont été clairement définies dans la méthode de test de l'efficacité de ces produits cosmétiques et la spécification relative à l'évaluation des allégations d'efficacité des produits cosmétiques, ainsi que dans d'autres documents d'appui.

25.31. Les renseignements sur les fabricants de produits cosmétiques comportent des données pertinentes sur les fabricants, leur emplacement, etc. Il est important d'exiger d'indiquer sur l'étiquette des renseignements sur les fabricants pour protéger le droit à l'information des consommateurs, promouvoir la cogouvernance sociale et lutter contre la contrefaçon et les produits de mauvaise qualité. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques stipule clairement que les personnes ayant déposé une demande d'enregistrement de produits cosmétiques sont responsables de la qualité et de la sécurité de ces produits. En outre, les Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques prévoient que les ingrédients dont le pourcentage du poids n'excède pas 0,1% (en poids) devraient être indiqués sur l'étiquette sous la

mention "autres ingrédients résiduels". Elles ne prévoient aucun ordre de présentation décroissant de la teneur en ingrédients ni aucun autre ordre spécifique.

25.32. En ce qui concerne les questions relatives aux renseignements sur l'innocuité des matières premières, la sécurité des produits est étroitement liée à la sécurité des matières premières. Il est important, pour garantir cette sécurité des produits, d'exiger des déclarants qui déposent une demande d'enregistrement ou d'agrément qu'ils précisent les renseignements pertinents sur la sécurité des matières premières lors de la demande d'enregistrement. Étant donné que les entreprises changent souvent de fabricant de matières premières, les Dispositions relatives à la gestion des données d'enregistrement et de notification des produits cosmétiques prévoient plusieurs dispositions selon les circonstances dans lesquelles les fabricants de matières premières des produits enregistrés ou notifiés ont changé. Si le fabricant des matières premières enregistrées ou notifiées a changé, mais que la teneur des matières premières utilisées dans la formule et le type et la proportion des ingrédients contenus dans les matières premières n'ont pas changé, il suffit de maintenir le fabricant de matières premières via la plate-forme de notification et d'enregistrement. Si le fabricant des matières premières des produits enregistrés ou notifiés change, mais que la teneur des matières premières utilisées dans la formule et la teneur des principaux ingrédients fonctionnels et solvants dans les matières premières restent inchangées et que le type ou la teneur des stabilisants mineurs, des antioxydants, des conservateurs et autres ingrédients ajoutés pour garantir la qualité des matières premières change, seules les informations liées au changement doivent être communiquées, et non l'ensemble des renseignements. Afin de faciliter la tâche du déclarant qui a présenté une demande d'enregistrement de produits cosmétiques et qui doit communiquer les renseignements relatifs à la sécurité des matières premières, le Règlement sur l'administration de l'enregistrement des produits cosmétiques et de la demande d'agrément publié par l'Administration nationale de l'alimentation et des médicaments précise bien que, si le fabricant des matières premières a déjà communiqué les renseignements relatifs à la sécurité de ces matières, conformément au Règlement, le déclarant doit seulement fournir le code de présentation des matières premières aux fins de corrélation.

25.33. En ce qui concerne la protection des secrets commerciaux et des droits de propriété intellectuelle, les procédures et les prescriptions en matière de données pour l'enregistrement et la notification des produits cosmétiques et des nouvelles matières premières sont décrites de manière claire et détaillée dans les textes réglementaires pertinents. Le fait d'exiger des déclarants qu'ils soumettent des documents relatifs à la sécurité est également une pratique courante visant à examiner la sécurité des produits liés à la santé dans différents pays.

25.34. C'est précisément pour protéger les droits de propriété intellectuelle et les secrets commerciaux des entreprises que, dans le cadre de l'élaboration des documents techniques pertinents, les données d'évaluation requises pour les allégations relatives à l'efficacité des produits cosmétiques ne comprennent que le résumé des documents à l'appui des allégations d'efficacité plutôt que le texte intégral. Les documents techniques exigés pour les nouvelles matières premières ne comprennent que les aspects fondamentaux, tels que le nom, le numéro d'enregistrement, la source, la composition, les propriétés physiques et chimiques, le but de l'utilisation, le champ d'application, la quantité sûre d'utilisation, les précautions, les conditions de stockage et le délai de péremption, et non les renseignements complets. Les autorités et le personnel administratif protégeront strictement les secrets commerciaux en procédant à l'enregistrement des produits cosmétiques, conformément à toutes les lois et réglementations en vigueur.

25.35. Le Conseil a pris note des déclarations.

26 INDONÉSIE – MÉCANISME DE BALANCE-MATIÈRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

26.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

26.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

26.3. Les politiques et pratiques de restriction des importations de l'Indonésie sont un point permanent de l'ordre du jour de plusieurs organes de l'OMC. L'Union européenne a souligné à maintes reprises qu'elle est profondément préoccupée par l'augmentation du nombre de restrictions

imposées par l'Indonésie et l'élargissement de leur portée, qui ont des répercussions négatives sur les flux commerciaux. Elle est particulièrement préoccupée par les effets restrictifs que le système "balance-matières" pourrait avoir. Ce système a été établi au titre du Règlement gouvernemental n° 5/2021 et des Règlements du Ministre du commerce n° 19/2021 et 20/2021, et son champ d'application ne cesse de s'étendre.

26.4. Nous accueillons avec satisfaction les efforts déployés pour assurer une approche coordonnée et simplifiée de la gestion des licences d'importation et d'exportation. Toutefois, des inquiétudes ont aussi été exprimées quant au fait que ce mécanisme pourrait entraîner de nouvelles restrictions des flux commerciaux et soulever des questions au sujet de sa compatibilité avec les règles de l'OMC.

26.5. Les opérateurs économiques font face à un manque de clarté concernant la mise en œuvre effective de ce système, y compris sa portée et son calendrier d'application à différents groupes de produits. Cela crée des difficultés supplémentaires au regard de la sécurité et la prévisibilité juridiques. L'UE tient également à rappeler que les importations restent nécessaires pour l'Indonésie étant donné qu'elle prévoit de développer son industrie nationale, et que le fait d'ériger des obstacles au commerce entraverait sa croissance économique, celle-ci ne pouvant être réalisée en s'appuyant uniquement sur la promotion des exportations.

26.6. Elle souhaite demander à l'Indonésie des précisions sur la mise en place du système comme base pour la délivrance des autorisations d'importation (ou d'exportation), ainsi que sur les mesures de mise en œuvre que le pays a l'intention de prendre. L'UE exhorte également l'Indonésie à veiller à ce que ces politiques et mesures soient conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

26.7. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

26.8. Les États-Unis s'associent aux préoccupations soulevées de nouveau par l'Union européenne au sujet de la politique relative à la balance-matières de l'Indonésie. Depuis que cette politique a été mise en œuvre, les importateurs ont fait état de retards importants dans l'obtention de licences d'importation pour certains produits agricoles, ainsi que de réductions des volumes reçus. Veuillez expliquer comment le gouvernement indonésien remédie à ces retards administratifs. Veuillez également préciser si les importateurs peuvent prétendre à une licence visant le volume qu'ils demandent, quel qu'il soit, et expliquer pourquoi, d'après certaines informations, cela ne serait pas le cas.

26.9. La politique relative à la balance-matières semble concerner certaines marchandises à différentes étapes. Par exemple, en 2021, la première étape prévoyait une balance-matières pour le riz, le sucre, le bœuf, le sel et les produits de la pêche, mais vise maintenant également des produits non agricoles. Veuillez expliquer comment le gouvernement indonésien détermine à quelles marchandises cette politique s'applique. Bien que l'Indonésie ait expliqué précédemment que cette politique visait à améliorer la gouvernance et la transparence commerciales, nous lui demandons instamment de ne pas l'étendre à d'autres produits, et de repenser cet objectif de remplacement des importations contre-productif et perturbateur pour le commerce.

26.10. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

26.11. La République de Corée partage les préoccupations exprimées par l'Union européenne et les États-Unis en ce qui concerne le mécanisme de balance-matières de l'Indonésie. Il a été signalé que nos exportateurs rencontraient des difficultés, comme des retards injustifiés dans la délivrance de recommandations et la limitation des quantités d'importations, dues au mécanisme de balance-matières. En particulier, la Corée estime que les restrictions à l'importation de l'Indonésie, qui s'appuient sur ses propres estimations de l'offre et de la demande nationales, nuiraient à la transparence du mécanisme lui-même. Aussi, elle demande à l'Indonésie d'améliorer la transparence et le fonctionnement du mécanisme afin qu'il ne constitue pas un obstacle non nécessaire au commerce. La République de Corée est prête à dialoguer davantage avec l'Indonésie pour régler pleinement cette question.

26.12. La déléguée de la Suisse a indiqué ce qui suit:

26.13. Comme indiqué lors des précédentes réunions du Conseil, la Suisse souscrit aux préoccupations soulevées par l'Union européenne, les États-Unis et la République de Corée au sujet

du mécanisme de balance-matières de l'Indonésie. Ainsi, l'Indonésie prévoyait de réduire la valeur des importations de 35% par rapport à son niveau de 2019 d'ici à la fin de 2022. La Suisse souhaiterait que l'Indonésie apporte des éclaircissements, en particulier au sujet de la raison d'être de ce projet et des détails de la mise en œuvre du système de balance-matières. Enfin, nous aimerions savoir comment l'Indonésie entend s'assurer que ces mesures seront conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

26.14. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

26.15. Dans le cadre du "système balance-matières", il faut obtenir un permis pour importer les produits visés, et les permis d'exportation et d'importation doivent être délivrés aux entreprises par l'intermédiaire du système national de balance-matières SNAS-NK en fonction du bilan de l'offre et de la demande fixé par les pouvoirs publics, mettant hors service le système existant de demande et de permis d'importation en décembre 2022.

26.16. Cependant, en janvier 2023, le système national a connu des retards et des problèmes techniques, ce qui a créé des perturbations majeures, comme le retard de la délivrance de permis d'importation. Dans le cas des produits en acier, cela a eu des répercussions importantes: les demandes d'importation ont elles-mêmes été bloquées pendant un certain temps et les stocks ont tellement diminué qu'il y a eu des arrêts de production des secteurs connexes dans la région. Par ailleurs, les obstacles aux importations, notamment celles des produits textiles et des climatiseurs, persistent, dans la mesure où le nombre de demandes approuvées et les délais d'approbation sont flous et imprévisibles, et seule une petite partie des volumes demandés est approuvée. Il est très probable que le système de balance-matières contrevienne à l'article XI:1 du GATT, puisque cette mesure a un effet restrictif pour le commerce en ce qui concerne les importations.

26.17. Par ailleurs, nous constatons avec inquiétude que la formule spécifique de calcul de la balance-matières et la méthode adoptée pour fixer les quantités pouvant être importées ne sont pas précisées dans la loi, ce qui est incompatible avec l'obligation de publier les règlements relatifs au commerce énoncée à l'article X du GATT, et peuvent également contrevenir à l'Accord sur les procédures de licences d'importation, puisque les opérations effectives ont créé des obstacles importants aux permis d'importation, et nous demandons de rétablir la situation dès que possible.

26.18. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

26.19. L'Indonésie renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la précédente réunion du CCM et tient à souligner une fois de plus que ce mécanisme n'a pas pour but d'entraver les importations en provenance d'autres Membres de l'OMC. Le système de balance-matières vise à mettre en place de meilleures conditions pour l'activité des entreprises, à donner une sécurité aux activités commerciales et à favoriser la libre circulation des marchandises, sans alourdir les procédures d'importation.

26.20. Le Conseil a pris note des déclarations.

27 INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE

27.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne.

27.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

27.3. Il s'agit d'un point qui figure depuis très longtemps à l'ordre du jour, et l'Union européenne, comme beaucoup d'autres Membres de l'OMC, est très préoccupée de constater qu'aucun progrès véritable n'a pu être enregistré. En fait, le nombre et la portée des restrictions indonésiennes semblent continuer d'augmenter à mesure que le temps passe, ce qui a des répercussions négatives sur les flux commerciaux. En particulier, l'UE réaffirme qu'elle est gravement préoccupée par la lourdeur et la longueur des procédures indonésiennes d'autorisation d'importation dans le domaine relatif aux mesures SPS, la complexité des règles et l'absence de procédures de certification pragmatiques du pays en matière d'étiquetage halal, son exigence d'utilisation des normes

nationales indonésiennes (SNI) divergeant des normes internationales pour des produits de plus en plus nombreux, ses prescriptions plus larges relatives à la teneur en éléments locaux et ses prescriptions restrictives en matière de licences d'importation ou d'autres mesures de contrôle des importations, telles que l'attribution lente et partielle d'autorisations d'importation pour les textiles et les chaussures.

27.4. Au-delà des préoccupations soulevées au titre du point précédent relatif au système de balance-matières, l'Union européenne prend également note de la mise en place d'un nouveau régime d'exportation en vertu du Règlement n° 18/2021, qui semble étendre considérablement la gamme des marchandises soumises à des prohibitions à l'exportation (de 39 à 275 positions tarifaires). Ce régime entrave encore davantage les flux commerciaux et soulève des doutes quant à la question de savoir s'il respecte les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

27.5. L'UE renouvelle également son invitation à faire en sorte que toutes les mesures pertinentes de l'Indonésie soient notifiées à l'OMC afin que les Membres aient la possibilité de les commenter. Elle exhorte aussi le pays à réduire son nombre élevé d'obstacles au commerce, qui entravent les flux commerciaux de l'UE depuis trop longtemps, et de s'abstenir d'émettre de nouvelles réglementations qui érigent de nouveaux obstacles au commerce.

27.6. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

27.7. La Nouvelle-Zélande se fait l'écho des préoccupations exprimées par l'Union européenne, le Japon et d'autres Membres lors des précédentes réunions du CCM. Comme elle l'a déjà fait observer, elle estime que les restrictions de l'Indonésie visant les importations de produits agricoles continuent de saper des principes fondamentaux de l'OMC. Les changements fréquents apportés aux prescriptions en matière d'importation réduisent la certitude commerciale, ce qui menace les rendements des entreprises et peut entraîner une augmentation des coûts. De plus, dans le secteur des produits alimentaires et des boissons, cette incertitude contribue également à l'augmentation actuelle des prix des denrées alimentaires, qui peut avoir un effet particulièrement négatif sur les personnes à faibles revenus.

27.8. La Nouvelle-Zélande est particulièrement préoccupée par les délais irréguliers et la délivrance incohérente des licences d'importation. L'incertitude liée à la délivrance des licences d'importation entraîne d'importants problèmes d'accès aux marchés pour les partenaires commerciaux et peut amener les importateurs à éprouver plus de difficulté à s'approvisionner en produits alimentaires destinés aux consommateurs locaux. Nous demandons à l'Indonésie d'apporter des précisions sur les délais de délivrance des recommandations à l'importation des produits qui ne sont pas actuellement visés par le mécanisme, et sur la manière dont les volumes d'importation sont calculés et alloués aux importateurs. La Nouvelle-Zélande demande également à l'Indonésie de fournir aux partenaires commerciaux de plus amples renseignements sur son mécanisme de balance-matières, y compris la manière dont il est calculé et les mesures que prend le pays pour rendre le mécanisme plus transparent.

27.9. La Nouvelle-Zélande se félicite que l'un des objectifs déclarés du Règlement présidentiel n° 32/2022 relatif au système de balance-matières est d'améliorer le processus de délivrance des licences d'importation et de faciliter l'accès des entreprises aux importations. Toutefois, nous notons que le Règlement semble susceptible d'accroître la complexité, car il permet d'appliquer des restrictions à l'importation lorsqu'il est déterminé que l'offre intérieure est suffisante pour répondre à la demande projetée. Les modalités du système de balance-matières et de licences d'importation n'ont pas encore été fournies, ce qui s'ajoute à l'incertitude des conditions d'importation.

27.10. Enfin, la Nouvelle-Zélande se félicite des observations formulées par l'Indonésie à la réunion du Conseil de juillet 2023, selon lesquelles, "en principe, l'Indonésie n'a aucune intention d'entraver le cours du commerce international au moyen de ses politiques d'importation et d'exportation"; "l'Indonésie recherche toujours la simplification, la transparence et l'efficacité pour faciliter les exportations et les importations"; et "L'Indonésie est prête à dialoguer de manière bilatérale avec les Membres de l'OMC au sujet de leurs préoccupations". Nous nous associons à d'autres Membres pour demander à l'Indonésie de redoubler d'efforts pour répondre à ces préoccupations de longue date concernant les politiques du pays ayant des effets de restriction des importations et leur incidence sur le commerce des produits agricoles.

27.11. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

27.12. Lors des réunions précédentes du CCM et du Comité des MIC, le Japon a continuellement exprimé ses préoccupations quant à la compatibilité avec les Accords de l'OMC de diverses mesures de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux mises en œuvre par l'Indonésie concernant les équipements 4G LTE, les équipements de télévision et les produits de l'industrie de la vente au détail. L'Indonésie a expliqué à plusieurs reprises que ces mesures relatives à la teneur en éléments locaux étaient d'une manière générale fondées sur sa politique de marchés publics, mais le contenu de cette politique n'est pas clair. Il ne semble pas que toutes les mesures relatives à la teneur en éléments locaux soient mises en œuvre dans le cadre des marchés publics, ni qu'elles soient immédiatement justifiées par les politiques de marchés publics. En outre, à la réunion du Comité des MIC de février 2023, l'Indonésie a fait valoir que ces mesures visaient à préserver le bien-être et à pourvoir aux besoins fondamentaux de la population indonésienne. Elle a aussi avancé que ces mesures concernaient des politiques telles que les ressources stratégiques gérées par l'État. Cependant, comme nous l'avons mentionné par le passé, ces raisons ne peuvent pas justifier directement l'application de mesures relatives à la teneur en éléments locaux dans le cadre de l'Accord sur l'OMC. Le Japon comprend l'importance de cet objectif, mais il considère qu'il ne devrait pas être autorisé d'imposer de telles mesures pour y parvenir facilement.

27.13. S'agissant du réexamen complet, l'Indonésie a déclaré à plusieurs reprises lors des réunions du Comité des MIC qu'elle avait lancé plusieurs examens de mesures au niveau des composants nationaux et que ce processus est en cours. Le Japon demande une explication concrète du calendrier et des détails de ces examens.

27.14. En mai 2022, le gouvernement indonésien a annoncé qu'il allait mettre en place le "Neraca Komoditas" (système de balance-matières) pour ces produits à partir de 2023, en s'appuyant sur le Décret ministériel n° 25 de 2022 du Ministre du commerce. Les préoccupations du Japon concernant le système de balance-matières sont inscrites à l'ordre du jour. Comme indiqué au point 26 de l'ordre du jour, le Japon s'inquiète du fait que le système de balance-matières porte atteinte à l'article XI.1 du GATT de 1994 (élimination des restrictions quantitatives), à l'article X du GATT de 1994 (publication des règlements relatifs au commerce) et aux dispositions de l'Accord sur les licences d'importation, et demande que la situation soit résolue dès que possible.

27.15. De plus, en ce qui concerne les produits textiles, il était vraiment regrettable que l'Indonésie ait mis en place une mesure de sauvegarde visant les tapis, le 17 février 2021, alors que le Japon avait abordé cette mesure dans le cadre de diverses discussions, y compris dans le cadre du Comité des sauvegardes, ainsi que lors de consultations. Il est regrettable qu'aucune amélioration n'ait été constatée. Il existe deux problèmes majeurs: i) le droit de douane peut atteindre 150-200% en termes de conversion en taxe *ad valorem*; et ii) le droit de douane a été mis en place dans une situation où les importations de tapis ont chuté drastiquement.

27.16. À la réunion du Comité des sauvegardes tenue en octobre 2022, en réponse aux préoccupations du Japon, l'Indonésie a déclaré que la part du Japon dans les importations n'avait pas diminué, mais dans la mesure où le volume global des importations a fortement baissé, nous lui demandons de fournir une justification claire et, tant que les effets des restrictions à l'importation de l'Indonésie ne changent pas, d'éliminer dès que possible ces restrictions.

27.17. Le Japon s'inquiète de l'augmentation des mesures de restriction du commerce de l'Indonésie, qu'il considère comme incompatibles avec l'Accord sur l'OMC, et nous aimerions demander au pays une explication concrète concernant le contexte de l'introduction de ces systèmes et leur compatibilité avec l'Accord sur l'OMC.

27.18. En particulier, en ce qui concerne trois mesures, à savoir le règlement d'importation sur les climatiseurs, les licences d'importation pour l'acier et le règlement d'importation pour les textiles, le Japon a adressé des questions écrites au Comité des licences d'importation et au Comité des MIC. Nous attendons une réponse rapide de l'Indonésie. Nous espérons que les règlements d'importation sur les climatiseurs seront appliqués de manière à ne pas entrer dans la catégorie des restrictions à l'importation, que ses normes et procédures de permis seront stipulées de manière plus transparente et que ses autres mesures seront corrigées ou abrogées dès que possible.

27.19. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

27.20. Nous demeurons préoccupés par le programme indonésien de remplacement des importations. Il semblerait que plusieurs des mesures qui ont été prises soient plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs établis par l'Indonésie. Nos entreprises se sont plaintes récemment de rencontrer plusieurs obstacles au commerce en Indonésie, y compris dans le domaine des produits agricoles. Nous demandons à l'Indonésie de revoir ses procédures en matière de licences d'importation et de supprimer tous les obstacles inhérents au commerce qu'elles prévoient.

27.21. La déléguée de la Suisse a indiqué ce qui suit:

27.22. La Suisse partage les préoccupations déjà exprimées par d'autres délégations. D'après les observations de nos exportateurs, l'importation de produits laitiers en Indonésie connaît régulièrement des retards ou des blocages incompréhensibles. Nous souhaiterions que l'Indonésie nous fournisse de plus amples renseignements sur son système actuel d'importation. Nous aimerions particulièrement savoir: i) comment les licences d'importation sont délivrées et les quantités calculées et allouées; et ii) quelles sont les raisons pour lesquelles nos exportateurs rencontrent ces difficultés.

27.23. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

27.24. Comme nous l'avons indiqué l'année dernière lors de notre intervention, nous souhaitons saisir cette occasion pour souligner à nouveau nos préoccupations concernant les politiques et pratiques de l'Indonésie ayant des effets de restriction des importations et des exportations. Les États-Unis ont fait état de préoccupations liées à des politiques indonésiennes spécifiques lors de réunions antérieures du Conseil, ainsi que du Comité des MIC, du Comité OTC, du Comité de l'ATI et du Comité de l'accès aux marchés.

27.25. Tout d'abord, nous demandons de nouveau à l'Indonésie de fournir au Conseil des renseignements actualisés sur les examens de ses politiques relatives à la teneur en éléments locaux, qu'elle a commencés il y a déjà un certain temps. Nous soulignons l'importance de s'assurer que les consultations menées par le pays permettent une large participation du public.

27.26. Deuxièmement, nous restons préoccupés par les droits de douane que l'Indonésie continue d'appliquer sur plusieurs produits des TIC et qui semblent excéder ses engagements tarifaires consolidés dans le cadre de l'OMC. Nous avons soulevé cette question auprès de l'Indonésie au niveau bilatéral et dans le cadre de plusieurs comités de l'OMC au cours des quatre dernières années, sans toutefois obtenir de réponse de fond à nos préoccupations. Nous exhortons l'Indonésie à collaborer de manière constructive sur cette question et à répondre enfin à ces préoccupations de longue date afin de garantir l'intégrité de ses engagements en matière d'accès au marché.

27.27. Troisièmement, nous nous inquiétons de constater que l'Indonésie continue d'établir la version finale de mesures liées au commerce sans que les parties prenantes aient eu suffisamment de possibilités d'apporter leur contribution. L'Indonésie a l'habitude de mettre en œuvre des mesures liées à sa loi sur la garantie des produits halal sans notification suffisante et avec peu de possibilités de participation du public, voire aucune. Ces mesures pourraient avoir une incidence sur une grande part du commerce mondial de marchandises avec l'Indonésie, y compris les exportations des États-Unis. En établissant la version finale de mesures de cette manière, l'Indonésie laisse passer l'occasion de recevoir de précieux commentaires de la part des parties prenantes concernant l'effet de ses mesures sur le commerce. En outre, le fait que l'Indonésie n'a pas encore répondu aux questions importantes sur ses mesures halal que les États-Unis avaient distribuées au Comité OTC continue de nous préoccuper.

27.28. À l'avenir, nous encourageons vivement l'Indonésie à être plus transparente et à faire une place plus large à la consultation lors de l'élaboration de ses politiques, et à réexaminer ses politiques restrictives pour le commerce, ce qui contribuera à ses objectifs économiques plus larges et aux intérêts de ses consommateurs, de ses travailleurs et de ses entreprises.

27.29. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

27.30. Pour revenir sur l'observation faite par les États-Unis au sujet des produits des TIC, cette question a été soulevée la semaine dernière dans le cadre du Comité de l'ATI, et le Canada continue d'avoir des préoccupations systémiques au sujet de l'application par l'Indonésie de droits de douane supérieurs à ses taux consolidés sur ces produits. Le Canada demande à l'Indonésie d'éliminer ces droits de douane d'une manière qui soit compatible avec ses engagements dans le cadre de l'OMC.

27.31. Le délégué de l'Indonésie a indiqué ce qui suit:

27.32. L'Indonésie renvoie à la déclaration qu'elle a faite lors de la précédente réunion du CCM et lors des réunions de comités traitant de questions similaires et répond comme suit. Les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux visent les politiques relatives à la passation de marchés publics et les politiques destinées à répondre à la nécessité de préserver le bien-être et à pourvoir aux besoins fondamentaux de la population indonésienne, ou les politiques concernant les ressources stratégiques gérées par l'État.

27.33. En ce qui concerne les droits de douane sur les produits des TIC, des consultations nationales entre les ministères et institutions concernés sont en cours. L'Indonésie continuera de faire tout son possible pour respecter tous les Accords de l'OMC, y compris ses engagements en vertu de l'Accord sur l'OMC.

27.34. S'agissant du régime de licences d'importation pour les textiles, les demandes y relatives sont actuellement effectuées par voie électronique, conformément au règlement en vigueur. Lorsque que tous les documents sont complets et conformes au règlement, les licences sont traitées dans un délai relativement court, conformément à l'Accord sur les licences d'importation.

27.35. En ce qui concerne le régime de licences d'importation pour les produits agricoles, l'Indonésie est déterminée à mettre en œuvre les recommandations et décisions prises par l'ORD dans les différends DS477/478.

27.36. S'agissant des procédures de licences d'importation liées aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), l'Indonésie a continué et continuera de progresser, d'obtenir des améliorations et de devenir plus transparente dans ses procédures d'approbation des licences d'importation relatives aux mesures SPS.

27.37. Pour ce qui est des réglementations halal, l'Indonésie réaffirme son ouverture et sa transparence en matière de coopération internationale concernant son système d'assurance halal, fondé sur des principes, une reconnaissance et une acceptation mutuels, conformément aux pratiques et réglementations internationales. L'Indonésie a également présenté au Comité OTC un certain nombre d'éclaircissements concernant sa réglementation halal.

27.38. S'agissant de la norme nationale indonésienne (SNI), il s'agit d'une politique indonésienne de protection des consommateurs, qui n'est pas destinée à entraver les importations en provenance des Membres de l'OMC. La politique relative à la norme SNI vise à garantir que les produits répondent aux critères en matière de sûreté, de sécurité et de santé des consommateurs indonésiens, et que ces critères sont appliqués aussi bien aux produits nationaux qu'aux produits importés. Par ailleurs, l'Indonésie cherche toujours à respecter les principes de transparence de l'OMC en lui présentant une notification chaque fois qu'elle applique un règlement obligatoire SNI ou d'autres règlements techniques connexes.

27.39. L'Indonésie réaffirme qu'elle continuera de s'employer à respecter tous les engagements auxquels elle a souscrit, y compris les règles et les principes de l'OMC, en particulier la transparence et la non-discrimination.

27.40. Le Conseil a pris note des déclarations.

28 INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE

28.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne.

28.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

28.3. L'Australie remercie l'Inde pour sa réponse aux questions de l'Australie qui ont été soulevées à la précédente réunion du CCM, tenue en novembre 2022. Comme les Membres s'en souviendront, l'Inde a mis en œuvre des restrictions quantitatives temporaires à l'importation à la fin de 2017, que nous et de nombreux autres Membres ont considérées comme incompatibles avec les règles de l'OMC.

28.4. En mai 2021, l'Inde a annoncé qu'elle cesserait d'appliquer sa politique de restrictions quantitatives à un nombre limité de légumineuses, à savoir l'urad et le tur ou pois d'Angole, en les transférant de la liste des produits "soumis à restriction" à la liste des produits "en franchise". Cette modification avait effectivement permis de s'écarter d'une politique ayant des effets de distorsion mise en œuvre par l'Inde.

28.5. Le 28 décembre 2022, la Direction générale du commerce extérieur de l'Inde a annoncé un autre élargissement de sa "politique d'importation en franchise" pour les mêmes légumineuses, l'urad et le tur ou pois d'Angole, jusqu'au 31 mars 2024. Nous relevons qu'à la date à laquelle ce récent élargissement de la politique d'importation en franchise à l'urad et au tur ou pois d'Angole doit arriver à expiration, l'Inde aura maintenu une suspension "temporaire" de sa politique de restrictions quantitatives incompatible avec les règles de l'OMC pendant près de trois années.

28.6. L'Australie se félicite de la prolongation de la durée de la plus récente exemption de ces légumineuses des restrictions à l'importation, sans parler de sa notification préalable, qui dénote effectivement une plus grande libéralisation de la politique commerciale de l'Inde. Cela sera accueilli positivement par les marchés mondiaux des légumineuses.

28.7. Cependant, nous ne pouvons pas passer sous silence qu'il s'agit toujours d'une exemption temporaire et, pour cette raison, l'Australie invite une fois de plus l'Inde à tenir compte des avantages à plus long terme de l'élimination permanente de ses restrictions quantitatives visant toutes les légumineuses pour sa propre sécurité alimentaire. L'ouverture plus permanente de son régime commercial permettrait plus efficacement de rendre l'offre de légumineuses de l'Inde plus résiliente, d'apporter une plus grande certitude aux fournisseurs et de réduire les coûts liés aux risques. Pour les consommateurs, une plus grande ouverture du commerce se traduirait par un approvisionnement en légumineuses plus fiable et une diminution des prix, ce qui comporterait des avantages évidents pour la sécurité alimentaire.

28.8. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

28.9. Les États-Unis partagent les préoccupations soulevées par d'autres Membres au sujet des restrictions quantitatives visant certaines variétés de légumineuses appliquées par l'Inde. Comme nous l'avons dit précédemment à des réunions du Comité des licences d'importation, du Comité de l'agriculture et du Comité de l'accès aux marchés, nous réitérons notre demande de renseignements en invitant l'Inde à expliquer en quoi les mesures en question reflètent ses engagements dans le cadre de l'OMC, et à indiquer quand et comment les mesures seront supprimées. Nous continuons de prier instamment l'Inde d'envisager l'adoption de prescriptions moins restrictives pour le commerce et de notifier en temps utile les mesures et règlements futurs pertinents.

28.10. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

28.11. Comme il l'a fait à de nombreuses reprises au présent conseil, et à d'autres comités de l'OMC auparavant, le Canada continue d'appeler l'Inde à retirer immédiatement et rapidement les mesures commerciales restrictives visant les pois secs et d'autres légumineuses qu'elle a mises en place, et à mettre en œuvre d'autres mesures conformes aux règles de l'OMC qui favorisent un régime d'importation prévisible et transparent pour les légumineuses. Le Canada continue de remettre en question l'interprétation juridique fournie par l'Inde pour justifier ses mesures commerciales

restrictives visant les pois secs, en particulier leur "caractère temporaire" alors que ces restrictions ont été établies le 25 avril 2018.

28.12. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

28.13. L'Union européenne est toujours préoccupée par l'absence de certitude et de stabilité lorsqu'il est question du régime d'importation de certaines variétés de légumineuses en Inde, qui a implicitement une incidence sur le marché mondial des légumineuses. L'Inde ne cesse de répéter depuis des années maintenant que ses mesures sont d'un caractère temporaire, alors qu'il est facile de constater que dans la pratique la situation est différente. L'UE appelle l'Inde à reconsidérer ses mesures et à s'assurer en même temps de leur compatibilité avec les règles de l'OMC.

28.14. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

28.15. L'Argentine remercie les délégations qui ont fait inscrire ce point à l'ordre du jour. Comme nous l'avons déclaré précédemment au présent conseil, et au Comité des obstacles techniques au commerce, l'Argentine réitère sa préoccupation au sujet de l'incertitude que ces mesures suscitent pour nos exportateurs et demande aux autorités indiennes de les réexaminer.

28.16. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

28.17. L'Inde souhaiterait remercier les délégations qui ont pris la parole pour l'intérêt qu'elles continuent de porter à cette question. Comme cela a été expliqué lors de précédentes réunions du Conseil du commerce des marchandises, ainsi que du Comité de l'accès aux marchés, les mesures adoptées par l'Inde sont prises dans le but de maintenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit d'un domaine qui revêt une grande importance pour notre économie et les politiques relatives aux importations sont régulièrement revues et mises à jour.

28.18. Les mesures commerciales applicables aux légumineuses sont conformes aux Accords pertinents de l'OMC et aux procédures prévues dans ces accords. Ma délégation prie instamment les délégations ayant demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour d'indiquer spécifiquement les problèmes auxquels leurs exportateurs sont confrontés et de les quantifier. En l'absence de ces renseignements, il serait déplorable que cette préoccupation commerciale spécifique continue encore d'être soulevée à d'autres réunions des organes permanents de l'OMC.

28.19. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

29 ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

29.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

29.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

29.3. L'Union européenne réitère une fois de plus sa préoccupation concernant les restrictions à l'importation de pommes et de poires en provenance de l'UE imposées par les États-Unis. Ces derniers n'avaient toujours pas réglé la question de cet obstacle injustifié. Cette préoccupation de longue date avait été soulevée à de multiples reprises au présent conseil ainsi qu'au Comité SPS.

29.4. Tout le travail scientifique nécessaire avait été effectué et les États-Unis avaient finalisé leur évaluation scientifique en concluant il y a déjà plusieurs années que les pommes et les poires en provenance de l'UE pouvaient être importées aux États-Unis en toute sécurité dans le cadre de l'approche systémique acceptée. La seule étape qui reste est purement administrative car elle exige la publication d'un avis final. La publication de cet avis est bloquée par les États-Unis alors qu'aucune question scientifique ne justifie un tel retard, puisque tout le travail technique a été complété de manière satisfaisante. Les États-Unis font ainsi abstraction de leur propre évaluation des risques réalisée au niveau technique. Et, par conséquent, ils ne respectent pas les obligations leur incombant au titre de l'Accord SPS.

29.5. L'UE réitère sa demande et prie instamment les États-Unis de respecter leurs obligations au titre de l'Accord SPS. Elle les exhorte en outre à fonder leurs conditions d'importation sur des données scientifiques et à régler cette question importante sans plus tarder. L'UE espère continuer de travailler avec les États-Unis dans le but de résoudre rapidement ce problème.

29.6. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

29.7. Les États-Unis remercient l'Union européenne pour l'intérêt qu'elle continue de porter à la demande de huit de ses membres concernant l'exportation de pommes et de poires aux États-Unis selon une approche systémique. Le Département de l'agriculture des États-Unis poursuit le traitement de cette demande conformément à ses procédures administratives. Nous faisons observer une fois de plus que l'UE a la possibilité d'exporter des pommes et des poires aux États-Unis dans le cadre du programme de prédédouanement existant.

29.8. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

30 PAKISTAN – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE BIENS DE CONSOMMATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

30.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

30.2. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

30.3. L'Union européenne tient à rappeler sa grave préoccupation concernant la publication fréquente de nouveaux décrets réglementaires spéciaux (SRO), qui nuisent fortement à la transparence et à la prévisibilité juridique. Ces droits régulateurs ont soumis les importations à des interdictions ou des restrictions et ont affecté les entreprises et les consommateurs du Pakistan, ce qui avait eu d'autres conséquences négatives sur la compétitivité nationale et l'environnement économique. Nous avons remarqué que les droits régulateurs introduits par le Pakistan en juin dernier, au titre du SRO n° 966, et de ses modifications ultérieures, bien que d'un caractère temporaire, avaient en outre été prorogés jusqu'à la fin mars, en vertu des nouveaux SRO n° 204 et 205, pris le 20 février 2023. Par conséquent, nous voudrions demander au Pakistan de confirmer que ces mesures ne seront pas prorogées ni remplacées par de nouvelles mesures.

30.4. Le nouveau SRO n° 297(1)/2023, adopté par les autorités pakistanaises le 8 mars 2023, est une autre source de préoccupation, car il stipule que "la taxe sur les ventes sera perçue, recouvrée et acquittée au taux de 25% de la valeur des marchandises importées et vendues ultérieurement ou du prix de détail ...". Conformément à la Loi de 1990 relative à la taxe sur les ventes du Pakistan, la taxe sur les ventes était perçue au taux de 17% sur les produits importés et de fabrication nationale, alors que le nouveau SRO semble introduire une approche discriminatoire entre les deux catégories, ce qui est incompatible avec le principe du traitement national.

30.5. Nous souhaiterions inviter le Pakistan à fournir d'autres éclaircissements sur cette question. L'UE est prête à travailler de concert avec le Pakistan pour supprimer ces restrictions car elles sont préjudiciables aux consommateurs et aux exportateurs, et en même temps elles n'ont pas aidé à remédier durablement aux déséquilibres budgétaires et au déficit budgétaire.

30.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

31 AUSTRALIE, CANADA, ÉTATS-UNIS, JAPON, NOUVELLE-ZÉLANDE, ROYAUME-UNI, SUISSE ET UNION EUROPÉENNE – MESURES DE RESTRICTION DU COMMERCE PRISES UNILATÉRALEMENT – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

31.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

31.2. Le délégué de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

31.3. La Fédération de Russie réitère les déclarations concernant les mesures de restriction du commerce prises unilatéralement qu'elle avait faites lors de réunions antérieures du CCM. Le nombre

de mesures antirusses imposées par l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, la Suisse et l'Union européenne continue de croître rapidement. Aujourd'hui, ce nombre s'approche des 3 000.

31.4. Depuis le début de l'année, cette longue liste de mesures a été complétée par de nouvelles interdictions d'exporter certains produits industriels et médicaux, d'autres interdictions d'importer des produits minéraux en provenance de Russie, et un certain nombre de nouvelles mesures de restriction ciblant de grandes banques, des instituts de recherche et des sociétés commerciales de la Russie. Ces mesures ne sont pas seulement incompatibles avec les règles de l'OMC, elles aggravent également les crises économique, énergétique et alimentaire mondiales, et causent des préjudices irréparables à l'économie mondiale. Malgré cela, nous avons été témoins d'un certain nombre de tentatives visant à accuser la Russie d'avoir déclenché la crise alimentaire mondiale. Ces tentatives ne sont pas fondées sur une évaluation objective des données de base.

31.5. La hausse des prix des intrants agricoles résulte de la décision prise par certains pays de refuser les hydrocarbures et engrais russes, et d'imposer des restrictions dans les secteurs du transport, de la finance et de l'assurance. La Russie est à la fois un grand producteur et un grand exportateur de blé et d'engrais. Par exemple, les engrais russes permettent de produire 117 millions de tonnes de blé, ou 440 millions de tonnes de maïs, ce qui suffit à nourrir quelque 500 millions de personnes. Les mesures prises à l'encontre de la Russie ont provoqué des hausses des coûts de la logistique et des prix des produits alimentaires, ont réduit la disponibilité de ces produits pour ceux qui sont dans le besoin (à savoir les économies de marché émergentes, et les pays en développement et pays les moins avancés qui sont des importateurs nets de ces produits en provenance de notre pays).

31.6. Même s'il est allégué qu'aucune restriction n'est appliquée, les exportateurs russes font face aux problèmes suivants: augmentation des droits d'importation; ii) blocage des paiements; iii) interdiction d'entrer dans les ports maritimes; iv) restrictions concernant le transport de marchandises et le transport routier, ainsi que les services d'assurance et les services juridiques; v) incapacité d'acheter et de livrer des pièces détachées pour le matériel agricole nécessaire; et vi) mesures restrictives contre des personnes morales et physiques liées, ce qui comprend le gel de leurs actifs et l'interdiction de traiter avec elles. Ces mesures ont entraîné une augmentation des coûts de transaction et l'imposition de restrictions quantitatives *de facto* à la fourniture par la Russie de produits alimentaires et d'engrais, ce qui a provoqué des pénuries mondiales de produits alimentaires et des hausses des prix. Par conséquent, tous les efforts faits afin d'accuser la Russie pour tous les problèmes susmentionnés paraissent ridicules.

31.7. Nous notons aussi que les secteurs ciblés par des sanctions coïncident de manière suspecte avec ceux faisant l'objet des politiques protectionnistes visant traditionnellement la Russie. Ces mesures servent des intérêts commerciaux typiques et modifient les conditions de la concurrence mondiale. Les sanctions restreignent les relations commerciales en permettant à d'autres de poursuivre leurs intérêts économiques. Cette approche fragmente le système commercial multilatéral et sape les fondements de l'OMC qui consistent à résister aux pressions protectionnistes. Le commerce n'est alors ouvert qu'à des Membres faisant partie de "clubs de pays aux vues similaires" spécifiques, ce qui donne lieu à la discrimination et à la distorsion de la concurrence.

31.8. La valeur de l'OMC réside dans la négociation d'accords commerciaux, et dans le règlement des différends et des problèmes commerciaux. Les mesures antirusses continuent de fragiliser le système commercial multilatéral. Le mépris flagrant des règles et principes fondamentaux de l'OMC diminue le rôle de celle-ci en tant que pierre angulaire du système commercial multilatéral. L'imposition unilatérale de mesures commerciales politiquement orientées établit clairement la nouvelle norme selon laquelle aucun Membre n'est à l'abri d'un même traitement illégal.

31.9. Dans ce contexte, la Fédération de Russie appelle les Membres de l'OMC en question à rétablir le fonctionnement harmonieux de l'OMC, et exhorte ces mêmes Membres à lever immédiatement leurs mesures unilatérales de restriction du commerce, y compris celles qui ont des conséquences extraterritoriales, et à mettre un terme à leurs actions coercitives destinées à forcer d'autres Membres de l'OMC à les imiter.

31.10. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

31.11. L'exposé déconnecté de la réalité que nous venons tout juste d'entendre de la part de la Russie était, franchement, aussi peu convaincant que trompeur. Il est certain que le Royaume-Uni ne fera pas abstraction des tentatives vaines, et manifestement peu plausibles, de la Russie de désinformer les Membres, de les distraire et de détourner leur attention des conséquences de son invasion injustifiée et illégale de l'Ukraine qui en est maintenant à son 403^{ème} jour.

31.12. Le fait est que c'est la Russie qui est la seule responsable de l'aggravation des répercussions mondiales de la guerre qu'elle a choisi de mener contre l'Ukraine, dont les incidences ont été mises en évidence par de multiples organisations internationales, notamment la Banque mondiale en octobre. De fait, contrairement au fragile écran de fumée des mensonges de la Russie, c'est la dure réalité des faits bruts qui ressort très clairement.

31.13. Le fait est que le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies a confirmé que la guerre menée par la Russie avait tué 8 000 civils en Ukraine. Expliquant en février dernier que ce chiffre était la "pointe de l'iceberg", la Haute Commissaire des Nations Unies a qualifié le tribut payé par les civils d'"insupportable". Et c'est le cas. Pour toutes les personnes présentes dans cette salle, c'est un rappel réaliste des terribles souffrances que continue de subir l'Ukraine.

31.14. Le fait est que la Russie a anéanti les capacités d'exportation de céréales de l'Ukraine. Les actes de la Russie ont rendu inutilisables plus de 5 millions d'hectares de terres agricoles en Ukraine. La Russie a détruit ou endommagé 84 000 unités de machines agricoles ukrainiennes. Et, alors que les missiles, les mines terrestres et les tanks russes continuent de provoquer le déplacement d'Ukrainiens, de les empêcher de planter et récolter des produits alimentaires, et de détruire les infrastructures ukrainiennes, les effets catastrophiques sur la sécurité alimentaire mondiale continueront de s'aggraver.

31.15. Le fait est que l'incidence est déjà désastreuse. Après l'invasion en 2022, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies a dit que près de 70 millions de personnes étaient au bord de la famine en raison de la guerre. Et le Groupe de réponse à la crise mondiale a récemment prévu que 19 autres millions de personnes seraient affectées par une sous-alimentation chronique en 2023 à cause de la guerre de la Russie.

31.16. Et, en réponse à une crise alimentaire mondiale en forte croissance, envenimée par cette guerre, le fait est que la Russie choisit d'aggraver une situation critique. Parce que, ayant unilatéralement réduit l'offre mondiale, et, fait alors augmenter la demande, et stimulé les hausses de prix des produits alimentaires, la Russie a, ainsi que le prévoit sa législation, pris des mesures unilatérales qui font augmenter encore plus les prix mondiaux des produits agroalimentaires.

31.17. La Russie l'a fait en imposant des restrictions à ses propres exportations. Ces mesures s'appliquent à de nombreux produits agricoles, y compris les engrais, le sucre blanc, le sucre de canne brut, le blé, le seigle, le méteil, l'orge, le maïs, le riz, l'huile et les graines de tournesol, et l'huile et les graines de colza. Là encore, les faits parlent d'eux-mêmes. Et le Royaume-Uni continuera de focaliser l'attention sur cette utilisation délibérée des produits alimentaires comme armes.

31.18. Voici donc les faits créés par les conséquences de la guerre menée par la Russie. Mais il nous faut aussi aborder la question des fausses informations que la Russie fait circuler sur les sanctions du Royaume-Uni. Le fait est que la cible des sanctions du Royaume-Uni c'est la machine de guerre de Poutine. Ce ne sont pas les secteurs mondiaux de l'alimentation et des engrais. Et, contrairement à la Russie, le Royaume-Uni n'impose aucune restriction unilatérale sur les exportations mondiales de produits agroalimentaires.

31.19. Ainsi, comme le prévoit notre droit, le Royaume-Uni n'a pas imposé de sanctions visant les exportations de produits alimentaires ou d'engrais de la Russie vers des pays tiers. Si quelqu'un cherche à obtenir davantage de renseignements sur la façon dont nous sommes parvenus à le faire, nous restons à la disposition des Membres pour leur expliquer les mesures d'atténuation claires et évidentes spécifiquement conçues que nous avons prises pour éviter toute incidence non intentionnelle sur les exportations de produits alimentaires russes.

31.20. Pour ce qui est de l'avenir, et en ce qui concerne la crise, le Royaume-Uni continuera de faire tout ce qu'il peut pour soutenir la résilience en matière de sécurité alimentaire dans le monde, y compris le versement de fonds d'une valeur de 230 millions d'USD au Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), d'une valeur de 20 millions d'USD pour accroître la production alimentaire dans les pays vulnérables, et de près de 180 millions d'USD pour lutter contre les crises humanitaires en Afrique de l'Est.

31.21. En conclusion, nous tenons à réaffirmer que le Royaume-Uni se tiendra aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. Nous continuerons de travailler de concert avec nos partenaires internationaux pour nous assurer que Poutine et sa machine de guerre soient le plus possible tenus à l'œil au niveau international, jusqu'à ce qu'il retire ses troupes et mette fin à cette guerre injuste et illégale en Ukraine.

31.22. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

31.23. L'Union européenne condamne une fois de plus avec la plus grande fermeté la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine qui, de manière délibérée, viole la Charte des Nations Unies et fait fi de l'ordre international fondé sur des règles. Cette guerre porte atteinte à la sécurité et stabilité internationales, et n'a pas sa place au XXI^e siècle. L'Union européenne soutient de manière indéfectible l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le droit de légitime défense de l'Ukraine.

31.24. Par conséquent, l'Union européenne reste déterminée à maintenir et intensifier la pression collective sur la Russie, y compris au moyen du recours à d'éventuelles mesures restrictives additionnelles, et à continuer de s'employer avec ses partenaires au plafonnement des prix du pétrole. Nous poursuivrons nos efforts en vue de veiller à l'application effective des sanctions.

31.25. Nous condamnons fermement les tentatives de désinformation de la Russie qui impute aux sanctions internationales l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Nos sanctions, qui ne ciblent ni le commerce des produits agricoles, alimentaires ou médicaux, ni le commerce de la Russie avec des pays tiers, n'en sont pas responsables. C'est la Russie, en utilisant les produits alimentaires comme une arme dans sa guerre contre l'Ukraine qui est la seule responsable de l'insécurité alimentaire mondiale que cette guerre a provoquée.

31.26. Dans ce contexte, l'UE ne relâchera pas ses efforts pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale grâce, entre autres, à l'Initiative céréalière de la mer Noire des Nations Unies, aux corridors de solidarité de l'UE et aux initiatives ukrainiennes relatives aux "Céréales d'Ukraine". Il est essentiel de garantir le maintien de la disponibilité et du prix abordable des produits agricoles pour les pays qui sont le plus dans le besoin.

31.27. L'UE a pris toutes ses mesures d'une manière tout à fait transparente. Les mesures pertinentes de l'UE peuvent être consultées par le public, y compris dans ses notifications au Comité de l'accès aux marchés.

31.28. L'UE appelle la Russie à cesser ses actes d'agression et à retirer ses troupes de l'Ukraine. La Russie doit mettre fin aux actes qui mettent les civils en danger et se conformer au droit humanitaire international, et respecter pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

31.29. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

31.30. Nous condamnons l'agression injustifiable, non provoquée et illégale de la Russie contre l'Ukraine indépendante et souveraine, et les souffrances et pertes de vies qu'elle continue de causer. Nous ne ménagerons aucun effort pour tenir le Président Poutine, et les architectes et partisans de cette agression, responsables de leurs actes. Nous soulignons notre détermination à faire subir à la Russie de graves conséquences économiques et financières. Comme nous l'avons dit auparavant, la Russie se plaint d'une situation dont elle est l'artisan et essaie de rejeter la faute sur d'autres pour les morts et la destruction qu'elle a causés.

31.31. C'est la Russie qui a déclenché cette guerre; c'est elle qui la perpétue; c'est elle qui a tenté d'annexer illégalement des parties de l'Ukraine; c'est elle qui continue de détruire les infrastructures

agricoles et énergétiques de l'Ukraine; et c'est elle qui continue de diffuser de fausses informations selon lesquelles les sanctions occidentales sont à l'origine de l'insécurité alimentaire mondiale alors que nous avons très clairement indiqué que les banques, les assureurs, les expéditeurs et d'autres acteurs pouvaient continuer de fournir des produits alimentaires et des engrais russes au monde. En somme, la Russie, s'appuyant sur la complicité du Bélarus, est responsable de la majeure partie des ravages et perturbations dont souffre le monde.

31.32. Les États-Unis continueront à condamner la guerre brutale, non provoquée et injustifiée menée par Poutine contre l'Ukraine. Ils continueront de soutenir les efforts courageux de l'Ukraine pour se défendre, maintenir son intégrité territoriale et protéger sa population. Ils continueront de travailler avec leurs partenaires et alliés pour maintenir et intensifier la pression internationale sur le régime du Président Poutine et ses complices du Bélarus, aussi longtemps que nécessaire.

31.33. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

31.34. Le Canada continue de ne pas dialoguer comme si de rien n'était avec la délégation de la Russie à l'OMC, compte tenu de la guerre d'agression non provoquée, injustifiée et illégale que la Russie mène en Ukraine.

31.35. Aucune désinformation ne peut dissimuler la culpabilité de la Russie; elle est la seule responsable de cette crise, et non les sanctions occidentales qui visent uniquement à mettre un terme à la guerre injuste et brutale menée par la Russie en Ukraine. Les efforts faits par la Russie pour attribuer cette crise aux sanctions occidentales sont simplement des tentatives visant à détourner le discours de ses propres actes. C'est l'invasion en cours de la Russie qui a considérablement perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales et créé une forte incertitude dans le commerce international, tout en faisant grimper le coût des produits alimentaires et de l'énergie.

31.36. Le soutien du Canada envers l'Ukraine et son peuple est inébranlable, et nous nous emploierons à trouver des moyens d'utiliser le commerce pour aider l'Ukraine à reconstruire son économie et sa société.

31.37. La crise alimentaire qui ne cesse d'évoluer reste une priorité absolue pour le Canada et d'autres donateurs comme le démontre le fait que les ordres du jour des réunions du G-7 et du G-20 continuent de la prioriser en 2023.

31.38. Le Canada continuera d'aider les partenaires humanitaires tels que le Programme alimentaire mondial à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels urgents du nombre croissant de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Il a pris d'importants nouveaux engagements en matière d'aide humanitaire pour l'alimentation et la nutrition, dont l'allocation d'un financement record de 650 millions d'USD en 2022, et il continue de fournir une aide au développement à plus long terme pour s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la malnutrition.

31.39. Le Canada appuie également les efforts visant à atténuer les déficits d'exportation résultant de l'invasion de l'Ukraine et à réduire les prix mondiaux des produits alimentaires, y compris au moyen des corridors de solidarité de l'UE et de l'Initiative céréalière de la mer Noire. Nous continuerons à prendre les mesures que nous jugeons nécessaires pour protéger nos intérêts essentiels en matière de sécurité et nous collaborerons étroitement avec des partenaires aux vues similaires afin de promouvoir la paix et la sécurité pour tous les États et leurs citoyens. Enfin, nous appelons une fois de plus la Russie à cesser immédiatement tous les actes hostiles contre l'Ukraine.

31.40. Le délégué de la Norvège a indiqué ce qui suit:

31.41. La Norvège met en œuvre des mesures restrictives tout comme d'autres Membres cités au titre du point 31 de l'ordre du jour. Ces mesures ont été prises en réponse à l'invasion militaire non provoquée de l'Ukraine par la Russie et à ses tentatives illégales d'annexer des territoires ukrainiens, que la Norvège condamne avec la plus grande fermeté possible. Les mesures restrictives visent la machine de guerre de la Russie. Nous sommes consternés par la guerre d'agression continue menée par la Russie, qui constitue une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. La Russie est la seule responsable des conséquences mondiales de cette agression.

31.42. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

31.43. La Suisse condamne l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine avec la plus grande fermeté et appelle la Russie à prendre des mesures de désescalade militaire, à cesser les hostilités et à retirer immédiatement ses troupes du territoire ukrainien. La poursuite de cette attaque militaire constitue une violation flagrante du droit international, notamment de l'interdiction du recours à la force et du principe de l'intégrité territoriale des États ainsi que de l'obligation de protection de la population civile. La Suisse appelle tous les acteurs à respecter le droit international, notamment le droit international humanitaire.

31.44. Face à l'agression militaire russe, la Suisse a pris un certain nombre de mesures économiques. Nous signalons qu'elles ne concernent ni les denrées alimentaires ni les engrais et nous soulignons que ces mesures sont de nature exceptionnelle. Elles ont été prises en raison de la violation du droit international commise par la Russie et en accord avec le droit international, y inclus le droit de l'OMC.

31.45. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

31.46. Comme d'autres Membres ayant pris la parole, l'Australie condamne une fois de plus dans les termes les plus fermes possibles l'invasion à grande échelle illégale et immorale de l'Ukraine par la Russie. Cette invasion constitue une violation flagrante du droit international. L'Australie soutient fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

31.47. L'Australie a imposé une série exhaustive de mesures à l'encontre de la Russie suite à son invasion de l'Ukraine, y compris plus de 1 000 sanctions financières et mesures commerciales ciblées telles les suivantes: i) interdiction d'importer du pétrole, des produits pétroliers raffinés, du charbon et du gaz russes (à compter du 25 avril); ii) interdiction d'exporter de l'alumine et de la bauxite vers la Russie (à compter du 20 mars); iii) interdiction d'exporter certains produits de luxe en Russie, dont le vin et les produits cosmétiques (à compter du 7 avril); et iv) refus d'octroyer à la Russie l'accès au traitement tarifaire de la nation la plus favorisée et imposition d'un droit de douane supplémentaire de 35% sur ses produits. L'Australie a notifié ces mesures commerciales à l'OMC à des fins de transparence, qui est une obligation importante imposée à tous les Membres que l'Australie prend au sérieux. Elle s'est aussi associée à des partenaires aux vues similaires pour interdire l'importation d'or russe, afin de réduire la capacité de la Russie de financer sa guerre.

31.48. Ces mesures sont justifiées au vu de l'invasion sans précédent lancée par la Russie et elles sont justifiées en vertu des règles de l'OMC, en particulier de l'article XXI du GATT de 1994. Les produits alimentaires et agricoles (à l'exception d'un nombre limité de produits de luxe tels que le homard et le caviar) ne sont pas visés par les sanctions de l'Australie.

31.49. Ce sont plutôt les propres décisions de la Russie qui limitent sa contribution aux stocks mondiaux de produits alimentaires, y compris l'imposition de restrictions sur ses propres exportations. L'invasion illégale de la Russie aggrave aussi les souffrances humaines et exacerbe la crise mondiale en matière de sécurité alimentaire et énergétique en détruisant les terres et installations agricoles qui permettent à l'Ukraine de transformer et exporter des aliments de base et en perturbant le commerce ordinaire par la mer Noire.

31.50. L'Australie est déterminée à renforcer l'ordre mondial fondé sur des règles et est un partenaire qui est disposé et apte à travailler avec tous les pays qui veulent un monde pacifique et prospère, où la souveraineté de chacun est respectée.

31.51. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

31.52. L'agression de l'Ukraine par la Russie porte clairement atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et constitue une grave violation de la Charte des Nations Unies, qui interdit le recours à la force. Le Japon n'acceptera jamais cette tentative unilatérale de modifier le statu quo par la force; il s'agit d'une situation extrêmement grave qui ébranle le fondement même de l'ordre international. Le Japon condamne les actes de la Russie avec la plus grande fermeté.

31.53. En réponse à l'agression de la Russie, le Japon met en œuvre des sanctions rigoureuses en étroite coopération avec la communauté internationale, dont le G-7. Nous continuons de travailler

avec nos partenaires, y compris les organisations internationales, afin de répondre de manière proactive à l'incidence de l'agression de l'Ukraine par la Russie dans des domaines comme l'énergie et les denrées alimentaires, entre autres, dans de nombreux pays. Le Japon et d'autres pays s'emploient rigoureusement à remédier à la situation en imposant des sanctions qui n'entravent pas la fourniture de l'aide humanitaire ni le commerce mondial de produits agricoles.

31.54. Nous insistons sur le fait que la Fédération de Russie doit mettre fin sans délai à son agression militaire contre l'Ukraine et retirer immédiatement ses troupes. Nous sommes fermement convaincus que la Fédération de Russie doit répondre de ses actes et mettre fin à ses agissements qui portent atteinte à la paix et à la sécurité.

31.55. La déléguée de l'Ukraine a indiqué ce qui suit:

31.56. L'Ukraine tient à souligner une fois de plus que la principale raison pour laquelle des mesures de restriction du commerce sont imposées à la Russie est la guerre d'agression illégale et injustifiable que celle-ci mène contre l'Ukraine, et qui constitue une violation flagrante du droit international et porte atteinte à l'ordre international fondé sur des règles.

31.57. La Russie a commencé et poursuit la guerre, et maintenant elle en rejette la faute sur tout un chacun sauf elle-même et diffuse la fausse information selon laquelle ce sont les sanctions qui causent et aggravent les crises. Les sanctions imposées à cause de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie ont été mises en place dans le respect du droit international, y compris le droit de l'OMC. Aucune désinformation ne peut dissimuler le vrai coupable; la Russie est la seule responsable de la guerre et de l'aggravation des crises auxquelles nous sommes confrontés.

31.58. Toutes ces mesures économiques visent à mettre fin à cette guerre et à ne pas entraver le commerce des produits agricoles, alimentaires ou médicaux. La Russie elle-même se sert de l'insécurité alimentaire comme d'une nouvelle arme. Par exemple, la quantité de produits alimentaires ukrainiens exportés par la mer pourrait être considérablement plus élevée si ce n'était de la politique de la Russie qui consiste à retarder l'inspection des navires. La destruction délibérée des infrastructures agricoles ukrainiennes, y compris des installations de transport et de stockage, par la Russie peut difficilement contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

31.59. Nous sommes convaincus que le régime de sanctions devrait non seulement être maintenu, mais également renforcé afin de restreindre la capacité de la Russie de financer sa guerre. Nous nous attendons à ce que la coalition de pays imposant des sanctions soit élargie et espérons que d'autres Membres de l'OMC s'y associeront et cesseront de fournir un soutien matériel à la guerre menée par la Russie. Il est aussi essentiel de contrecarrer les efforts faits par la Russie pour contourner les sanctions existantes.

31.60. Nous exprimons une fois de plus notre gratitude à tous nos partenaires pour leur total soutien et appelons les autres Membres de l'OMC à exercer davantage de pression sur la Russie pour mettre fin à sa capacité de faire la guerre et de saper le système commercial multilatéral fondé sur des règles conçu pour le développement durable, lequel est impossible en l'absence de paix et de stabilité.

31.61. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

31.62. La Nouvelle-Zélande continue de s'associer à la communauté internationale pour faire en sorte que la Russie réponde de ses violations du droit humanitaire et international de par son invasion illégale et non provoquée de l'Ukraine, que la Nouvelle-Zélande condamne sans équivoque. À l'instar d'autres intervenants, la Nouvelle-Zélande a imposé des sanctions à la Russie de manière transparente dans un seul but, à savoir mettre un terme à cette guerre. Les sanctions n'ont pas pour but de perturber le commerce des produits essentiels.

31.63. Soyons clairs. C'est l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a sérieusement ébranlé la paix, la sécurité et la stabilité économique au niveau mondial et a aussi créé de l'incertitude et une volatilité des prix et de l'offre de produits alimentaires dans le monde. Nous sommes atterrés par les informations faisant état d'attaques dévastatrices et surnoisées des troupes russes contre la population ukrainienne, y compris par les preuves de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, ainsi que par la destruction des infrastructures civiles, dont le réseau énergétique, des

hôpitaux, des écoles et des habitations. Nous ne ménagerons aucun effort pour que les responsables de cette agression répondent de leurs actes.

31.64. Nous sommes pleinement solidaires de l'Ukraine et de son peuple, et réaffirmons notre soutien indéfectible en faveur de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

31.65. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

31.66. La République de Corée condamne avec force l'invasion armée lancée par la Russie contre l'Ukraine. En ce qui concerne le point de l'ordre du jour actuellement à l'examen, la Corée estime qu'il est essentiel de se concentrer sur l'origine même de la situation des chaînes d'approvisionnement mondiales dans de nombreux secteurs, qui s'aggrave grandement, constituant une menace notable pour l'ordre commercial mondial fondé sur des règles dans le cadre de l'OMC. Le moyen d'en finir est de mettre fin à l'action militaire de la Russie en Ukraine.

31.67. Le délégué de la République bolivarienne du Venezuela a indiqué ce qui suit:

31.68. Nous tenons à exprimer une fois de plus notre gratitude à la Fédération de Russie pour avoir soulevé à la réunion en cours une question qui est très sensible pour ma délégation. Comme nous l'avons indiqué à de précédentes occasions, voilà des années que le Venezuela met en garde contre la prolifération des mesures coercitives unilatérales. Depuis 2015 au moins, soit depuis sept ans, le Venezuela subit une attaque multidimensionnelle, à la fois financière, commerciale, économique et patrimoniale, qui a occasionné des pertes de plusieurs millions de dollars. En conséquence, les revenus du Venezuela ont été réduits de 99%, et les incidences préjudiciables se sont étendues à tous les domaines, notamment aux secteurs de l'alimentation, de la santé, des transports, des communications et des technologies. Nous sommes les témoins directs des dommages collatéraux que ce type de mesures cause non seulement à la population du pays concerné mais également aux autres économies, provoquant des perturbations de toutes sortes, y compris des distorsions des échanges.

31.69. Nous tenons à réitérer que l'OMC s'était révélée être une organisation essentiellement guidée par des considérations économiques et des règles juridiques solides. La définition même de l'unilatéralisme implique un comportement qui viole les principes et les règles. À cet égard, nous appelons à un retour au multilatéralisme, qui constitue le meilleur moyen de résoudre nos divergences, et nous appelons à un système commercial multilatéral prévisible, transparent, inclusif et fondé sur des règles convenues par consensus.

31.70. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

32 UNION EUROPÉENNE – PROJET DE RÈGLEMENT (UE) DE LA COMMISSION MODIFIANT LES ANNEXES II ET V DU RÈGLEMENT (CE) N° 396/2005 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL EN CE QUI CONCERNE LES LMR POUR LA CLOTHIANIDINE ET LE THIAMÉTHOXAME PRÉSENTS DANS OU SUR CERTAINS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

32.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

32.2. Le délégué des États-Unis a indiqué ce qui suit:

32.3. Les États-Unis partagent les préoccupations de l'UE au sujet de la santé des pollinisateurs et nous nous employons activement à protéger les abeilles et les autres pollinisateurs aux États-Unis. À ce jour, la communauté scientifique et les organismes de réglementation ont constaté que des interactions complexes entre de multiples facteurs influent sur la santé des pollinisateurs, y compris la santé des abeilles.

32.4. Compte tenu de l'importance cruciale des pesticides visés par le Règlement, dans le cadre de programmes au titre de la Lutte antiparasitaire intégrée (LAI) concernant des cultures qui sont exportées vers l'UE par de nombreux pays, il apparaît que la mesure projetée constitue un obstacle important au commerce international et à la production de produits agricoles.

32.5. L'utilisation des LMR de pesticides a pour objet de gérer, à leur arrivée sur le marché, le risque en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires que présentent les produits alimentaires importés ayant fait l'objet d'un traitement. Les LMR ne sont pas conçues pour être un outil de gestion de la sécurité environnementale, et leur emploi à cette fin peut avoir des conséquences imprévues qui pourraient compromettre l'élaboration et l'utilisation de normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

32.6. Aux réunions de mars des Comités SPS et OTC, nous avons de nouveau demandé à l'UE d'expliquer en quoi les conclusions de ces évaluations des risques étayaient l'abaissement des LMR à la limite de détection pour les produits visés. Nous avons demandé en outre à l'UE de fournir les analyses et études qu'elle avait effectuées en vue d'examiner les systèmes de production en dehors de l'UE.

32.7. Les États-Unis sont préoccupés par l'absence manifeste de renseignements scientifiques ou techniques qui démontrent en quoi l'abaissement de ces LMR à la limite de détection contribue à l'objectif de protection des pollinisateurs, y compris des abeilles. Nous avons aussi des doutes quant aux critères objectifs que l'UE utilisera pour évaluer les demandes de tolérances à l'importation au titre du Règlement et nous demandons à l'UE de fournir des renseignements plus détaillés sur ces critères.

32.8. En l'absence de renseignements scientifiques ou techniques indiquant de quelle manière l'abaissement des LMR à la limite de détection pour les produits visés contribue à l'objectif de protection des pollinisateurs, y compris des abeilles, les États-Unis demandent à l'UE de maintenir ses LMR actuelles pour la clothianidine et le thiaméthoxame.

32.9. Les défis environnementaux complexes nécessitent la collaboration de l'ensemble de la communauté mondiale; les approches unilatérales fondées sur des données scientifiques incomplètes peuvent compliquer ou retarder davantage les progrès significatifs sur ces questions urgentes, tout en affectant inutilement la production et le commerce des produits agricoles. À la place du projet de règlement de l'UE, les États-Unis accueilleraient favorablement une approche collaborative de la protection des pollinisateurs, à laquelle ils pourraient contribuer par des ressources, des services d'experts et de nouvelles idées.

32.10. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

32.11. L'Uruguay exprime de nouveau sa préoccupation concernant l'approbation, sans modification de fond, du Règlement n° 2023/334 modifiant les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame, malgré les nombreuses observations formulées par quelque 20 partenaires commerciaux participant au processus de consultation susmentionné et par de nombreux Membres de l'OMC à de récentes réunions du Conseil du commerce des marchandises, du Comité SPS, du Comité OTC et du Comité de l'accès aux marchés.

32.12. L'Uruguay croit comprendre que l'établissement de LMR est un outil conçu pour protéger la santé des consommateurs des risques posés par l'ingestion et qu'il entre donc naturellement dans le champ d'application de l'Accord SPS. L'organisme international de référence pour ces questions est la Commission du Codex Alimentarius, devant laquelle les questions relatives à la santé sont traitées de manière globale en ce qui concerne l'adoption de LMR.

32.13. Sans préjudice des autres normes européennes du cadre réglementaire européen vaste et complexe, la règle principale et spécifique concernant les LMR pour les pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux est l'article 3 d) du Règlement n° 396/2005, qui définit les LMR comme suit: "une concentration maximale du résidu d'un pesticide autorisée dans ou sur des denrées alimentaires ou aliments pour animaux, fixée conformément au présent règlement, sur la base des BPA et de l'exposition la plus faible possible permettant de protéger tous les consommateurs vulnérables".

32.14. L'Uruguay partage les préoccupations relatives à la promotion de la protection des pollinisateurs, conformément à la protection de l'environnement et de la biodiversité, et soutient l'établissement d'environnements réglementaires fondés sur des critères scientifiques, afin que la sécurité alimentaire ne soit pas menacée et que des obstacles au commerce ne soient pas érigés. À cet égard, l'Uruguay réaffirme sa volonté de coopérer avec les autres Membres, y compris l'UE, pour

trouver des mécanismes qui puissent être utilisés pour atteindre ces objectifs sans créer de restrictions non nécessaires au commerce, tout en garantissant la préservation de l'environnement et la protection de la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux.

32.15. Cependant, l'Uruguay a encore des doutes quant à la pertinence et au fondement juridique, tant au niveau des règles de l'UE que de celles de l'OMC, d'un abaissement des LMR jusqu'à la limite de détection sur la base de "préoccupations environnementales de nature mondiale" ou d'autres questions qui ne sont pas liées à la santé des personnes.

32.16. Si nous avons conscience de l'importance des aspects environnementaux, nous croyons cependant comprendre que ces aspects ne font pas partie du processus d'établissement des LMR mais qu'ils sont et doivent être traités par les pays individuellement sur leur territoire en utilisant les outils appropriés, en fonction de leurs propres systèmes de production et de réglementation, de leurs propres conditions environnementales et de leurs propres politiques. Cette approche a été ratifiée par le Secrétariat du Codex, qui a confirmé que les questions environnementales n'étaient à l'heure actuelle pas prises en compte dans les analyses des risques utilisées pour les produits phytosanitaires dans le cadre du Codex.

32.17. En résumé, l'Uruguay estime que les LMR doivent être établies sur la base d'une évaluation des risques dans le but de protéger la santé des consommateurs, et non à des fins de protection de l'environnement. De même, il voudrait souligner que les mesures sanitaires et phytosanitaires adoptées ou mises en œuvre par les Membres de l'OMC, tels que l'UE, doivent être adaptées aux objectifs fixés à l'Annexe A, paragraphe 1, de l'Accord SPS, et conformes aux autres obligations de fond créées par cet accord, telles que celles concernant l'harmonisation internationale, le fait d'éviter les approches restreignant inutilement les échanges, et la transparence, ainsi qu'aux obligations correspondantes découlant du GATT de 1994.

32.18. Enfin, nous réaffirmons notre intérêt pour le suivi de l'examen futur des demandes d'autorisation d'urgence pour ces substances et d'autres substances soumises à des restrictions en vertu des règlements au niveau communautaire, compte tenu du récent jugement de la CJUE du 19 janvier 2023.

32.19. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

32.20. Le Paraguay exprime de nouveau sa préoccupation au sujet de l'allégation de l'UE concernant l'utilisation des LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame, non pour protéger les consommateurs européens, mais comme moyen de réglementer l'utilisation de néonicotinoïdes dans les processus et méthodes de production dans les pays tiers. Le Paraguay est aussi très préoccupé par la compatibilité de la mesure notifiée par l'UE avec les obligations relatives à l'accès aux marchés et à la non-discrimination dans le cadre des règles de l'OMC.

32.21. Le Paraguay a lui aussi un intérêt véritable pour la préservation de l'environnement et de la biodiversité, et il accorde la primauté à la protection de la santé des personnes et des animaux et à la préservation des végétaux, y compris la protection des pollinisateurs, qui jouent aussi un rôle essentiel dans la production alimentaire mondiale et contribuent à un meilleur rendement de cultures importantes sur le plan agronomique. Cependant, chaque pays a ses propres besoins et défis en matière de production agricole, du fait de sa géographie, de son écosystème et de ses capacités scientifiques locales, dans le cadre de l'effort en vue de parvenir à une agriculture durable et de la maintenir. Cette situation est reflétée dans les cadres réglementaires fondés sur des preuves appliqués aux processus d'enregistrement pour évaluer les risques liés aux pesticides et à leur utilisation, y compris l'évaluation des risques pour l'environnement et les pollinisateurs. Par exemple, le cadre européen ne prévoit aucun cas où les BPA permettraient d'appliquer ces substances à des moments où les abeilles ne seraient pas affectées.

32.22. Mon pays, comme plusieurs autres Membres, a fait part de ses observations sur la notification [G/TBT/N/EU/908](#) dans le délai imparti. Cependant, le 27 septembre 2022, le Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux de l'UE a approuvé la proposition visant à réduire les LMR pour ces substances sans modification, ne tenant ainsi pas compte, une fois encore, des observations formulées par ses partenaires commerciaux.

32.23. Le Règlement (UE) n° 2023/334 de la Commission a été approuvé au début de février et j'aimerais souligner que, comme nous l'avons indiqué au Comité SPS et au Comité OTC, il a été fait une référence incorrecte au Paraguay dans la note de bas de page 19, avec une résolution et un ministère qui n'existent pas dans mon pays. Nos représentants à Bruxelles ont déjà déposé les plaintes correspondantes et, bien qu'ils nous aient assuré que des mesures seraient prises pour y remédier, nous souhaiterions obtenir des renseignements actualisés sur l'état d'avancement de la correction et une explication quant à la raison pour laquelle le Paraguay a été inclus à tort dans un règlement qui a été non seulement examiné mais aussi approuvé par le Parlement européen à la demande de la Commission.

32.24. Loin de parvenir à des résultats environnementaux, la mesure servira à imposer des restrictions au commerce international et à rendre les agriculteurs du Paraguay et de la région moins compétitifs que les agriculteurs européens qui n'ont pas à faire face aux mêmes parasites et conditions climatiques pour produire des aliments, et qui pouvaient jusqu'à récemment bénéficier d'autorisations d'urgence pour continuer à utiliser ces substances. En conséquence, nous nous félicitons de la décision de la Cour européenne de justice concernant l'interdiction des autorisations d'urgence pour les néonicotinoïdes qui sont interdits dans l'UE. Elle obligera en fin de compte les producteurs européens à mettre pleinement en œuvre la réglementation européenne. La Commission comprendra peut-être maintenant finalement la nécessité de réexaminer certaines de ses politiques étant donné qu'elles ne sont pas viables pour les systèmes de production, même à l'intérieur de l'Union européenne elle-même.

32.25. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

32.26. Nous remercions la délégation des États-Unis d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour. Les politiques de l'UE en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires ont déjà été examinées au titre du point 8 de l'ordre du jour. La riche discussion a montré l'ampleur des préoccupations des Membres quant aux politiques de l'UE et à l'administration par l'UE de ses politiques relatives aux limites maximales de résidus.

32.27. Ce point particulier de l'ordre du jour a été examiné au Comité de l'agriculture, au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, où nous l'avons soulevé en tant que point distinct, et au Comité des obstacles techniques au commerce. Il s'est vu accordé, au cours des réunions récentes de ces comités, le maximum de temps, et des Membres de tous les continents et présentant une grande diversité de niveaux de développement ont exhorté l'UE à réexaminer ses propositions. Il est regrettable que l'UE prenne l'environnement comme prétexte pour gérer des questions liées aux LMR, sans tenir compte des conditions climatiques, environnementales et du sol uniques qui existent dans différentes parties du monde.

32.28. Le délégué de l'Équateur a indiqué ce qui suit:

32.29. L'Équateur remercie les États-Unis d'avoir fait inscrire cette préoccupation à l'ordre du jour de cette réunion. Ma délégation tient également à exprimer de nouveau sa préoccupation concernant cette question, conformément à ce que nous avons déjà dit devant le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires et le Comité de l'accès aux marchés.

32.30. Nous soulignons que la nouvelle proposition de règlement fausserait l'objectif du Règlement n° 396/2005, puisqu'elle changerait l'approche adoptée en matière de protection des "consommateurs européens" et ajouterait la prise en compte unilatérale de "facteurs environnementaux" dans des pays hors du territoire et de la juridiction des autorités européennes. Une telle approche méconnaît et discrédite l'adéquation des politiques réglementaires des autres pays, qui établissent de manière souveraine les conditions de la production alimentaire et de l'activité agricole dans leur juridiction. Les objectifs extraterritoriaux de l'Union européenne ne semblent pas toujours être compatibles avec les règles de l'OMC ni tenir compte des conditions climatiques et de développement de ses divers partenaires commerciaux.

32.31. Ces mesures imposent une charge encore plus lourde aux petits producteurs, qui tentent encore de se remettre des effets défavorables de la pandémie. L'adaptation à de nouvelles LMR augmenterait le coût ou la quantité des engrais et des pesticides. En effet, la mise au point de nouvelles substances qui remplaceraient celles qui seraient retirées du marché en est au stade

expérimental ou est si onéreuse qu'elles seraient inabordables pour les petits et moyens producteurs.

32.32. L'Équateur est fermement convaincu que la durabilité repose sur trois piliers: social, économique et environnemental. Lors de l'adoption de mesures concernant les LMR, il convient de tenir compte des effets négatifs qu'elles auront sur les autres piliers de la durabilité chez les partenaires commerciaux de l'Union européenne, en particulier les pays en développement. Pour ces raisons, nous exhortons une nouvelle fois l'Union européenne à maintenir les limites maximales actuelles pour les pays tiers, en tant que tolérances à l'importation.

32.33. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

32.34. Nous souhaitons remercier les États-Unis d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour. L'Argentine continue de douter de la compatibilité de cette mesure avec les principes de l'OMC. Nous considérons que la mesure est inappropriée et disproportionnée et que la décision de l'UE est une application extraterritoriale de la loi parce qu'elle a manifestement une incidence sur les décisions des tierces parties et a un effet totalement négatif sur le commerce.

32.35. L'Argentine partage pleinement l'intérêt véritable de l'UE pour l'importance stratégique des pollinisateurs pour l'environnement mondial, et en particulier celle des abeilles pour les écosystèmes et la biodiversité. De même, en tant que grand producteur de denrées alimentaires, elle reconnaît la contribution significative qu'ils apportent à l'agriculture et à la sécurité alimentaire mondiale. C'est pourquoi, à l'instar de nombreux autres pays, nous avons renforcé les mesures visant à fournir aux producteurs les outils nécessaires pour protéger correctement les végétaux, ce qui leur permettra de continuer à produire des denrées alimentaires. Dans le même temps, en adoptant des bonnes pratiques agricoles, nous réduisons les effets sur les pollinisateurs de l'utilisation de certains produits. Toutefois, tout semble suggérer que la mesure notifiée par l'UE, plutôt que protéger l'environnement ou les pollinisateurs, créera un obstacle qui restreindra les possibilités d'exportation vers l'UE pour les producteurs de pays tiers.

32.36. Que l'objectif poursuivi soit légitime ou non, la mesure de l'UE aboutira à une interdiction presque totale d'accéder à son marché pour un vaste ensemble de produits de l'alimentation humaine et animale. En conséquence, nous estimons que l'effet de distorsion du commerce qu'aurait l'abaissement des LMR sur tous les produits concernés par la mesure ne serait pas proportionné par rapport à l'objectif poursuivi par l'UE.

32.37. L'Argentine est tout aussi préoccupée par le fait que la mise en œuvre de la mesure équivaldrait à une restriction déguisée au commerce international, ce qui contreviendrait aux dispositions de l'Accord SPS. L'UE a établi une LMR au niveau de détection pour protéger les abeilles alors que les LMR sont en fait adoptées pour assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires et non pour protéger l'environnement. Le Codex Alimentarius a récemment adopté de nouvelles LMR pour les néonicotinoïdes, démontrant qu'elles sont sans danger pour les consommateurs.

32.38. L'Argentine considère que la mesure adoptée par l'UE n'est pas clairement justifiée et constitue une restriction déguisée au commerce international parce qu'elle est disproportionnée par rapport à son objectif de protection allégué et qu'elle restreint indûment les échanges car elle empêche la commercialisation de tout produit traité avec ces néonicotinoïdes qui peut avoir un taux de résidus supérieur à la limite de quantification, alors que l'UE ne peut pas démontrer que les LMR au niveau établies par le Codex peuvent affecter la santé des consommateurs, ce qui est en fin de compte le but recherché d'une LMR.

32.39. Le délégué du Brésil a indiqué ce qui suit:

32.40. S'agissant du règlement proposé par l'Union européenne, qui retire l'approbation des substances actives thiaméthoxame et clothianidine et restreint les LMR dans certains produits, le Brésil souhaiterait rappeler l'article 2.2 de l'Accord OTC. Nous croyons comprendre que la proposition actuelle de l'UE va à l'encontre de cet engagement, car le soutien à des mesures unilatérales visant à protéger l'environnement dans des pays tiers ne relève pas du champ d'application de l'Accord OTC.

32.41. Outre la nécessité d'une discussion plus approfondie, et reposant sur des bases scientifiques solides, sur les risques auxquels la clothianidine et le thiaméthoxame pourraient exposer les populations d'abeilles dans le monde, le Brésil estime que l'on ne peut pas espérer étendre à tous les pays de la planète des mesures restrictives pour le commerce qui ne tiennent pas compte de la diversité des conditions locales, y compris le climat et les sols. De surcroît, la production agricole de chaque pays est caractérisée par des besoins et des défis différents.

32.42. L'UE affirme que ses mesures restrictives pour le commerce chercheraient à éviter que les effets néfastes sur les abeilles de la production alimentaire de l'UE ne se propagent à la production alimentaire de pays hors de l'UE. Toutefois, de l'avis du Brésil, cette approche ne prend pas en compte de manière appropriée le fait que de nombreux pays, y compris le Brésil, ont des procédures techniques pour l'approbation des substances. De plus, le Brésil estime que, du fait de ses effets extraterritoriaux, le projet de règlement de l'UE va à l'encontre des règles et de la jurisprudence du système commercial multilatéral.

32.43. Le Brésil est aussi préoccupé par le fait que si la proposition actuelle de restriction de l'utilisation de ces substances servait de base à d'autres restrictions similaires, les agriculteurs du Brésil et du monde entier pourraient rencontrer de graves difficultés qui affecteraient leur productivité et leur capacité à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale. Par conséquent, le Brésil demande à la Commission européenne d'envisager une approche plus équilibrée qui soit en harmonie avec les recommandations du Codex Alimentarius concernant les LMR de ces substances. De plus, le Brésil apprécie la possibilité qui lui est donnée de formuler des observations et serait reconnaissant si elles pouvaient être prises en compte et s'il pouvait recevoir une réponse, avant l'adoption du projet notifié.

32.44. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

32.45. L'abaissement des LMR pour les deux principes actifs aux fins de la protection des insectes pollinisateurs en dehors de la région diffère nettement de la méthode précédente d'établissement des LMR aux fins de la protection de la vie ou de la santé des personnes et s'écarte de l'harmonisation internationale des LMR. L'UE affirme que cette mesure est une mesure OTC au motif qu'elle n'est pas directement liée aux questions relatives à la santé des consommateurs et qu'elle vise à protéger l'environnement, mais nous estimons que l'introduction d'une nouvelle approche des mesures affectant des pays tiers, comme les LMR, nécessite des discussions approfondies avec les pays tiers, y compris aux réunions du Comité SPS. L'UE déclare que, s'il n'y a pas de risque pour les pollinisateurs, il est possible de demander une tolérance à l'importation, mais des précisions devraient être apportées.

32.46. Étant donné que les conditions environnementales dans chaque pays sont différentes et que les autorités de chaque pays fixent la méthode d'utilisation des pesticides compte tenu des conditions environnementales, l'UE ne devrait pas prendre de décisions sur les avantages et les inconvénients de l'utilisation des pesticides dans les pays tiers.

32.47. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

32.48. La Nouvelle-Zélande partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres à la suite de l'adoption par l'UE de la proposition notifiée dans le document [G/TBT/N/EU/908](#), qui vise à remédier au déclin des pollinisateurs en abaissant les LMR de deux néonicotinoïdes, la clothianidine et le thiaméthoxame, à la limite de quantification.

32.49. La Nouvelle-Zélande partage l'inquiétude mondiale face au déclin des pollinisateurs étant donné leur contribution vitale aux fonctions des écosystèmes et à la production alimentaire. Cependant, la mesure dans laquelle les pollinisateurs déclinent varie considérablement de par le monde et peut être associée à un éventail de causes différentes. La Nouvelle-Zélande encourage l'UE, et tous les Membres de l'OMC, à régler les questions environnementales de portée mondiale, y compris l'utilisation durable des pesticides, en collaborant avec les partenaires commerciaux dans les instances multilatérales.

32.50. La Nouvelle-Zélande exprime de nouveau les préoccupations soulevées précédemment au Conseil du commerce des marchandises, selon lesquelles l'imposition unilatérale de mesures à l'importation prescriptives, d'une manière telle que celles qui ont été notifiées, ne permet pas

nécessairement d'atteindre l'objectif visé et pourrait créer des obstacles injustifiés au commerce pour les partenaires commerciaux. La Nouvelle-Zélande soutient que les autorités nationales sont les entités les plus à même de prendre des décisions en ce qui concerne l'utilisation durable des pesticides dans leur pays. S'il est noté qu'il existe une grande diversité des systèmes de production et de réglementation des partenaires commerciaux, reflétant la situation qui leur est propre en matière de climat, d'environnement et de parasites et de maladies, entre autres facteurs, la Nouvelle-Zélande encourage les Membres à reconnaître que différents systèmes de production et de réglementation peuvent et permettent d'obtenir des résultats environnementaux souhaitables. La Nouvelle-Zélande encourage l'UE à utiliser des mesures basées sur les risques fondées sur des principes scientifiques solides et des normes internationales pertinentes, qui sont les moins restrictives pour le commerce tout en étant appropriées pour obtenir le résultat souhaité.

32.51. Le délégué de la Colombie a indiqué ce qui suit:

32.52. Nous restons préoccupés par le régime général de l'Union européenne en matière de risques, dont la manifestation principale est sa politique relative aux pesticides qui établit des règlements techniques et sanitaires plus restrictifs qu'il n'est nécessaire. La Colombie a également fait savoir que cette mesure pourrait être discriminatoire au niveau de la sélection des substances devant être examinées, de l'autorisation de la participation des parties prenantes, de l'établissement de critères comme le mode de consommation d'un produit alimentaire, de l'absence de prise en compte de la diversité des conditions géographiques et climatiques des pays, en particulier ceux des régions tropicales, et, enfin et surtout, par rapport au fait que des régimes de dérogation différents sont prévus pour les producteurs européens et les producteurs étrangers. Aujourd'hui, nous souhaitons rappeler tous ces arguments et nos déclarations antérieures.

32.53. La Colombie souhaite dire qu'elle souscrit à l'objectif légitime poursuivi par le régime européen en matière de pesticides. Toutefois, j'aimerais poser les questions suivantes à l'Union européenne: pourquoi ne pas établir des périodes de transition plus longues pour les substances qui sont en cours d'approbation? Pourquoi ne pas s'abstenir d'appliquer des mesures réglementaires au cours de la production si le résidu de pesticide ne dépasse pas le niveau autorisé au moment de la demande? Pourquoi ne pas maintenir les LMR existantes pendant que les demandes de tolérance à l'importation sont examinées et jusqu'à ce qu'une évaluation complète des risques ait été réalisée ou pourquoi ne pas prendre en compte les données relatives aux pays tiers plus tôt dans le processus de renouvellement et d'approbation de l'Union européenne? N'est-il pas possible de travailler ensemble pour offrir un débouché à nos producteurs de marchandises importées dans l'Union européenne? Mes producteurs sont à court de solutions et les pistes proposées n'impliquent aucun changement de politique tout en offrant une issue.

32.54. La déléguée du Guatemala a indiqué ce qui suit:

32.55. Nous remercions les États-Unis d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. C'est une question au sujet de laquelle nous avons déjà exprimé des préoccupations, et nous réitérons les observations que nous avons formulées à de précédentes réunions. Nous suivrons les avancées de cette question.

32.56. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

32.57. L'Union européenne prend note de l'intérêt que les États-Unis et d'autres Membres portent à cette question. Comme indiqué précédemment, l'UE tient compte des objectifs environnementaux lorsqu'elle décide d'établir des LMR pour les substances qui ne sont plus approuvées dans l'UE en raison de préoccupations environnementales de nature mondiale, tout en respectant les normes de l'OMC et d'autres obligations internationales. L'UE traite cette question de manière progressive, en prenant en considération et en examinant la situation de chaque substance active particulière au cas par cas, à partir des meilleures données scientifiques disponibles et en veillant à ce que les mesures qu'elle prend ne soient pas plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour atteindre leur objectif.

32.58. L'Union européenne a informé les Membres de l'OMC de son approche il y a déjà deux ans en novembre 2020 ([G/SPS/GEN/1868](#)). L'UE a régulièrement informé les Comités SPS et OTC des progrès accomplis depuis lors. Le projet de règlement sur l'abaissement des limites maximales de résidus pour les deux substances néonicotinoïdes, la clothianidine et le thiaméthoxame, a été notifié

au Comité OTC le 6 juillet 2022 ([G/TBT/N/EU/908](#)). L'UE a soigneusement étudié et répondu à toutes les observations reçues des Membres de l'OMC au cours du processus de notification.

32.59. En février dernier, les nouvelles règles ont été adoptées au moyen du Règlement (UE) 2023/334 de la Commission. Ce Règlement est le premier qui met en œuvre la nouvelle politique annoncée dans le Pacte vert pour l'Europe, et plus précisément la Stratégie "De la ferme à la table", en ce qui concerne les résidus de pesticides dans les denrées alimentaires importées.

32.60. Nous avons expliqué à de précédentes réunions la raison d'être des mesures et nous renvoyons à ces explications. Les objectifs environnementaux d'intérêt mondial visés par ce Règlement sont ceux qui ont trait à la protection des pollinisateurs. Il s'agit d'une question d'intérêt mondial, qui dépasse les frontières nationales et ne peut être résolue par l'adoption de mesures au niveau de l'UE uniquement.

32.61. L'objectif de l'UE est de faire en sorte que les denrées alimentaires et les aliments pour animaux consommés dans l'UE ne contribuent pas au déclin mondial des pollinisateurs, indépendamment de la question de savoir si le produit est produit dans l'UE ou importé de pays tiers.

32.62. En ce qui concerne les effets possibles sur le commerce, le Règlement reporte la date de sa mise en application à 36 mois après son entrée en vigueur (au lieu de 6 mois, qui est la période standard fixée dans l'UE). Cela permet aux produits placés sur le marché avant la date de mise en application de rester sur le marché jusqu'à la fin de leur durée de conservation. Le règlement ne sera donc applicable qu'au début de 2026.

32.63. L'UE estime qu'à l'heure actuelle il n'existe pas d'autre solution que l'abaissement des LMR de la clothianidine et du thiaméthoxame qui serait moins restrictive pour le commerce et qui contribuerait de la même manière à l'objectif de protection des pollinisateurs. Sur la base des meilleures connaissances actuellement disponibles, la réduction de l'utilisation des néonicotinoïdes est une mesure efficace et préventive pour lutter contre le déclin des pollinisateurs. L'UE agit en pleine conformité avec les règles de l'OMC, qui autorisent les Membres à adopter des mesures si elles sont nécessaires pour atteindre un objectif légitime.

32.64. L'UE reconnaît que les pays tiers peuvent être confrontés à des conditions de production et à des pressions liées aux parasites différentes de celles de l'Europe continentale. Par conséquent, des tolérances à l'importation peuvent être accordées pour les substances actives non autorisées dans l'Union européenne, à condition que les renseignements communiqués démontrent que leur utilisation est sans danger pour les pollinisateurs.

32.65. L'UE a fourni des éclaircissements sur les autorisations d'urgence dans sa déclaration au titre du point 8 de l'ordre du jour.

32.66. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

33 CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE ET LES ÉTATS-UNIS

33.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie et des États-Unis.

33.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

33.3. L'Australie craint toujours que le Règlement de la République populaire de Chine sur l'enregistrement et l'administration des producteurs étrangers d'aliments importés, promulgué en tant que Décret n° 248, n'entraîne des perturbations et des restrictions non nécessaires au commerce et soit plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire aux fins de la réalisation des objectifs chinois en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Elle a déjà soulevé ses préoccupations à plusieurs reprises à la fois au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (Comité SPS) et au Comité des obstacles techniques au commerce (Comité OTC).

33.4. L'Australie se félicite de la coopération entre le Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche et l'Administration générale des douanes chinoises (GACC) en vue de résoudre les nombreux problèmes systémiques du système CIFER. Nous restons disposés à continuer d'œuvrer avec la Chine pour réduire au minimum les incidences sur le commerce.

33.5. L'Australie est préoccupée par les coûts en ressources et en main-d'œuvre qui sont supportés par les exportateurs et les autorités compétentes des pays exportateurs pour se conformer à la prescription relative à l'enregistrement dans le système CIFER. Cette charge est exacerbée par le nombre de problèmes techniques, les retards et le manque de clarté du système CIFER. Les exportateurs australiens de produits alimentaires sont prêts et disposés à se conformer aux prescriptions de la Chine en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, mais les entreprises et les gouvernements ont besoin de clarté et d'un calendrier raisonnable afin d'effectuer les changements nécessaires pour se conformer aux nouvelles mesures.

33.6. Compte tenu de ce qui précède, l'Australie demande que les autorités douanières chinoises mettent au point une approche flexible de la mise en œuvre, jusqu'au 1^{er} juillet 2023, pendant laquelle elles autoriseraient l'entrée des produits en cohérence avec les données historiques du commerce, en plus de l'accès accordé au titre du nouveau système d'enregistrement de la Chine, en attendant que les demandes en suspens, les correctifs ou les mises à jour des enregistrements en ligne n'aboutissent.

33.7. L'Australie exhorte la Chine à régler ces questions dans les moindres délais et reste disposée à collaborer avec elle pour assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires sans pour autant interrompre les échanges commerciaux.

33.8. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

33.9. Les États-Unis demeurent vivement préoccupés par l'absence de réponse de la Chine aux demandes de justification scientifique ou d'explication de la manière dont les Décrets n° 248 et 249 répondront aux préoccupations en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de santé publique. L'absence d'indication de la part de la Chine et les incohérences dans la mise en œuvre et l'exécution des mesures par le pays créent une confusion considérable pour les exportateurs et les autorités compétentes, ce qui entraîne des effets négatifs sur le commerce.

33.10. De plus, nous relevons à nouveau qu'il apparaît que la GACC exige des autorités compétentes étrangères qu'elles tiennent à jour, dans le système en ligne chinois, des renseignements pour chaque installation de leurs pays respectifs enregistrée qui produit certaines catégories de produits. Cette exigence entraîne des charges administratives considérables pour les autorités compétentes étrangères, sans rapport évident avec des résultats en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. La GACC devrait veiller à ce que toutes les installations puissent s'enregistrer elles-mêmes sans intervention d'une autorité compétente étrangère et sans conditions déraisonnables en matière de renseignements.

33.11. Enfin, les États-Unis notent que l'échéance du 30 juin 2023 donnée aux entreprises et aux autorités compétentes par la GACC pour achever le processus d'enregistrement est complètement irréaliste. Il faudrait des années pour réaliser les actions que la GACC semble exiger – si tant est qu'il soit possible de les réaliser. Nous demandons à la Chine de suspendre indéfiniment cette échéance pour permettre la poursuite des échanges en attendant qu'elle réponde aux préoccupations qui subsistent concernant ces exigences. Nous restons disposés à travailler avec la Chine sur cette question et attendons avec intérêt de recevoir les renseignements que nous avons demandés.

33.12. Le délégué de la République de Corée a indiqué ce qui suit:

33.13. La République de Corée tient à réitérer ses préoccupations au sujet des mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés et renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la dernière réunion du Comité OTC. La Corée respecte le droit de la Chine d'assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires et reconnaît les efforts déployés par celle-ci pour faciliter la mise en œuvre de ses mesures. Toutefois, elle reste préoccupée par le fait que plusieurs points soulevés n'ont pas encore été entièrement traités. En particulier, elle demeure préoccupée par le fait que les mesures de la Chine continuent de s'appliquer aux produits alimentaires à faible risque visés à l'article 7 du Décret n° 248, ce qui crée des obstacles non

nécessaires au commerce. En outre, les requérants coréens ont des difficultés à s'enregistrer dans le système chinois, qui sont liées à son caractère chronophage, inefficace et incertain. La Corée tient à souligner que tous les Membres de l'OMC ont l'obligation de mettre en œuvre les réglementations relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires sur la base de données scientifiques fiables et de manière transparente. La Corée est prête à dialoguer davantage avec la Chine pour résoudre ces questions de manière constructive.

33.14. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

33.15. L'Union européenne souhaite réaffirmer ses préoccupations au sujet de la mise en œuvre du Décret n° 248 de l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). Plus d'un an après son entrée en vigueur, l'UE considère que l'ensemble du processus de mise en œuvre du Décret n° 248 est encore très lourd et qu'il n'est pas transparent. Comme cela a déjà été mentionné, les requérants de l'UE continuent de faire face à de nombreuses difficultés dans le processus d'enregistrement, principalement en raison de problèmes techniques récurrents liés au système d'enregistrement en ligne (CIFER) qui rendent la présentation électronique des documents fastidieuse, chronophage et incertaine, que ce soit pour demander de nouveaux enregistrements ou pour modifier ou corriger des enregistrements existants.

33.16. Dans ce contexte, les requérants de l'UE sont préoccupés par la prochaine échéance de juin 2023 pour fournir des renseignements complémentaires concernant les enregistrements existants. En raison des problèmes techniques récurrents du système CIFER, il est peu probable que tous les établissements pourront effectuer leur enregistrement à temps. Plus récemment, les requérants de l'UE ont également rencontré des difficultés concernant le renouvellement des enregistrements antérieurs, lequel devait se faire en suivant une procédure lourde comprenant d'abord une demande de "modification" et ensuite une demande de "prorogation".

33.17. Afin d'éviter toute perturbation du commerce des produits alimentaires, l'UE demande instamment à la Chine: i) de résoudre les problèmes techniques liés au logiciel du système CIFER; ii) de faciliter le processus de modification/correction des enregistrements existants; iii) de proroger l'échéance de juin 2023 pour fournir des renseignements complémentaires sur les enregistrements existants; et iv) de simplifier la procédure de renouvellement des enregistrements antérieurs pour permettre que le commerce puisse se poursuivre jusqu'à ce que ces établissements effectuent leur renouvellement. L'UE tient à remercier la Chine pour le dialogue constructif mené jusqu'à présent qui a permis de répondre à plusieurs questions relatives à la mise en œuvre du Décret n° 248.

33.18. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

33.19. Le Royaume-Uni remercie l'Australie et les États-Unis d'avoir soulevé à nouveau cette préoccupation concernant les mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers. Nous avons souligné nos préoccupations dans des interventions précédentes à ce sujet; aussi ne ferons-nous qu'une brève déclaration. Nous restons préoccupés par le fait que l'application de ces mesures est disproportionnée par rapport au risque posé par bon nombre des produits. Nous nous félicitons de la décision de la Chine de supprimer l'obligation de soumettre une liste de contrôle pour les demandes de modification ou de prorogation présentées par des établissements étrangers fabriquant des produits à haut risque à base de viande, de poisson ou de produits laitiers. C'est un pas dans la bonne direction et nous demandons qu'il soit envisagé de supprimer également cette obligation pour les produits à risque moyen. Le Royaume-Uni exhorte une fois de plus la Chine à adopter une approche proportionnée de l'application des mesures administratives, en tenant compte des procédures et contrôles rigoureux qu'il applique en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires destinés aux marchés national et international.

33.20. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

33.21. Le Canada continue d'être préoccupé par les mesures administratives de la Chine concernant l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés. Il demeure préoccupé par le processus d'enregistrement et de renouvellement dans le système CIFER. Le manque de prévisibilité, de transparence et de clarté des procédures d'approbation du système CIFER continue de créer une charge administrative excessive, de l'incertitude et des retards pour les établissements étrangers. Nous continuerons de travailler avec la Chine pour résoudre ces problèmes.

33.22. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

33.23. Nous notons qu'il y a de nombreuses incertitudes dans les procédures d'enregistrement du "Règlement de la Chine sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés", qui imposent de lourdes contraintes aux autorités et aux opérateurs économiques étrangers. Par exemple, le système d'enregistrement en ligne peut être modifié soudainement et sans notification préalable. Nous demandons à la Chine d'améliorer le fonctionnement et la transparence de ses procédures relatives à la mise en œuvre de ce règlement de façon qu'elles ne deviennent pas excessivement contraignantes pour les opérateurs économiques.

33.24. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

33.25. Ma délégation n'a cessé d'exprimer ses préoccupations en ce qui concerne les mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés. Comme un large éventail de nos branches de production alimentaire a été, ou est susceptible d'être, affecté par cette mesure, nous avons suivi de près son évolution. Nos préoccupations ont été expliquées en détail à de multiples occasions, y compris lors de la réunion précédente du CCM et des dernières réunions des Comités OTC et SPS. Afin de gagner du temps, nous mettrons simplement l'accent sur les demandes suivantes.

33.26. Premièrement, nous demandons instamment à la Chine de désigner et de communiquer un point d'information avec lequel les établissements commerciaux pourront engager directement des discussions afin de répondre à leurs préoccupations spécifiques concernant le système d'enregistrement en ligne et de trouver des solutions pour y remédier.

33.27. Deuxièmement, nous demandons instamment à la GACC de se conformer aux prescriptions énoncées à l'article 5.2.2 de l'Accord OTC. Ces prescriptions comprennent la transparence et l'obligation d'informer les requérants de manière précise et complète de toutes les lacunes dans leurs demandes, afin que tous correctifs nécessaires puissent être apportés.

33.28. Troisièmement, nous demandons instamment à la Chine de clarifier l'ambiguïté de la catégorisation du code du SH et du champ des produits visés par cette mesure.

33.29. Quatrièmement, nous demandons instamment à la Chine d'envisager d'accorder une période de grâce plus longue pour la mise en œuvre afin d'éviter d'autres perturbations graves du commerce dans le futur.

33.30. Enfin, même si nous avons demandé des éclaircissements à la Chine à plusieurs reprises, au niveau bilatéral et dans le cadre de cette instance, nous n'avons pas encore reçu de réponse suffisante et détaillée de sa part. Par conséquent, nous demandons instamment à la Chine d'engager un dialogue constructif pour résoudre les difficultés susmentionnées.

33.31. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

33.32. La Chine remercie les Membres pour l'intérêt qu'ils portent à cette question. Nous avons pris bonne note des observations et des questions qui ont été formulées et souhaitons renvoyer aux déclarations que nous avons faites lors de précédentes réunions du Conseil et de la dernière réunion du Comité SPS, qui s'est tenue en mars.¹⁴ En ce qui concerne le règlement et le système d'enregistrement, l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC) est disposée à répondre aux questions des Membres et à fournir le soutien technique nécessaire. En fait, la GACC a maintenu une étroite communication avec les autorités compétentes des Membres pertinents sur cette question. À ce jour, elle a tenu des conférences par vidéo avec les autorités compétentes de 152 Membres et organisé des séances de formation pour plus de 2 000 entreprises étrangères afin de répondre à leurs questions. Jusqu'à présent, plus de 100 Membres ont fourni des listes de sociétés dont l'enregistrement était recommandé et un total de 82 000 sociétés étrangères ont été enregistrées. La Chine continuera de dialoguer avec les Membres sur cette question.

33.33. Le Conseil a pris note des déclarations.

¹⁴ Voir, par exemple, le document [G/C/M/144](#), paragraphes 8.40 et 8.41.

34 CHINE – TRANSPARENCE DES SUBVENTIONS ET OBLIGATIONS DE LA CHINE EN MATIÈRE DE PUBLICATION ET D'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'INFORMATION EN VERTU DE SON PROTOCOLE D'ACCESSION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'Australie, LE Canada, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE

34.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie, du Canada, des États-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de l'Union européenne.

34.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

34.3. Comme le Conseil le sait, au fil des années les États-Unis et bon nombre d'autres Membres de l'OMC ont fait état de nombreuses préoccupations concernant la transparence du régime de subventions industrielles de la Chine. Dans son Protocole d'accession, la Chine est convenue de publier toutes les mesures liées au commerce dans un même journal, qu'elle a dénommé Bulletin du commerce extérieur et de l'économie de la Chine ou Bulletin du MOFCOM. Toutefois, elle publie rarement ses mesures de subventionnement dans le Bulletin du MOFCOM – en particulier ce qu'elle appelle les "documents normatifs", ainsi que les mesures prises par les gouvernements sous-centraux. Et il arrive parfois que ces mesures ne soient pas du tout rendues publiques.

34.4. Dans son Protocole d'accession, la Chine est également convenue "[d'établir] ou [de] désigner [...] un point d'information où, à la demande d'une personne physique, d'une entreprise ou d'un Membre de l'OMC, tous renseignements relatifs aux mesures qui [devaient] être publiées [...] pourr[ai]ent être obtenus".

34.5. Il y a plusieurs années, nous sommes tombés sur des références spécifiques à cinq mesures juridiques, deux concernant les subventions pour le carburant destinées aux pêcheurs, une concernant l'expansion de la flotte de pêche hauturière chinoise et deux concernant le secteur des semi-conducteurs. Comme nous n'avons pas pu trouver ces mesures dans le Bulletin du MOFCOM, ou ailleurs, nous avons présenté une demande au point d'information OMC de la Chine en avril 2020, il y a plus de trois ans de cela. Dans le cadre de son Protocole d'accession, la Chine est convenue de ce qui suit en ce qui concerne son point d'information: "Des réponses aux demandes de renseignements seront en général fournies dans les 30 jours suivant la réception d'une demande. Dans des cas exceptionnels, des réponses pourront être fournies dans les 45 jours suivant la réception d'une demande. Il sera donné par écrit à la partie intéressée notification du retard et des raisons de ce retard." Nous avons présenté la demande initiale concernant les mesures juridiques manquantes en avril 2020 mais, presque trois ans plus tard, nous n'avons toujours pas reçu de réponse écrite. En septembre 2020, un représentant du Ministère du commerce a eu un échange avec l'Ambassade des États-Unis et indiqué que la Chine ne fournirait pas de copie des mesures demandées parce que ces mesures seraient prochainement remplacées par de nouvelles mesures ou parce que, selon lui, ces mesures ne concernaient pas les engagements de la Chine au titre de l'OMC. Le MOFCOM n'a pas indiqué à quel moment les mesures seraient remplacées.

34.6. La Chine est-elle d'avis qu'elle peut refuser de fournir toute mesure demandée si cette mesure doit être remplacée à un moment donné? Le Protocole d'accession de la Chine ne prévoit certainement pas cette exception et, étant donné que les mesures juridiques sont souvent remplacées, la position de la Chine affaiblirait considérablement l'obligation elle-même, voire la viderait de son sens.

34.7. À la réunion précédente, la Chine a fait valoir que les mesures concernant les semi-conducteurs demandées n'étaient pas pertinentes pour ses engagements dans le cadre de l'OMC car, "étant donné que ces documents n'[étaient] pas des lois, des règlements ou d'autres mesures concernant ou affectant le commerce des marchandises, ils [n'étaient] pas pertinents pour ses engagements relatifs au point d'information". La Chine estime-t-elle donc que ces mesures ne sont pas des "lois, des règlements ou d'autres mesures", ou qu'elles ne "concern[ent] [pas] ou [n]affect[ent] [pas] le commerce des marchandises"?

34.8. Les États-Unis considèrent que la manière dont la Chine a traité leur demande n'est ni adéquate ni conforme à ses engagements dans le cadre de l'OMC. Les obligations de transparence du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC existent en partie parce que les Membres étaient préoccupés par le manque de transparence du régime de subventions industrielles de la Chine. Vingt-et-un an plus tard, les mêmes préoccupations persistent. Mais, plus fondamentalement et

comme nous l'avons indiqué à la dernière réunion, au-delà des subtilités juridiques, nous devons poser la question évidente: pourquoi la Chine refuse-t-elle de rendre publique, par exemple, une mesure juridique concernant son programme de subventions pour le carburant destiné aux pêcheurs? C'est difficile à comprendre.

34.9. Comme nous l'avons indiqué à la dernière réunion, après une enquête plus approfondie nous avons maintenant trouvé deux des mesures que nous avons demandées concernant les programmes de subventions pour le carburant destinés aux pêcheurs nationaux et aux pêcheurs pratiquant la pêche lointaine. Ces mesures ont été publiées sur des sites d'information chinois non officiels – elles ne figurent toujours pas sur le moindre site Web public officiel; et, comme nous l'avons indiqué, elles n'ont pas non plus été publiées dans le Bulletin du MOFCOM. Ce qu'il faut essentiellement retenir de ces deux mesures qui concernent des programmes chinois de subventions pour le carburant en vigueur de 2015 à 2020, c'est que tout en maintenant le même niveau global de soutien pour son secteur de la pêche, la Chine a réduit les subventions accordées aux pêcheurs exerçant leurs activités dans les eaux territoriales, tout en relevant le niveau des subventions destinées à sa flotte hauturière. Ces mesures offrent aussi de nouvelles précisions saisissantes concernant le soutien de la Chine aux pêcheurs nationaux. Par exemple, la mesure visant les pêcheurs opérant dans les eaux territoriales chinoises mentionne l'objectif de rénover 14 000 navires de pêche et de mettre au rebut ou de convertir à d'autres usages 20 000 autres.

34.10. Quels sont donc exactement les aspects de ces mesures que la Chine ne veut pas nous faire voir? Et qu'y a-t-il dans les autres mesures que la Chine a refusé de fournir ou de rendre publiques autrement? Parmi les mesures restantes, il apparaît que l'une est le programme de développement de la pêche hauturière chinoise. Les deux autres ont trait aux politiques de la Chine concernant les semi-conducteurs. Quels sont les aspects de ces mesures que la Chine ne veut pas nous faire voir?

34.11. À la dernière réunion, la Chine a déclaré qu'elle "n'[avait] aucune intention de dissimuler ses politiques pertinentes". Si tel est le cas, nous lui demandons soit de fournir les mesures juridiques demandées soit de nous dire où elles peuvent être consultées dans le domaine public.

34.12. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

34.13. L'Australie attache une grande importance aux obligations de notification et de transparence dans le cadre de l'OMC, en particulier en ce qui concerne les subventions, qui découlent à la fois des Accords de l'OMC et des obligations contractées par les Membres dans leurs protocoles d'accession. La transparence reste essentielle au bon fonctionnement de l'OMC et sous-tend l'Accord sur les subventions. Elle contribue à donner davantage de certitude à tous nos exportateurs qu'ils peuvent soutenir une concurrence loyale sur les marchés internationaux. Il incombe au Membre qui accorde la subvention de notifier ses mesures dans les moindres délais et de manière exhaustive et de ne pas faire peser la charge de leur communication sur les autres Membres de l'OMC. L'Australie demande instamment à la Chine de tenir les engagements en matière de transparence qu'elle a contractés dans le cadre de son Protocole d'accession.

34.14. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

34.15. Le Royaume-Uni tient une nouvelle fois à s'associer aux préoccupations soulevées par les États-Unis, l'Australie, le Canada et le Japon en ce qui concerne le respect par la Chine des obligations de transparence prévues dans son Protocole d'accession. Cette question a été soulevée à plusieurs reprises sans qu'aucune solution n'ait été trouvée. La transparence est cruciale pour le bon fonctionnement de l'OMC et constitue le fondement du système commercial multilatéral. Il est donc vital que les Membres prennent toutes les dispositions nécessaires pour s'acquitter de leurs obligations, y compris les engagements qui leur sont propres.

34.16. Conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC, nous encourageons la Chine à fournir des éclaircissements aux Membres sur la manière dont ils devraient dialoguer avec les points d'information de la Chine. La Chine devrait répondre aux demandes de renseignements de manière complète et en temps utile. Nous encourageons la Chine à utiliser le Bulletin du MOFCOM pour donner suite à ses engagements de publier toutes les mesures concernant ou affectant le commerce des marchandises, y compris les subventions, d'une manière claire et accessible. Un engagement constructif sur ces questions contribuera à répondre aux préoccupations soulevées par les Membres et réduira la nécessité d'obtenir des renseignements complémentaires.

34.17. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

34.18. Dans le cadre du Comité des subventions, le Japon a indiqué à plusieurs reprises que si la transparence du versement des subventions n'était pas assurée, les distorsions de ces versements seraient accrues, ce qui pourrait entraîner des problèmes tels qu'une capacité de production excédentaire. En particulier, plusieurs Membres ont exprimé des préoccupations au sujet de la transparence des subventions chinoises et de la possibilité qu'elles ne soient pas notifiées, mais il est difficile de dire que la Chine prend des mesures suffisantes en réponse aux points soulevés. Nous demandons également à la Chine de s'acquitter de ses obligations de notification au titre de l'Accord sur les subventions, ainsi que des obligations de transparence convenues dans son Protocole d'accession, et de veiller à ce que les mécanismes qui contribuent à améliorer la transparence soient efficaces.

34.19. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

34.20. Le Canada continue de s'associer aux préoccupations d'autres Membres concernant le respect par la Chine de ses obligations de transparence. Les prescriptions en matière de notification et de transparence font partie intégrante du système commercial multilatéral et il importe que ces obligations soient respectées pour le bon fonctionnement du système international fondé sur des règles. Il est impératif que tous les Membres de l'OMC respectent les prescriptions en matière de notification et répondent aux demandes conformément aux règles de l'OMC, y compris les obligations de transparence prévues dans les protocoles d'accession à l'Organisation.

34.21. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

34.22. La Nouvelle-Zélande considère que la transparence est cruciale pour le bon fonctionnement de l'OMC et elle attache une importance considérable au respect par tous les Membres, y compris la Chine, de leurs obligations de notification et de transparence dans le cadre de l'OMC, y compris dans le cadre de leurs protocoles d'accession et en particulier en ce qui concerne les subventions. Il est vital de s'acquitter en temps voulu de ces obligations, y compris de tout engagement propre à un Membre. Le respect de ces obligations permet de donner de la certitude aux exportateurs et contribue pour une large part au bon fonctionnement du système commercial international fondé sur des règles.

34.23. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

34.24. L'Union européenne tient à s'associer aux préoccupations soulevées par les autres coauteurs en ce qui concerne le respect par la Chine des obligations de transparence prévues dans son Protocole d'accession. L'UE renvoie à ses déclarations antérieures sur la question. Nous exhortons la Chine à s'acquitter pleinement des engagements qui lui sont propres en publiant toutes les mesures liées au commerce, comme elle est convenue de le faire, et en répondant aux demandes de renseignements par l'intermédiaire de son point d'information sans retards injustifiés.

34.25. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

34.26. La Chine remercie les Membres pour l'intérêt qu'ils portent à cette question. Nous souhaitons renvoyer aux déclarations que nous avons faites lors de réunions précédentes du Conseil. Comme nous l'avons dit à ces réunions, les documents concernant le développement du secteur de la pêche de la Chine, au sujet desquels les États-Unis ont posé des questions, étaient déjà arrivés à expiration et ont été remplacés par un nouveau document qui a été publié sur le site Web officiel du Conseil d'État de la Chine.

34.27. En ce qui concerne les deux documents relatifs aux semi-conducteurs, la Chine tient à réitérer que ces documents ne sont pas des lois, des règlements ou d'autres mesures concernant ou affectant le commerce des marchandises, de sorte qu'ils ne sont pas pertinents pour son engagement concernant le point d'information. Le point d'information de la Chine a déjà communiqué avec les États-Unis sur cette question.

34.28. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

34.29. Nous tenons à remercier la Chine pour cette réponse. Toutefois, nous notons que la Chine n'a pas répondu spécifiquement et complètement aux questions que nous avons posées. Ces questions ne sont pas nouvelles et, en fait, ont été répétées à des réunions antérieures du CCM; la Chine a également déjà reçu nos interventions contenant ces questions, par écrit. La Chine peut-elle clarifier pourquoi elle ne peut pas, ou peut-être ne veut pas, donner des réponses complètes à toutes ces questions? Ou peut-elle s'engager aujourd'hui, devant les autres Membres, à fournir des réponses significatives et complètes à toutes ces questions avant ou à la prochaine réunion du CCM?

34.30. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

34.31. Nous remercions les États-Unis pour les observations complémentaires. Comme nous l'avons indiqué tout à l'heure et à des réunions précédentes, les documents relatifs au développement du secteur de la pêche demandés par les États-Unis sont déjà arrivés à expiration, de sorte que si les États-Unis sont réellement intéressés par les politiques de la Chine en matière de pêche, ils sont priés de consulter la politique chinoise actuellement en vigueur, qui figure sur le site Web du Conseil d'État de la Chine. Si les États-Unis ne parviennent pas à la trouver, nous serons heureux de leur apporter notre aide.

34.32. Le Conseil a pris note des déclarations.

35 ÉGYPTE – MESURE RELATIVE À LA CERTIFICATION HALAL, FONDÉE SUR LA NORME ÉGYPTIENNE ES 4249/2014 (PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX ALIMENTS HALAL CONFORMÉMENT À LA CHARIA) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

35.1. Le Président rappelle que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada et des États-Unis.

35.2. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

35.3. Le Canada reste préoccupé par les prescriptions de l'Égypte en matière de certification halal pour tous les produits alimentaires et boissons importés. Il comprend l'objectif de l'Égypte qui est de faire en sorte que les consommateurs égyptiens soient certains d'acheter et de consommer des produits certifiés halal conformément à la charia. Toutefois, ces mesures ne doivent pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international ou être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre cet objectif.

35.4. Bien que le Canada se félicite du fait que l'Égypte a reporté l'application de la certification halal pour les produits laitiers jusqu'au 31 mars 2023, nous avons maintenant dépassé cette date et le Canada demande que cette mesure soit suspendue jusqu'à ce qu'il ait été répondu aux questions suivantes. Il demande de plus amples renseignements sur les procédures d'obtention de la certification et les barèmes des frais, des détails sur les audits (le cas échéant) et des précisions sur la façon dont ces prescriptions seront mises en œuvre.

35.5. Le Canada note également que le nouveau régime proposé ne mentionne qu'un seul organisme de certification égyptien qui sera habilité à certifier les produits halal à destination du marché égyptien. Nous croyons comprendre que les frais de certification halal à la charge des exportateurs de produits halal vers l'Égypte ont déjà considérablement augmenté en conséquence. La nouvelle mesure pourrait conduire à un processus de certification trop contraignant et coûteux et plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif déclaré de l'Égypte. Le Canada invite l'Égypte à envisager un système de certification halal qui reconnaîtrait plusieurs entités de certification bien établies, conformément aux meilleures pratiques internationales.

35.6. Le Canada est disposé à rencontrer l'Égypte au niveau bilatéral afin d'avoir des discussions ouvertes et transparentes, de préciser les prescriptions prévues par cette nouvelle mesure et de réfléchir aux incidences que celle-ci pourrait avoir sur les échanges. D'ici là, nous demandons à l'Égypte de bien vouloir suspendre la mise en œuvre de la mesure.

35.7. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

35.8. Bien que les États-Unis saluent le fait que l'Égypte a reporté à plusieurs reprises la mise en œuvre de ses nouvelles prescriptions halal pour les produits laitiers, la dernière fois jusqu'au 1^{er} avril 2023, ils continuent de partager les préoccupations exprimées par plusieurs Membres au sujet de sa mise en œuvre des prescriptions relatives à la certification halal.

35.9. Une préoccupation spécifique est le manque de choix quant à l'organisme de certification halal. L'Égypte a mentionné qu'elle envisageait d'approuver des organismes de certification étrangers. Les États-Unis soutiennent cet effort de facilitation des échanges et attendent que l'Égypte fournisse de plus amples renseignements sur le processus ainsi qu'un calendrier précis. L'approbation de plus d'un organisme de certification contribuerait à limiter les coûts de certification et à maintenir la compétitivité des services de certification.

35.10. Les États-Unis attendent également un projet de décret ou de règlement pour la certification halal des produits laitiers qui donnerait des orientations et des renseignements supplémentaires aux partenaires commerciaux. L'Égypte a mentionné que ce projet était à l'étude mais elle n'a pas indiqué à quel moment elle serait prête à le partager.

35.11. Les États-Unis souhaitent obtenir des éclaircissements sur le champ des produits en question car la norme ES 4249/2022 semble contredire le champ défini dans la notification de l'Égypte à l'OMC. Nous demandons à l'Égypte de fournir des éclaircissements écrits sur le champ des produits visés par cette mesure.

35.12. Enfin, les États-Unis demandent à l'Égypte de suspendre officiellement toutes nouvelles prescriptions halal jusqu'à ce que les renseignements demandés aient été communiqués et que les questions relatives aux organismes de certification aient été résolues. Ces efforts donneront aux États-Unis et à d'autres exportateurs l'assurance dont ils ont besoin pour expédier en toute confiance des produits laitiers conformes aux exigences halal vers l'Égypte.

35.13. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

35.14. Le Paraguay continue de s'associer à cette préoccupation commerciale et, pour gagner du temps, il fait référence à ses interventions précédentes au sein de ce conseil¹⁵ et du Comité des obstacles techniques au commerce, dont la plus récente a eu lieu le mois dernier.

35.15. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

35.16. L'Union européenne demande à l'Égypte d'envisager de maintenir le caractère volontaire de la certification et de l'étiquetage halal pour les produits laitiers afin de réaliser l'objectif légitime consistant à garantir des renseignements fiables sans entraver indûment les flux commerciaux. Les consommateurs devraient pouvoir décider s'ils achètent ou non des produits alimentaires certifiés halal en s'appuyant sur un étiquetage clair.

35.17. L'UE serait reconnaissante à l'Égypte d'envisager d'autres mesures de facilitation des échanges, comme, par exemple, le fait d'exiger une certification halal pour le produit et non par contenant, ainsi que des coûts proportionnés de certification halal qui tiennent compte de la pratique internationale et correspondent au coût des services rendus.

35.18. L'UE demande à l'Égypte quelles sont les étapes concrètes envisagées pour fournir aux parties prenantes des renseignements complets sur les nouvelles mesures et des orientations écrites claires et accessibles au public, y compris une description détaillée de la procédure de certification, sa durée, ses coûts et les documents requis, ainsi que des renseignements sur le processus d'enregistrement des fournisseurs.

35.19. L'UE est prête à travailler avec l'Égypte pour trouver des solutions qui permettraient d'éviter que cette mesure ait une incidence négative sur les importations de produits alimentaires et de boissons dans ce pays. De plus, elle invite l'Égypte à revoir la décision d'accorder à une seule société, IS EG Halal, le droit de certifier le respect des prescriptions halal. Nous exhortons l'Égypte à prévoir

¹⁵ Document [G/C/M/144](#), paragraphes 22.14 à 22.17.

un système de certification halal qui reconnaîtrait plusieurs entités de certification bien établies, conformément aux meilleures pratiques internationales. La recertification par IS EG Halal de produits provenant d'établissements déjà certifiés par d'autres sociétés est un chevauchement inutile qui prolongerait les délais de commercialisation et augmenterait les coûts pour les consommateurs.

35.20. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

35.21. La Nouvelle-Zélande note qu'aucune norme halal définitive n'a encore été publiée ou communiquée. Elle demande à l'Égypte de prévoir un délai de mise en œuvre raisonnable, d'au moins 6 à 12 mois, une fois que cette norme aura fait l'objet de consultations et que la norme définitive aura été notifiée à l'OMC, afin de donner aux exportateurs le temps de la comprendre et de s'y conformer, et d'assurer la conformité de tout produit additionnel qui serait visé, y compris les produits laitiers contenant des additifs d'origine animale. Nous comptons que tous droits, ainsi que toutes nouvelles prescriptions, y compris pour l'enregistrement, l'audit et l'étiquetage, qui accompagneront la nouvelle norme halal de l'Égypte soient promulgués par le ministère compétent et demandons que ces droits et prescriptions soient également notifiés à l'OMC dans un délai suffisant pour permettre aux Membres de fournir des informations en retour et aux entreprises de mettre en œuvre les nouvelles prescriptions. Nous invitons l'Égypte à clarifier le processus d'approbation des nouveaux organismes de certification halal chargés de certifier les exportations vers le marché égyptien, conformément aux meilleures pratiques internationales. Le fait d'autoriser plusieurs organismes de certification bien établis à certifier les produits halal rendra la réglementation halal de l'Égypte moins restrictive pour le commerce, réduira l'incidence du chevauchement et d'autres coûts non nécessaires sur les consommateurs, et contribuera à résoudre les questions relatives aux chaînes d'approvisionnement et à promouvoir la sécurité alimentaire globale de l'Égypte.

35.22. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

35.23. Le Royaume-Uni comprend que l'Égypte ait pour objectif d'assurer la confiance des consommateurs égyptiens lorsqu'ils achètent des produits certifiés halal. Comme d'autres Membres, il encourage l'Égypte à mener des discussions transparentes avec ses partenaires commerciaux, à partager des renseignements et à clarifier les prescriptions prévues par cette nouvelle mesure. Nous tenons également à saisir cette occasion pour remercier l'Égypte de sa coopération à ce jour et nous espérons qu'elle se poursuivra de façon que nos préoccupations soient prises en compte.

35.24. Le délégué de l'Égypte a indiqué ce qui suit:

35.25. L'Égypte souhaite remercier le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay et l'Union européenne de l'intérêt qu'ils portent à cette question et de l'avoir soulevée. Elle se félicite de la poursuite du dialogue avec tous les Membres à ce sujet, tant au niveau bilatéral que multilatéral. Nous avons engagé des discussions bilatérales avec un certain nombre de délégués en marge des réunions du Comité OTC et nous avons eu des discussions sur cette question avec nos partenaires commerciaux.

35.26. Depuis l'introduction de cette prescription, l'Égypte a notifié un certain nombre d'addenda à sa notification initiale, qui figure dans le document [G/TBT/N/EGY/313](#), pour préciser un certain nombre de questions relatives au champ, au processus de certification et aux exigences en matière d'étiquetage. De plus, en ce qui concerne le lait et les produits laitiers, et par l'intermédiaire de l'Autorité générale des services vétérinaires, l'Égypte a introduit un certain nombre de mesures de facilitation, prolongeant de plus d'un an l'échéance pour respecter la prescription. Cela a permis aux opérateurs commerciaux de disposer d'un délai approprié pour s'adapter auxdites prescriptions. Il importe aussi de noter que l'Égypte indique clairement depuis sa notification initiale que IS EG Halal est l'organisme de certification actuellement reconnu par l'Autorité générale des services vétérinaires. En fait, un grand nombre d'exportateurs se sont effectivement adressés à IS EG Halal et ont obtenu la certification halal. Lors de nos réunions bilatérales, nous avons demandé à nos partenaires commerciaux de nous fournir tous les cas précis donnant lieu à une plainte ou dans lesquels il y avait eu un retard dans le processus. À ce jour, aucune importation de lait et de produits laitiers qui n'était pas accompagnée d'un certificat halal n'a été refusée en Égypte. De plus, les autorités nationales examinent également avec attention les observations et demandes présentées par tous les Membres en ce qui concerne les questions de mise en œuvre et établissent actuellement un document qui répondra clairement aux questions soulevées par nos partenaires.

35.27. Le Conseil a pris note des déclarations.

36 INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

36.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

36.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

36.3. Comme ils l'ont fait tout récemment aux réunions des Comités OTC et SPS tenues en mars 2023, les États-Unis expriment une fois de plus leurs vives préoccupations au sujet de la mesure de l'Inde prescrivant que certains produits agricoles importés en Inde soient accompagnés de "certificats attestant que les produits étaient non génétiquement modifiés et sans OGM", mesure qui a été notifiée le 2 septembre 2020, sous la cote [G/TBT/N/IND/168](#), et dont la date d'entrée en vigueur du 1^{er} mars 2021 a été notifiée ultérieurement. À ce jour, l'Inde n'a toujours pas répondu à nos questions sur les raisons pour lesquelles elle exigeait que chaque lot soit accompagné d'un certificat "attestant que les produits n'étaient pas génétiquement modifiés". Dans le passé, elle a mentionné sa loi sur la protection de l'environnement (1986), son règlement d'application de 1989 et l'absence d'approbation par le Comité d'approbation chargé du génie génétique (GEAC) en ce qui concerne des variétés génétiquement modifiées des 24 cultures énumérées dans le Décret comme preuve que la prescription imposant que les produits ne soient pas génétiquement modifiés n'était ni nouvelle ni restrictive pour le commerce.

36.4. Les États-Unis doivent souligner que, bien que le pouvoir de l'Inde de réglementer les produits alimentaires "génétiquement modifiés" ne soit ni nouveau ni en question, la prescription exigeant qu'un certificat d'une autorité compétente attestant que les importations de toutes les variétés des 24 cultures ne sont pas génétiquement modifiées accompagne chaque lot a été imposée pour la première fois en 2020 et a entraîné des perturbations commerciales dans les expéditions de pommes et de riz des États-Unis en 2021. L'absence d'approbation par le GEAC met en évidence le manque de transparence et l'inefficacité du processus d'approbation, ce qui vient aggraver la charge que l'Inde fait peser sur ses partenaires commerciaux. Nous tenons de nouveau à encourager l'Inde à accepter l'offre de coopération technique que nous lui avons faite en vue d'étudier des solutions de remplacement de cette mesure.

36.5. Le délégué de l'Uruguay a indiqué ce qui suit:

36.6. L'Uruguay reconnaît le droit de l'Inde de prendre des mesures pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la santé de sa population. Toutefois, il doit y avoir un lien logique entre la mesure proposée et l'objectif poursuivi et, en l'occurrence, au-delà des réponses fournies par l'Inde jusqu'à présent, il n'apparaît pas qu'il existe des raisons techniques qui justifieraient la mise en œuvre de la mesure de certification proposée, eu égard à l'objectif légitime mentionné de garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés. Compte tenu de cet objectif, nous appelons de nouveau la délégation de l'Inde à notifier la mesure au Comité SPS.

36.7. Il nous semble qu'il convient de rappeler, une fois de plus, qu'il existe un consensus international selon lequel les produits génétiquement modifiés, qui sont approuvés par les pays exportateurs sur la base des recommandations du Codex relatives à la méthodologie d'évaluation des risques, sont équivalents aux produits classiques correspondants. De plus, l'Uruguay tient à souligner l'importance pour les Membres d'établir des mesures fondées sur des principes scientifiques et en particulier de veiller à ce que ces mesures soient mises en œuvre en s'efforçant de réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce, conformément aux dispositions des Accords SPS et TBT.

36.8. Enfin, nous tenons à réitérer les questions que nous avons posées lors des réunions de mars 2023 des Comités SPS et OTC au sujet de la relation entre la mesure mentionnée dans cette préoccupation commerciale spécifique et la mesure notifiée par l'Inde aux Comités OTC et SPS le 5 janvier 2023, dans le document [G/TBT/N/IND/240-G/SPS/N/IND/290](#), concernant le projet de

règlement de 2022 sur l'innocuité des aliments et les normes alimentaires (aliments produits ou modifiés par génie génétique). Nous restons attentifs à toutes observations et réponses de la délégation de l'Inde en rapport avec les préoccupations des Membres, telles qu'elles sont exprimées par de nombreuses délégations depuis près de deux ans, tant à Genève qu'à New Delhi.

36.9. La déléguée de l'Argentine a indiqué ce qui suit:

36.10. L'Argentine tient à remercier les États-Unis d'avoir inscrit de nouveau cette préoccupation commerciale spécifique à l'ordre du jour du Comité et demandons qu'il soit pris acte de son soutien. L'Argentine regrette de devoir réitérer une fois de plus sa préoccupation concernant la mesure prise par l'Inde et tient à souligner de nouveau que cette mesure n'est étayée par aucune explication scientifique. Elle craint que cette prescription n'établisse un précédent qui permettrait que d'autres produits, y compris leurs dérivés, soient inclus à l'avenir, et que cette prescription ne constitue un obstacle au commerce.

36.11. La déléguée du Paraguay a indiqué ce qui suit:

36.12. Ma délégation tient à remercier la délégation des États-Unis d'avoir inscrit cette préoccupation commerciale à l'ordre du jour d'aujourd'hui. Nous craignons que cette mesure n'établisse le principe injustifié selon lequel les produits alimentaires génétiquement modifiés qui sont évalués et autorisés sur la base de processus réglementaires solides sont moins sûrs que les produits alimentaires qui ne sont pas génétiquement modifiés. Les produits génétiquement modifiés ont fait l'objet d'évaluations scientifiques rigoureuses de leur sécurité, conformément aux normes, directives et recommandations internationales, afin de faire en sorte qu'ils soient considérés aussi sûrs que leurs équivalents conventionnels et, comme nous l'avons entendu dans les exposés d'hier, ils ont un énorme potentiel pour ce qui est de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale et à la transformation des systèmes agroalimentaires par l'utilisation de pratiques qui produisent non seulement plus, mais mieux, ce qui garantit leur durabilité. Nous appelons l'attention sur les notifications [G/TBT/N/IND/240](#) et [G/SPS/N/IND/290](#), qui font référence à des projets de règlement dont les considérants renvoient à leur tour au Décret du 21 août 2020, et nous demandons à l'Inde de clarifier la relation entre ces nouveaux projets et les décrets existants.

36.13. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

36.14. Le Canada remercie les États-Unis d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. Il tient à réitérer les préoccupations qu'il a soulevées à des réunions précédentes du Conseil du commerce des marchandises, ainsi qu'aux réunions récentes des Comités SPS et OTC, au sujet du Décret de l'Inde concernant les produits qui ne sont pas génétiquement modifiés selon lequel un certificat attestant que les produits ne sont pas génétiquement modifiés ou sont sans OGM doit accompagner les lots de 24 produits alimentaires importés. Nous sommes préoccupés par le fait que la mesure de l'Inde n'est pas étayée par des données scientifiques eu égard au large consensus scientifique selon lequel les produits génétiquement modifiés sont aussi sûrs sur le plan sanitaire que les produits classiques correspondants. Le Canada ne voit pas comment la prescription de l'Inde réalisera l'objectif visé. Nous sommes également préoccupés par la charge induite et les incidences commerciales négatives que la mesure entraînera pour les pays exportateurs en raison de prescriptions de certification injustifiées.

36.15. Le Canada demande une nouvelle fois à l'Inde de suspendre la mise en œuvre de cette mesure et de permettre la poursuite des échanges commerciaux sans prescription exigeant un certificat attestant que les produits sont sans OGM. Cela permettrait à l'Inde d'engager des discussions avec les Membres pour examiner d'autres approches moins restrictives pour le commerce qui répondraient à ses objectifs et réduiraient au minimum l'incidence sur les échanges.

36.16. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

36.17. Le Japon a dit qu'il était préoccupé par la possibilité que cette mesure constitue une mesure restrictive pour le commerce qui ne soit pas fondée sur des preuves scientifiques. Nous demandons que les produits agricoles en provenance de pays exportateurs qui effectuent un contrôle approprié de leurs produits agricoles génétiquement modifiés ne soient pas visés par cette prescription.

36.18. Le délégué de l'Inde a indiqué ce qui suit:

36.19. Cette question a été examinée tout récemment à la dernière réunion du Comité des obstacles techniques au commerce, au cours de laquelle nous avons répondu de façon détaillée aux diverses préoccupations soulevées par les Membres intéressés. Nous remercions aussi la délégation des États-Unis pour les discussions bilatérales constructives qui ont eu lieu en marge de cette réunion.

36.20. À ce jour, les exportateurs de plusieurs partenaires commerciaux de l'Inde, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, la Türkiye, l'Iran, la Chine, la Thaïlande et l'Union européenne, y compris l'Italie, l'Allemagne et la France, fournissent déjà les certificats requis. Dès lors, selon notre évaluation, ce décret n'est pas restrictif pour le commerce. Dans le même ordre d'idées, l'Inde délivre aussi ces certificats pour ses propres exportations vers d'autres pays. Le gouvernement indien a autorisé le Conseil d'inspection des exportations (EIC) à faire office d'organisme chargé de délivrer des certificats attestant que les envois de produits destinés à l'exportation sont sans OGM. L'EIC a délivré plus de 9 000 certificats de ce type en vue de l'exportation vers plusieurs pays de cultures vivrières primaires et de produits alimentaires transformés.

36.21. Dans ce contexte, nous demandons aux délégations intéressées de nous faire part des problèmes spécifiques qui sont occasionnés par ce décret.

36.22. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

36.23. Le Canada se félicite de la décision récente de l'Inde d'accepter l'attestation canadienne de non-modification génétique pour l'exportation de haricots. Toutefois, ce n'est là qu'un des 24 produits de base touchés par le Décret. Nous continuons à être préoccupés par les incidences commerciales potentielles sur les autres cultures visées par le décret. Nous réitérons notre préoccupation selon laquelle le Décret de l'Inde pourrait avoir des incidences disproportionnées sur la capacité des pays producteurs d'aliments génétiquement modifiés à exporter vers l'Inde et restreindre inutilement le commerce. Le Canada attend avec intérêt de travailler en collaboration avec l'Inde pour poursuivre nos discussions bilatérales sur cette question.

36.24. Le Conseil a pris note des déclarations.

37 MEXIQUE: PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018. "FROMAGES – DÉNOMINATION, SPÉCIFICATIONS, INFORMATION COMMERCIALE ET MÉTHODES D'ESSAI, PUBLIÉE LE 31 JANVIER 2019 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

37.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis.

37.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

37.3. Les États-Unis restent très préoccupés par la mesure révisée. Le Mexique pourrait-il indiquer quand il répondra aux observations des Membres de l'OMC? Pourrait-il faire le point sur l'état d'avancement de cette mesure et fournir une estimation de la date à laquelle la mesure révisée sera notifiée à l'OMC?

37.4. Les États-Unis demandent à nouveau au Mexique d'envisager de permettre que l'analyse concernant les acides gras soit volontaire et non obligatoire. À l'heure actuelle, il n'existe aucun marqueur biologique généralement reconnu à l'échelle internationale qui permette de différencier les matières grasses du lait des matières grasses végétales. De plus, il n'existe aucune norme du Codex ni aucune autre norme internationale pertinente pour ce type d'analyse.

37.5. Les États-Unis sont préoccupés par le fait que cette mesure puisse entrer en contradiction avec la reformulation en cours de la norme sur les fromages correspondante. Comment le Mexique harmonisera-t-il sa mise à jour de la norme NOM-223 sur le fromage avec la procédure d'évaluation de la conformité (PEC) des fromages de la NOM-223 notifiée à l'OMC le 8 février 2022? Une fois finalisée, la mise en œuvre de la mesure se fera-t-elle sur la base de la Loi sur l'infrastructure qualité du Mexique ou sur celle de la Loi qu'elle a remplacée, la Loi fédérale sur la métrologie et la

normalisation? Le Mexique pourrait-il fournir des précisions sur les différents rôles que chaque ministère jouera dans les activités de surveillance, de mise en conformité et de vérification mentionnées dans le projet de mesure? Le Mexique a-t-il envisagé d'étendre son éventuel calendrier de mise en œuvre de la mesure à une période de 12 mois ou plus? Si le Mexique procède à la mise en œuvre de la mesure actuelle, les États-Unis (gouvernement et branche de production) auront besoin d'au moins un an pour mettre en place des systèmes de mise en conformité.

37.6. Les États-Unis demandent instamment au Mexique de reporter *sine die* la mise en œuvre de la mesure et d'envisager des solutions de rechange moins restrictives pour le commerce, comme cela a été proposé précédemment par le gouvernement américain, d'autres Membres de l'OMC et les parties prenantes du secteur.

37.7. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

37.8. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'occasion qui lui est offerte de soutenir une nouvelle fois cette préoccupation commerciale spécifique soulevée par les États-Unis, et note qu'elle l'a déjà fait devant le Comité OTC. Elle considère que les procédures d'évaluation de la conformité que le Mexique a établies pour le fromage dans le cadre de la norme NOM-223 sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire, certains aspects de la procédure étant susceptibles de causer des difficultés aux exportateurs néo-zélandais et de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Nous soutenons la demande faite au Mexique d'envisager des solutions de rechange moins restrictives pour le commerce. Nous attendons avec intérêt une réponse du Mexique aux préoccupations soulevées, ainsi que des renseignements actualisés sur l'état d'avancement de toute version révisée de la procédure d'évaluation de la conformité.

37.9. Le Conseil a pris note des déclarations.

38 PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

38.1. Le Président rappelle que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada et des États-Unis.

38.2. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

38.3. Les États-Unis continuent de soulever leurs préoccupations concernant les règlements techniques relatifs aux oignons et pommes de terre récemment mis en œuvre par le Panama. Depuis la dernière réunion du CCM, les États-Unis ont persévéré dans leur tentative de dialogue constructif avec le Panama sur cette question. Le Panama continue de ne pas répondre à ces demandes et n'a toujours pas fourni de justification scientifique pour ces mesures. Les États-Unis restent disponibles et engagés à œuvrer avec le Panama pour affiner les mesures afin qu'elles répondent à ses objectifs légitimes sans être inutilement restrictives. Dans l'intervalle, ils demandent une nouvelle fois au Panama de fournir la justification scientifique de ses mesures ou de suspendre la mise en œuvre des règlements relatifs aux pommes de terre et aux oignons jusqu'à la fin des discussions techniques.

38.4. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

38.5. Le Canada demeure préoccupé par les prescriptions du Panama en matière de qualité des pommes de terre fraîches, qui ont pris effet en février 2020 et ont une incidence directe sur sa capacité à exporter des pommes de terre vers le pays. Le Canada souhaite renvoyer à ses interventions au titre de ce point lors des réunions du CCM de février et novembre 2022, et demande qu'elles soient incluses dans le compte rendu de la réunion car la situation n'a pas changé.¹⁶ Nous demandons à nouveau respectueusement au Panama de suspendre l'application de ces prescriptions afin de permettre la poursuite du dialogue technique et de garantir que ses normes en matière de qualité ne continuent pas à créer des obstacles non intentionnels à notre commerce bilatéral mutuellement avantageux de produits agricoles.

¹⁶ Document [G/C/M/144](#), paragraphes 36.4 à 36.7, et document [G/C/M/143](#), paragraphes 31.2 à 31.5.

38.6. La déléguée du Panama a indiqué ce qui suit:

38.7. Nous prenons note des préoccupations exprimées. Le Panama continue d'étudier en détail les questions reçues au sujet de ses règlements techniques et se tient prêt à écouter les préoccupations de ses partenaires commerciaux, comme en témoigne la prorogation de l'année précédente. Le Panama réaffirme ses engagements dans le domaine de la transparence et indique que ses autorités continuent d'examiner cette question à la capitale, avec tous les organismes gouvernementaux compétents. Nous rappelons que toute mise à jour sera dûment partagée et notifiée à ce conseil.

38.8. Le Conseil a pris note des déclarations.

39 ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS ET LA SUISSE

39.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Suisse et des États-Unis.

39.2. Le délégué de la Suisse a indiqué ce qui suit:

39.3. Cela fait maintenant plusieurs années que la Suisse, ainsi que d'autres Membres intéressés, soulèvent cette préoccupation. Nous voudrions souligner que la taxe sélective est entrée en vigueur dans le premier pays membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en juin 2017. Depuis 2022, les informations que nous recevons au sujet de l'état d'avancement de la réforme de cette taxe indiquent qu'il s'agit d'un processus très complexe qui demande davantage de temps. L'année dernière, les membres du CCG ont confirmé que la taxe *ad valorem* actuelle serait remplacée par une taxe volumétrique à plusieurs niveaux, ce qui est une bonne nouvelle. Cependant, nous n'avons depuis reçu aucune information actualisée sur l'état d'avancement de la réforme ou sur son contenu. Nous demandons donc à nouveau à nos collègues du CCG de plus amples renseignements à ce sujet. La Suisse est disposée à organiser, avec d'autres Membres intéressés, une réunion avec les autorités du CCG chargées de la réforme. Nous espérons que cela permettra de dialoguer avec le CCG sur le contenu de la réforme et son calendrier. La Suisse espère qu'il pourra être trouvé une solution à cette source de discordance commerciale dans un avenir proche.

39.4. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

39.5. Les États-Unis, ainsi que la Suisse, l'Union européenne et le Japon, ont distribué en mars 2021 des questions aux gouvernements des États membres du CCG concernant le statut de la taxe sélective sur les boissons. Bien que les États-Unis apprécient les renseignements communiqués lors de la précédente réunion du Conseil, ainsi que dans le cadre de discussions distinctes avec les représentants des États membres tenues depuis lors, ils notent qu'ils n'ont toujours pas reçu de réponses écrites à leurs questions distribuées en mars 2021. Ils demandent aux États membres du CCG d'indiquer au Conseil quand ces réponses seront fournies. Comme indiqué précédemment, les États-Unis demandent des renseignements actualisés et substantiels sur les révisions du modèle de droit d'accise du CCG et sur son plan de mise en œuvre dans le cadre du Traité relatif aux droits d'accise unifiés pour le CCG, et notent qu'il est essentiel de dialoguer en temps utile avec les parties intéressées au sujet de ces questions.

39.6. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

39.7. En ce qui concerne la "Convention relative aux droits d'accise" du CCG de décembre 2016, l'UE souhaite réaffirmer l'importance d'harmoniser la mise en œuvre de la Loi sur la taxe d'accise et la nécessité d'un dialogue étroit avec les parties prenantes de l'industrie privée sur le processus de révision de la taxe. Elle se réjouit d'apprendre que l'actuel système de droits d'accise du CCG est à l'examen et qu'un modèle d'imposition volumétrique fondé sur les meilleures pratiques internationales est envisagé à partir de l'"Étude sur la réforme fiscale". Nous estimons aussi qu'il serait important que la réforme aligne, avec effet immédiat, les taux d'imposition des boissons énergisantes sur les taux d'imposition appliqués aux autres boissons sans alcool. L'UE croit comprendre qu'il devrait très prochainement être mis la dernière main à l'"Étude sur la réforme fiscale" portant sur la future réforme des droits d'accise du CCG, commandée par les pays du CCG,

et voudrait savoir si l'étude finalisée sera rendue publique. Elle est prête à poursuivre le dialogue avec le CCG sur cette question importante.

39.8. Le délégué d'Oman a indiqué ce qui suit:

39.9. Au nom des Émirats arabes unis, du Royaume de Bahreïn, du Royaume d'Arabie saoudite, de l'État du Qatar, de l'État du Koweït et d'Oman, je voudrais remercier les délégations des États-Unis, de la Suisse et de l'Union européenne pour l'intérêt qu'elles portent au régime de droits d'accise du CCG et pour leur communication sur l'application du droit d'accise aux boissons non alcooliques gazéifiées, aux boissons maltées, aux boissons énergisantes, aux boissons pour sportifs et aux autres boissons sucrées.

39.10. En ce qui concerne le calendrier du processus en cours sur le nouveau modèle de droit d'accise du CCG et sa mise en œuvre, je voudrais rappeler à nouveau que la révision du droit d'accise sur les boissons est toujours en cours, car il s'agit d'un exercice complexe qui nécessite des efforts considérables, une importante coordination entre diverses entités et une évaluation complète. Le groupe de travail du CCG sur les questions fiscales est déterminé à mener à bien cet exercice afin de soumettre aux États membres du CCG des résultats pertinents et un modèle de droit d'accise de haut niveau. En conclusion, les États membres du CCG ont adopté des procédures et un calendrier appropriés en vue de la révision de leurs régimes de droits d'accise. Une fois le processus achevé, les informations pertinentes seront immédiatement communiquées aux Membres de l'OMC.

39.11. Le Conseil a pris note des déclarations.

40 CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE

40.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Australie.

40.2. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

40.3. L'Australie voudrait saluer l'évolution positive de ses relations bilatérales et commerciales avec la Chine au cours des derniers mois, les deux parties étant notamment convenues de renforcer le dialogue en vue de rétablir des relations commerciales normales. L'Australie apprécie sa relation commerciale mutuellement bénéfique avec la Chine. Nous sommes tous deux parties à des accords de libre-échange, à savoir l'Accord de libre-échange entre l'Australie et la Chine et le Partenariat économique régional global. Comme d'autres, nous bénéficions des avantages d'un système commercial mondial ouvert, stable et prévisible. C'est pourquoi nous souhaitons voir disparaître toutes les mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce sur lesquelles l'Australie a attiré l'attention ces dernières années.

40.4. Les préoccupations de l'Australie sont bien connues. Des mesures appliquées sans véritable transparence ou justification ont eu, et ont toujours, une incidence sur le commerce d'un grand nombre de produits australiens. Certains produits (l'orge, le bois en grumes, les langoustes, le vin en bouteille, le foin et la viande) sont touchés depuis bien plus de deux ans. À la suite de mesures prises par les deux parties pour stabiliser la relation, nous avons constaté une reprise du commerce de certains produits australiens (charbon, minerai de cuivre et leurs concentrés, et coton). Cette évolution bienvenue profite à la fois à l'Australie et à la Chine. Dans le même temps, des mesures entravant le commerce d'autres produits sont maintenues. Tant que ces mesures resteront en vigueur pour les produits australiens, nous continuerons de faire part de nos préoccupations ici et dans d'autres comités.

40.5. Nous attendons avec intérêt de travailler de manière constructive avec la Chine, à l'OMC et dans le cadre de notre partenariat stratégique global, pour faire fond sur les progrès accomplis à ce jour et répondre en temps utile aux préoccupations commerciales en suspens.

40.6. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

40.7. Comme il a été mentionné à des réunions précédentes, l'Union européenne partage les préoccupations soulevées une fois de plus par l'Australie au sein de ce conseil au sujet de la mise

en œuvre de mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce par la Chine. L'Australie a fait part de quelques progrès concernant un certain nombre de produits et de mesures, mais d'autres questions restent non résolues, et ce depuis longtemps. À cet égard, l'UE voudrait rappeler quelques observations qu'elle a formulées par le passé. La forme et le nombre des mesures de la Chine, et les vastes répercussions qu'elles semblent avoir, sont à eux seuls source de préoccupation. Les restrictions commerciales informelles, non publiées, et non transparentes ne sont pas conformes aux règles et à l'esprit de l'OMC.

40.8. Un autre problème est l'objectif allégué des mesures en question, qui semble coercitif, rendant ces mesures incompatibles avec le droit international général. Au sein de l'Union européenne, un instrument anticoercitif entrera en vigueur en temps utile. Le 28 mars 2023, les instances législatives de l'Union européenne sont parvenues à un accord politique sur les principaux éléments de cette législation. En outre, l'Union européenne a engagé une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC contre la Chine au sujet d'une série de mesures ayant une incidence négative sur ses échanges avec ce pays, pour lesquelles les faits indiquent aussi l'existence d'une intention coercitive.

40.9. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

40.10. Les États-Unis partagent les préoccupations de l'Australie et restent profondément troublés par les informations communiquées par le pays, qu'ils ont également entendues d'autres sources crédibles. Comme indiqué précédemment, les mesures prises par la Chine ne sont pas limitées à l'Australie. Dans de nombreux cas, la Chine applique ces pratiques préjudiciables sans lien avec le marché à l'encontre des Membres de l'OMC, vraisemblablement en représailles de questions bilatérales sans lien.

40.11. Il importe d'identifier les mesures tout aussi coercitives qui sont prises par la Chine contre d'autres Membres, car elles font état d'un mode de comportement plus général. Spécifiquement, la Chine utilise, ou menace d'utiliser des mesures commerciales arbitraires ou injustifiables pour exercer des pressions sur les processus décisionnels légitimes de gouvernements souverains ou les influencer.

40.12. La Chine prétend défendre le "système commercial multilatéral fondé sur des règles", mais ses agissements parlent d'eux-mêmes. Elle continue d'exploiter le système fondé sur des règles à son avantage, en ignorant ou en enfreignant les règles de sorte à causer des préjudices à autrui en vue de favoriser la réalisation de ses objectifs géopolitiques et économiques. L'incapacité de la Chine à respecter les normes du commerce mondial et les principes de l'OMC met en péril et compromet le système commercial multilatéral fondé sur des règles et nuit aux relations entre ses Membres.

40.13. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

40.14. Le Royaume-Uni continue de s'associer aux préoccupations de l'Australie concernant les mesures restrictives pour le commerce prises par la Chine. Nous nous félicitons que la Chine ait levé certaines des mesures. C'est un pas bienvenu dans la bonne direction, et nous espérons qu'il sera suivi par une résolution complète.

40.15. Le délégué du Taipei chinois a indiqué ce qui suit:

40.16. Ma délégation souhaite se faire l'écho des préoccupations soulevées par l'Australie au sujet de l'application par la Chine de mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce qui visent un large éventail de produits australiens. Les mesures commerciales de la Chine, qui semblent nuire aux intérêts commerciaux de certains Membres et être fondées sur des questions bilatérales sans rapport, qu'elles soient imposées de manière formelle ou prises suivant l'indication ou l'instruction de ses autorités, ont systématiquement porté atteinte au système commercial multilatéral fondé sur des règles et eu des répercussions négatives sur le commerce, non seulement pour l'Australie mais aussi en ce qui concerne les exportations de tous les autres Membres. En conséquence, nous demandons à la Chine d'engager, de bonne foi et de manière constructive, un dialogue avec les Membres concernés en vue de résoudre ces préoccupations commerciales légitimes et pour que la Chine respecte ses engagements vis-à-vis des principes et obligations des règles de l'OMC.

40.17. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

40.18. Comme nous l'avons mentionné à la précédente réunion du CCM, le Japon partage les préoccupations exprimées par l'Australie au sujet des mesures commerciales de la Chine, y compris ses mesures correctives commerciales. Si la Chine applique des mesures commerciales d'une manière arbitraire, comme cela a été indiqué, alors cela entre en contradiction avec le système commercial international fondé sur des règles, libre et équitable. Nous espérons que la Chine répondra aux préoccupations de l'Australie de bonne foi et en temps voulu.

40.19. Le délégué du Canada a indiqué ce qui suit:

40.20. Le Canada remercie l'Australie d'avoir de nouveau soulevé cette question, et est heureux d'apprendre qu'on observe une évolution positive. Il est néanmoins préoccupé par les difficultés à long terme que posent les mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce appliquées à des fins politiques. L'application discriminatoire de ces mesures commerciales par la Chine et sa réticence à collaborer au niveau technique sont symptomatiques d'un problème plus large. Nous encourageons tous les Membres de l'OMC, y compris la Chine, à soutenir le système commercial fondé sur des règles en respectant leurs engagements dans le cadre de l'OMC et en appliquant leurs mesures de manière non discriminatoire et transparente.

40.21. La déléguée de la Nouvelle-Zélande a indiqué ce qui suit:

40.22. La Nouvelle-Zélande a toujours un intérêt systémique en ce qui concerne les préoccupations exprimées à ce sujet par l'Australie et d'autres Membres de l'OMC. Nous prenons note avec satisfaction des renseignements à jour communiqués par l'Australie au sujet de la levée de certaines mesures. La Nouvelle-Zélande a néanmoins fait remarquer dans un certain nombre d'enceintes que le système commercial multilatéral fondé sur des règles prévoit que tous les Membres, quelles que soient leur taille ou leur capacité commerciale, sont soumis aux mêmes droits et obligations, ce qui garantit la prévisibilité et la certitude nécessaires pour garantir que le commerce puisse avoir lieu de manière efficace, et avec le moins de heurts possible. Si les Membres s'écartent de leurs engagements, ou adoptent des mesures correctives prévues dans les Accords de l'OMC de manière arbitraire, cela sapera la prévisibilité et la certitude sur lesquelles repose le système, et aura également une incidence sur la façon dont le Membre prenant de telles mesures sera perçu. L'adoption par les Membres de l'OMC de mesures qui entraînent d'importantes perturbations du commerce et manquent de transparence ont été source de diverses préoccupations pour la Nouvelle-Zélande. C'est notamment le cas des mesures prises par la Chine à l'encontre d'une série d'exportations de l'Australie, dont certaines sont toujours en place.

40.23. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

40.24. Nous souhaitons réaffirmer que les mesures pertinentes prises par la Chine à l'encontre de certains produits australiens visent à protéger les droits et les intérêts légitimes des branches de production nationales ainsi que la santé et la sécurité des consommateurs. Les décisions commerciales prises par les entreprises chinoises sont fondées sur les conditions du marché et de la demande. Toutes ces mesures sont conformes aux lois et réglementations chinoises, aux pratiques internationales et à l'Accord de libre-échange entre la Chine et l'Australie. En 2022, le commerce bilatéral a dépassé 220 milliards d'USD, ce qui a apporté des avantages réels aux entreprises et aux peuples chinois et australiens. Nous attendons avec intérêt de travailler avec l'Australie au renforcement de notre coopération économique et commerciale.

40.25. Le Conseil a pris note des déclarations.

41 CHINE – LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

41.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

41.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

41.3. Le Japon reste préoccupé par la Loi chinoise sur le contrôle des exportations, qui est entrée en vigueur en décembre 2020. Les détails concernant les articles assujettis à un contrôle à

l'exportation, ainsi que les détails relatifs à la réglementation et au fonctionnement, ne sont toujours pas clairs. Comme nous l'avons déjà indiqué à de précédentes réunions du CCM, et eu égard à l'objectif de la loi, qui est de sauvegarder des intérêts nationaux, nous souhaitons rappeler nos préoccupations quant aux trois points suivants.

41.4. Premièrement, nous sommes préoccupés par le fait que le champ des produits visés par les contrôles à l'exportation pourrait être excessif. Deuxièmement, nous craignons que la divulgation d'informations techniques puisse être exigée inutilement dans certains cas, au moment de la classification et des enquêtes sur l'utilisateur final ou l'utilisation. Troisièmement, nous sommes également préoccupés par le fait que les dispositions relatives aux contre-mesures en cas de réglementation discriminatoire des exportations par d'autres pays ont été maintenues dans la loi. Nous nous inquiétons du fait que les restrictions à l'exportation susmentionnées prévues dans cette loi pourraient constituer une réglementation des exportations excessivement stricte, ou être des restrictions inutiles, compte tenu du régime international de contrôle des exportations. Dès lors, elles pourraient être assimilées à des restrictions à l'exportation interdites par l'article XI du GATT et, en conséquence, être incompatibles avec les Accords de l'OMC.

41.5. En avril 2022, un projet d'ordonnance sur le contrôle des exportations de biens à double usage (projet en vue de consultations publiques) concernant le fonctionnement de la Loi pour les biens à double usage a été publié. La question de l'opacité du fonctionnement juridique concernant le champ des articles visés par les prescriptions en matière de réglementation et de divulgation d'informations techniques n'a pas du tout été résolue, et nous continuerons à demander des explications au sujet des détails de la réglementation liée à la loi.

41.6. À cet égard, la Chine a déclaré lors de la dernière réunion du CCM qu'elle "proc[édait] actuellement à un examen approfondi s'appuyant sur ces observations" et qu'elle "continuera[it] de dialoguer avec le Japon et les autres Membres intéressés". Nous voudrions connaître le calendrier prévu pour la promulgation future, ainsi que les détails précis basés sur les observations.

41.7. À cet égard, nous souhaitons rappeler les deux points suivants, déjà soulevés à de précédentes réunions du CCM. Premièrement, nous sommes préoccupés par le fait que le projet de règlement sur les terres rares, publié en janvier 2021, mentionnait un projet visant à constituer des réserves stratégiques. Nous considérons que ce projet pourrait signifier que la Chine pourrait adopter des contrôles des exportations de produits liés aux terres rares, conformément à la Loi sur le contrôle des exportations susmentionnée. Deuxièmement, en ce qui concerne la "liste des entités non fiables" et la liste des exportations interdites sur la base de la Loi sur le commerce extérieur, nous notons avec préoccupation que les liens entre d'une part la liste d'entités de la Loi sur le contrôle des exportations et d'autre part les articles visés par la Loi et la liste de technologies manquent de clarté. Plus particulièrement, s'agissant des mesures relatives à la "liste d'entités non fiables", nous nous demandons avec préoccupation si l'équité et la transparence seront garanties en ce qui concerne la reconnaissance des entités étrangères et le contenu des mesures prises à l'encontre d'entités étrangères. Nous notons que, le dispositif ayant un degré de prévisibilité qu'on peut qualifier de très faible, cette mesure pourrait, entre autres, être incompatible avec l'article X du GATT.

41.8. Nous continuerons à suivre de près les détails des règlements d'application de la Loi et nous espérons que nos préoccupations seront prises en compte en conséquence dans la version finale du projet de règlement. De plus, nous considérons que les dispositions relatives aux contre-mesures devraient être supprimées de la Loi. Enfin, nous voudrions prier la Chine de communiquer des renseignements sur le règlement détaillé et les délais correspondants en toute transparence et en ménageant des délais suffisants pour son examen.

41.9. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

41.10. L'Union européenne fait de nouveau part des préoccupations qu'elle a déjà exprimées lors des précédentes réunions du Conseil au sujet du régime de contrôle des exportations de la Chine, notamment en ce qui concerne l'application extraterritoriale; les règles relatives aux transactions assimilées aux exportations et aux réexportations; les objectifs et la portée des contrôles; ainsi que l'évaluation des risques en ce qui concerne les pays ou régions de destination et les listes de contrôle. L'UE souhaite inviter la Chine à envisager de modifier les dispositions juridiques pertinentes, afin d'assurer davantage de clarté juridique, et à répondre à ces préoccupations dans les prochaines mesures d'application. L'UE voudrait aussi insister sur sa préoccupation, qu'elle a récemment

exprimée dans des observations soumises à la Chine, au sujet du projet de la Chine de réviser le Catalogue des technologies soumises à une restriction ou à une interdiction à l'exportation. L'UE continuera à suivre de près l'évolution du régime de contrôle des exportations de la Chine.

41.11. La déléguée du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

41.12. Le Royaume-Uni remercie le Japon et l'Union européenne de leurs déclarations; à leur instar, il souhaite aujourd'hui faire part à nouveau de ses préoccupations concernant la Loi chinoise sur le contrôle des exportations. Le Royaume-Uni a demandé par le passé des éclaircissements au sujet de ce que la Chine définirait comme son "intérêt national" aux fins de cette loi. Nous avons aussi demandé comment cette loi s'appliquerait aux restrictions à l'exportation qui en découleraient. Nous avons aussi demandé des renseignements supplémentaires sur la manière dont la Chine déciderait quels "autres marchandises, technologies et services" entreraient dans le champ d'application de cette loi, et quelles en seraient les limites. Le Royaume-Uni accueillerait toujours avec satisfaction toute clarification supplémentaire que pourrait apporter la Chine. Nous relevons en outre que la consultation menée par le Ministère chinois du commerce au sujet des réglementations du pays relatives à l'importation et à l'exportation s'est récemment conclue sur – croyons-nous comprendre – une proposition de mettre en place des restrictions concernant la technologie des terres rares. Permettez-nous donc de souligner que les restrictions à l'exportation de marchandises perturbent inévitablement les chaînes d'approvisionnement mondiales. En tant que Membres de l'OMC, nous nous sommes tous engagés à éviter ces types de mesures protectionnistes. Le Royaume-Uni s'associe aux appels en faveur d'une plus grande transparence dans la mise en œuvre de cette loi.

41.13. Le délégué de l'Australie a indiqué ce qui suit:

41.14. Nous prenons note de la déclaration du Japon au sujet de la Loi chinoise sur le contrôle des exportations. Comme nous l'avons indiqué dans les observations de l'Australie lors de la consultation de la Chine sur ces lois et règlements alors à l'état de projet, nous accueillions favorablement les efforts visant à codifier le cadre réglementaire des contrôles des exportations de défense. L'Australie est toujours préoccupée par la vaste portée de la Loi sur le contrôle des exportations. Nous encourageons la Chine à continuer d'apporter des précisions sur les principaux éléments de la Loi, y compris la juridiction qu'elle confère et la portée des pouvoirs d'administrateur qui y sont prévus, et à confirmer que la Loi est compatible avec les engagements internationaux de la Chine, y compris ceux qui découlent des règles de l'OMC et de l'Accord de libre-échange Chine-Australie. Nous continuons d'exhorter la Chine à tenir compte des préoccupations des entreprises étrangères et des Membres dans l'application de cette loi et l'élaboration de futures mesures.

41.15. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

41.16. Nous souhaitons remercier les Membres pour l'intérêt qu'ils portent à cette question et renvoyer à nos déclarations lors des réunions précédentes. La Chine travaille toujours sur les règles et règlements d'application complémentaires à la Loi sur le contrôle des exportations. L'année dernière, en mai, le Ministère chinois du commerce a recueilli les observations du public sur le "Projet de règlement sur le contrôle des exportations de biens à double usage". Nous nous félicitons des observations soumises par le gouvernement du Japon et par d'autres Membres, ainsi que de celles des représentants des secteurs concernés. Nous poursuivons l'examen approfondi de ces observations. La Chine continuera de dialoguer avec le Japon et les autres Membres intéressés sur cette question.

41.17. Le Conseil a pris note des déclarations.

42 CHINE – PROJET DE NORME NATIONALE CHINOISE RECOMMANDÉE POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

42.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

42.2. Le délégué du Japon a indiqué ce qui suit:

42.3. Le Japon a fait part devant les comités compétents de ses préoccupations concernant la modification de la norme nationale chinoise recommandée (GB/T) pour les équipements de bureau, tels que les périphériques multifonctions et les imprimantes qui sont achetés par les exploitants

d'infrastructures d'information essentielles. Il a été suggéré que la norme rendrait obligatoire: i) que les équipements de bureau tels que les périphériques multifonctions et les imprimantes, y compris leurs composants, soient développés, conçus et produits en Chine; et ii) que les renseignements prouvant que les équipements de bureau et/ou leurs composants sont développés, conçus et produits en Chine soient divulgués. Ces normes nationales font craindre que les produits étrangers, y compris les produits japonais, fassent l'objet d'une discrimination de la part d'autres pays, que le commerce soit restreint plus que nécessaire et que le transfert de technologie soit forcé. Il est en outre possible que ces normes soient incompatibles avec divers Accords de l'OMC, notamment l'article 2:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, les articles 2.1, 2.3 et 5.1.2 de l'Accord OTC, l'article III:4 du GATT, ainsi que l'article 7.3 du protocole d'accession de la Chine.

42.4. Nous croyons comprendre qu'une étude est menée sous la direction du Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information (TC260), et nous voudrions connaître l'état d'avancement de l'étude de ce projet de norme nationale et son contenu. Nous apprécierions que la Chine fasse part des éléments factuels, y compris: i) le calendrier jusqu'à l'adoption de cette norme nationale, y compris la date à laquelle elle sera ouverte aux observations du public; ii) le contenu du projet de norme nationale, en particulier son champ d'application, y compris la définition des exploitants d'infrastructures d'information essentielles et les dispositions prescrivant que les équipements de bureau et leurs composants soient fabriqués en Chine; et iii) les dispositions exigeant des renseignements prouvant que les équipements ont été développés, conçus et produits en Chine. Nous souhaiterions que la Chine nous fasse part de ces éléments factuels, y compris les dispositions.

42.5. De plus, la Chine a indiqué lors de la réunion de février du Comité des MIC que "ces questions portaient sur des normes et devraient être discutées au sein du Comité OTC", avant de se borner à expliquer ensuite, devant le Comité OTC, que les "Membres intéressés pourraient faire part de leur opinion une fois la procédure de présentation d'observations ouverte". Aucune explication convaincante n'a été obtenue au sujet des préoccupations spécifiques soulevées par le Japon et les autres Membres concernés. Si le public a la possibilité de formuler des observations sans que cela permette une résolution, nous estimons que cette question pourrait soulever des doutes quant à l'attachement de la Chine à l'autorité de l'OMC, qui est au cœur du système commercial multilatéral. Afin d'éviter de tels doutes, nous espérons que les préoccupations soulevées ici par les Membres concernés seront dûment traitées avant que le public soit invité à soumettre ses observations.

42.6. Nous espérons vivement que les révisions des normes nationales, ainsi que des systèmes et lignes directrices connexes, ne prendront pas la forme préoccupante décrite plus haut. Le Japon espère également qu'aucune mesure incorporant des prescriptions similaires ne sera formulée et introduite, non seulement dans le domaine des périphériques multifonctions et des imprimantes mais aussi dans d'autres domaines.

42.7. La déléguée de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

42.8. Selon les renseignements reçus concernant cette nouvelle mesure, les prescriptions révisées, en cas d'adoption, excluraient la possibilité pour les fournisseurs étrangers d'équipements de bureau de participer aux marchés publics en Chine, puisque la plupart de leurs produits dépendent fortement de composants en provenance de l'étranger. L'UE voudrait insister sur le fait que tous les équipements de bureau ne peuvent pas être considérés comme des infrastructures d'information essentielles, et souligner à nouveau qu'il est important de clarifier des termes tels que celui d'"infrastructures d'information essentielles". L'UE exhorte également la Chine à ne pas prendre de mesures similaires dans d'autres secteurs ou pour d'autres produits.

42.9. Le délégué de la Chine a indiqué ce qui suit:

42.10. La norme recommandée fait actuellement l'objet d'une demande de révision; l'avis relatif à cette demande a été publié le 22 décembre 2022. Aucune objection n'a été reçue à l'heure actuelle. La révision de cette norme nationale est toujours en attente de l'approbation de l'Administration chinoise de normalisation. La formulation et la révision des normes nationales de la Chine sont toujours fondées sur des principes d'ouverture et de transparence. Une fois le plan de révision de la norme approuvé, les informations pertinentes seront communiquées au public. Toutes les parties

peuvent obtenir ces renseignements sur le site Web officiel de l'Administration chinoise de normalisation ou par les autres canaux pertinents.

42.11. Le Conseil a pris note des déclarations.

43 CHINE – PROJET DE RÉVISION DE LA LOI CHINOISE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON

43.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

43.2. Le représentant du Japon a indiqué ce qui suit:

43.3. Au mois de juillet de l'année dernière, la Chine a publié un projet de révision de la Loi sur les marchés publics. En ce qui concerne la portée de la loi révisée, outre les "organismes, entités commerciales et organisations d'État" de l'actuel article 2, l'expression "autres entités contractantes" a été ajoutée aux articles 2 et 12. S'agissant de l'expression "autres entités contractantes", l'article 12 de la loi révisée fait référence aux "entreprises d'État d'intérêt public qui réalisent des travaux publics et exploitent des infrastructures publiques ou des réseaux de services publics à des fins publiques" et ajoute que "d'autres entités contractantes auxquelles cette loi s'applique et leur champ d'approvisionnement spécifique seront déterminés par le Conseil d'État".

43.4. Si le champ d'application de la Loi sur les marchés publics est élargi pour englober même les marchés allant au-delà des "acquisitions par des organes gouvernementaux", comme le prévoit l'article III:8 a) du GATT, et que les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux sont appliquées sur la base de l'article 23 de la loi révisée, les produits étrangers, y compris ceux du Japon, pourraient être traités de façon discriminatoire, ce qui constituerait une violation de l'article III:4 du GATT. Compte tenu de cela, le Japon demande à la Chine que la définition donnée par le Conseil d'État de l'expression "autres entités contractantes" au titre de l'article 12 du projet de loi révisé ne soit pas élargie sans limite.

43.5. En plus de la réglementation existante sur les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, l'article 23 du projet de loi révisé, qui fait clairement référence au "soutien aux branches de production nationales", ajoute une nouvelle prescription relative à la teneur en éléments locaux qui prévoit qu'un traitement préférentiel serait accordé dans les marchés publics aux produits ayant un fort ratio de valeur ajoutée en Chine. Le Japon tient à souligner que cela ne peut pas non plus être autorisé au titre de l'exception pour les marchés publics prévue à l'article III:8 a) du GATT, sauf si cela relève véritablement des marchés publics, et que cette prescription relative à la teneur en éléments locaux peut également contrevenir à l'article 2.1 de l'Accord sur les MIC et à l'article III:4 du GATT. À cet égard, le Japon a l'intention de suivre de près le champ d'application de cet article.

43.6. Même si la Chine a indiqué à la dernière réunion du CCM qu'elle traitait les entreprises étrangères et les entreprises nationales chinoises sur un pied d'égalité dans les marchés publics, sauf en ce qui concerne les questions de sécurité, nous sommes d'avis que ces nouvelles dispositions figurant dans le projet de modifications ne sont pas encore conformes aux normes prescrites par l'Accord sur les marchés publics (AMP), au sujet duquel la Chine mène déjà depuis de nombreuses années des négociations pour en être partie, et ces nouvelles dispositions constituent, en fait, un pas dans la direction opposée. On peut ainsi se demander si la Chine est disposée à respecter ces normes, même si elle a demandé à accéder à l'AMP et à d'autres accords de haut vol.

43.7. Le représentant de la Chine a indiqué ce qui suit:

43.8. La Chine souhaiterait remercier le Japon de son intérêt pour cette question et renvoie à ses déclarations précédentes à ce sujet. Le soutien à la production nationale dans les marchés publics est une pratique internationale courante. En élaborant le projet de modification de la Loi chinoise sur les marchés publics, nous avons tenu compte des pratiques et de l'expérience pertinentes d'autres Membres. Nous sommes disposés à examiner cette question avec le Japon dans le cadre des négociations sur l'accession de la Chine à l'AMP. La Chine souhaite renforcer son dialogue avec les Membres concernés pour accélérer son processus d'accession à l'AMP.

43.9. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

44 ÉTATS-UNIS – RESTRICTION QUANTITATIVE DISCRIMINATOIRE À L'IMPORTATION D'ACIER ET/OU D'ALUMINIUM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

44.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

44.2. Le représentant de la Chine a indiqué ce qui suit:

44.3. Comme le Conseil le sait, en 2018, les États-Unis ont imposé des droits de douane additionnels sur les importations d'acier et d'aluminium au nom de la "sécurité nationale". Depuis, les États-Unis ont sélectionné un certain nombre de Membres pour lesquels les droits additionnels ont été levés. Ces accords discriminatoires créent un dangereux précédent et contreviennent aux règles de l'OMC.

44.4. Les Membres savent peut-être également qu'en 2021 les États-Unis ont engagé des négociations avec l'UE sur un accord mondial sur l'acier et l'aluminium durables. Récemment, il a été rapporté que, dans le cadre des négociations relatives à cet accord mondial, les États-Unis chercheraient à être exemptés du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE.

44.5. La Chine est préoccupée par tous ces accords discriminatoires, qui octroient un traitement spécifique à certains Membres et, partant, entraînent l'exclusion des autres Membres. Nous appelons l'OMC à renforcer le suivi de ces accords discriminatoires pour garantir que ces mesures protectionnistes ne soient pas appliquées au nom de la sécurité nationale ou de la lutte contre le changement climatique.

44.6. La représentante de la Türkiye a indiqué ce qui suit:

44.7. Comme nous l'avons fait aux précédentes réunions du CCM, du Comité de l'accès aux marchés et, dernièrement, de l'Organe de règlement des différends, nous souhaitons répéter notre inquiétude concernant les droits de douane que les États-Unis ont imposés au titre de l'article 232 sur les importations de produits en acier et en aluminium depuis 2018. La Türkiye saisit cette occasion pour, une nouvelle fois, faire part de ses préoccupations au sujet de la compatibilité de ces mesures avec les règles et principes fondamentaux de l'OMC tels qu'énoncés dans l'Accord sur les sauvegardes et dans le GATT de 1994.

44.8. Comme vous le savez, le rapport du Groupe spécial dans l'affaire DS564 a confirmé que ces préoccupations étaient exactes, le Groupe spécial ayant constaté à juste titre que toute capacité excédentaire mondiale dans les secteurs de l'acier et de l'aluminium et le souhait des États-Unis de protéger leurs producteurs d'acier et d'aluminium ne pouvaient pas constituer un "cas de grave tension internationale" au sens de l'article XXI du GATT, et ne pouvaient donc justifier l'adoption de mesures de sécurité nationale.

44.9. Comme indiqué précédemment, nous sommes également d'avis que les évolutions récentes en faveur de l'exclusion de certains Membres par rapport à d'autres des droits établis au titre de l'article 232, de manière sélective, complique encore le problème. Nous continuons de penser qu'il n'existe pas de raison convaincante justifiant de lever ces prétendues mesures pour certains pays Membres et, en même temps, d'exclure d'autres Membres. Compte tenu de la manière dont elles ont été appliquées, ces restrictions quantitatives vont à l'encontre de l'article XI et de la lettre et de l'esprit des principes fondamentaux de l'OMC en favorisant certains partenaires plutôt que d'autres. De fait, le même rapport de groupe spécial pour l'affaire DS564 a conclu que ces mesures constituaient des restrictions quantitatives incompatibles avec les dispositions de l'article XI:1 du GATT de 1994. Malheureusement, le rapport du Groupe spécial a fait l'objet d'un appel dans le vide, les processus de sélection pour pourvoir les postes vacants des membres de l'Organe d'appel n'ayant pas été lancés.

44.10. Compte tenu de ce qui précède, la Türkiye souhaiterait saisir cette occasion pour demander une nouvelle fois l'élimination totale de tous les droits additionnels et restrictions quantitatives sans plus attendre, afin d'assurer le fonctionnement efficace du système commercial multilatéral.

44.11. La représentante des États-Unis a indiqué ce qui suit:

44.12. Les États-Unis et leurs partenaires ont publié des déclarations conjointes concernant les accords conclus qui visent les importations d'acier et d'aluminium aux États-Unis. Au moment

d'appliquer les modifications apportées aux droits imposés au titre de l'article 232, le Président a déclaré que, d'après lui, les accords trouvés avec divers partenaires commerciaux fourniraient des moyens de remplacement efficaces à long terme permettant de parer à leur contribution à la menace pour la sécurité nationale telle qu'elle a été déterminée par les États-Unis. En octobre 2021, les États-Unis et l'Union européenne sont convenus de négocier un accord mondial visant à rétablir des conditions orientées vers le marché et à soutenir la réduction de l'intensité en carbone de tous les modes de production d'acier et d'aluminium. Conformément à la déclaration conjointe, chaque participant à l'accord mondial prendrait plusieurs mesures compatibles avec ses obligations internationales et les règles multilatérales, y compris les règles qui pourraient être élaborées conjointement. Les États-Unis et l'Union européenne cherchent à conclure les négociations relatives à l'accord mondial d'ici au mois d'octobre 2023.

44.13. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

45 ÉTATS-UNIS – MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES AU NOM DE LA SÉCURITÉ NATIONALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

45.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

45.2. Le représentant de la Chine a indiqué ce qui suit:

45.3. La Chine a soulevé plusieurs préoccupations devant ce conseil, à de multiples reprises, pour exprimer son inquiétude concernant certaines mesures adoptées par les États-Unis au nom de la sécurité nationale. Étant donné que nous cherchons à améliorer le fonctionnement de ce conseil et que le nombre croissant de points inscrits à l'ordre du jour est l'une des questions préoccupant les Membres, nous avons pris une mesure concrète pour raccourcir la liste de préoccupations commerciales de ce conseil en groupant nos préoccupations sous un seul point. Comme c'est la première fois que nous faisons une déclaration au titre de ce point réorganisé, je vais peut-être prendre un peu plus de temps pour faire ma déclaration.

45.4. Ces dernières années, les sanctions économiques unilatérales, imposées au nom de la "sécurité nationale", sont devenues un instrument majeur de politique commerciale pour certains Membres, et leur champ d'application large, la vaste portée de leurs ramifications et le préjudice qu'elles causent au système commercial multilatéral ont suscité la préoccupation de nombreux Membres. Certaines de ces mesures discriminatoires et perturbatrices pour le commerce ont été soumises au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, et les groupes spéciaux chargés du règlement des différends ont rendu des décisions cohérentes à cet égard. Pour faire bref, la plupart des mesures restrictives pour le commerce adoptées au nom de la sécurité nationale s'écartaient des circonstances énoncées dans les dispositions relatives aux "exceptions concernant la sécurité" de l'OMC et constituaient un recours abusif à la notion de "sécurité nationale".

45.5. Cette tendance croissante au recours abusif aux exceptions concernant la sécurité nationale est partie des États-Unis. Depuis l'imposition des droits de douane visant l'aluminium et l'acier au titre de l'article 232 en 2018, les États-Unis ont pris un certain nombre de mesures restrictives pour le commerce au nom de la sécurité nationale, y compris des mesures relevant des 8 catégories suivantes: i) mesures tarifaires: 232 mesures tarifaires et contingents tarifaires visant l'importation de produits en acier et en aluminium ont été adoptés; ii) mesures relatives aux règles d'origine: les prescriptions relatives au marquage de l'origine sont appliquées de façon discriminatoire; iii) restrictions directes aux exportations: les produits commerciaux exportés en Chine et les entités commerciales chinoises font l'objet de contrôles approfondis des exportations; iv) application extraterritoriale de restrictions à l'exportation: des restrictions frappent les exportations vers la Chine de produits spécifiques de pays tiers qui ne contiennent aucun "élément des États-Unis", ce qu'on appelle les "règles relatives aux produits étrangers directs"; v) interdiction d'achat: les organismes du gouvernement fédéral ont l'interdiction d'acheter ou d'utiliser des produits et services des télécommunications d'entreprises chinoises spécifiques, et ils n'auront pas non plus le droit d'acheter ou d'utiliser des produits électroniques contenant des semi-conducteurs fabriqués par certaines entreprises chinoises; vi) politiques de subventions discriminatoires: les opérateurs de télécommunications subventionnés n'ont pas le droit d'utiliser des produits de certaines entreprises chinoises, les entreprises de semi-conducteurs recevant des subventions du gouvernement américain doivent renoncer à leurs projets d'expansion en Chine, et les véhicules électriques dont les batteries contiennent des composants ou minéraux originaires de Chine ne peuvent plus recevoir

de subventions; vii) prohibitions des autorisations de mise sur le marché: il est interdit d'octroyer à certaines entreprises chinoises l'autorisation nécessaire pour commercialiser des équipements de télécommunication; et viii) examen des transactions liées aux services des TIC: les transactions commerciales liées à une large palette de produits et services des TIC, y compris l'achat, l'importation, le transfert, l'installation, la vente ou l'utilisation, font l'objet d'un examen, et des mesures d'interdiction peuvent être imposées.

45.6. Le recours abusif des États-Unis à la notion de "sécurité nationale" est reflété dans les aspects suivants:

45.7. Premièrement, les États-Unis estiment que l'application des dispositions relatives aux "exceptions concernant la sécurité" est uniquement "fondée sur une autonomie de jugement" et n'est pas soumise à l'examen des groupes spéciaux chargés du règlement des différends. Toutefois, comme l'ont montré plusieurs décisions de ces groupes spéciaux, ni l'historique de la négociation du GATT, ni le texte du GATT, ni l'interprétation des dispositions pertinentes par de nombreux autres Membres ne sont en phase avec l'allégation des États-Unis. Comme bien des chercheurs l'ont signalé, une défense juridique seulement fondée sur une autonomie de jugement équivaut à un "trou noir"; elle fera des exceptions la règle et portera gravement atteinte au système commercial multilatéral.

45.8. Deuxièmement, la portée des mesures de contrôle des exportations adoptées par les États-Unis est si large qu'elle va au-delà de la pratique convenue au niveau international; de plus, la nature unilatérale de ces mesures est poussée à l'extrême avec leur application extraterritoriale. Au titre des règles relatives aux produits étrangers directs, les exportations de produits fabriqués avec des logiciels ou de la technologie des États-Unis sont assujettis aux contrôles des États-Unis, même s'ils ne contiennent aucun élément originaire de ce pays. Cette mesure extrêmement injuste peut être comparée à une situation dans laquelle un auteur européen aurait écrit une histoire avec un stylo fabriqué aux États-Unis et aurait besoin de la permission de ce pays pour publier une édition chinoise en Chine.

45.9. Troisièmement, l'interdiction d'accès aux marchés imposée sur l'équipement de télécommunication chinois et l'examen méticuleux des transactions liées aux services des TIC dépassent largement les champs d'application habituels, par exemple les marchés publics et l'infrastructure essentielle, et englobent toutes les ventes et importations, y compris les ventes commerciales.

45.10. Quatrièmement, la nature discriminatoire des politiques de subventions est portée à un niveau sans précédent. Le fait que le gouvernement des États-Unis octroie des subventions subordonnées à l'interdiction d'accroître les capacités en Chine fragmente de façon artificielle le marché et compromet l'autonomie des entreprises, qui ne peuvent prendre leurs propres décisions commerciales. Même les composants de batteries fabriqués en Chine sont considérés comme une menace potentielle pour la sécurité nationale des États-Unis, ce qui entraîne un traitement discriminatoire dans les politiques de subventions.

45.11. Nous avons pris note de l'avis des États-Unis selon lequel l'intégrité de l'OMC a été mise à mal par les décisions de groupes spéciaux dans des affaires portant sur la sécurité nationale, ainsi que de la déclaration de l'Ambassadrice Katherine Tai, Représentante des États-Unis pour les questions commerciales internationales, selon laquelle "l'OMC se [mettait] dans une situation très, très périlleuse". Nous ne sommes pas d'accord. De fait, ce qui met l'OMC dans une situation très, très périlleuse, c'est le recours abusif des États-Unis aux exceptions concernant la sécurité. De tels abus ont brisé l'une après l'autre les fenêtres de cette bâtisse qu'est le système commercial multilatéral et, selon la "théorie de la vitre brisée", nous pourrions nous retrouver dans une situation dans laquelle les exceptions deviendraient la règle, ce qui ferait courir un grave danger au système commercial multilatéral fondé sur des règles.

45.12. La Chine est convaincue que pour renforcer le système commercial multilatéral fondé sur des règles avec l'OMC en son cœur, il est nécessaire d'améliorer les fonctions de délibération de l'OMC sur de telles exceptions abusives concernant la sécurité, dans le cadre des règles et procédures de l'OMC.

45.13. La représentante des États-Unis a indiqué ce qui suit:

45.14. Comme indiqué précédemment, les États-Unis ne pensent pas que le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC soit l'enceinte appropriée pour examiner des questions relevant de la sécurité nationale.

45.15. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

46 INDE – MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ AU MOYEN D'ORDONNANCES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DANS DIVERS SECTEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET L'UNION EUROPÉENNE

46.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Canada et de l'Union européenne.

46.2. La représentante de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

46.3. L'Union européenne est profondément préoccupée par le nombre croissant d'ordonnances en matière de contrôle de la qualité que l'Inde publie dans de nombreux secteurs, par exemple les jouets, les pièces automobiles dont les pneumatiques, les substances chimiques et pétrochimiques et l'acier. Il semble que la majorité des ordonnances introduites aient une orientation protectionniste et suscitent des questions quant à leur conformité avec l'Accord OTC. L'UE est particulièrement préoccupée par la tendance visible à l'adoption d'ordonnances sur le contrôle de la qualité qui prescrivent l'utilisation des normes propres à l'Inde alors que des normes internationales existent déjà.

46.4. En outre, les ordonnances de contrôle de la qualité rendent obligatoires des procédures d'évaluation de la conformité qui sont plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour réaliser leur objectif légitime. Elles entraînent une charge et un coût économique supplémentaires pour les parties prenantes de l'UE en raison de procédures inutilement fastidieuses, y compris des inspections d'usines obligatoires et des essais dans des laboratoires indiens en vue d'obtenir les permissions ou licences nécessaires pour des produits déjà testés et certifiés conformément aux normes et systèmes internationaux établis. Il n'est pas prévu de processus simplifié qui s'appuierait sur un certificat déjà octroyé par un organisme international.

46.5. L'UE souhaiterait également rappeler la nécessité de dûment notifier toutes ces mesures, selon qu'il conviendra. Nous espérons donc pouvoir travailler avec l'Inde sur ces questions.

46.6. Le représentant du Canada a indiqué ce qui suit:

46.7. Le Canada demeure préoccupé par les ordonnances en matière de contrôle de la qualité publiées par l'Inde dans divers secteurs. Comme indiqué dans d'autres instances, par exemple le Comité des obstacles techniques au commerce, le Canada s'inquiète des objectifs de ces ordonnances, des processus de notification et des questions systémiques dans ce cadre. Nous espérons que l'Inde pourra véritablement examiner ces préoccupations et répondre aux questions posées par de nombreux Membres, dont le Canada. Nous encourageons vivement l'Inde à garantir que l'application de ces ordonnances de contrôle de la qualité soit conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

46.8. Le représentant du Japon a indiqué ce qui suit:

46.9. Le Japon soutient les observations formulées par l'UE et le Canada concernant les ordonnances en matière de contrôle de la qualité de l'Inde. Même si ces ordonnances prévoient que le Bureau indien de normalisation (BIS) effectue des inspections d'usines à l'étranger, le Japon demande que les ordonnances de contrôle de la qualité ne soient pas plus restrictives pour le commerce que nécessaire, conformément aux articles 2.2 et 5.1.2 de l'Accord OTC. En outre, nous demandons que ces ordonnances soient conformes à l'Accord OTC, par exemple que des normes internationales soient utilisées comme base pour les ordonnances en matière de contrôle de la qualité, conformément aux articles 2.4 et 5.4 de l'Accord OTC, et qu'un délai suffisant soit ménagé avant l'application des ordonnances, conformément aux articles 2.12 et 5.9 de l'Accord OTC.

46.10. La représentante du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

46.11. Nous remercions l'Union européenne et le Canada d'avoir soulevé cette question, et le Japon de l'avoir appuyé. Le Royaume-Uni est également préoccupé par la quantité d'ordonnances adoptées par l'Inde, qui portent sur un certain nombre de produits et qui semblent plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs légitimes de l'Inde. Nous encouragerions l'Inde à garantir que ses réglementations en vigueur et à venir soient conformes aux normes internationales lorsqu'il en existe afin de prévenir tout effet défavorable sur les entreprises étrangères et sur le commerce. Nous espérons poursuivre notre dialogue avec l'Inde sur cette question.

46.12. Le représentant de l'Inde a indiqué ce qui suit:

46.13. Nous remercions les délégations de l'UE, du Canada, du Japon et du Royaume-Uni de leur intérêt pour les ordonnances en matière de contrôle de la qualité de l'Inde. La délégation du Canada a présenté un document à ce sujet, coparrainé par d'autres Membres, au Comité des obstacles techniques au commerce. Notre capitale est en train de l'examiner et pourrait envisager de fournir une réponse le moment venu.

46.14. Nous remercions également la délégation de l'Union européenne d'avoir fait part de son avis à l'occasion de la réunion d'aujourd'hui. Nous prenons bonne note des observations formulées et les transmettrons à notre capitale, qui les examinera avec attention. Nous remercions l'Union européenne pour les discussions bilatérales productives qui sont menées en marge du Comité OTC, sur cette question commerciale et d'autres.

46.15. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

47 ÉGYPTÉ – UTILISATION OBLIGATOIRE D'UNE LETTRE DE CRÉDIT COMME CONDITION DE PAIEMENT POUR LES IMPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

47.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne.

47.2. La représentante de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

47.3. Nous sommes heureux de pouvoir vous communiquer des progrès. Nous faisons bon accueil à la décision de l'Égypte de supprimer l'utilisation obligatoire d'une lettre de crédit comme condition préalable pour les paiements dans le pays et remercions l'Égypte de ce qui a été fait jusqu'à présent. Nous comprenons que, depuis le 3 janvier 2023, d'autres méthodes de paiement sont disponibles, ce que nous voyons comme une première étape importante vers le rétablissement des flux commerciaux bilatéraux. Si les flux commerciaux n'ont pas encore repris, nous nous attendons à une normalisation prochaine de la situation sur le terrain, et nous ne doutons pas du fait que l'Égypte prendra toutes les mesures nécessaires à cette fin.

47.4. Le représentant de la Norvège a indiqué ce qui suit:

47.5. La Norvège remercie l'Union européenne d'avoir soulevé ce point. Nous voyons d'un bon œil l'évolution positive qui s'opère en Égypte et, comme vient également de le mentionner l'UE, nous saluons la décision de ce pays de supprimer l'obligation d'utiliser des lettres de crédit. Nous espérons que la situation reviendra bientôt à la normale.

47.6. Le représentant de l'Égypte a indiqué ce qui suit:

47.7. L'Égypte remercie l'Union européenne et la Norvège de l'intérêt qu'elles continuent de porter à cette question. L'Égypte souhaiterait simplement informer les Membres aujourd'hui que, comme cela a été expliqué à la dernière réunion du Conseil, en novembre 2022, la Banque centrale égyptienne a pris un certain nombre de dispositions en ce qui concerne la prescription de l'UE, de manière à permettre la suppression progressive et complète de cette mesure en décembre 2022.

47.8. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

48 UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (UE) N° 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) N° 2018/825 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

48.1. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie.

48.2. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué ce qui suit:

48.3. La Fédération de Russie a réexprimé ses préoccupations au sujet des modifications apportées au Règlement de base de l'UE relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping, introduites par le Règlement (UE) n° 2017/2321 et le Règlement (UE) n° 2018/825. Au cours de précédentes réunions du CCM, nous avons souligné la nature discriminatoire des modifications, qui peut être illustrée par les éléments suivants: i) la Commission européenne peut sanctionner les exportateurs deux fois pour la même situation, qualifiée dans les modifications de "distorsions significatives" et de "distorsions sur les matières premières"; et ii) la Commission européenne n'a publié que deux "rapports" au sujet desdites "distorsions significatives" observées dans deux pays exportateurs spécifiques. Ces éléments montrent clairement la nature discriminatoire de l'approche de l'UE s'agissant de l'application de mesures antidumping. Sans entrer dans le détail, nous souhaiterions répéter une nouvelle fois notre préoccupation systémique concernant l'incompatibilité de ces modifications avec l'OMC. Nous invitons instamment l'UE à s'abstenir de les appliquer et à ne pas violer ses obligations dans le cadre de l'OMC.

48.4. La représentante de l'Union européenne a indiqué ce qui suit:

48.5. Nous souhaiterions simplement renvoyer à la déclaration que nous avons faite au titre du point 31 de l'ordre du jour, dans laquelle nous avons insisté sur notre appel à respecter l'ordre international fondé sur des règles.

48.6. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

49 AUTRES QUESTIONS

49.1 Compte rendu de l'événement "Who Notices Notifications? A Conversation With the Private Sector at the WTO"

49.1. Le Président a indiqué ce qui suit:

49.2. Pour commencer, je vous rappelle que les États-Unis souhaitent rendre compte d'un événement qu'ils ont coorganisé et qui s'intitulait: "Who Notices Notifications? A Conversation with the Private Sector at the WTO" (Qui remarque les notifications? Une conversation avec le secteur privé à l'OMC).

49.3. La représentante des États-Unis a indiqué ce qui suit:

49.4. Le 30 mars, en association avec les Amis de la transparence de l'OMC, plusieurs Membres de l'Organisation ont parrainé une table ronde intitulée "Who Notices Notifications? A Conversation with the Private Sector at the WTO" (Qui remarque les notifications? Une conversation avec le secteur privé à l'OMC), en marge de la réunion du CCM d'avril 2023. Cette discussion a été l'occasion d'entendre le point de vue d'experts du secteur privé, qui représentaient: la Chambre de commerce internationale; l'Association israélienne des fabricants; le Conseil des exportations de soja des États-Unis; Fonterra, une entreprise néo-zélandaise de produits laitiers; et Loc Kim Chi Seafood Company, un exportateur vietnamien de fruits de mer. A également participé à cette table ronde le Point d'information sur les OTC d'Israël.

49.5. Les participants ont déclaré qu'il fallait engager des ressources significatives pour rester informés du volume conséquent de notifications de l'OMC, ce dont seules les grandes entreprises et associations professionnelles étaient capables. Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ne peuvent souvent pas suivre les notifications de l'OMC en raison de contraintes en matière de ressources. Les MPME sont mises en difficulté par le système actuel de notification et doutent de leur capacité d'influencer les politiques adoptées par les Membres qui ont des effets sur leur activité. Les intervenants se demandaient si les points d'information, les associations commerciales et les

universités ne pourraient pas aider à mener des campagnes de sensibilisation, en particulier auprès des MPME, au sujet des notifications de l'OMC. Le représentant de l'exportateur vietnamien de fruits de mer a fait part de son expérience directe. Il a expliqué qu'il avait reçu une formation sur les notifications de l'OMC dans le cadre d'un programme universitaire et que ces connaissances avaient une influence sur l'entreprise et sa volonté de participer à l'élaboration des politiques affectant leur activité.

49.6. L'un des principaux points à retenir de la séance était que le secteur privé valorise grandement la coordination avec les fonctionnaires, étrangers et nationaux, sur les modifications apportées aux réglementations, en particulier au début du processus, avant qu'elles ne soient notifiées à l'OMC. Le secteur privé peut contribuer en donnant des exemples concrets d'effets que pourrait avoir un changement de réglementation. L'événement a également montré que l'environnement commercial mondial s'était considérablement complexifié depuis la création du système de notification de l'OMC et que ce dernier pouvait être perfectionné. Les intervenants ont proposé des améliorations qu'ils jugeaient utiles: la traduction des notifications de l'OMC dans davantage de langues, qui rendrait le système ePing plus simple d'utilisation pour les utilisateurs non gouvernementaux, et l'amélioration par les Membres de la précision des notifications s'agissant des produits visés, qui permettrait aux parties intéressées de réaliser un examen plus ciblé. Il semble que la pandémie de COVID-19 n'ait pas eu d'incidence significative sur l'expérience des invités avec les notifications.

49.7. Nos délégations continueront de travailler avec les Membres de l'OMC pour apporter des contributions variées et approfondies à l'Organisation. Ces voix nous aident à comprendre comment les notifications de l'OMC offrent une certaine prévisibilité aux négociants, les aident à prendre des décisions commerciales éclairées et contribuent à établir un système commercial mondial plus inclusif.

49.8. Le résumé de l'événement, ainsi qu'un lien vers son enregistrement, figurent dans le document [RD/CTG/18](#).

49.9. Le Président a remercié les États-Unis et proposé que le Conseil prenne note de la déclaration faite.

49.10. Le Conseil en est ainsi convenu.

49.2 Projet de calendrier annuel – Organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises ([JOB/CTG/22](#)) et Calendrier évolutif provisoire des réunions formelles des organes de l'OMC en 2023 ([WT/INF/231/Rev.1](#))

49.11. Le Président a attiré l'attention du Conseil sur la version la plus récente du "Projet de calendrier annuel – Organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises ([JOB/CTG/22](#))", qui serait actualisé après chaque réunion formelle ultérieure du CCM afin d'anticiper et, si possible, d'éviter tout problème de programmation, ainsi que sur le "Calendrier évolutif provisoire des réunions formelles des organes de l'OMC en 2023 ([WT/INF/231/Rev.1](#))", qui faisait désormais partie du calendrier interactif disponible sur le site des Membres. Ce document existait en partie grâce à ce conseil. Le Président avait eu l'occasion de présenter le calendrier du CCM au Président sortant du Conseil général et lui avait précisé qu'il s'était avéré utile au cours des deux années précédentes. L'équipe du Conseil général s'était directement inspirée de ce document, même s'il était plus difficile pour elle de préparer sa version, moins stable étant donné le grand nombre d'organes reflétés dans son calendrier.

49.12. La représentante des États-Unis a indiqué ce qui suit:

49.13. Je souhaiterais souligner que le fait d'avoir un calendrier annuel des réunions est très important pour la chronologie des événements à l'OMC, et le Conseil devrait prendre soin de le respecter dans toute la mesure du possible.

49.14. La représentante du Paraguay a indiqué ce qui suit:

49.15. Le Paraguay souhaiterait remercier le Président pour ces deux documents. Nous pensons que le fait d'avoir un calendrier à plus grande échelle, même provisoire, nous aidera tous à mieux nous organiser. Nous souhaiterions également demander qu'en cas de modification de la date des

réunions de ce conseil ou de ses organes subsidiaires les Membres soient informés des raisons de ces changements. Nous apprenons souvent que les dates sont modifiées sans en connaître officiellement la raison. Nous pensons qu'une telle mesure renforcera la responsabilité car, en général, ces changements perturbent le fonctionnement de ce conseil et de ses organes subsidiaires.

49.16. Le Président a rappelé que cette question avait été soulevée à la réunion informelle du Conseil et qu'il s'était engagé à écrire au Président du Conseil général à ce sujet.

49.17. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

49.3 E-Agenda

49.18. Le Président a indiqué ce qui suit:

49.19. Vous vous souviendrez que le 13 février, à la suite d'une procédure écrite, le Conseil du commerce des marchandises a adopté l'introduction de l'eAgenda dans ses travaux à titre d'essai. J'ai le plaisir de vous informer aujourd'hui que le système a été développé sur la base du modèle utilisé par le Comité de l'accès aux marchés. Au cours des prochaines semaines, le Secrétariat distribuera une communication expliquant comment se dérouleront la formation et la phase de test, y compris la possibilité de donner son avis concernant tout ajustement du système qui pourrait être nécessaire. Si tout se passe bien, le Conseil du commerce des marchandises sera en mesure d'utiliser l'eAgenda, à titre expérimental, pour sa réunion de juillet 2023. Enfin, je souhaiterais signaler que la décision du Conseil du 13 février n'a pas encore été distribuée. Si vous êtes d'accord, et pour faciliter l'enregistrement de cette décision, le Secrétariat la distribuera en tant que document du CCM.

49.20. Le Conseil a pris note de la déclaration faite.

49.4 Date de la prochaine réunion

49.21. Le Président a indiqué que la date de la réunion formelle suivante du Conseil était fixée aux 6 et 7 juillet 2023, avec une réunion informelle prévue le 31 mai. Ces dates seraient confirmées en temps voulu.

50 ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

50.1. Le Président a rappelé que le Président du Conseil général avait tenu des consultations sur une liste de noms pour la présidence des différents organes permanents de l'OMC, conformément aux lignes directrices établies pour la désignation des présidents. Ces propositions de nominations avaient été approuvées par le Conseil général à sa dernière réunion. Conformément aux nominations, le Président a proposé que le CCM élise par acclamation S.E. M. Adamu Mohammed Abdulhamid (Nigéria) à la présidence du Conseil.

50.2. Le Conseil en est ainsi convenu.

50.3. Le Président sortant a félicité l'Ambassadeur Adamu Mohammed Abdulhamid pour son élection et a remercié les délégations, ainsi que le Secrétariat, pour leurs efforts et leur dévouement indéfectibles s'agissant de mener à bien les travaux du CCM.

50.4. Le nouveau Président a rappelé que, comme convenu au titre du point 3 de l'ordre du jour, l'élection des présidents des organes subsidiaires du Conseil avait été suspendue. Une fois qu'une liste de noms serait approuvée, le Président du CCM convoquerait à nouveau le Conseil afin de traiter exclusivement de ce point de l'ordre du jour.

50.5. La réunion a été déclarée close.
